



HAL
open science

Le Christianisme politique en Europe 1815-2015. Tome 2

Daniel-Louis Seiler

► **To cite this version:**

Daniel-Louis Seiler. Le Christianisme politique en Europe 1815-2015. Tome 2. Éditions Le Manuscrit, 2, 2023, Fondation Mattei Dogan, Vincent Hoffmann-Martinot, 9782304054040. <hal-04165075>

HAL Id: hal-04165075

<https://hal.science/hal-04165075v1>

Submitted on 18 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

LE CHRISTIANISME POLITIQUE EN EUROPE
1815-2015. TOME 2

Du même auteur

Idéologies et citoyens, Bruxelles, EVO, 1970.

Le Déclin du cléricanisme, Bruxelles, Institut belge de Science politique, 1975.

Les Partis politiques en Europe, Paris, PUF, 1978.

Partis et familles politiques, Paris, PUF, 1980.

La Politique comparée, Paris, Armand Colin, 1982.

Les Partis autonomistes, Paris, PUF, 1982.

Le Comportement politique comparé, Paris, Economica, 1984.

De la comparaison des partis politiques, Paris, Economica, 1986.

La Vie politique des Européens, Paris, Economica, 1998.

Les Partis politiques en Occident, Paris, Ellipses, 2004.

Clivages et familles politiques en Europe, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

Qu'est-ce que l'Europe ?, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014.

Cet ouvrage a bénéficié d'une subvention
du Laboratoire MESOPOLHIS UMR 7064
et de l'ESPOL, faculté catholique de Lille



ISBN 978-2-304-05404-0

© Éditions Le Manuscrit, avril 2023

DANIEL-LOUIS SEILER

Le Christianisme
politique en Europe
1815-2015. Tome 2

Des partis qui ont fait l'Europe

Fondation Mattei Dogan

Éditions Le Manuscrit
Paris

Dans la même collection

Mattei Dogan. Pionnier de la recherche comparative internationale en sciences sociales, sous la direction de Vincent Hoffmann-Martinot, Silvia Marton, Hinnerk Bruhns et Anca Oroveanu, 2022.

Analyse statistique de la « démocratie parlementaire » de la Roumanie, Mattei Dogan, Traduction du roumain, étude introductive et notes par Cristian Preda, postface par Silvia Marton, 2022.

Comité scientifique

Vincent Hoffmann-Martinot, directeur de collection

Hinnerk Bruhns

Silvia Marton

Anca Oroveanu

La collection

La collection Fondation Mattei Dogan a pour objet de diffuser et de valoriser des recherches comparatives internationales en sciences sociales.

Elle entend ainsi poursuivre dans une perspective globale et interdisciplinaire la voie ouverte par Mattei Dogan, pionnier de la sociologie politique et de la science politique, entretenue par la fondation reconnue d'utilité publique qui porte son nom.

À mes petits-enfants
Matteo Bertolino et Giulia Marzullo
Marcus, Lucie et Europe Navarro-Seiler
Josué et Elisa Santérian

« Soyez de bons chrétiens
et vous serez de bons démocrates. »
Pie VII

Sommaire

Introduction au tome 2.....	15
Titre quatrième	
Les cas paradoxaux	19
Chapitre XIV	
Les cas paradoxaux	
La France	23
Le paradoxe français.....	26
<i>Cet impossible Parti catholique.....</i>	<i>27</i>
<i>Concilier démocratie et question sociale avec la République</i>	<i>34</i>
Le temps des organisations partisans.....	36
<i>Le Parti démocrate populaire.....</i>	<i>37</i>
<i>La Jeune République.....</i>	<i>41</i>
La Résistance et la Libération	44
<i>Le rêve travailliste.....</i>	<i>45</i>
L'apogée du MRP	55
La Troisième force.....	61
Le MRP penche à gauche, mais ne tombe jamais du côté où il penche.	68
Le MRP et la fin de la Quatrième République	81

Le MRP, parti de la IV ^e République ?	96
Heurts et malheurs du MRP sous la V ^e République	102
<i>Le MRP dans la majorité</i>	102
<i>Le MRP dans l'opposition</i>	109
<i>Des présidentielles de 1965 à la fin du MRP</i>	116
Chapitre XV	
<i>Piu vicino di Roma</i> (SCV).	
L'Italie	123
Le prisonnier du Vatican	127
<i>L'investissement des catholiques dans l'action sociale</i>	128
<i>Vers la fin du non expedit</i>	134
Le PPI (1918-1926) et la levée du <i>non expedit</i>	136
Vie et mort de la <i>Democrazia Cristiana</i>	147
<i>Le catholicisme politique face à Mussolini</i>	147
<i>La fondation de la Democrazia Cristiana</i>	150
L'ère De Gasperi	156
<i>Les courants au sein de la DC</i>	161
<i>Bases idéologiques de la DC sans De Gasperi</i>	172
La DC sous le règne d'Iniziativa Democratica (1954-1963)	173
Le centre-gauche et l'ouverture aux socialistes (1963-1968)	184
<i>Les courants de la DC au temps du centre-gauche</i>	184
<i>L'ouverture à gauche et les élections de 1963</i>	186
Les années de plomb et l'hégémonie contestée (1968-1979)	192
<i>La pénible remise en route du centre-gauche</i>	192
<i>La DC en eaux troubles</i>	196
<i>L'Italie est-elle encore catholique ? Le tournant de 1973-1974</i>	198
Blocage et recomposition de la DC	200
<i>Le renouveau de 1976</i>	200
<i>Enlèvement et assassinat d'Aldo Moro</i>	203
<i>La DC déboussolée (1979)</i>	204
La lente agonie de la DC (1982-1994)	207
<i>Une brève embellie</i>	207
<i>« Baleine blanche », CAF, tangentopoli et lottizzazione</i>	211
<i>Épilogue</i>	216

Sommaire

Après 1994 : un catholicisme politique éclaté	218
<i>Autonomie et non-alignement</i>	218
<i>Oliviers et compagnons de la Marguerite</i>	220
Chapitre XVI	
Les plus surprenants d'entre les cas paradoxaux	225
La démocratie chrétienne dans l'Empire austro-hongrois et dans les pays successeurs	227
La démocratie chrétienne en Pologne	243
Conclusion	261
Remerciements	275

Introduction au tome 2

Les partis d'inspiration chrétienne comptent au nombre des plus anciennes familles partisanes d'Europe. Ils parviennent à transcender un clivage droite/gauche, au demeurant évanescents, car il change de signification à chaque génération. On l'entend, ici, au sens du marxisme, c'est-à-dire la lutte des classes, ou, en termes moins connotés idéologiquement, au clivage possédants/travailleurs repéré par le sociologue Stein Rokkan. En effet, les partis catholiques, démocrates-chrétiens ou sociaux-chrétiens, procèdent du clivage Église/État ; ce sont des partis de défense religieuse. C'est-à-dire que ce qui les distingue des autres formations politiques, c'est, pour invoquer Raymond Poincaré : « Toute l'étendue de la question religieuse ».

Dès lors, on considérera comme étant de « gauche », l'individu ou le groupe politique qui se range aux côtés des prolétaires, des exploités, des salariés et des pauvres. Et de droite, l'individu ou le groupe politique qui se range aux côtés des bourgeois, des propriétaires des moyens de production, des capitalistes, des patrons et des riches. Et du centre, l'individu ou le groupe politique qui entend établir le dialogue et la négociation entre les uns et les autres.

Les organisations chrétiennes et les partis qui veulent représenter ces groupes sociaux manifestent un tropisme centriste. Cependant, il n'en fut pas toujours ainsi, et tout au long de l'Histoire, les catholiques se sont retrouvés divisés par cette démarcation que nous venons de définir. Plus encore, trois idéologies politiques d'inspiration chrétienne en procèdent : la contre-révolution, le libéralisme catholique et la démocratie chrétienne. Cependant, alors que l'absence de Magistère permit aux protestants de se disperser entre toutes les familles partisans et, partant, ne créer des partis qu'aux Pays-Bas et plus tard en Scandinavie, l'engagement politique des catholiques dut tenir compte de Rome.

D'une part, cela valut aux partis chrétiens ou catholiques de bénéficier de l'appui très conséquent de l'Église. D'autre part, leur liberté se trouva fortement entravée par la prééminence de l'un ou l'autre courant qui dominèrent le catholicisme. Souvent, ils durent endurer des coups de *baculum* copieusement assésés par les évêques et même subir des condamnations pontificales. Seuls les partis communistes endurèrent de semblables limitations de leurs marges d'action, et ce pour la même raison : la présence d'une puissante autorité centrale et internationale censée dire le vrai, le bien, le juste.

En analysant les cas allemands, belges et néerlandais, on aborda la situation où un seul parti chrétien se révéla capable de couvrir tout le terrain idéologique et politique qui s'offrait aux catholiques. Aux Pays-Bas, on constate l'expression d'un mimétisme ou d'une alternative protestante. Autre singularité, sauf en Belgique, on est en présence d'un catholicisme minoritaire, quoique très organisé, un catholicisme qui dut subir le mépris, voire la persécution, de la part d'un pouvoir politique protestant.

Or, à l'exception de la Belgique, étudiée dans le tome I, les autres pays catholiques les plus importants, à savoir la France, l'Italie et la Pologne, ne connurent des partis chrétiens que tardivement et de façon plus ou moins durable : brièvement sous la IV^e République, un peu plus longuement en Italie. Celle-ci vit son destin démocratique contrarié par le totalitarisme, alors que les démocrates-chrétiens venaient à peine d'obtenir la levée du *non expedit* pontifical ; tandis

que l'Espagne et le Portugal s'engageaient dans un long tunnel imposé par leurs dictateurs respectifs. En Europe centrale, la question nationale mobilisa les élites catholiques des empires allemands et austro-hongrois aux dépens de la démocratie chrétienne.

Reste la France qui constitue le paradoxe par excellence. En effet, d'une part, aucun parti de défense catholique ne put s'imposer et les démocrates-chrétiens furent souvent suspectés, et parfois condamnés. De l'autre, de Lamennais et Montalembert à Emmanuel Mounier et Maritain, l'essentiel, le principal de la doctrine démocrate-chrétienne et plus largement du catholicisme politique fut forgé en France. C'est le catholicisme français qui pensa l'argumentaire idéologique des catholiques européens et même latino-américains. En ce sens, la France fut au christianisme politique ce que l'Allemagne fut à la sociale démocratie. La cause de ce paradoxe est simple et évidente : tout au long du XIX^e siècle, et même jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Église de France confondit sa cause avec celle de la monarchie. Une collusion qui engendra un véritable atavisme chez les « cathos », au point de les rendre sourds, non seulement aux propos des grands hommes cités ci-dessus, mais encore aux appels de Léon XIII en faveur du Ralliement, sinon à l'Encyclique *Rerum Novarum*.

Dès lors, ceux qui écoutèrent les grandes voix du catholicisme politique et se rallièrent sans états d'âme furent condamnés à demeurer minoritaires. Il fallut que les élites catholiques fussent écartées pour fait de collaboration ou d'intelligence coupable à l'endroit de Vichy, pour voir s'imposer une puissante démocratie chrétienne au sein de la Résistance et du CNR. Cela ne dura, hélas, que l'espace d'un matin.

Titre quatrième
Les cas paradoxaux

Bien sûr, il y eut le baron d'Eckstein, mais ce n'est certes pas faire injure à la pensée allemande que de constater qu'elle brilla d'un plus vif éclat par sa contribution à la construction de la doctrine socialiste avec Stirner, Marx ou Engels qu'à celle du catholicisme politique. Le fait surprendra d'autant plus lorsqu'on connaît la qualité de la théologie d'outre-Rhin. Quoi qu'il en soit, l'aventure intellectuelle du catholicisme politique s'affirme comme une histoire française : Lamennais et, dans une veine différente, le vicomte de Bonald, Montalembert, ou encore ceux qui posèrent les fondements de la démocratie chrétienne étaient tous, sinon Français – comme Lacordaire ou Ozanam –, du moins presque toujours de culture française à l'instar de Joseph de Maistre, Savoyard et à ce titre sujet du roi de Sardaigne. Mais si l'idée d'un parti catholique germa en France et si les tentatives en ce sens se multiplièrent, aucune ne réussit.

Or, le cas de la France ne s'avère pas isolé, les mêmes conclusions peuvent être tirées pour d'autres nations catholiques, sans l'apport intellectuel, il est vrai. Si, en matière de pensée politique du catholicisme, l'Italie vient derrière la « fille aînée de l'Église », elle n'en compte pas moins d'excellents théoriciens, influencés par la pensée française; cependant, en termes de partis, les tentatives parurent devoir être là aussi couronnées de succès pour échouer *in fine*. La troisième grande nation, l'Espagne, demeura totalement étrangère sinon au catholicisme politique qui, sauf en Catalogne,

revêtit le plus souvent des formes exécrables – les Catalans possédèrent longtemps un parti démocrate chrétien : l'Union démocratique de Catalogne. Enfin, le pays aujourd'hui le plus catholique d'Europe, celui qui donna à l'Église le plus grand pape du XX^e siècle, la Pologne, connut également une démocratie chrétienne, politiquement marginale. En ce qui concerne de plus petites nations, la catholique Irlande demeura totalement à l'écart du phénomène, et ce depuis que Daniel O'Connell, fondateur d'un parti catholique à l'échelle des îles britanniques, arriva à ses fins : l'émancipation des catholiques soumis à la Couronne de Londres.

Il y a donc quelque paradoxe à relever dans le fait que les plus importantes nations de culture catholique soit restèrent à l'écart du processus d'émergence des partis confessionnels d'inspiration catholique, soit échouèrent à leur assurer une existence durable. Par son importance et son influence sur l'ensemble du catholicisme, le cas français se révèle emblématique, car il nous semble condenser tous les aléas et toutes les contradictions qui purent contrarier l'émergence d'un grand parti susceptible de rassembler l'écrasante majorité du peuple chrétien. Les autres cas paraissent en découler, avec une variante nette pour l'Italie, qui vit le catholicisme politique totalement plombé par la présence du Saint-Siège sur son territoire. Obéré par la question romaine, il venait à peine de prendre son envol qu'il se trouva fauché net par l'instauration du totalitarisme fasciste. La *Dopo guerra* le vit prospérer, mais il succomba au tournant du siècle, faute d'avoir pu cureter les sédiments pestilentiels déposés par le *malgoverno* et légués par les élites libérales royalistes et le régime fasciste.

Chapitre XIV

Les cas paradoxaux

La France

Lorsqu'on s'attache à l'étude du catholicisme politique du point de vue de sa production idéologique et doctrinale, on constate d'emblée la part prise par la France dans ce processus. Elle est même prépondérante, que ce soit dans les courants que nous avons définis comme contre-révolutionnaire, libéral-catholique ou démocrate-chrétien, où les références sont très majoritairement françaises. Que l'on songe à Lamennais, au P. Lacordaire, à Frédéric Ozanam, Armand de Melun, Montalembert, Albert de Mun, de La Tour du Pin, Léon Harmel ou Marc Sangnier. Quoi de moins surprenant, compte tenu d'une part, de la place occupée par la France sur la scène intellectuelle du XVII^e au XX^e siècle et de l'autre, du fait qu'elle fut longtemps la « fille aînée de l'Église » et la principale puissance catholique ? Par ailleurs, lorsqu'on se penche sur le *Nation Building Process* de notre pays, on constate que les « Capétiens qui firent la France » ne purent réussir dans leur hasardeuse entreprise que parce qu'ils bénéficièrent de l'appui de l'Église. Celle-ci n'hésita point à légitimer par son autorité des coups de force juridiques, comme celui de faire couronner en même temps le roi et son fils aîné, afin de

contourner le principe de l'élection du souverain qui causa tellement de tort à l'Allemagne. La devise « nationale », sous l'Ancien Régime, était d'ailleurs « une foy, une loy, un roy ». Le Béarnais l'entendit si bien qu'il jeta sa foi protestante aux orties, considérant somme toute que Paris valait « bien une messe ». Une sage décision qui lui valut d'occuper le trône de saint Louis.

Or, ce bastion du catholicisme, ce berceau de la pensée contre-révolutionnaire, libérale et démocrate chrétienne, ne vit jamais percer durablement de parti confessionnel, et si la démocratie chrétienne parvint à se ménager une place dans le système partisan, elle se retrouva rapidement réduite à la portion congrue. On ne peut que souscrire à ce qu'écrivait, en 1935, l'un des principaux militants et penseurs démocrates-chrétiens, Francisque Gay : « S'il y a un pays où la démocratie chrétienne aurait dû s'implanter, prendre racine, se développer, fructifier, c'était la France. [...] Dans tous les domaines de l'action et de la pensée sociales et démocratiques, nous avons débroussaillé le terrain, ouvert les voies, posé les premières assises et l'édifice s'est construit ailleurs... Pourquoi, pourquoi, pourquoi ? »¹

Pourtant, au milieu du XIX^e siècle, quand apparurent les grands partis catholiques, la foi brilla en France d'un éclat comparable au XVII^e siècle, à celui des grands spirituels. Que l'on songe au curé d'Ars, à Bernadette Soubirous, dont le charisme valut à Lourdes de s'ériger au rang de premier sanctuaire du monde chrétien. Et au tournant du siècle passé, la spiritualité française imprégna l'Église avec les figures lumineuses de Thérèse de l'Enfant Jésus, qui fit basculer la catéchèse de la pastorale de la terreur à celle de l'amour ou Élisabeth de la Trinité qui, plus que toute autre, éprouva le mystère d'un Dieu unique et trine à la fois. Deux carmélites que l'Église porta sur ses autels.

On ne saurait mieux dire. Cependant, ce ne fut pas faute d'essayer et même parfois, de connaître de véritables succès, mais peu durables. L'originalité française en la matière est d'avoir marié richesse intellectuelle et faiblesse politique pour le reste ; l'Italie lui ressemble avec, au moins, un succès moins éphémère, de même que

1 Francisque GAY, *Pour un rassemblement des forces démocratiques d'inspiration chrétienne*, cité in P. LETAMENDIA, *Le Mouvement Républicain Populaire : Histoire d'un grand parti français*, Paris, Beauchesne, 1995, p. 43.

nombre de pays catholiques qui ne virent pas émerger de formations catholiques. Pierre Letamendia, qui reste, jusqu'à ce jour, l'un des meilleurs spécialistes de la démocratie chrétienne, rapprochait le cas français de celui de l'Espagne, mais il nous semble marqué par un vascocentrisme. Nos voisins d'en deçà des Pyrénées subirent une vie politique chaotique et marquée par la pratique des *Pronunciamentos* durant tout le XIX^e siècle, une guerre civile suivie d'une longue période dictatoriale, et ce n'est qu'au sortir de celle-ci que s'instaura une véritable démocratie représentative; pour le catholicisme politique, son heure était passée. Ce qui surprend le plus, c'est qu'aux moments sombres de la fin du franquisme, la démocratie chrétienne représenta avec les communistes la principale force de résistance démocratique. Or, ce furent les socialistes, exilés dans la banlieue parisienne, et les post-franquistes qui recueillirent les fruits d'une opposition qu'ils n'avaient pas menée. Cependant, la situation est très différente, tant au Pays basque qu'en Catalogne, où l'opposition vit ses efforts récompensés, mais cette dernière était nationaliste-autonomiste avec un complément démocrate-chrétien catalan.

Nous retiendrons essentiellement les cas de la France, bien sûr, de la Pologne et de l'Italie. De la France, vu sa fonction matricielle, de la Pologne et de l'Italie, car il s'agit de pays où la pratique religieuse demeure élevée et où d'intéressantes expériences démocrates chrétiennes eurent lieu au siècle dernier. L'Irlande, le Portugal et surtout la Slovaquie mériteraient peut-être de se joindre au panel de pays observés. Cependant, la première demeura totalement exempte d'expériences démocrates chrétiennes, quant au second – qui ne vit s'instaurer la démocratie représentative qu'après la révolution des Œillets en 1974 –, il posséda un parti confessionnel, le Centre, créé sur le modèle allemand et qui ne vécut que durant un bref intermède entre deux dictatures militaires. Pour l'anecdote, on signalera que l'un de ses députés était le professeur Oliveira de Salazar que l'expérience dégoûta à tout jamais du régime démocratique; il avait d'ailleurs rapidement abandonné son siège... Quant à la Slovaquie, deux partis apparurent après la chute du communisme, l'un en usurpa le nom, l'autre, constitué dans l'opposition par le dissident Carnogusky, demeura faible. Mais on l'abordera brièvement.

Le paradoxe français

Pays dont le destin fut longtemps lié à celui de l'Église, la France engendra un catholicisme national de type aussi identitaire que surdéterminé par l'État, et ce dans une forme paroxystique : le gallicanisme. Dès lors, lorsque tomba la monarchie, l'Église paya le prix fort, un lourd tribut à la colère populaire, et ce malgré la part prise par le clergé lors de la première phase de la Révolution, tant dans la rédaction des cahiers de doléances qu'aux États généraux. Elle subit schisme et persécutions sanglantes : que l'on songe aux massacres de septembre ou aux prêtres déportés, mourant de faim et de soif sur l'île Madame, dans l'estuaire de la Charente. Le passé de soumission de l'Église à la Couronne et le souvenir des souffrances endurées en commun scellèrent pour longtemps l'alliance entre la cause monarchiste et celle de la défense religieuse. Une situation qui ne se prête guère à l'émergence d'un clivage Église c/État. Malgré les « accomodements raisonnables » instaurés par le Consulat et l'Empire, qui organisèrent jusqu'en 1905 les rapports entre les cultes et l'État, et la brève réconciliation qui accompagna la Fête républicaine de 1848, lorsque le clergé bénissait les arbres de la liberté et que Mgr Affre, l'archevêque de Paris, donnait sa vie en tentant d'éviter l'effusion de sang entre insurgés et gardes nationaux. En définitive, lorsque s'instaura, après la Commune de Paris et ses excès sanguinaires, la Troisième République – transition voulue par les monarchistes de la « République des ducs » –, les catholiques partageaient leurs suffrages entre trois courants monarchistes : les légitimistes, nostalgiques des Bourbons, les orléanistes, fidèles à la monarchie de Juillet, et, moins nombreux parmi les pratiquants réguliers, les bonapartistes volontiers autoritaires.

Avec l'extinction des Bourbons, légitimistes et orléanistes se réconcilièrent sur le prétendant issu de la Maison d'Orléans. Ensembles, ils fondèrent un « parti », l'*Union conservatrice*. Seuls quelques irréductibles hobereaux marginaux refusèrent de se rallier au comte de Paris : « les blancs d'Espagne », surnommés ainsi parce qu'ils affirmaient, *perinde ac cadaver*, que la couronne devait revenir aux Bourbons d'Espagne. Lors de l'affaire Dreyfus, les efforts

consentis depuis l'encyclique de Léon XIII – préconisant, en février 1892, le ralliement des catholiques à la République –, se trouvèrent réduits à néant : monarchistes, ralliés ou non, et catholiques liaient leur sort à la droite.

Pourtant, les tentatives ne manquèrent pas en vue de créer un grand parti catholique, à l'image de ce qui prévalait en Belgique ou en Allemagne à la même époque. Elles furent même, pour les premières, antérieures à la fondation du *Zentrum* ou à celle, en Belgique, des *Associations constitutionnelles et conservatrices*, pour ne pas évoquer Woeste et sa *Fédération des Cercles*. Dans un premier temps, elles émanèrent de libéraux catholiques et, dans un second temps, de démocrates-chrétiens. Ces derniers faillirent réussir après la Seconde Guerre mondiale ; leur résultat le plus patent fut d'avoir arrimé le catholicisme politique au centrisme. Cependant, les électeurs catholiques pratiquants, dès le retour d'une offre politique droitrière, revinrent à leur tropisme initial.

Cet impossible Parti catholique

La Révolution traumatisa profondément les catholiques qui, fidèles à Pie VII, n'acceptèrent l'Empire que du bout des lèvres et à qui la Restauration apparut comme une divine surprise. Cependant, de Restauration, il n'y en eût que dynastique. L'appareil d'État hérité du régime précédent demeura en place et quant à la Restauration religieuse, elle ne rétablit pas le *statu quo ante* ; même si les privilèges du haut clergé s'accrurent, le Concordat napoléonien resta en vigueur, le gallicanisme triomphait. « Vingt-cinq ans de troubles s'étaient conclus par un compromis qui avait partiellement rétabli l'ordre antérieur : on a pu croire un temps à un retour en arrière [...]. Espérance ou illusion bientôt démenties par le réveil des controverses sur la question religieuse. »² Les gros bataillons de l'opinion catholique adhérèrent sans réserve à l'ultracisme – incarnation française de la doctrine de la contre-révolution –, les chefs ultras l'avaient bien compris : il fallait aller vers le peuple. Ainsi, Villèle, qui sera Premier ministre de Charles X, déclara que « la classe moyenne [...] compose la partie révolutionnaire dans tous les États. [...]

2 R. RÉMOND, *Religion et société en Europe*, Paris, Seuil, 1998, p. 75.

descendez aussi bas que vous pouvez et annulez la classe moyenne qui est la seule que vous ayez à redouter »³. Le bouillant gentilhomme du Lauragais se trompait partiellement : certaines régions connaissaient déjà la déchristianisation. Lui-même était plus un catholique de tradition qu'un fervent chrétien et Michel Denis le définit comme un croyant tiède et un « catholique d'habitude ». La Révolution de 1830 et l'instauration de la monarchie de Juillet ne modifièrent point la donne : le peuple catholique professait, dans une large majorité, des sentiments légitimistes. Le phénomène se comprend aisément « compte tenu de l'anticléricalisme des bourgeois voltairiens qui soutiennent la monarchie de Juillet »⁴.

Cependant, après 1840, la donne change. D'une part, Louis-Philippe, inquiet de la montée de l'esprit révolutionnaire et des mouvements insurrectionnels, souhaite se rapprocher de l'Église, d'autant plus que son épouse, la reine Marie-Amélie, est très pieuse. D'autre part, au décès de Mgr de Quélen – très légitimiste –, Mgr Affre, prélat modéré, devint archevêque de Paris et, dans l'ensemble, l'épiscopat français partageait les sentiments de ce dernier et se concentra sur ses objectifs d'évangélisation. Un espace s'ouvrit ainsi pour le libéralisme catholique et l'un de ses plus éminents représentants, Charles de Montalembert, membre orléaniste de la Chambre des pairs, décida de s'y engouffrer.

Afin de contrer l'anticléricalisme, Montalembert considérait qu'il fallait soustraire les catholiques français à l'influence délétère du légitimisme, ce que seule la fondation d'un parti catholique, spécifiquement attaché à la défense religieuse, permettra de réussir. Il publia ainsi une brochure intitulée *Du devoir des catholiques*, qui militait pour la liberté de l'enseignement. Ses discours prononcés lors des Congrès catholiques belges de Malines s'adressaient en fait à ses coreligionnaires français et abondaient dans le même sens. En 1844, il passa à l'action et créa un comité de défense de la liberté de l'enseignement qui va se transformer en Comité pour

3 Cité in R. RÉMOND, *Les Droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982, p. 61.

4 M. DENIS, « Que faire de la Révolution française ? », in J.-F. SIRINELLI, *Histoire des droites en France*, Paris, NRF, 1993, p. 60.

la défense de la liberté religieuse. Celui-ci essaima rapidement par l'organisation de Comités départementaux. Irrité, le Garde des Sceaux les qualifia de « parti catholique », un reproche dont Montalembert fit un titre de gloire : lui et ses amis acceptent cette dénomination avec enthousiasme. Lors des élections de 1846, le Parti obtint 146 députés ; malheureusement pour ses promoteurs, ils s'empressèrent de rejoindre qui les légitimistes, qui les orléanistes. Par ailleurs, la querelle entre gallicans et ultramontains les divisait, ainsi d'ailleurs que la question sociale portée par Armand de Melun et Frédéric Ozanam. Globalement, ce fut la question dynastique qui eût raison de la tentative de Montalembert qui se heurta également aux fortes réticences des évêques qui, à part Mgr Parisi, évêque de Langres – prélat libéral s'il en fut –, se montrèrent hostiles à son projet. « Ajoutons-y enfin [...] les incompatibilités de tempérament qui occultent provisoirement les dissentiments doctrinaux à venir : comment Veuillot, cet ouvrier abrupt, pourrait-il sympathiser longtemps avec les rédacteurs un peu ternes du *Correspondant*, avec l'aristocrate Montalembert, au verbe chaud, mais à la pensée modérée, ou avec l'abbé Dupanloup, gâté par la fréquentation des mondains ? »⁵

Pourtant, semblables contradictions existaient et existèrent longtemps à la même époque, tant en Allemagne qu'en Belgique, et n'empêchèrent pas que s'organisât un puissant parti catholique. Plutôt que l'historien ou l'analyste, il nous semble que c'est encore l'un des acteurs du drame, l'un des élus du « Parti catholique », le légitimiste libéral Albert de Boÿs qui, le mieux, cerna les raisons de l'échec de Montalembert ; pour lui, le parti « eut le tort de poursuivre par d'outrageantes paroles, par des attaques violentes et injustifiées, les vieilles traditions de la France, les souvenirs plus récents de la Restauration et de blesser par là profondément les sympathies de l'ancien parti royaliste »⁶. Décidément, les catholiques français sous la monarchie de Juillet demeuraient à la fois solidement englobés dans la droite et engoncés dans leurs querelles dynastiques.

5 *Ibid.*, p. 63.

6 Cité par St. RIALS, *Révolution et contre-révolution au XIX^e siècle*, Paris, Albatros, 1987, p. 199.

Cependant, les Français, au XIX^e siècle, ignoraient moins la géographie qu'aujourd'hui et lorsqu'avant 1848, les catholiques regardaient, à l'instar de Montalembert et de ses amis, vers la Belgique et l'Irlande, sous la III^e République, ils se tournèrent avec envie vers la Belgique et l'Allemagne. La première surtout, où l'on pensait peu, mais où l'on mettait en application avec efficacité les pensées et les idées mûries au sein du catholicisme français. Une seconde opportunité allait s'ouvrir à eux de se libérer de l'emprise monarchique avec le *Ralliement* voulu par le pape Léon XIII.

Léon XIII n'était certes pas un libéral, nous l'avons vu, mais tout intégriste qu'il fût, il possédait un sens aigu des réalités et des rapports de force. Il avait parfaitement compris que les monarchistes faisaient désormais de l'Église un instrument de conservatisme. Par ailleurs, étant en mesure d'apprécier, grâce à la Maison de Savoie, les ennuis que certaines monarchies pouvaient causer à l'Église, il ne portait pas particulièrement les orléanistes – une option royaliste offerte à la France – dans son cœur. Inversement, l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) avait rencontré un accueil très favorable auprès des républicains modérés, d'autant plus que ces derniers, engagés dans une politique coloniale audacieuse, voyaient leurs intérêts coïncider avec ceux de l'Église : anticléricaux en Métropole, ils devinrent cléricaux dans l'Empire. Ce n'est donc pas par hasard que les prodromes du *Ralliement* des catholiques à la République se déroulèrent à Alger avec le toast du cardinal Lavignerie, archevêque du lieu et lui-même créateur d'une congrégation missionnaire. En 1892, Léon XIII décida de trancher dans le vif face aux réticences de la majorité des évêques et publia – en français – l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, appelant les catholiques à se rallier à la forme républicaine de l'État. Le Saint-Père pouvait compter sur le soutien de trois hommes politiques, influencés par le très talentueux nonce à Paris, Mgr Ferrata⁷ : Jacques Piou, Albert de Mun et Étienne Lamy. Cependant, l'initiative pontificale souleva un véritable tollé dans l'opinion royaliste et catholique. Dans les élites politiques, une petite majorité se rallia, une minorité s'en ira grossir les rangs des ligués et

⁷ Celui-là même que Benoît XV choisit en 1914 pour la charge de secrétaire d'État, mais qui décéda peu de temps après sa nomination.

de l'Action française. Du côté des républicains modérés, en butte au rapprochement des radicaux avec les socialistes, on pavoisa. Ainsi, Jules Ferry proclama haut et fort : « Notre République est ouverte à tous. Elle n'est la propriété d'aucune secte, d'aucun groupe, celui des hommes qui l'ont fondée. » Par surcroît, il précisait à l'adresse des catholiques que ses propos se fondaient sur les positions « d'un noble et généreux complice, le pontife pacifique qui siège au Vatican »⁸. Outre le trio déjà mentionné, parmi les hommes politiques idoines ralliés, on comptait un bonapartiste, le baron de Mackau ; un légitimiste, Mgr d'Hulst, par ailleurs recteur de la « Catho » de Paris ; un libéral qui avait servi Napoléon III à la fin du Second Empire, Émile Olivier. Au sein du triumvirat des plus convaincus, on retrouve la même diversité : Jacques Piou était orléaniste ; Albert de Mun, légitimiste de tendance catholique sociale et Étienne Lamy, libéral catholique, et n'avait pas attendu 1892 pour se rallier, car il avait voté les lois constitutionnelles de 1875 et avait été membre du groupe parlementaire de la gauche républicaine de Jules Ferry ; c'était un pionnier.

Les catholiques modérés, regroupés dans le groupe parlementaire de la Droite constitutionnelle, s'enhardirent jusqu'à le rebaptiser Droite républicaine. Ils décidèrent de se recentrer sur la politique de défense religieuse et comme l'expliqua Albert de Mun, ils revendiquèrent « la révision de la loi scolaire et de la loi militaire, l'abrogation du divorce, la réintégration des sœurs dans les hôpitaux »⁹. L'avenir s'annonçait donc radieux pour ce qui aurait pu devenir un véritable parti catholique, il n'en fut rien. Les nobles et hobereaux se retranchèrent dans l'émigration intérieure, se retirant tant de l'action politique que du vote, entraînant avec eux « leurs » paysans dans une attitude d'abstention massive. On refusa le *Ralliement*, mais comme toutefois « on » ne peut pas s'opposer frontalement au pape, et plutôt que de cautionner « la Gueuse », drapé dans sa dignité outragée, on se retira sous sa tente, en l'occurrence on s'abstient. Dès lors, le résultat ne se fit guère attendre : le taux d'abstention atteignit les 28,8 % de l'électorat,

8 Cité in Ph. LEVILLAIN, « Les droites en République », in J.-F. SIRINELLI, *op. cit.*, p. 203.

9 Discours du 18 décembre 1892, à Saint-Étienne, cité in *Ibid.*, p. 201.

soit environ trois millions d'électeurs qui décidèrent de bouder les urnes ; pis, les *leaders* du *Ralliement* mordirent la poussière : Jacques Piou, qui bénéficiait de la confiance de Léon XIII, fut battu à Saint-Gaudens ; Albert de Mun, député du Morbihan depuis 1876, perdit son siège de Pontivy et Étienne Lamy, pourtant bien implanté dans le Jura, perdit le sien à Saint-Claude. Dans le Morbihan, pratiquant la politique du pire, les hobereaux monarchistes avaient fait voter radical afin de punir le « traître » de Mun ! En définitive, seuls 32 ralliés retrouvèrent leurs sièges de député ; quant aux monarchistes irréductibles, ils obtinrent 56 sièges. Tout compte fait, les grands bénéficiaires de l'opération furent les disciples de Jules Ferry avec, à leur tête, Jules Méline et Alexandre Ribot ; ils se retrouvèrent avec 317 députés contre 122 radicaux et 49 socialistes. Parmi les nouveaux élus républicains modérés, deux noms émergent : Louis Barthou et Raymond Poincaré, promis au plus bel avenir.

Après les remous causés par l'affaire Dreyfus, qui vit les catholiques français faire le mauvais choix en substituant à l'alliance « du Trône et de l'Autel » celle « du Sabre et du Goupillon », une vague d'anticléricalisme submergea la France avec le vote de la Loi sur les congrégations. Elle était portée par le *Parti radical* dont l'anticléricalisme le plus rabique constituait le fonds de commerce ; au point que l'essayiste Thibaudet, paraphrasant La Fontaine, écrivit que « les radicaux se retrouvèrent fort dépourvus lorsque la Séparation fut venue ». Face à l'expulsion de moines aussi paisibles que les chartreux qui menaient une vie quasi érémitique dans les Alpes ou la querelle des inventaires qui fit un mort, les catholiques tentèrent de se regrouper sur le terrain politique.

Jacques Piou, qui avait retrouvé son siège de député de Haute-Garonne et Albert de Mun qui, à la faveur d'une élection partielle, en avait récupéré un à Morlaix dans le Finistère en 1894, décidèrent de réagir. Prenant le *Zentrum* comme modèle, ils fondèrent d'abord un groupe parlementaire sous le nom de Républicains indépendants et, à la faveur de la Loi de 1901 sur les associations, ils organisèrent un véritable parti sous le nom d'*Action libérale populaire*¹⁰. L'ALP se

10 E. JANET-VENDROUX, « Jacques Piou et l'émergence d'un catholicisme républicain », in J. PRÉVOTAT et J. VAVASSEUR-DESPERRIERS (dir.),

révéla, sur ce plan, un réel succès : 250 000 adhérents et 2 500 comités répartis à travers tout le territoire national avec des points forts dans les régions catholiques de l'ouest et de l'est ; 70 députés l'avaient rejointe. L'ALP se voulait non confessionnelle et évita la référence chrétienne ; elle regroupa jusqu'à 80 députés après les législatives de 1902, ce qui lui valait le statut de principal parti d'opposition au Bloc des gauches et aux Cabinets Waldeck-Rousseau, puis Combes. Malgré l'offensive qu'elle mena contre les lois de malheur, l'ALP ne parvint jamais à rassembler l'ensemble des catholiques ni à mobiliser les électeurs pratiquants. Les monarchistes, désormais modernisés par Maurras, attiraient les jeunes catholiques dans l'*Action française*, tandis que Marc Sangnier revigorait la démocratie chrétienne. Modérée et bourgeoise, l'ALP se composa uniquement de libéraux catholiques et, envisagé sous cet angle, son nom de « libéral » n'était pas usurpé, grossi de l'apport d'anciens légitimistes catholiques sociaux, dont l'emblématique Albert de Mun. Parmi les députés ALP élus à Paris malgré la mauvaise conjoncture électorale, on retrouve Denys Cochin, issu d'une dynastie politique orléaniste, rallié et résolument antiboulangiste ; il deviendra le chef de la droite parlementaire avant 1914 et, au moment de l'Union sacrée, ministre dans le cabinet présidé par Aristide Briand. En effet, les modérés, rebutés par la politique anticatholique du Bloc des gauches, s'étaient scindés entre d'une part, ceux qui y souscrivaient – comme Poincaré – qui formèrent l'*Alliance démocratique* et ceux – souvent catholiques *in petto* –, qu'elle heurtait de plein fouet, qui se constituèrent en *Fédération républicaine*, dont l'ALP, mise en sommeil au profit du Bloc national en 1919, se rapprocha jusqu'à ne plus s'en distinguer après la dissolution du Bloc.

L'ALP présenta la dernière tentative de constitution d'un parti médiatisant la volonté politique des catholiques. Face à Combes ou Viviani, la défense religieuse devint l'apanage de comités, comme ceux dirigés par Barrès, ou de ligues dont la plus redoutable resta

Les Chrétiens modérés en France et en Europe (1870-1960), Lille, Presses du Septentrion, 2013 ; M. WINOCK, *La France politique*, Paris, Seuil, 1999, pp. 142-149 et J. PRÉVOTAT, « L'éveil à la modernité politique », in J.-F. SIRINELLI (dir.), *op. cit.*, pp. 213-287.

l'*Action française* de Charles Maurras et Léon Daudet. De leur côté, les démocrates-chrétiens tentaient leurs propres expériences loin des hobereaux et des bourgeois dont seul Albert de Mun trouva grâce à leurs yeux, mais ne put, ni ne sût jeter un pont entre catholicisme social et démocratie chrétienne.

Concilier démocratie et question sociale avec la République

Créée à l'imitation de ce qui se passait en Belgique, ce qu'il est convenu de nommer la seconde démocratie chrétienne échoua à se constituer en parti, mais d'une part, elle prépara l'avenir en refusant d'adhérer à l'ALP et de l'autre, laissa en héritage des journaux comme *Ouest-Éclair*, devenu *Ouest-France*, la CFTC devenue CFDT, tandis qu'une minorité conservait l'ancien vocable et, *last but not least*, les *Semaines sociales de France*. Fin XIX^e, un parti tenta d'incarner la démocratie chrétienne : l'*Union nationale*, fondé par l'abbé Théodore Garnier, qui resta jusqu'à sa mort l'intarissable propagandiste de la cause démocrate-chrétienne. Un ecclésiastique donc, tant il est vrai que, en France, la deuxième démocratie chrétienne se confond avec l'action des abbés démocrates : l'abbé Garnier, mais également les abbés Lemire, Gayraud, Naudet, Trochu et Six.

À l'instar de Lamennais, ils venaient du légitimisme et devinrent démocrates-chrétiens à travers l'expérience du catholicisme social et de la défense de la cause ouvrière. Malgré la sympathie qu'ils éprouvaient à l'égard d'Albert de Mun, ils demeurèrent, sauf un temps l'abbé Gayraud, à l'écart de la bourgeoise et aristocratique ALP. Si *Rerum Novarum* et le *Ralliement* les confortèrent dans leur action, les aidant à ignorer les dénonciations venues d'intégristes comme l'abbé Barbier ou de l'*Action française*, l'affaire Dreyfus les divisa profondément : l'abbé Garnier, dont l'hostilité envers la finance et l'antijudaïsme qu'il professait favorisèrent sa contamination par l'antisémitisme d'Édouard Drumont et le poussèrent dans les rangs des antidreyfusards les plus extrêmes ; l'abbé Hippolyte Gayraud adopta la même attitude. En revanche, les abbés Lemire et Naudet firent le choix inverse et se rangèrent dans le camp républicain¹¹.

11 J.-M. MAYEUR, « Les abbés démocrates », *Revue du Nord*, tome LXXIII, n° 290-291, 1991, pp. 237-249.

Sous le pontificat de Pie X, ils subirent maintes persécutions venant de Rome et l'abbé Lemire fut suspendu *a divinis* jusqu'à ce que Benoît XV levât la sanction, ce qui n'empêcha point l'intéressé d'être élu député pour la circonscription d'Hazebrouck dans le Nord. Quoiqu'il en fût, le mouvement demeura scindé en deux courants bien distincts.

En premier lieu, l'héritage de la deuxième démocratie chrétienne, celle des abbés démocrates et des années 1890, se perpétua dans le courant des Républicains démocrates ; ils en partagent l'idéalisme, mais aussi le caractère extrêmement décentralisé et la faible coordination au niveau national. Ainsi, dans le Finistère marqué par l'action d'Albert de Mun et de l'abbé Gayraud, se constitua une *Fédération des Républicains démocrates* appuyée par Emmanuel Desgrées du Lou et son journal *Ouest-Éclair*. Leur plus grand succès sera l'élection de l'avocat M^c Paul Simon en 1913, le premier républicain démocrate à entrer au Parlement. On rencontre d'autres initiatives : à Paris, *L'Espérance*, animée par l'abbé Roblot ; à Lyon, autour de la revue *La Chronique sociale* ; la Fédération du sud-est à Marseille, celle des Alpes et de Provence et, rejointe par des dissidents de l'autre tendance, celle issue du *Sillon*, la dynamique Association des démocrates du Centre, animée par l'abbé Desgranges. « En Lozère, enfin, se constitue la Fédération du plateau central. »¹²

En second lieu et plus connue, plus à gauche également, s'inscrit l'expérience de Marc Sangnier, fondateur du *Sillon* et bien connue grâce à la pénétrante étude que lui consacra Jeanne Caron¹³. Cette fois, l'entreprise faillit bien réussir. En effet, portée à bout de bras par un chef charismatique – Marc Sangnier – qui organisa son mouvement d'abord sous la forme d'une organisation sociale tournée vers les ouvriers, puis les agriculteurs, afin de faire pièce aux socialistes en inscrivant la démocratie chrétienne sur leur propre terrain¹⁴. Devenu

12 G. LE BÉGUEG et J. PRÉVOTAT, *op. cit.*, p. 283.

13 J. CARON, *Le Sillon et la démocratie chrétienne (1894-1910)*, Paris, Plon, 1967.

14 Sur le charisme de Sangnier, il est intéressant de se pencher sur le témoignage de François Mauriac qui en fit le personnage de « Jérôme » dans son premier roman, *L'Enfant chargé de chaînes*.

le patron d'un véritable mouvement de masses, « Marc » manque, en 1910, de passer à l'action politique, il en a les moyens et présente son programme qui prévoit le vote des femmes et le référendum, mais dont le volet socio-économique, comparé à ceux des sociaux-démocrates actuels, n'a pas pris une ride et se révèle bien plus avancé, plus social que les leurs. Le succès du *Sillon* dépassa de loin celui de l'ALP. Non seulement il rassembla jusqu'à 500 000 membres, mais encore devint-il, par son recrutement, une organisation prolétarienne en comptant 46 % d'ouvriers et 27 % d'employés. Une démocratie chrétienne de masse naquit ainsi en 1899. L'heure de la démocratie chrétienne allait-elle sonner en France ? Portée par un parti capable de rivaliser avec la SFIO, on peut le croire. C'est alors que tomba comme un couperet la condamnation par Rome. Bon catholique, Sangnier s'inclina la mort dans l'âme et le *Sillon* se délita. Nombre de ses militants se rallièrent aux Républicains démocrates, d'autres connurent l'exil intérieur, se replièrent sur le caritatif ou le social, d'autres enfin suivirent Marc Sangnier dans une nouvelle entreprise partisane, la *Ligue de la Jeune République*, qui survécut jusqu'aux années 1960, adhéra au PSU et refusa, en 1970, de rejoindre le PS. Elle est à l'origine de la « deuxième gauche ».

Le temps des organisations partisanses

Les deux tendances, non réconciliées, se perpétuèrent durant l'entre-deux-guerres, avec le *Parti démocrate populaire* pour la première et la *Jeune République* pour la seconde. Néanmoins, les deux organisations, Républicains démocrates et *Jeune République* participèrent toutes deux au *Bloc national* fondé en 1918 afin de soutenir Georges Clémenceau et qui constitua la chambre « Bleu horizon ». Le républicain démocrate Paul Simon et Marc Sangnier furent tous deux députés du « Bloc ». Une trentaine de ces députés appartiennent à la démocratie chrétienne, selon Jean-Marie Mayeur¹⁵. Ils sont en majorité Républicains démocrates comme Paul Simon, cinq élus sont membres de la *Jeune République*, le reste de l'ACJF, de la CFTC ou des Semaines sociales. Au *Bloc national*, ils se retrouvent

15 J.-M. MAYEUR, *Des partis catholiques à la démocratie chrétienne*, op. cit., p. 119.

dans une coalition allant d'une partie des radicaux à la *Fédération républicaine*, en passant par l'ALP et l'*Alliance démocratique* de Poincaré, Barthou et Deschanel. Marc Sangnier et ses amis tentèrent vainement de créer un groupe démocrate-chrétien, mais les divisions entre anciens Républicains démocrates et sillonnistes demeurèrent saillantes, même si certains « anciens » de la *Jeune République* comme Robert Cornilleau se laissèrent séduire. Cependant, un parti démocrate-chrétien aurait pu, s'il avait été unifié, compter sur le renfort des députés élus en Alsace-Moselle. En définitive, partagés entre les tenants d'une impossible union politique des catholiques et ceux d'une démocratie chrétienne à la française, tous échouèrent. Marc Sangnier et ses amis siégèrent comme non inscrits et l'antique division entre les deux démocraties chrétiennes se perpétua en deux organisations que séparaient tant l'orientation que la méthode.

Le Parti démocrate populaire

D'une part, les héritiers des Républicains démocrates créèrent le groupe parlementaire des démocrates en 1924, qui ne comprenait que 14 membres et qui donna naissance à un parti dont la SFIO servit de modèle, c'est-à-dire qu'il comprenait des sections locales regroupées en fédérations départementales, chapeautées par un conseil national et une commission exécutive. En fait, ce fut le PPI de don Sturzo qui inspira le nouveau parti dont le bastion fut l'Alsace-Moselle qui, rentrée dans le giron de la République, offrit l'apport de l'ancien *Zentrum* d'Alsace et parmi les nouvelles recrues, il en est une promise à un grand destin : Robert Schuman, député de la Moselle. L'autre base du PDP est l'ouest avec le député du Finistère Paul Simon et le patron d'*Ouest-Éclair*, Emmanuel Desgrées du Lou.

La plupart des députés venaient de différents groupes parlementaires de droite, sauf l'abbé Lemire – ancien lutteur de la cause républicaine chez les catholiques – et Paul Simon, qui avaient adhéré au groupe des Républicains de gauche, émanation de l'*Alliance démocratique*, le reste venait soit de la *Fédération républicaine* pour les élus de l'ouest, soit de l'UPR d'Alsace-Moselle. L'idée de former un parti démocrate d'inspiration chrétienne qui rompit avec la droite classique était dans l'air depuis le début des années 1920, défendue

par un journal à diffusion restreinte, *L'Âme française*. En fait, c'est lors de la *Semaine sociale de France*, tenue à Strasbourg en 1922, et pour faire pièce à l'influence croissante de l'*Action française*¹⁶, qu'un petit groupe de participants, réunis autour de Charles Flory – futur président des Semaines sociales –, de Gaston Tessier, président de la CFTC et d'un ancien du *Sillon*, Raymond Laurent, décidèrent de l'impérieuse nécessité de réunir les démocrates-chrétiens dans un seul parti. Cependant, le déclic qui engendra la naissance du groupe parlementaire, puis la création d'un véritable parti, vint de la constitution, en 1924, du gouvernement Herriot, dit du Cartel des gauches, et qui entendait fermer l'ambassade près le Vatican – alors que les relations diplomatiques venaient à peine d'être rétablies –, ainsi que supprimer le régime concordataire d'Alsace-Moselle. Or, pour les Alsaciens, surtout, il s'agissait d'un marqueur identitaire fort ; ces derniers prirent la tête du combat pour la défense religieuse coordonnée par la *Fédération nationale catholique* du général de Castelnau. Afin de ne pas laisser le monopole de la défense religieuse à la droite et de faire entendre la voix de la démocratie chrétienne chez les catholiques, de plus en plus tentés par des formations autoritaires, le processus se précipita et, à l'initiative du député du Finistère Balanant – jusque là membre des Républicains de gauche –, 14 députés presque tous issus de la périphérie ; du Finistère comme Balanant et Paul Simon, des Ardennes, des Basses Pyrénées comme Auguste Champetier de Ribes et des députés alsaciens menés par Michel Walter décidèrent de créer une formation politique. La présidence du parti revint au Dr Thiebert, député de Paris et *leader* des Républicains démocrates dans la capitale¹⁷. Ce dernier offrait l'avantage d'avoir, comme Marc Sangnier, siégé comme non inscrit. Quant au secrétariat général, il revint à Raymond Laurent qui, formé au *Sillon*, devint l'âme et l'organisation du parti. Le nom à donner à la nouvelle formation fit l'objet d'un débat entre « l'Est » et « l'Ouest » : les Alsaciens, qui avaient connu le *Zentrum*, et se révélaient soucieux d'ancrer le parti dans la démocratie chrétienne

16 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 32.

17 *Ibid.*

européenne, proposaient la dénomination de « Parti populaire » sur le modèle de don Sturzo et du PPI en Italie : les Bretons et les Vendéens, soucieux de se démarquer des gens du château, tenaient au mot démocrate. En définitive, Paul Simon trancha le débat en proposant *Parti démocrate populaire* et le PDP se trouva baptisé¹⁸.

Le but du parti était de se situer résolument au centre, à égale distance de la droite et de la gauche. Du point de vue sociologique, son cercle dirigeant regroupe aussi bien des ouvriers, des employés, que des grands bourgeois comme Champetier de Ribes, des syndicalistes comme Léon Vieillefon dans le nord, Zamanski – dirigeant des patrons catholiques – et, *last but not least*, Emmanuel Desgrées du Lou qui non seulement mit *Ouest-Éclair* à la disposition du PDP, mais le soutint de ses deniers. Outre les éléments essentiels, liés à la défense religieuse, la politique socio-économique du parti était progressiste : journée de 8 heures, congés payés, assurances sociales, allocations familiales, etc. Cependant, les deux autres formations centristes, les radicaux au centre-gauche et l'*Alliance démocratique* au centre-droit, toutes les deux bonnes laïques, ne le reconnurent jamais comme tel, suivant en cela le préjugé d'André Siegfried qui considérait que le catholicisme était par essence de droite. Rejeté par la gauche et le centre, snobé par la droite, l'existence politique du PDP fut difficile. Il participa néanmoins, mais modestement, à des gouvernements de la droite modérée. Ainsi, Champetier de Ribes devint ministre d'André Tardieu, de Camille Chautemps et de Daladier. Lors du Front populaire, il se rangea dans l'opposition, contrairement à la *Jeune République*.

En 1940, lors de la réunion des parlementaires qui se tint à Vichy, si la majorité des élus du PDP vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, lui accordant le droit de changer la Constitution, de toutes les formations de la « droite », le parti fut celui qui compta le plus d'opposants en son sein. Par surcroît, ses dirigeants et les têtes pensantes se rangèrent dans le camp des opposants : ainsi, le président du parti, Auguste Champetier de Ribes – qui avait succédé au Dr Georges Thibaut en 1929 –, Paul Simon, Pierre Trémintin – deux

18 J.-L. PINOL, « Le temps des droites », in J.-F. SIRINELLI, *op. cit.*, p. 303.

« historiques » issus des Républicains démocrates – et Pierre de Chambrun votèrent tous non au projet du maréchal.

En définitive, réduit au silence par le régime de Vichy et divisé entre maréchalistes enthousiastes et résistants, le PDP se disloqua laissant un bilan contrasté. D'une part, il échoua tant à rassembler les catholiques qu'à héberger les démocrates-chrétiens sous une seule et même enseigne. La majorité des électeurs catholiques soutinrent les partis de droite et la *Fédération républicaine* lui porta ombrage, une concurrence qui se renforça encore lorsque Georges Pernot, député du Doubs, quitta celle-ci en 1932 pour créer un groupe parlementaire distinct : le groupe républicain et social, rassemblant les députés catholiques sociaux. Par ailleurs, le PDP se trouva pris dans une espèce de *double blind*, évidemment fatal, entre un électorat penchant clairement à droite et des députés de l'ouest élus contre des candidats de droite et soutenus par des intellectuels comme Robert Cornilleau venu du *Sillon*, comme d'ailleurs le secrétaire général du parti Jean Raymond-Laurent ou Francisque Gay – fondateur du magazine *La Vie catholique* qui, repris par *Le Monde*, existe toujours sous le titre modifié de *La Vie* –, le constitutionnaliste Marcel Prélot et le président des *Semaines sociales de France*, Charles Flory, fondateur – avec le précédent – de la revue *Politique*. D'autre part, l'aile avancée du PDP, contribua à sauver l'honneur perdu des catholiques français, en dénonçant les accords de Munich et elle bénéficia du renfort d'Auguste Champetier de Ribes et de Paul Simon. De même, Jean Raymond-Laurent, le secrétaire général du PDP, élu député de la Loire en 1938, fut le seul parlementaire catholique à participer, en 1938, à une mission d'information de la Chambre des députés envoyée auprès du gouvernement républicain espagnol. En 1939, il dénonça la dictature de Franco et soutint la cause républicaine. En second lieu – et l'apport est essentiel –, les *Jeunesses démocrates populaires*, présidées par Robert Lecourt, se révélèrent, malgré la modestie de leurs effectifs, une véritable pépinière de jeunes talents où se formèrent de futurs ministres de la IV^e République comme Pierre-Henri Teitgen et Robert Bichet, ou de la V^e comme Robert Buron, ministre du général de Gaulle et ensuite fondateur d'*Objectif 72*, qui deviendra maire socialiste de Laval. À côté des Jeunesses du PDP, il

importe de citer un mouvement parallèle de jeunes proches du parti : les *Nouvelles équipes françaises* (NEF) fondées par Georges Bidault et issues du réseau des *Amis de L'Aube*, le quotidien démocrate chrétien animé également par Georges Bidault¹⁹ et où militèrent Louis Terrenoire et Edmond Michelet. Gauche du PDP, Jeunesses démocrates populaires et NEF se retrouvèrent côte à côte dans la Résistance. Ainsi, comme l'écrivit Pierre Letamendia, le PDP s'illustra « en formant une génération de militants qui auront un comportement remarqué pendant la Résistance et qui formeront l'ossature du MRP de la Libération »²⁰.

Le PDP put compter sur le dynamisme et l'idéalisme de nombre d'anciens du *Sillon*, mais la plupart des disciples de Marc Sangnier lui demeurèrent fidèles et rejoignirent la *Jeune République*.

La Jeune République

Leader charismatique et tribun au verbe chaleureux, Marc Sangnier avait été, à la « Belle Époque », capable de rassembler, derrière la bannière du *Sillon*, plus de 500 000 membres. La condamnation fulminée par Pie X brisa net son élan. En fils obéissant de l'Église, il se soumit à une décision aussi injuste que partisane. Afin de se cantonner dans les limites d'une action politique qui n'impliquât point l'Église, il créa la *Ligue de la Jeune République*, le 1^{er} juillet 1912. Lors des législatives de 1914, la JR n'obtint pas le moindre élu. Après ce début pour le moins décourageant, l'intégration du parti dans le Bloc national lui permit de gagner quatre députés, dont Marc Sangnier à Paris. L'un d'entre eux, Defos du Rau, élu dans les Landes, deviendra député MRP à la Libération²¹. La suite de l'histoire électorale de la JR fut à l'avenant : il ne parvint jamais à faire élire plus d'une poignée de députés, cinq ou six au grand maximum²².

19 Sur *L'Aube*, voir l'ouvrage magistral de Françoise Mayeur qui reste un modèle du genre : FR. MAYEUR, *L'Aube : Étude d'un journal d'opinion (1932-1940)*, Paris, Armand Colin, 1966.

20 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 37.

21 Les deux autres élus étant Pauzin dans la Drôme et Léger en Savoie.

22 Un élu en 1928, 4 en 1936 plus un élu à la faveur d'une partielle.

Manifestement, la magie n'opérait plus, Sangnier se repliait sur lui-même et son charisme n'agissait plus sur les foules catholiques. Cependant, il avait de quoi se décourager, lui-même fut battu aux élections de 1924, 1928 et 1932. Il est vrai qu'il ne choisissait pas de se présenter dans les circonscriptions les plus aisément gagnables. En 1932, il quitta la direction du parti pour se consacrer à l'œuvre des auberges de jeunesse, ainsi qu'à l'action en faveur de la paix, suivie par l'antifascisme, mais la JR ne disparaît pas pour autant, ce qui démontre que, même moribonde, elle correspondait à une réalité politique. Deux raisons pourraient éclairer les motifs de l'échec de la *Jeune République* comparé au succès qu'avait connu *Le Sillon*. D'une part, les conséquences de la condamnation de ce dernier dissuadèrent les ecclésiastiques qui, avant le coup de *baculum* pontifical, représentaient 9 % des adhérents et qui brillèrent ensuite par leur absence, ce qui ne rassura point les plus timorés d'entre les catholiques de gauche qui préférèrent rejoindre le PDP. D'autre part, nonobstant son charisme et sa personnalité chaleureuse, Marc Sangnier n'en était pas moins affligé d'un caractère difficile qui découragea maints militants. Il dirigeait la JR à sa guise, entouré d'un cénacle d'épignes pétris d'admiration pour « Marc ». Parmi les meilleurs du parti qui s'en écartèrent, il importe de mentionner Francisque Gay qui le quittera pour se consacrer au journalisme et fonder, entre autres, le journal *L'Aube*, plus proche du PDP que de la JR.

Pourtant, la *Ligue de la Jeune République*, qui se transforma en parti en 1936, possédait un état-major de qualité et des idées novatrices à la pointe du combat démocrate-chrétien ; le noyau dirigeant, qui comptait Francisque Gay dans ses rangs, comprenait également Georges Hoog qui succéda à Sangnier à la tête du mouvement en 1932, Henri du Rouve et, fait très rare à l'époque, la militante féministe Geneviève Malaterre-Sellier, Croix de guerre en 1915 pour son action au front comme infirmière.

Le programme de la JR contrastait avec celui, plus conventionnel, du PDP. Comme ce dernier, il préconisait le vote des femmes – refusé par la gauche qui craignait le « pouvoir du confessionnal » –, mais y ajoutait la journée de huit heures, l'interdiction du travail de nuit des

femmes et l'instauration d'un code du travail. Il faut y ajouter l'anti-alcoolisme, le droit à la retraite, ainsi qu'un antiracisme résolu qui mit la JR à la pointe de la lutte contre l'antisémitisme, ce qui, *in illo tempore non suspecto*, n'était guère courant dans les milieux catholiques pratiquants. Même si le parti se rangea à gauche en participant au Front populaire – ce qui lui valut d'élire six députés –, il demeura dans la ligne démocrate-chrétienne en préconisant la transformation du Sénat en chambre économique et sociale. On retrouva cette proposition dans la réforme de la Constitution proposée en 1969 par le président de Gaulle. Il est vrai que ce dernier – alors colonel –, aux idées stratégiques peu conformes à celles qui animaient l'État-major en retard d'une guerre, servit d'expert officieux à la JR pour toutes les questions relatives à la défense. Il ne faut donc pas s'étonner que malgré le pacifisme de Sangnier et du parti, il adopta une position rigoureusement anti-munichoise. On ne s'étonnera pas davantage de ce que la *Jeune République* votât unanimement contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Lors de la dernière législature de la Troisième République, l'adhésion de la JR au Front populaire lui valut de participer au gouvernement. Ainsi, Philippe Serre fut sous-secrétaire d'État au Travail dans le cabinet Chautemps III (1937-1938), puis, lors du remaniement de janvier 1938, il passe au sous-secrétariat d'État à la présidence du Conseil chargé de l'Immigration et revient au Travail dans le deuxième gouvernement Blum (mars 1938). Maurice Delom-Sorbé le remplace dans le cabinet Chautemps IV où il occupe le poste de sous-secrétaire d'État à la Marine de guerre. Ce n'étaient que des strapontins, mais ils contribuèrent à assurer l'enracinement du parti qui passa de 5 000 membres en 1914 à 15 000 après 1938. Surtout, et à l'instar du PDP, la *Jeune République* fut une pépinière de jeunes talents qui s'illustreront dans la Résistance, sous la IV^e République et même la V^e, à commencer par Maurice Schumann – la voix de la « France libre » à la BBC –, l'ouvrier Eugène Petit – Claudius dans la clandestinité –, mais aussi Léo Hamon, Jacques Delors et l'abbé Pierre qui militèrent dans ses rangs ; ou encore le politologue Jean-William Lapierre. Et pour l'anecdote, on mentionnera qu'Anicet Le Pors, futur ministre PCF du gouvernement de Pierre Mauroy,

passa également par la JR. Cependant, il est essentiel de relever que l'implantation de cette dernière ne se distingua jamais de celle du PDP ou de la droite : l'Est et l'Ouest. Ainsi, Philippe Serre, élu à Bucy dans le fief des de Wendel – les rois de l'acier – ou les députés JR du Grand Ouest, tous élus contre des candidats conservateurs.

La Résistance et la Libération

Le moins qu'on puisse dire est que dans leur majorité les catholiques français ne s'illustrèrent pas à la pointe du combat contre l'occupant et ses complices. Suivant en cela les exemples de l'épiscopat, ils furent dans leur majorité favorables à Vichy, qui reprenait nombre de vieilles revendications catholiques, singulièrement en matière de politique familiale²³. En fait, plus que collaborationnistes, ils furent « maréchalistes ». L'épiscopat, dont la plupart des membres se délectaient à la vue de la déconfiture de leurs vieux adversaires radicaux et francs-maçons, se révéla complaisant à l'égard de Pétain ; jusqu'à demeurer étrangement peu loquace lors des lois anti-juives adoptées par « l'État français ». Seuls Mgr Piguët, l'archevêque de Clermont-Ferrand, qui fut déporté ; Mgr Salièges, l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Tarbes et Lourdes, Mgr Théas, sauvèrent l'honneur.

Les lendemains risquaient d'être sinistres pour l'Église, une fois l'ennemi et ses séides boutés hors du territoire national. Or, par une ironie de l'Histoire, les catholiques jouèrent un rôle des plus actifs dans la Résistance, à commencer par le général de Gaulle, le chef de la France libre. Ainsi, lorsque Jean Moulin, ancien directeur de cabinet de Pierre Cot – ministre de l'Air du Front populaire –, d'opinion radicale, fut arrêté par la *Gestapo*, son successeur à la tête du *Conseil national de la Résistance* fut Georges Bidault, qui dirigeait le réseau de résistance *Combat*. Celui-ci était issu de la fusion de deux groupes antérieurs : *Vérité*, fondé dès juillet 1940 par le capitaine Henri Frenay, catholique pratiquant, et *Liberté*, créé par le professeur de droit François de Menthon, membre du PDP, avec Pierre-Henri Teitgen et les frères Coste-Floret durant l'été 1940, rejoint en octobre

23 Peu de gens savent que la « Fête des mères » fut instaurée par Pétain...

par le père fondateur de la CFTC, qui publie une revue clandestine, *L'Arc*. La dynamique de la fusion valut à *Combat* de s'affirmer comme le principal mouvement de la Résistance non communiste et il fut rejoint par Étienne Borne, philosophe personnaliste à Toulouse, Edmond Michelet à Brive, le député Champetier de Ribes à Pau et, à Alger, René Capitant et Robert Cornillau. D'autres catholiques adhèrent à *Résistance*, dont Robert Lecourt, et des anciens de la JR dont Maurice Lacroix, tandis qu'Eugène Petit et Antoine Avinin, également issus de la JR, optèrent pour le mouvement *Franc-Tireurs* qu'ils représentèrent au CNR²⁴.

Il faut également faire une place importante à la Résistance spirituelle avec la publication, dans la clandestinité, de *Témoignage Chrétien*, fondé à Lyon par le P. Fessard, le futur cardinal de Lubac et le P. Chaillet qui sauvèrent l'honneur de l'Église en se situant aux avant-postes de la lutte antinazie et anti-vichyste.

En définitive, la part prise par les catholiques et singulièrement les démocrates-chrétiens dans la Résistance se révéla fondamentale et leurs élites y furent bien plus nombreuses que celles qui se perdirent dans la Collaboration. L'après-guerre s'annonçait donc radieux, bien plus que le premier qui avait sanctionné la réintégration partielle des catholiques dans la République.

Le rêve travailliste

L'heure était au rassemblement. Le dégoût des résistants envers les jeux partisans et les combinaisons douteuses qui marquèrent la Troisième République n'avait d'égal que celui éprouvé par les traditionalistes, vichystes et autres collaborateurs de tous poils. Tant la France libre à Londres que le CNR partageaient la même volonté de ne pas reconduire un régime qu'ils vouaient aux gémonies. Les seuls politiques nostalgiques et favorables au *statu quo ante* étaient évidemment ceux qui en avaient largement bénéficié, à commencer par les radicaux. Et encore ! Nombre de radicaux qui appartenaient au groupe dit des Jeunes Turcs, comme Pierre Cot, quittèrent ce parti ; l'un des seuls résistants à y demeurer fut Pierre Mendès-

24 J. CORDELIER, *L'Espérance est un risque à courir*, Paris, Calmann-Lévy, 2021.

France, sans évoquer Jacques Chaban-Delmas qui n'y fit qu'un passage éclair.

Jean Moulin – ci-devant radical –, Pierre Brossolette – socialiste – et le PDP Georges Bidault, c'est-à-dire le triumvirat qui incarnait le mieux l'esprit de la Résistance, s'accordaient sur la nécessité de constituer un grand parti travailliste à la française, afin d'appliquer le programme réformiste révolutionnaire du CNR²⁵. Le parallèle est très net avec ce qui se passa au même moment en Belgique et aux Pays-Bas. Pour les catholiques, soucieux d'en finir avec le capitalisme et le conservatisme libéral, le *Labour Party*, que Pie XI avait exonéré de la condamnation qui frappait le socialisme et le communisme, paraissait la solution idéale qui aurait comblé leurs aspirations politiques. Plus qu'en Belgique et aux Pays-Bas – marqués par le confessionnalisme –, le projet devait pouvoir réussir, car, par la voix de Léon Blum – le premier socialiste à avoir dirigé un gouvernement –, revenu de captivité et nimbé de l'aura que lui valaient les persécutions que lui avait infligé Vichy et par celle de son secrétaire général, Daniel Mayer, la SFIO adhérait au projet. Par ailleurs, le bruit courait que le général de Gaulle se montrait favorable à cette idée. Cependant, en politique, les plans les plus géniaux et les stratégies les mieux ourdies peuvent capoter à cause de calculs politiques : c'est ce qu'il advint du projet travailliste.

En effet, dès avant que l'ensemble du territoire national fut libéré, les réseaux de la Résistance s'étaient regroupés en deux formations, le *Mouvement de libération nationale* d'une part et le *Front national* de l'autre²⁶. Les démocrates-chrétiens et la plupart des résistants catholiques participaient au premier de ces deux protopartis, d'autant plus que le second se trouvait sous le contrôle du Parti communiste ; ce dernier n'avait évidemment aucun intérêt à voir émerger un grand parti travailliste qui eût battu en brèche la volonté hégémonique des communistes. Par conséquent, le PCF proposa une alternative

25 C'est une pensée qui sera théorisée, vingt ans plus tard, par l'intellectuel italien Bruno Trentin, *leader* de la fédération des métallurgistes de la CGIL et reprise en France par André Gorz.

26 R. RÉMOND, *Le XX^e siècle*, Paris, Fayard, « Livre de Poche Histoire », 1996, p. 313.

au MLN : la fusion des deux grandes organisations « qui ferait de l'ensemble de la Résistance organisée la grande force de rénovation de la vie politique et l'instrument de l'application du programme du CNR. Le congrès du MLN entendit les deux points de vue contraires (23-28 janvier 1945). L'intervention d'André Malraux [...] entraîna une majorité à refuser la fusion qui risquait de placer toute la République et, par elle, toute la vie politique sous la tutelle communiste »²⁷. Du côté catholique, l'âme de l'action en faveur du travaillisme était un jeune héros de la Résistance, ancien responsable de la JEC, Gilbert Dru, dont le funeste destin inspira à Louis Aragon, l'un de ses plus beaux poèmes, « La rose et le réséda » : « Celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas ». Il tomba en effet entre les griffes de la Gestapo et fut exécuté le 27 juillet 1944, alors que la Libération était proche. Il avait vingt-quatre ans²⁸. La SFIO, qui s'était reconstituée la première, se retrouva en proie à un prurit laïciste dont le SNI – syndicat des instituteurs – était fait l'inspirateur ; mais à leur décharge, il importe de tenir compte des persécutions que Vichy avait fait subir aux « instits » et à la volonté de l'État français de favoriser l'Église. Malgré l'attitude des catholiques dans la Résistance, catholicisme et conservatisme représentaient pour eux des synonymes. Dès lors, la ligne défendue par Léon Blum et Daniel Mayer fut désavouée et ce dernier remplacé au secrétariat général du parti par un obscur professeur de l'enseignement technique du Pas-de-Calais, du nom de Guy Mollet. L'attachement à la « Vieille maison », ainsi que le souci de ne pas se couper du PCF, contribuèrent à couler le projet travailliste.

La SFIO proposait par surcroît de supprimer les subventions que Pétain avait octroyées à l'enseignement libre, ce qui fut interprété comme profondément injuste par les catholiques résistants. Devant ce qui fut ressenti à la fois comme une trahison de l'esprit de la Résistance et une agression contre les catholiques, des anciens du PDP, avec Georges Bidault à leur tête, résolurent de fonder un grand

27 *Ibid.*

28 Gilbert Dru avait convaincu Bidault, Sangnier et Francisque Gay de la nécessité de fonder un parti travailliste.

parti démocrate-chrétien d'orientation travailliste, c'est-à-dire fidèle au programme du CNR. Gilbert Dru avait proposé d'intituler le parti Mouvement républicain de Libération, mais, afin d'éviter toute confusion avec le MLN, ce fut le nom de *Mouvement républicain populaire*, MRP, qui fut retenu.

La nouvelle formation s'avérait bien plus qu'une continuation du PDP et, par delà, des Républicains démocrates. D'abord, parce que son programme se différenciait par son réformisme et son adhésion au personnalisme, bien plus réformiste que celui, combien timoré, de son prédécesseur. Ensuite, parce que le MRP se vit, dès l'origine, rejoint par des anciens de la *Jeune République*, à commencer par le plus prestigieux d'entre eux, Marc Sangnier lui-même, qui accepta la présidence d'honneur du mouvement, tandis qu'un autre ancien de la JR, Maurice Schumann – la voix de la France libre – prit la présidence pendant cinq ans. Venaient également de la JR l'abbé Pierre, grand résistant, que son évêque avait enjoint d'accepter de se présenter à la députation en Meurthe-et-Moselle, ainsi que des jeunes comme Jacques Delors – qui fit la carrière que l'on sait –, Léo Hamon et Robert Buron. Enfin, parce que le parti parvint à s'ouvrir à des catholiques issus de la société civile, du syndicalisme CFTC comme Paul Bacon, ouvrier ébéniste, et un autre travailleur manuel, Bernard Bauxon – tous deux anciens de la JOC – et Louis Terrenoire, ou de l'ACJF comme son président national, André Debray; en dehors de ce dernier, trois autres anciens présidents de l'ACJF appartenaient à la Commission exécutive du MRP : André Colin et François de Menthon, tous deux professeurs de droit, l'un à la Faculté libre de droit de la « Catho » de Lille, l'autre à la Faculté de Nancy; ainsi que Charles Flory, engagé de longue date au PDP. Outre leur engagement catholique, le dénominateur commun à toutes ces personnalités est clairement leur appartenance à la Résistance. Contrairement à la SFIO et aux radicaux, le MRP fut un parti de la Résistance.

« En définitive », écrit Pierre Letamendia, « le groupe dirigeant du MRP incarne la totalité et la diversité de la Résistance catholique. »²⁹ Cependant, pour sacrifier à une obsession française, d'autant plus prégnante qu'elle se vide progressivement de tout

²⁹ P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 63.

contenu, comment situer le MRP selon les sacro-saintes catégories de droite et de gauche ? Nous avons assisté au jugement sommaire des nouveaux dirigeants socialistes de la SFIO : le MRP est « catho » donc de droite. Néanmoins, celui dont les travaux sur les droites en France font toujours autorité, René Rémond, ne rangea nullement le MRP de ce côté du spectre politique³⁰. Il s'en expliqua un demi-siècle plus tard et de façon on ne peut plus claire : « Au regard de trois critères majeurs – les idées, les électeurs, les alliances –, le MRP est bien enraciné à gauche [...]. En 1945, le MRP est à gauche et peut-être même *de* gauche. Sauf sur un point, dont certains à gauche ont intérêt à majorer l'importance, parce qu'il leur permet de rejeter le MRP à droite [...] : [la] défense de l'école confessionnelle et la question de la laïcité. »³¹

Née de la Résistance, la fondation du MRP fut une œuvre collective, mais un homme joua un rôle décisif dans ce processus : Georges Bidault, le successeur de Jean Moulin à la tête du CNR. Ce héros de la lutte antinazie, qui commença sa carrière dans l'honneur, la finit dans le déshonneur, en soutenant l'OAS ; triste destin pour celui qui fut un héros et un brillant homme d'État. Le fait est que si le président du mouvement était Maurice Schumann – et son secrétaire général de 1945 à 1955 André Colin –, Bidault (1899-1984) s'affirma d'emblée comme son *leader* ; il accéda d'ailleurs à la présidence du MRP de 1949 à 1952. Issu d'une famille profondément catholique, au point de faire ses études primaires et secondaires en Italie – plus précisément à Bollengo en Italie du Nord –, dans un collège tenu par des jésuites que les lois contre les congrégations avaient contraints à l'exil. Tout le prédestinait à s'insérer dans le *mainstream* politique propre aux catholiques français, voire à l'*Action française*. Or au contraire, dès sa jeunesse, le futur président du CNR combattit les maurassiens avec une rare détermination. Il semble que ce fût la lecture d'un ouvrage consacré à Montalembert qui orienta ses choix politiques. Historien et se destinant au professorat, il fut major de l'agrégation d'Histoire-Géographie en 1925, devant deux de ses

30 R. RÉMOND, *Les Droites en France*, *op. cit.*

31 R. RÉMOND, *Les Droites aujourd'hui*, Paris, Audibert, 2005, pp. 220-221.

futurs camarades de la Résistance, Pierre Brossolette et Louis Joxe. Pour l'anecdote, on précisera que comme enseignant, il eut comme élève le sociologue Roger Caillois, le journaliste Jean Ferniot et l'écrivain Jean d'Ormesson.

Son engagement fut d'abord religieux, à l'ACJF, où il mena la lutte contre le nationalisme de Maurras dès 1920 et, au sein du catholicisme français déboussolé par la condamnation de ce dernier, il se fit le vibrant défenseur de Pie XI. Intellectuellement proche du libéralisme catholique, il écrit dès 1930 dans la revue démocrate-chrétienne *Politique* de Charles Flory et Marcel Prélot. Un an plus tard, son adhésion à l'idéal démocrate-chrétien se confirme : il saute le pas pour adhérer au PDP (1931), mais entend en dépasser les limites puisqu'il participe avec Francisque Gay aux *Nouvelles équipes françaises*, dont l'ambition était de réunir toutes les forces démocrates-chrétiennes³². Parallèlement, il mène une carrière d'éditorialiste au quotidien – de même tendance – *L'Aube* à partir de 1938, où il apparaît comme l'un des journalistes les plus influents du second avant-guerre. Là encore, il fit montre d'une lucidité à toute épreuve, en percevant d'emblée la menace que la montée en puissance du parti nazi fait courir à l'Allemagne et de là à la France et à l'Europe. Lorsque Hitler accède au pouvoir, Bidault dénonce le péril, tout en continuant à le combattre sur le front intérieur, c'est-à-dire l'*Action française* et lorsque les immortels eurent le mauvais goût et la lâcheté d'accueillir Charles Maurras dans leurs rangs, il trempa sa plume dans du picrate pour écrire un éditorial intitulé : « Le provocateur au meurtre sous la coupole ». Rien d'étonnant de voir qu'avec de tels états de service, Georges Bidault appartient au petit nombre des résistants de la première heure ; en fait, dès son retour de captivité en juillet 1941, il obtint une affectation en zone libre, au lycée du Parc à Lyon et, comme on le sait, l'ancienne capitale des Gaules devint le centre de la Résistance. Membre de *Combat*³³, il succéda à Jean Moulin à la présidence du CNR. Peu après la libération de Paris, le général de Gaulle le nomma ministre

32 Voir *supra*.

33 Voir *supra*.

des Affaires étrangères et il fut élu député de la Loire en 1945 et le resta jusqu'en 1962.

Deux autres hommes d'État méritent d'être présentés ici pour leur contribution tant à la Résistance qu'à la fondation du MRP : Pierre-Henri Teitgen et François de Menthon, tous deux juristes et universitaires, fondateurs du mouvement de Résistance *Vérité* qui donna naissance à *Combat*.

Pierre-Henri Teitgen (1908-1997) venait du catholicisme breton, son père avait été rédacteur en chef d'*Ouest-Éclair* et député de droite. Agrégé de droit public, le gouvernement de Vichy le révoqua de la chaire qu'il occupait à l'Université de Montpellier. Tristan dans la Résistance, il y prépara le statut de la presse et c'est pour cette raison que le général de Gaulle le nomma ministre de l'Information (1944-1945), un poste où il put mettre en œuvre un statut qui garantissait l'indépendance de la presse tant vis-à-vis de l'État que des puissances d'argent. Un statut qui devait régir la presse française durant quarante ans. Le caractère énergique dont il fit preuve au ministère de l'Information – il mit sous séquestre 618 des 910 quotidiens qui avaient continué à paraître sous l'Occupation – impressionna le général au point que, le 30 juin 1945, il lui confia le portefeuille oh combien sensible de la Justice qu'il conserva jusqu'au 24 juin 1946, c'est-à-dire jusqu'après que de Gaulle eût quitté le gouvernement. À ce poste, il mena avec détermination et sans faille la politique d'épuration de la classe politique, de l'administration, de la police et de la magistrature³⁴. À la Libération, il préconisa des mesures très dures à l'encontre de l'Allemagne et on lui prête d'avoir déclaré qu'il aimait tellement l'Allemagne qu'il en voulait plusieurs. Il fut élu député d'Ille-et-Vilaine de 1945 à 1958 et mena une grande carrière ministérielle sous la IV^e République. On lui doit d'avoir soutenu la création du journal *Le Monde* et d'avoir largement contribué à la transformation d'*Ouest-Éclair* en *Ouest-France*, dont il fut le cofondateur.

François de Menthon (1900-1984) fut, comme Teitgen, un agrégé de droit public, le fils d'un député de droite et un homme de

34 Nous eûmes le privilège de le rencontrer lors d'un colloque à Bruges dans les années 1980 et de converser avec lui. J'en garde un souvenir ému.

la périphérie, mais cette fois de l'est, en l'occurrence la Savoie ; mais tous deux appartinrent au mouvement *Combat*. En 1943, il rejoint Londres et suit de Gaulle à Alger où le général le nomma commissaire à la Justice au sein du Comité de Libération nationale – l'embryon du gouvernement provisoire – et il devient ministre de la Justice à la Libération. Un poste qui était loin d'être une sinécure, car il dût organiser les procès des pontes de la Collaboration et du régime de Vichy. Il géra ainsi la mise en place des procès de Pétain ou de Maurras ; cependant, les communistes et les socialistes contestèrent la mollesse supposée dont il fit preuve en matière d'épuration et il fut remplacé par Pierre-Henri Teitgen, perçu comme plus dur. Comme lot de consolation, le général de Gaulle fit de cet aristocrate raffiné, le procureur français au Tribunal de Nuremberg, chargé de juger les hiérarques nazis, et c'est à de Menthon qu'on doit la définition juridique de crime contre l'humanité. Il fut élu député de Haute-Savoie de 1945 à 1948.

Ces trois portraits illustrent la qualité du personnel politique que le MRP présenta au suffrage des électeurs en 1945, et cette courte galerie de portraits s'avère injuste, car incomplète : il faudrait y ajouter ceux de Maurice Schumann, d'André Colin, des deux frères Coste-Floret, de Robert Lecourt et de tant d'autres. Ils expliquent en partie le succès électoral du MRP lors des premiers scrutins de l'après-guerre. On pourrait supposer que le mouvement rassembla l'ensemble des démocrates-chrétiens, ce d'autant plus qu'il adopta comme doctrine le personnalisme communautaire défendu par Emmanuel Mounier et la revue *Esprit* et que son programme préconisait une économie dirigée et la nationalisation des banques. De fait, le MRP semblait avoir réconcilié le PDP et la JR. Mais quelques irréductibles démocrates-chrétiens refusèrent de rejoindre le parti au nom de l'idéal travailliste, pourtant mis à mal par l'attitude sectaire de la SFIO.

En effet, malgré la reconstitution de celle-ci et la création du MRP, un certain nombre d'anciens résistants demeurèrent fidèles au travaillisme et décidèrent de fonder un parti travailliste français sous le nom d'*Union travailliste de la Résistance*. Afin de dissiper toute ambiguïté avec la composante travailliste du MRP, le nouveau

parti modifia sa dénomination en *Union démocratique et socialiste de la Résistance*, UDSR. Au départ, les gaullistes ont investi le nouveau parti et de Gaulle qui, *in illo tempore*, inclinait à préférer le MRP, tint des propos très aimables envers ce parti dans ses *Mémoires de guerre*. Les protestants sont, avec Jacques Soustelle et Francis Leenhardt – le secrétaire général de la nouvelle formation – très présents à l'UDSR, mais ses principaux dirigeants étaient démocrates-chrétiens, dont René Pléven qui devint le premier à en assurer la présidence de 1947 à 1953³⁵. En fait, trois résistants issus des milieux catholiques vont s'imposer comme les principaux animateurs du parti : Eugène Claudius-Petit, René Pleven et François Mitterrand.

Le plus attachant des trois reste, malgré la carrière bien plus prestigieuse des deux autres, l'ouvrier Eugène Petit, Claudius dans la Résistance. Ancien ébéniste, membre de la CFTC, il s'engage à la *Jeune République*, se retrouvant dans les idées défendues par Marc Sangnier³⁶. La vie ne l'épargna point, car, durant la crise, il connût l'expérience du chômage, mais, loin de se décourager, il crée une coopérative et se forme au métier de dessinateur. Démobilisé en 1940, il rejoint Lyon et la Résistance dans le groupe *Franc-Tireur* où il entre au comité directeur en mai 1942 sous le pseudonyme de Claudius. Lors de la création du CNR, il représente *Franc-Tireur*, avant de rejoindre Londres en octobre 1943, puis Alger en novembre. Là, il devient le plus farouche défenseur des vues de la Résistance intérieure au sein du comité de Libération, créé par de Gaulle, et où il s'oppose à la présence des « anciens partis », discrédités à ses yeux. Ce fut à ce moment qu'il se rallia à l'idée de la nécessité d'organiser un grand parti travailliste qui pût faire pièce à l'influence grandissante du PCF. Lors de la fondation du MRP, Claudius-Petit appartient à la majorité de la *Jeune République* qui refuse de suivre Sangnier dans son ralliement à un parti dans lequel il voit l'héritier du PDP et,

35 É. DUHAMEL, *L'UDSR ou la genèse de François Mitterrand*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

36 D. PELLETIER, « La Résistance en héritage. Annexe Eugène Claudius-Petit, ouvrier, résistant, ministre », in D. PELLETIER et J.-L. SCHLEGEL (dir.), *À la gauche du Christ : les Chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012, pp. 73-75.

fidèle au travaillisme, il participe à la création de l'UDSR en 1944 où, contrairement à la JR dont il s'éloigna, il demeura fidèle comme député de la Loire.

Le destin de René Pleven devait être bien plus brillant, mais nombre d'éléments le rapprochent d'Eugène Claudius-Petit : son caractère de démocrate-chrétien atypique et le fait qu'il ne soit pas issu du catholicisme français traditionnel. En effet et en premier lieu dès 1919, âgé de 18 ans, il participe au mouvement pacifiste favorable à Aristide Briand et milite en faveur de la SDN. Lui aussi mena, dans l'entre-deux-guerres, une carrière dans le secteur privé, mais la ressemblance s'arrête là : Pleven travailla pour le syndicat patronal de la conserverie avant d'entrer à la *Chase Bank*, une banque américaine qui deviendra plus tard, après sa fusion, la *Chase Manhattan Bank*. En second lieu, profondément chrétien, il était issu du courant minoritaire du catholicisme républicain « bleu » de Bretagne qui n'avait pas attendu le *Ralliement* pour adhérer à la République. Ainsi, son père, tout catholique, officier et Breton qu'il fût, n'en était pas moins dreyfusard et c'est à l'école publique, au lycée de Laval – au cœur d'une région où l'enseignement libre faisait recette – que le jeune René Pleven accomplit sa scolarité. Reçu à Sciences Po, il suivit également les cours de la Faculté de droit de la « Catho » de Paris et participa aux activités de la Conférence Olivaint, lieu de rencontre privilégié des jeunes intellectuels catholiques, où il fit la connaissance de Georges Bidault. En 1925, il fit la rencontre décisive de Jean Monnet à la *Chase Bank* et participa à la gestion de nombreuses filiales européennes de grandes entreprises américaines. Au moment de l'invasion allemande, il se trouvait aux États-Unis, chargé d'acheter des avions, et il suivit Monnet à Bordeaux en juin 1940, afin de convaincre Pétain et le gouvernement de se replier avec l'armée en Algérie pour, suivant les mots du général de Gaulle, « poursuivre la guerre dans l'Empire ». Face à l'armistice, il hésite à se rebeller contre le gouvernement de Vichy, légal sinon légitime, mais les arguments de de Gaulle entraînent son ralliement à la France Libre qu'il rejoint à Londres. Il ne resta pas longtemps dans la capitale britannique, car de Gaulle l'envoya en Afrique afin de rallier les colonies d'Afrique noire ; une mission dont il s'acquitta à la perfection. Dès lors, ce

résistant de l'extérieur intégra les hautes sphères de la France libre et dès la libération d'Alger, il participa au *Comité de Libération*, d'abord comme commissaire aux Colonies, ensuite aux Affaires étrangères et enfin aux Finances; un poste qu'il conserva lorsque le *Comité français de Libération nationale* donna naissance au *Gouvernement provisoire de la République française* après la libération de la capitale. En 1945, il fut au nombre des démocrates-chrétiens qui participèrent à la fondation de l'UDSR, plutôt que d'adhérer au MRP qu'il ne trouvait pas assez à gauche, et il fut élu député des Côtes-d'Armor (à l'époque, les Côtes-du-Nord) aux élections de 1945. En 1947, l'UDSR décida de se doter d'un président et choisit René Pleven pour exercer cette fonction qu'il conserva jusqu'en novembre 1953.

Le troisième homme est trop connu pour être présenté, c'est François Mitterrand qui présida l'UDSR de 1953 à sa disparition en 1964. Le présenter comme démocrate-chrétien peut surprendre, mais ce Charentais de formation catholique, devenu laïc par mariage, outre le fait qu'il déclara « croire aux forces de l'esprit », se demanda s'il ne devait pas adhérer au MRP. De fait, s'il opta pour l'UDSR, ce fut à la suite d'une réflexion qui l'amena à conclure qu'un parti démocrate-chrétien n'avait aucun avenir en France.

Pendant, les élections de 1945 donnèrent raison à ceux d'entre les démocrates-chrétiens qui avaient choisi le MRP : sur un total de 586 députés, le MRP en obtint 150 avec 23,9 % des suffrages, contre 31 sièges pour l'UDSR. Un troisième parti émergea, issu de la Résistance spirituelle et, partant, proche de *Témoignage Chrétien* et d'*Esprit*, même s'il n'obtint pas leur appui « officiel », l'*Union des chrétiens progressistes* (UCP), liée au PCF.

L'apogée du MRP

On oubliera donc l'UDSR, d'autant plus que, malgré la présence des démocrates-chrétiens en son sein, ce parti qui semblait voué à un bel avenir deviendra, sous la houlette de François Mitterrand, une succursale du Parti radical. Pour le *Mouvement républicain populaire*, l'apogée se situe des élections de 1945 à celles de 1961, c'est-à-dire du « tripartisme aux débuts de la Troisième force ». Du

point de vue de ses adhérents, il passa de 81 000 membres en 1945 à 125 000 un an plus tard. Les élections de l'Assemblée constituante en 1945 firent du MRP la seconde formation parlementaire avec 4 580 222 votes et 150 sièges, juste après le PCF³⁷ et avant la SFIO. Tandis qu'en juin 1946, après le rejet du projet constitutionnel par le peuple, le MRP devance le PCF avec 5 586 213 suffrages exprimés, soit 28,2 % et 166 sièges sur 586; un résultat qui représente son maximum historique absolu, puisqu'en novembre le PCF le devance, mais avec 173 sièges sur 627, il reste la première formation non communiste. Le général de Gaulle, qui constitua le gouvernement, attribua cinq ministères au MRP : Francisque Gay est ministre d'État, Teitgen reçoit la Guerre, Edmond Michelet, les Armées et Robert Prigent, la Santé publique; mais surtout, Georges Bidault devient ministre des Affaires étrangères, portefeuille capital à l'époque de la reconfiguration du paysage politique européen. Le parti joua ainsi un rôle clef, lorsqu'on sait l'importance que de Gaulle donnait alors aux Relations extérieures, Défense et Affaires étrangères. Les deux titulaires étaient de grands résistants. Jusqu'aux élections de 1945, le général avait confié les Affaires étrangères à des techniciens comme les ambassadeurs Dejean (1941-1942) et Massigli (août-septembre 1944), ainsi qu'à René Pleven (1942-1944) qui n'était pas encore entré en politique.

Le succès du MRP tient à trois facteurs. Selon Duverger, la droite classique ayant été décapitée par la Collaboration et son identification avec une Troisième République dont, à part elle et les radicaux, nul ne voulait plus entendre parler, l'électorat catholique – très majoritairement de droite – préféra voter pour ces « rouges chrétiens » qu'il n'aimait guère, afin d'ériger un rempart contre les « rouges tout courts » qu'il redoutait par-dessus tout. Suivant Letamendia, il faut privilégier, d'une part, le poids du vote féminin qui s'exprimait pour la première fois et, d'autre part, l'image du parti de la fidélité au général de Gaulle. À l'Assemblée constituante, trois formations se partagent l'essentiel des députés : c'est le tripartisme MRP-PCF-SFIO. Ensembles, communistes et socialistes détiennent la majorité absolue, mais Blum et Mayer, favorables au travaillisme,

³⁷ Les communistes ont obtenu 161 sièges.

souhaitent maintenir l'union entre les partis de la Résistance. Le débat constitutionnel opposa le MRP au PCF qui voulait instaurer un régime d'Assemblée, mais aussi au général de Gaulle qui entendait renforcer les pouvoirs du président de la République. Or, le changement survenu au sein de la SFIO porta un coup dur au tripartisme. Le général ayant démissionné le 16 janvier 1946, le gouvernement, présidé par le socialiste Félix Gouin, présenta au référendum un projet de Constitution voté par les deux partis marxistes contre le MRP qui appella à voter « non ». Un succès pour de Gaulle et le parti, car celui-ci l'emporta avec 53 % des suffrages. Une nouvelle Constituante fut donc élue, le PCF et la SFIO ne détiennent plus la majorité et le MRP arrive en tête.

Lors de la campagne électorale, les communistes avaient très vivement combattu les Républicains populaires, allant même jusqu'à les dénoncer comme une Machine à Ramasser les Pétainistes. Toutefois, le mouvement est devenu incontournable et tient à ses mandats ministériels. Par ailleurs, le MRP, qui milite en faveur du régime parlementaire, s'oppose au Discours de Bayeux du général et le nouveau projet constitutionnel l'agrée; Georges Bidault accède à la présidence du nouveau gouvernement provisoire qui élargit le tripartisme à l'UDSR. L'objectif de Bidault – qui n'était pas fâché de voir de Gaulle retourner à Colombey-les-deux-Églises – se révélait double : d'une part, neutraliser les communistes et de l'autre, doter le pays d'un régime parlementaire équilibré. Face à un PCF qui, pourtant respectueux des accords de Yalta – car aux ordres de Staline –, avalait des couleuvres, pour ne pas dire des boas, le président du gouvernement veillait à ne leur confier aucun ministère régalien. Sur la Constitution par contre, et singulièrement en matière de bicaméralisme, le MRP dut verser beaucoup d'eau dans son vin et le nouveau projet ne l'agréait que fort peu. Mais, comme l'écrivit René Rémond, « peut-on raisonnablement provoquer encore une consultation, réunir une troisième Constituante et travailler à un troisième texte ? Le pays a besoin de sortir du provisoire »³⁸. Bidault et le parti s'inclinent donc et la Constituante adopte le projet à une écrasante majorité : 440 votes pour et 106 contre. Par contre, le

38 R. RÉMOND, *Le XX^e siècle, op. cit.*, p. 326.

référendum du 13 octobre 1946 donna un résultat moins glorieux, jamais une Constitution n'avait été aussi misérablement soutenue : 30 % d'électeurs s'abstinrent, 36 % se prononcèrent positivement contre 31,3 % qui votèrent pour le « non ». C'était le troisième référendum tenu en un an et une forte lassitude dut alanguir le corps électoral. Néanmoins, le général de Gaulle, qui avait invité les électeurs à voter négativement, conclut d'une formule assassine – bien dans sa manière – que cette constitution avait été « acceptée par 9 millions d'électeurs, refusée par 8 et ignorée par 8 et demi »³⁹.

Considérant sa mission achevée, Georges Bidault, une fois les institutions de la Quatrième République mises en place, démissionna après l'élection de l'Assemblée nationale où le PCF, avec 189 élus contre 167 au MRP, était loin devant la SFIO qui en engrangeait à peine une centaine. MRP et PCF s'étaient vigoureusement opposés durant la campagne électorale, menée avec le slogan : « Bidault sans Thorez », à quoi les communistes, piqués au vif, répondirent par : « Thorez sans Bidault »⁴⁰. Pourtant, le programme du PCF, qui entendait rassurer l'électorat, s'avérait des plus modérés tandis que le MRP proposait le socialisme personnaliste. On peut voir dans leur opposition une lutte pour l'hégémonie, mais en vérité, un conflit de civilisation opposait les deux formations. D'un côté, le matérialisme athée, de l'autre, le spiritualisme d'inspiration chrétienne ; voilà bien des idéologies qu'on ne peut réconcilier que sur des mesures concrètes, à court terme. En fait, la polarisation entre les deux anciens partenaires de la Résistance se révéla telle qu'après les législatives de 1946, la direction des affaires revint au plus faible des trois ex-compères du tripartisme ; en l'occurrence à la SFIO que le MRP s'efforce d'éloigner du PCF. Avec Léon Blum dans un premier temps qui, à la tête d'un cabinet SFIO homogène que l'ancien chef du *Front populaire* voulait intérimaire : un mois seulement. Mais quel mois ! De Gaulle avait, à la Libération, préféré confier les Finances à Pleven qui préconisait une politique de facilité, plutôt qu'à Mendès-France qui défendait une vigoureuse démonétisation à l'instar de ce que le

39 *Ibid.*

40 La formule « Bidault sans Thorez » fut prononcée par Maurice Schumann. P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 76.

ministre belge des Finances, Camille Gutt, réalisait en Belgique. Il s'ensuivit une inflation sans cesse croissante qui devint le cancer de la IV^e République. Blum parvint à l'arrêter momentanément en baissant autoritairement les prix de 5 %. Tandis que le 16 janvier 1947, le Congrès réuni à Versailles élit l'ancien ministre des Finances du Front populaire et résistant de la première heure : Vincent Auriol. Élu dès le premier tour de scrutin grâce au vote communiste, il fut un président actif qui contredit l'image d'« inaugurateur de chrysanthèmes » qui collait à la fonction présidentielle depuis Jules Grévy.

Socialiste, Auriol nomma à la présidence du Conseil – tel était, depuis la III^e République, le titre donné au Premier ministre – un autre socialiste, Paul Ramadier qui, par surcroît, bénéficiait des sympathies du MRP. En effet, c'était un socialiste atypique, car, quoique franc-maçon reconnu comme tel, il avait été, à la suite de Marcel Déat, néo-socialiste, membre de l'*Union Socialiste Républicaine* qui, en France, défendait les idées réformatrices du théoricien socialiste belge Henri de Man. Or, ce dernier militait en faveur de l'abandon de l'anticléricalisme. En 1940, Ramadier n'hésita point à rejoindre la Résistance et, en 1944, la SFIO qui manquait quelque peu de résistants pur sucre, le réintégra sans barguigner. En 1945, de Gaulle lui confia la tâche particulièrement ingrate de ministre du Ravitaillement, ce qui lui « avait valu les sobriquets de Ramadiète ou Ramadan »⁴¹. Devenu président du Conseil, il dut affronter une situation terrible de disette, voire de famine : le PIB ne représentait plus que 80 % de ce qu'il était avant-guerre ; 1947 fut une année terrible, les destructions dues à la guerre se conjuguant avec une crise agricole et à des conditions climatiques désastreuses. L'inflation, maîtrisée par Blum, explosa : « Les prix de gros augmentèrent de 91 %, les prix de détail de 93 %. »⁴² Le gouvernement se trouva contraint de bloquer les salaires. Les Français n'en pouvaient plus et tout commença par une grève de cinq semaines de la presse, puis de la RATP et enfin, en avril, des usines Renault, devenues une régie à la Libération. La CGT condamna d'abord le mouvement imputé aux trotskystes, ensuite

41 R. RÉMOND, *Le XX^e siècle, op. cit.*, p. 330.

42 *Ibid.*, pp. 337-338.

s'y rallia; enfin, les ministres communistes, jusque là fidèles au gouvernement et disciplinés, demandèrent à Ramadier de mettre un terme au blocage des salaires. Celui-ci avait à se battre également sur le front extérieur : la guerre d'Indochine avait éclaté le 19 décembre 1946 et le 22 mars 1947, le PCF s'abstint lors du vote des crédits de guerre, mais ses ministres les votèrent. Le 30 du même mois, le PCF avalait une nouvelle couleuvre, une insurrection nationaliste, soutenue par le PC local, éclatait à Madagascar. Ramadier et Bidault ne tergiversèrent pas : la répression fit quelque 80 000 morts.

En avril, avec le blocage des salaires, la mesure semblait comble et la direction du parti ne se résolut point à l'accepter, et Ramadier, toujours déterminé, posa la question de confiance. Le « scénario indochinois » se reproduisit : les députés communistes ne votèrent pas la confiance, mais cette fois les ministres s'abstinrent et Ramadier les révoqua *illico presto*. Les communistes ne le savaient pas et ne le pensaient pas davantage, mais le tripartisme venait de trépasser. Il était mort et bien mort, d'autant plus que la guerre froide venait de commencer et, au même moment, les PC se faisaient déloger du gouvernement en Belgique, au Danemark, mais aussi en Italie où le parti était très fort. Le 7 avril, survint un événement lourd de conséquences pour le MRP : de Gaulle créa le RPF – *Rassemblement du peuple français*.

Bidault et Teitgen s'étaient opposés aux visions constitutionnelles de « l'homme du 18 juin », mais le MRP lui conservait une grande sympathie. Néanmoins, et les observateurs en furent surpris, le parti, comme la SFIO, décida d'interdire la double appartenance, la direction nationale qualifiant l'initiative gaulliste de bonapartiste. Une dizaine de députés Républicains populaires quittèrent le mouvement, dont Edmond Michelet, mais aussi Marcel Prélot, animateur de la revue *Politique* avant la guerre, ainsi que le gendre de Francisque Gay, ancien rédacteur à *L'Aube*, Louis Terrenoire. Certains élus sympathisants gaullistes restèrent fidèles au MRP, dont Maurice Schumann et Robert Buron. Mais le parti défendit jusqu'en 1958 une politique qui entendait se tenir à distance tant du PCF que du RPF : la Troisième force.

La Troisième force

Gouverner sans les communistes et sans les gaullistes, et même contre eux, impliquait que les rescapés du tripartisme – MRP et SFIO – acceptassent de s'ouvrir sur leur droite, aux radicaux, mais aussi à la droite classique, compromise avec Vichy et que Roger Duchet avait reconstituée dans le *Centre National des Indépendants*, CNI. Jusqu'en 1951, le MRP apparut non seulement comme l'axe de la Troisième force, mais aussi comme son parti hégémonique. Ainsi, en novembre 1947, Robert Schuman succédait à Ramadier, Bidault conservant les Affaires étrangères.

Avec Robert Schuman, c'est le père de l'Europe qui devient président du Conseil, mais également un MRP atypique, car député depuis 1918, il n'avait rejoint le PDP qu'en 1932, siégeant auparavant comme autonomiste mosellan. Né en 1886, il avait donc été citoyen allemand et même président du *Katholikentag* francophone. Suivant la tradition allemande, il avait fait son droit à Bonn, Berlin, Munich et Strasbourg. De quoi le faire traiter de « boche » par la propagande communiste. Sauf qu'il avait appris l'allemand pour passer l'*Abitur* – *mutatis mutandis* équivalent du baccalauréat – né à Clausen, près de Luxembourg et Allemand en vertu du *Jus sanguinis*; à son corps défendant, car son père avait émigré au Grand-Duché pour ne pas subir l'annexion ! Sa langue maternelle était en fait le *Lëtzeburger*, le luxembourgeois, il étudia au lycée de Luxembourg selon la procédure locale : les études commencent en luxembourgeois, ce qui permet de passer à l'allemand – plus proche –, puis au français, ce qui explique l'agilité linguistique des Grands-Ducaux. Il se servit d'ailleurs, alors qu'il se trouvait en résidence surveillée sous le III^e *Reich*, de cet idiome pour converser avec des patriotes luxembourgeois et mosellans. De fait, dès l'invasion nazie, Robert Schuman, député depuis 1918, fut peu enclin à la Collaboration, même si, ministre de Paul Reynaud, il resta membre du gouvernement Pétain (au poste peu prestigieux de sous-secrétaire d'État) et vota les pleins pouvoirs à ce dernier. Assigné à résidence, comme on l'a vu, il parvint à fausser compagnie à ceux qui le surveillaient pour se réfugier en zone libre dans la Vienne, puis à l'abbaye bénédictine de Ligugé, et il passa le reste de la guerre en

Ardèche, à la Trappe de Notre-Dame-des-Neiges. Inéligible, car ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain, il fut gracié par le général de Gaulle, une décision qui fut confirmée par la Haute Cour qui prononça un non-lieu.

De langue maternelle luxembourgeoise, né à Luxembourg, Lorrain, Allemand de naissance redevenu Français après l'Armistice, député de la Moselle sous les III^e et IV^e Républiques, cet homme des marges et des confins était, en fait, un type parfait de Lotharingien comme le furent Alcide De Gasperi – député du Trentin au *Reichrat* de Vienne –, Konrad Adenauer – tenté par le séparatisme rhénan profrançais – ou le Belge Paul Van Zeeland, tous démocrates-chrétiens. Comme chef du gouvernement, Robert Schuman dut affronter les débuts de la guerre d'Indochine et les membres du MRP qui n'étaient guère favorables à l'indépendance de colonies (Annam, Tonkin, Cambodge ou Laos) où la colonisation s'était insérée – pilotée par des laïcs pur jus – dans le sillon tracé depuis Louis XIV par l'œuvre des Missions étrangères de Paris et qui, au Vietnam du moins, comptait une forte minorité catholique. D'autant plus que l'insurrection Vietminh dirigée par Hồ Chi Minh était clairement communiste. Schuman n'eut pas à gérer longtemps la crise, car son gouvernement fut renversé en juillet 1948 sur la question des crédits militaires. Il avait eu le temps de régler une crise terrible attisée par le PCF et qui commença par une banale grève des tramways marseillais pour virer à l'émeute : des manifestants occupant l'Hôtel de Ville, la préfecture et d'autres bâtiments publics, sans intervention réelle des CRS, nouvellement créés, mais qui, suivant René Rémond, étaient noyautés par les communistes⁴³. Le mouvement, soutenu par la CGT, gagna la SNCF et s'étendit dans toute la vallée du Rhône : la gare de Valence fut occupée, coupant ainsi toute communication entre Paris et le sud-est. À partir du 15 novembre, éclate un second foyer de contestation : les Houillères du nord où la CGT entend imposer la grève, non sans violence et intimidation contre les mineurs CFTC bien implantés dans ce bassin. Fin novembre, on assiste à une nouvelle extension du conflit au textile et à la métallurgie, en fait dans tous les secteurs à forte implantation de la CGT et le PCF affirme

43 *Ibid.*, p. 345.

publiquement son soutien au mouvement. À la grève, s'ajoutent des actions proches du terrorisme menées par des commandos itinérants qui occupent des gares, coupent les lignes téléphoniques et sabotent les voies de chemin de fer. Ils sont responsables du déraillement du train Paris-Arras. Or, la prédiction ou l'analyse faite par Ramadier lors des précédentes grèves se confirme : l'action est décidée par Moscou. Fin septembre 1947, Andreï Jdanov – l'idéologue officiel du PCUS – avait tapé sur les doigts des dirigeants du PCF, les accusant d'avoir « sombré dans le crétinisme parlementaire »⁴⁴. La guerre froide battait son plein et le 4 juin 1947, le général Marshall, secrétaire d'État américain, dans un discours retentissant tenu à Cambridge (Massachusetts) dans le grand amphithéâtre de l'Université Harvard, proposait une aide conséquente à l'ensemble des pays européens, afin d'assurer leur reconstruction, avec pour seule condition d'accepter de coopérer entre eux. Ce fut l'origine de l'OECE et du Conseil de l'Europe⁴⁵. Staline n'en voulait pas et, au Palais Bourbon, le communiste Jacques Duclos, traitait Schuman de « Boche ». La guerre froide s'installait en France et l'on peut légitimement s'interroger sur la pertinence du qualificatif « froide » au vu de la gravité des événements. Aidé par son ministre socialiste de l'Intérieur, Jules Moch, le président du Conseil tint bon, fit appel à l'armée et « bassin après bassin », gendarmes mobiles et CRS, appuyés par des blindés, dégagent les puits de mine et font respecter la liberté du travail⁴⁶. Finalement, les familles des grévistes n'en peuvent plus, tandis que la minorité réformiste de la CGT s'insurge et le 9 décembre, le PCF s'incline et annonce la fin de la grève : le lendemain, 10 décembre, la reprise du travail est générale. Robert Schuman et Jules Moch avaient sauvé le pays⁴⁷. Mais la victoire remportée par le gouvernement ne le fut pas que contre le PC, car à l'encontre des propos du général de Gaulle, la capacité du régime

44 *Ibid.*, pp. 345-346.

45 L'OECE, Organisation européenne de coopération économique, est devenue l'OCDE.

46 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 348.

47 Les modérés de la CGT firent sécession pour créer FO (Force ouvrière).

à affronter un péril majeur se trouvait démontrée. Non content de sauver la France, Schuman allait également sauver l'Europe, car l'acceptation du « Plan Marshall » permit à la France et à ses voisins, rendus exsangues par la guerre, de remonter progressivement la pente. Schuman, épaulé par le commissaire au Plan Jean Monnet – dont la sœur avait fondé l'ACJF –, saisit la balle au bond et fut à l'initiative de l'OECE, mais leur action en faveur de la construction européenne ne s'arrêta pas en si bon chemin.

De fait, la fin du tripartisme, la guerre froide et l'hostilité des gaullistes envers la Constitution imposèrent des gouvernements dits de Troisième force, c'est-à-dire allant des socialistes à la droite classique, de la SFIO aux conservateurs du CNI. Pour ce faire, le concours des nostalgiques de la III^e République, radicaux et CNI, s'avérait indispensable. Lorsqu'il s'agissait d'hommes de la Résistance comme les radicaux Mendès-France, Edgar Faure ou des CNI comme Joseph Laniel, la pilule s'avalait facilement, mais avec le recyclage de vieux chevaux de retour comme Paul Reynaud ou d'individus qui avaient siégé au Conseil de Vichy, comme Antoine Pinay, la potion prenait un goût amer pour un parti issu de la Résistance. Le fait est que, une fois Robert Schuman renversé, il dut céder la place au radical André Marie pour un mois (du 5 juillet 1948 au 28 août de la même année), pour la reprendre durant deux jours et la passer à un archétype du radicalisme de la III^e République, « papa » Queuille qui la conserva une bonne année. Il est vrai que ce dinosaure avait été l'un des premiers hiérarques de ce régime tellement honni à rejoindre Londres : on restait entre gens de bonne compagnie, ce ne sera plus le cas en 1952 : le 7 septembre 1948, ce dernier n'avait pas obtenu l'investiture, car, outre l'obstruction systématique du PCF, la droite de l'Assemblée lui reprochait d'avoir confié le portefeuille des Finances à un socialiste, ô combien modéré, Christian Pineau. Or, le 4 juillet 1950, 50 députés MRP décidèrent de rendre aux radicaux la monnaie de leur pièce : prétextant l'absence de ministres SFIO dans le gouvernement Queuille (ils avaient mis un an à s'en rendre compte), ils renversèrent un cabinet où ils étaient représentés par 9 ministres sur 21... Heureusement, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères du gouvernement

Queuille, bien conseillé par Jean Monnet, put donner lecture de ce qui va s'appeler le Plan Schuman ; c'était au Salon de l'horloge du Quai d'Orsay⁴⁸. Il ne s'agissait de rien moins que de mettre en commun le charbon et l'acier entre la France et la RFA. À l'époque, les matériaux nécessaires aux industries de l'armement reposaient sur l'extraction du charbon et du fer et leur usage dans la fabrication de l'acier. Par la mise en commun de ces ressources, les ennemis héréditaires – ils l'étaient depuis 1870, car auparavant cette fonction était assurée par la « perfide Albion » – s'interdisaient toute guerre. Grâce à la présence des démocrates-chrétiens dans leurs gouvernements respectifs, la Belgique, l'Italie, le Grand-Duché du Luxembourg et les Pays-Bas rejoignirent ce qui devint l'embryon de l'intégration européenne : la CECA. Robert Schuman venait d'imprimer sa marque dans l'Histoire, avec un grand « H » ! L'aventure européenne commençait, et sans le Royaume-Uni, le MRP en faisait son cheval de bataille.

Du côté de Matignon, Bidault revint entre le 28 octobre 1949 et le 24 juin 1950, lorsqu'il dut céder la place à Queuille – encore lui –, puis à l'UDSR René Pleven de juillet 1950 à février 1951, et une fois de plus à Queuille de mars 1951 jusqu'aux élections de la même année. Durant cette législature, le MRP, principal parti de la Troisième force, n'avait obtenu que deux chefs de gouvernements – Bidault et Schuman – et pour une durée totale de 16 mois, alors que les radicaux, petite force d'appoint, en eurent le même nombre, mais durant 26 mois. On peut d'ailleurs s'interroger sur la présence envahissante d'hommes de la Troisième République à l'Hôtel de Matignon : Marie, Queuille et même Robert Schuman, alors que des hommes nouveaux, Bidault et Pleven, ne firent pas long feu. Pour Pierre Letamendia, la raison est claire et nous sommes enclins à le suivre sur ce terrain : Vincent Auriol, cet excellent homme dont les compétences lui valurent d'être le ministre des Finances du Front populaire, avait arrêté son horloge mentale à la III^e République – le régime sous lequel il avait été élu député en 1914 – et rien de ce qui était étranger à ce régime ne trouvait grâce à ses yeux, même si, dès l'origine, il sût séparer le bon grain de l'ivraie. En définitive,

48 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 370.

le principal grief qu'il nourrissait à l'encontre de Pétain fut d'avoir mis fin à sa Troisième République bien-aimée. Ceci explique sa prédilection à l'endroit des radicaux, y compris ce vieux birbe d'Henri Queuille. De même que s'éclaire son aversion à l'encontre du MRP, un parti qui avait le tort de ne pas exister sous la III^e et qui, comme les communistes, comprenait beaucoup de femmes dans ses rangs, à commencer par Marthe Richard qui avait osé s'attaquer à l'une des pustules purulentes qui enlaidissaient le visage de la France : les « maisons closes » dont elle obtint la fermeture⁴⁹. Seul Robert Schuman trouva grâce à ses yeux, car élu en 1918.

Le bilan du MRP pour cette première législature de la République nouvelle se confond avec celui du tripartisme, puis des débuts de la Troisième force, et d'avoir commencé la reconstruction du pays : en 1949, le ravitaillement est enfin assuré, l'industrie automobile repart et les voitures sont à nouveau en vente libre, les privations ont pris fin, le plein emploi est assuré : la France entre dans la période dite des « Trente glorieuses ». L'ENA, l'INSEE sont créés ainsi que le Commissariat au plan et l'acceptation du Plan Marshall malgré la vive opposition du PCF. Au passif de la législature, il faut inscrire une inflation endémique et surtout la guerre d'Indochine suivie des crises marocaine et tunisienne. Manifestement, le MRP et, plus que tout autre, Georges Bidault, n'entendent rien à la cause des peuples : ils préconisaient la démocratisation totale de l'Empire, quand les populations indigènes entendaient l'indépendance totale.

Cependant, le bilan positif que présentait le MRP ne trouva point grâce aux yeux des électeurs. Pour la démocratie chrétienne, si les élections législatives du 17 juin 1951 ne peuvent évoquer la Bérézina, elles dégagent néanmoins un fort parfum de Waterloo. Le MRP, naguère encore principale formation de la Troisième force et second au Parlement juste derrière le PC, chuta à la quatrième place, devancé par les gaullistes du RPF, la SFIO et les communistes. La perte en

⁴⁹ Auriol n'était certainement pas misogyne : sa belle-fille était la célèbre aviatrice Jacqueline Auriol, mais la méfiance viscérale des caciques de la « III^e » envers le « pouvoir du confessionnal »...

sièges encaissée par ceux-ci était le fruit d'une aimable manipulation : la loi sur les apparentements.

En réalité, le recul du MRP s'apparente à l'éclatement d'une bulle : plus à gauche que son électorat, il avait bénéficié de l'absence d'un grand parti de droite et de la crainte qu'inspiraient les communistes aux catholiques. Avec le retour d'une offre politique conservatrice – les modérés et le rassemblement gaulliste –, le mouvement revint à des proportions plus réalistes sans toutefois retomber aux scores misérables que connut le PDP dans l'entre-deux-guerres, ce qui témoigne d'une implantation réussie dans l'est et dans l'ouest, c'est-à-dire dans les départements à forte pratique religieuse. Le parti a obtenu 2 368 778 suffrages, soit 12,5 % bien payés par 95 sièges (sur 625), contre près de cinq millions, soit 25 % et 173 sièges en 1946 ; le nombre de ses adhérents traduit, plus dramatiquement, la même évolution à la baisse, car il tomba de 125 000 membres en 1946 à 25 000 en 1951 : une chute vertigineuse.

Néanmoins, le MRP maintint sa position centriste ou essaya de la maintenir, mais dans le contexte bien différent de celui qui caractérisa l'immédiat après-guerre. En fait, le destin « de ce courant qui a fait partie tour à tour de majorités axées à gauche et de coalitions à droite est exemplaire ; elle illustre les problèmes auxquels le centre est acculé »⁵⁰. Sauf que, à l'instar de ses homologues bénéluxiens et italiens, le MRP ne se situe au centre que par défaut et, de la Libération à 1951, René Rémond que nous venons de citer ici, le rangeait à gauche : « à gauche sinon de gauche ». Car les partis démocrates-chrétiens couvrent un très large spectre et entre Georges Bidault et Robert Buron, la distance s'avère loin d'être négligeable. Sauf que sa nature démocrate-chrétienne et sa fonction de médiatisation de la volonté politique des catholiques le mirent en difficulté lorsque, en 1951, la droite fut revenue en force à l'Assemblée nationale.

50 R. RÉMOND, *La Politique est-elle intelligible ?*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 137.

Le MRP penche à gauche, mais ne tombe jamais du côté où il penche...

Le MRP souhaitait privilégier l'accord avec la SFIO, mais la présence massive du CNI et du RPF au Parlement exerça une forte pression sur le parti en matière scolaire. En effet, d'une part, le *baby-boom* de l'après-guerre se faisait sentir sur le processus de scolarisation des enfants et dans les régions catholiques, l'enseignement privé attirait nombre d'élèves de conditions modestes, ce qui n'était pas le cas à Paris ou dans les grandes métropoles. Le principe de la liberté du choix des parents impliquait une aide financière soit à l'école libre sous la forme de subventions, soit aux familles sous celle de bourses d'études. La SFIO, noyée par le puissant syndicat ultra-laïc des instituteurs, entendait supprimer toute aide, quelle qu'en fût la forme, aux écoles catholiques. Soucieux de ménager le MRP et vu la difficulté des temps, le parti avait mis une sourdine à ses positions, tout en les maintenant à son programme, dans l'attente d'une occurrence favorable. De fait, si les Républicains populaires semblaient témoigner d'une grande sympathie à l'égard des socialistes, ce n'était pas réciproque, en tout cas depuis que Léon Blum et Daniel Mayer avaient dû céder la direction de la SFIO à Guy Mollet.

La droite était devenue incontournable, depuis que la Troisième force, déjà obérée sur sa gauche par le PCF – de plus en plus infréquentable –, se trouvait désormais flanquée sur sa droite d'une puissante phalange de députés gaullistes, suspectés à tort de nourrir des volontés plébiscitaires, sinon putschistes. Or, à l'occasion des législatives, les A.P.E.L. – Associations de parents de l'enseignement libre – avaient demandé aux candidats favorables à l'octroi d'une aide publique de signer l'engagement de constituer un intergroupe parlementaire pour la liberté de l'enseignement et les signataires se retrouvèrent majoritaires dans l'Assemblée nouvellement élue⁵¹. Les conservateurs du CNI, appuyés par le RPF, ne manquèrent pas une aussi belle occasion d'enfoncer un coin entre les deux partis héritiers de l'ambition travailliste et du tripartisme. Sans qu'un gouvernement ne fût constitué – l'intergroupe pour la liberté de l'enseignement en

51 R. RÉMOND, *Le XX^e siècle*, *op. cit.*, p. 380.

faisait un instrument de pression –, et malgré les efforts déployés par le MRP en vue d'obtenir un compromis ou, au moins, des concessions de la part de la SFIO, les lois André Marie et Charles Barangé sont votées; la première, due à un radical et ancien président du Conseil, étend aux élèves du secondaire privé l'octroi de bourses d'études; la seconde établit une allocation attribuée aux écoles, quel que fût leur statut – public ou privé –, à la nuance près qu'elle était versée aux établissements pour le public et à des associations pour le privé⁵². Les socialistes, manifestement furieux, jurèrent leurs grands dieux qu'on ne les y reprendrait plus de participer à un gouvernement avec des cléricaux et ils se retirèrent dans l'opposition. Le SNI y trouvait son compte, car le parti avait fait le serment solennel d'abolir cette législation antilaïque dès qu'il reviendrait au pouvoir. Serment qu'il s'empessa, sagement, de ne pas tenir, car les lois Marie et Barangé demeurèrent en vigueur jusqu'à ce que la V^e République leur substituât la loi Debré.

L'horizon ainsi dégagé, on pouvait revenir à la Troisième force, mais une Troisième force qui, faute d'une présence socialiste, basculait du centre au centre-droit et dont le MRP constituait désormais l'aile gauche. Vincent Auriol eut la sagesse de donner l'impression de respecter le *statu quo ante* en confiant la présidence du Conseil à un démocrate-chrétien de l'UDSR qui dirigea un cabinet où le MRP détenait sept ministères, soit un de moins que le CNI et deux de moins que le binôme UDSR-radicaux. Mais avec Georges Bidault, le mouvement conservait le portefeuille des Affaires étrangères qu'il détint d'ailleurs sans discontinuer de janvier 1947 à juin 1954, et même depuis 1944, si l'on excepte l'éphémère cabinet SFIO homogène de Léon Blum, de juin à décembre 1946. Par ailleurs, l'UDSR ne comptait à lui tout seul que 16 députés et René Pleven ne le cédait en rien à ses alliés du MRP en matière d'enthousiasme européen. En effet, fort du succès de la CECA qu'il avait fait ratifier par l'Assemblée nationale, il proposa, par le « Plan Pleven », un projet plus ambitieux encore : la *Communauté européenne de défense*, la CED, qui souleva l'ire des gaullistes et du PC, tandis qu'il semait la discorde dans les rangs de la droite classique

⁵² *Ibid.*, p. 38.

et des radicaux ; seul le MRP se révélait quasi unanime et le Traité l'instituant fut signé à Paris en 1952, rassemblant les six États déjà partenaires de la CECA. Il ne s'agissait rien de moins que d'instaurer une véritable armée européenne intégrée ; les USA manifestèrent leur sympathie envers le *Traité de Paris*, comme les Britanniques qui, comme à l'accoutumée, restaient à l'extérieur. Le Traité prévoyait, tout naturellement, que l'Armée européenne fût chapeautée par une *Communauté Politique européenne*. Dans toute la « Petite Europe » (celle des six), les démocrates-chrétiens avaient été les plus ardents défenseurs du projet. L'excellent René Pleven ne resta en place que de l'été 1951 à janvier 1952 et le MRP se retrouva embringué dans la valse des gouvernements qui flétrissent encore aujourd'hui l'image de cette IV^e République à laquelle on l'identifia ; après une tentative du radical Edgar Faure qui ne fit pas long feu, Vincent Auriol fit appel à un autre rescapé de la III^e République, Antoine Pinay.

Or, élu député en 1936 comme candidat de l'*Alliance démocratique*, le maire de Saint-Chamond – qui, ni de près ni de loin, ne participa à la Résistance – continua à gérer sa ville et Vichy le nomma membre de son Conseil national. Mais Pinay eut l'intelligence de ne pas y siéger, se tenant à l'écart des luttes politiques : il semblait avoir hiberné entre 1940 et 1944. « Au lendemain de son investiture », écrit René Rémond, « *Match* lui fait un mérite de n'être allé ni à Vichy, ni à Moscou, ni à Londres. » Son gouvernement ne dura que neuf mois, mais lui valut une immense popularité et il en bénéficiait encore lorsqu'il mourut à 101 ans... Sa nomination comme son incroyable popularité, alors qu'il était dénué de tout charisme, étonnent : l'antihéros par excellence. Pourtant, avec la défection des députés gaullistes qui, selon les termes du général de Gaulle, « allèrent à la soupe », le CNI possédait, avec 130 députés, le groupe le plus important de l'Assemblée nationale et il pouvait naturellement prétendre à la présidence du gouvernement ; pour le reste, comme l'impétrant avait siégé sous la III^e République... Quant à sa popularité, elle exprime une lassitude de la population, fatiguée de l'héroïsme et du récit de la Résistance et dont l'attitude attentiste et passive d'Antoine Pinay reflétait, ô combien, celle de la majorité des Français sous l'Occupation où le marché noir fit bien plus recette

que la Résistance ou la Collaboration. Par surcroît, l'homme venait du centre du pays et, pétri de bon sens ; c'était un petit patron, coiffé d'un petit chapeau, la vivante incarnation du Français moyen gérant la Nation comme une PME, bourgeoisement comme disait le Code civil en ce temps-là, en bon père de famille. À la Libération, on avait assisté à une synthèse, entre Keynes et de Man ; avec Pinay, on en revenait aux bonnes vieilles recettes du libéralisme classique, la qualité d'avant-guerre en quelque sorte ou le grand retour de Poincaré. Malgré des succès contre l'inflation, ce qui entraîna *ipso facto* une période de stagnation, le président du Conseil demeurait populaire, mais le MRP éprouvait de plus en plus de problèmes avec son aile gauche et ses syndicalistes. Par ailleurs, même si le parti gardait la haute main sur la politique étrangère, il ne comptait que quatre ministres sur un total de dix-sept, son chiffre le plus bas depuis 1951. Sentant gronder la contestation parlementaire, Pinay n'attendit pas d'être renversé : à la veille de Noël 1952, il présenta sa démission et Auriol le remplaça par un autre CNI, Joseph Laniel, ancien résistant⁵³, après avoir – une fois de plus – tenté un intermède radical avec René Mayer (8.01.1953 – 21.05.1953). Dans les deux cas, le MRP améliora sa représentation ministérielle, mais l'opinion publique lui reprocha d'avoir savonné la planche d'un président du Conseil selon son cœur. En 1954, le mandat de Vincent Auriol arrivant à terme, le CNI put ajouter à son palmarès la présidence de la République avec René Coty, mais... au 13^e tour de scrutin : on attendait Laniel, ce fut un inconnu du grand public qui s'installa à l'Élysée. La IV^e République renouait, une fois de plus, avec les pires pratiques qui plombèrent la III^e : celle de se choisir des quasi-inconnus, dénués de tout charisme, pour accéder à la magistrature suprême.

Le débat créé par le Plan Pleven et la CED devait être la grande controverse qui déchira la deuxième législature de la IV^e République et le MRP s'engagea à fond dans la défense du projet, tandis que le PCF et le RPF, qui se détestaient copieusement, formaient une espèce

53 En bon député de l'*Alliance démocratique*, il avait voté les pleins pouvoirs à Pétain, mais, outré par Retondes et l'attitude défaitiste du héros de 1917, il rejoignit Londres dès 1940 et fut membre du CNR.

de front du refus, mais plus que les radicaux et la droite – divisés, mais majoritairement favorables –, les socialistes étalaient au grand jour leurs divisions profondes que la guerre d'Algérie attiserait plus encore. Le fond, le cœur, de la question était le réarmement allemand, voulu par les Américains afin de renforcer l'OTAN contre le camp soviétique. Or, ce réarmement se révélait inéluctable. L'idée géniale de Pleven, du MRP et des partisans de la CED était que puisque la remilitarisation de l'Allemagne présentait un caractère inévitable, autant qu'elle se réalisât sous contrôle européen – celui des six – et particulièrement de la France. Par leur manque d'audace et leur antigouvernementalisme primaire, les adversaires de la CED firent échouer le Plan Pleven qui, soutenu par le nouveau président Pierre Mendès-France, comme la corde soutient le pendu, se trouva rejeté par l'Assemblée nationale par 398 votes contre et 264 pour : ce fut la seule grande erreur de cet éminent homme d'État. Ulcéré, le MRP ne pardonna jamais à Mendès-France d'avoir, pour trois ans, brisé net l'élan européen. Il faudra attendre la relance de Messine en 1957, voulue par Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères belge, pour que l'œuvre entamée par Jean Monnet et Robert Schuman fût remise sur le métier. Il avait fallu du 27 mai 1952 au 30 avril 1954, deux intenses années de débats dans l'Europe des six pour arriver à ce piètre résultat. Quant au MRP, il est devenu la bête noire des commentateurs, caricaturé tantôt le fourier de « l'Europe vaticane », tantôt de « l'Europe des casques à pointes ». Son impopularité empira du fait non seulement de la guerre d'Indochine, mais encore de la manière d'octroyer l'indépendance aux protectorats du Maroc et de Tunisie.

Or, le gouvernement Laniel se trouvait exsangue, empêtré dans les problèmes marocains et tunisiens et, par surcroît, le pays menait la guerre en Indochine. Une guerre où le rapport de force tournait à l'avantage du *Viet Minh* et du général Giap, car voici que 6 à 7 % des troupes françaises, comprenant essentiellement les forces d'élite du corps expéditionnaire, se retrouvèrent piégées, encerclées dans le camp retranché de Diên Biên Phu à quelque 300 km d'Hanoï et, par surcroît, situé dans une cuvette⁵⁴ : on ne saurait faire pire

54 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 390.

en termes de position stratégique. L'opinion et la presse suivirent le siège avec passion ; on commenta et l'on glosa sur l'héroïsme de nos courageux soldats, sur la détermination du colonel de Castries, sur l'héroïsme de l'infirmière Geneviève de Galard ; la résistance s'effondra : le siège avait duré deux mois, du 13 mars au 8 mai. La défaite était totale : 1 500 morts, 3 500 blessés et 10 000 prisonniers, « dont 7 000 ne reviendront pas, victimes des mauvais traitements, des marches épuisantes, de l'absence de soins »⁵⁵. Le désastre s'avérait total. Georges Bidault qui, tout colonialiste qu'il fût, n'en possédait pas moins un solide sens des réalités, entama dès le 26 avril, des négociations à Genève par l'entremise des Soviétiques et même des Chinois – avec ceux-ci, la France n'entretenait pas de relations diplomatiques à l'époque. Mais le cabinet Laniel avait perdu toute autorité pour mener quelques pourparlers que ce fussent : il roulait en roue libre, et encore en zigzag, et personne dans son camp n'éprouvait la moindre envie de le remplacer.

Un homme avait compris et annoncé, dès 1950, la vanité de la politique française en Indochine et la catastrophe de 1954 : Pierre Mendès-France, celui qui avait déjà eu raison en 1945 sur la question de la déflation ; à la rigueur qu'il proposait, de Gaulle avait préféré le laxisme de René Pleven. C'est lui qui avait porté l'estocade finale au cabinet Laniel et, suivant une tradition remontant à la III^e République, il lui revenait à ce titre de constituer le prochain gouvernement. Sauf que le MRP lui reprochait son peu d'enthousiasme à l'égard de la cause européenne et, qui plus est, son hostilité envers la CED.

Pierre Mendès-France mena les choses rondement, d'une part, en utilisant les pouvoirs que la Constitution attribuait au président du Conseil et de l'autre, en réglant la question de l'Indochine et en faisant avancer les choses sur celles relatives au Maroc et à la Tunisie. En effet, le président du Conseil était censé recevoir son investiture de l'Assemblée nationale personnellement et ensuite composer librement son gouvernement ; or, ses premiers prédécesseurs, imbus des principes qui régissaient la défunte III^e République, avaient adopté la pratique erronée de se présenter devant les députés à la

⁵⁵ *Ibid.*

tête d'un gouvernement complet. Puis il se rendit à Genève, afin de reprendre les négociations de paix là où Bidault les avait laissées et après le désastre de Diên Biên Phu, elles se trouvaient fort compromises. Le gouvernement s'articulait autour des radicaux et de l'UDSR, des gaullistes dont Chaban-Delmas – de Gaulle leur avait rendu leur liberté d'action –, des indépendants ainsi que deux MRP, Robert Buron et André Monteil, qui avaient passé outre à la consigne d'abstention donnée par le parti. PMF obtint l'investiture par une majorité monstre de 419 votes pour et 47 contre, même le PCF avait voté positivement. Par un paradoxe qui doit beaucoup à Guy Mollet, la SFIO soutint le gouvernement sans y participer.

Dans cette opération, le MRP perdit le portefeuille des Affaires étrangères qu'il ne retrouva plus. Il perdit également de sa crédibilité auprès des jeunes catholiques engagés à la JOC, à la JEC et à la JAC qui, séduits par la détermination et le style résolument moderne de PMF, s'éloignèrent du MRP pour se rallier au mendésisme, comme Georges Suffert ainsi que *Témoignage Chrétien*. Favorisé par le climat nouveau créé par la mort de Staline et les débuts de la détente, et aidé par les Anglo-Saxons, Mendès-France parvint à arracher un accord à Molotov et à Chou En-Lai⁵⁶ dans la nuit du 20 au 21 juillet 1954. Il n'était guère favorable : *Vae victis* proclamait déjà Brennus ! Par conséquent, la France évacua le Vietnam partagé en deux parties : communiste au nord, autour de Hanoï, et « pro-occidental » au sud autour de Saïgon, le 17^e parallèle traçant la frontière ; le Cambodge et le Laos devenant indépendants. La question des catholiques, singulièrement dans ces deux derniers pays, ne fut pas prise en compte ; ils étaient censés se rendre au sud Vietnam, mais nombre de prêtres du nord ne voulaient pas abandonner leurs ouailles. Ainsi au Laos, le P. Joseph Tien, six oblats de Marie Immaculée – dont le siège se situe à Aix-en-Provence – cinq prêtres des Missions étrangères de Paris – congrégation fondée sous Louis XIV et présente en Indochine depuis le XVIII^e siècle – et cinq catéchistes

56 Détail piquant, le siège de représentant permanent au Conseil de Sécurité était occupé par Taïwan et, à part les Britanniques et les Néerlandais, les Occidentaux n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec Pékin !

laïcs subirent le martyre ; dix étaient Français, six Laotiens, dont le P. Tien, et un était Italien. Ni la dureté des conditions péniblement obtenues à Genève ni le sort des chrétiens, singulièrement du Laos et du Cambodge, qui n'étaient pas Vietnamiens, ne furent reprochés à Mendès-France⁵⁷ : les parlementaires comme les citoyens ressentirent un profond soulagement. En effet, les hostilités duraient depuis sept ans et demi et avaient causé près de 100 000 morts, autant de blessés et 28 000 prisonniers, sans parler de la charge énorme qu'elles faisaient peser sur une économie déjà épuisée par la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, Pierre Mendès-France put faire approuver les accords de Genève par une majorité plus écrasante encore que celle qui lui avait valu l'investiture : 462 votes favorables contre à peine 13 suffrages négatifs, mais 134 abstentions, essentiellement du MRP. Dans la foulée de son succès genevois, dix jours plus tard, il s'envola pour Tunis et promit l'autonomie à défaut d'une indépendance qui survint deux ans plus tard. C'est sur la CED que se concrétisa l'anti-mendésisme du MRP. Deux vieux soutiens radicaux rescapés de la III^e République, Daladier et Herriot – les deux Édouard –, posèrent la question préalable qui permettait de refuser d'entrer en matière et d'empêcher ainsi toute discussion ; or en 1952, à une courte majorité d'à peine 40 voix, le gouvernement avait été autorisé à poursuivre les négociations sur le Plan Plevin et le traité avait été signé à Paris le 27 mai 1952 ; deux ans plus tard, il n'était toujours pas ratifié et les alliés, ainsi que les USA, commençaient à s'impatienter, voire à s'irriter devant les tergiversations françaises. Elles étaient dues aux états d'âme fluctuants et aux divisions internes des élus socialistes dont d'aucuns changèrent plusieurs fois de camp. Le gouvernement, afin de maintenir son unité, décida de s'abstenir et la question préalable fut adoptée par 319 voix contre 264⁵⁸.

Mendès-France était quant à lui neutre sur la question, son souci premier portait sur la cohésion du cabinet, mais le MRP le rendit responsable de ce qu'il qualifia de « crime du 30 août » et

57 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 395.

58 *Ibid.*, p. 401.

lui fit endosser une responsabilité qui revenait essentiellement aux socialistes.

On peut s'interroger sur les raisons de la profonde animosité que le MRP nourrit à l'encontre de Pierre Mendès-France. Peut-être le dépit de Georges Bidault, évincé des négociations de Genève qu'il avait mises sur les rails sans pouvoir en récolter les fruits. Comme le préconise Pierre Bourdieu, il importe de se garder de « l'illusion héroïque », mais même si Teitgen présidait le parti, Bidault jouait *de facto* le rôle de *leader* et cet élément dut agir à la marge sur le comportement des Républicains populaires. On préfère privilégier l'un des facteurs d'ordre culturel mis en avant par René Rémond. « Il y a aussi entre eux des différences de sensibilité et toute la profondeur du fossé qui avait longtemps séparé les catholiques des radicaux, de tradition laïque, anticléricale, proches de la franc-maçonnerie. »⁵⁹ On pourrait incriminer le vieil antijudaïsme catholique, mais il n'empêcha jamais les sympathies du MRP à l'égard de Léon Blum et Daniel Mayer, ainsi que la participation au gouvernement de René Mayer, un radical, non pas d'origine juive comme les précédents qui étaient agnostiques, mais israélite de confession. En fait, outre les différends sur la politique coloniale, Mendès-France paraissait suspect de tiédeur européenne aux yeux du MRP. Loyal envers la CECA, l'intégration européenne ne semblait pas un objectif majeur à ses yeux, eut égard aux autres problèmes qui se posaient à la Nation, à commencer par celui de l'alcoolisme⁶⁰. Il n'empêche qu'il surpassa Pinay dans la faveur des Français et resta le président du Conseil le plus populaire de la IV^e République.

Quant au MRP, il méditait sur les possibilités de vengeance... Il y eut d'abord l'affaire dite des fuites : un membre du gouvernement fut suspecté de trahir le secret des délibérations et les soupçons se portèrent sur le ministre de l'Intérieur, l'UDSR François Mitterrand ; mais l'affaire – une machination – fut éventée et la manœuvre tourna court. Rien de nouveau sous le soleil, dit l'Ecclésiaste ! Mais

⁵⁹ *Ibid.*, p. 392.

⁶⁰ Il choqua nombre de « beaufs » en buvant un verre de lait lors d'un dîner officiel...

le ministre incriminé trouva l'occasion de se refaire une virginité politique, car, le jour de la Toussaint 1954, éclatait la guerre d'Algérie et Mitterrand se montra le plus énergique défenseur de la présence française : « L'Algérie c'est la France. »⁶¹

En fait, le dynamisme de Mendès-France, sa volonté de régler tous les problèmes et de moderniser le pays finirent par énerver tous ceux qui s'accrochaient au passé comme à leurs privilèges. Nostalgies de l'Indochine, craintes pour l'Algérie – et pourquoi pas toute l'Afrique française – ajoutèrent leurs ressentiments à ceux qui défendaient « le privilège des bouilleurs de cru » et bien sûr le MRP, encore sous le coup du « crime du 30 août » ; quant aux communistes, ils voyaient dans le président du Conseil, l'incarnation du néo-capitalisme modernisateur. Une somme d'oppositions ne permet pas de gouverner un pays, mais elle suffit à renverser un gouvernement et le 5 février 1955, Mendès-France tombait par 319 voix contre 172, même des radicaux comme René Mayer ne l'avaient pas soutenu.

PMF prit la direction du Parti radical afin de le rénover, l'ouvrant d'ailleurs à des militants catholiques de gauche, mais Edgar Faure accepta néanmoins de former le nouveau gouvernement, tandis que la droite du parti fit sécession, créant le *Centre républicain* dirigé par André Morice, partisan résolu de l'Algérie française. Après une crise de trois semaines, Edgar Faure constitua un gouvernement allant du MRP aux gaullistes, les démocrates-chrétiens revenaient au pouvoir avec quatre ministres, mais les Affaires étrangères lui échappèrent définitivement. L'ironie de l'histoire fait qu'Edgar Faure, brillant agrégé, intelligent, astucieux et fin stratège, mena exactement la même politique que ses prédécesseurs – entre autres l'indépendance du Maroc et de la Tunisie –, avalisée cette fois par le MRP. Mais l'homme était tout en rondeur, là où Mendès-France n'était qu'aspérités, capable de diviser les opposants et de contourner les obstacles pour mieux les résoudre. Ce très habile homme, qui avait compté au nombre des caciques de la IV^e République, connaîtra un destin plus brillant encore sous la V^e, devenant – entre autres – un grand ministre de l'Éducation nationale auquel on doit une loi universitaire dont l'architecture demeura inchangée jusqu'à la fin

61 *Ibid.*, p. 405.

de la première décennie du XXI^e siècle. Le gouvernement présidé par Edgar Faure – par ailleurs auteur de romans policiers sous le pseudonyme d'Edgar Sandé – connut une embellie économique des plus favorables : croissance très nette, PIB accru de 25 %, balance commerciale positive, modernisation de l'agriculture, fin de la crise du logement. Au plan international, la coexistence pacifique porta ses fruits et les relations avec l'Allemagne sont au beau fixe grâce au règlement de la lancinante question de la Sarre. Seule la tragédie algérienne resta sans solution et Edgar Faure était convaincu que l'Assemblée nationale, élue en 1949, se trouvait au bout du rouleau et, partant, incapable de trouver une solution à la crise. Il craignait, par ailleurs, que la reprise en main du Parti radical par Mendès-France ne le menace directement et son intention était de dissoudre l'Assemblée nationale, afin d'en élire une autre, mais suivant un mode de scrutin qui lui fût plus favorable.

Le MRP souhaitait tout autant la dissolution, car comme Edgar Faure, il craignait l'avancée des formations promendésistes – gauche et SFIO, ainsi que les gaullistes ralliés à Chaban-Delmas – rassemblées dans le *Front républicain*. Par surcroît, un hurluberlu, porte-parole des petits commerçants en colère, du nom de Pierre Poujade, organisait un parti : l'UDCA (*l'Union pour la défense des commerçants et artisans*) et était considéré comme une menace pour le parti. En fait, le MRP – ou plus précisément ses dirigeants – avait conscience de s'être aliéné une partie de ses électeurs de droite en renversant Antoine Pinay et une portion quantitativement moins importante, mais composée d'un électorat « CSP+ » et de militants de valeur, sur sa gauche, en faisant tomber Mendès-France. Dans les deux cas, le MRP avait de bonnes raisons – d'un côté la politique sociale, de l'autre l'Europe – pour agir comme il l'avait fait, mais l'électorat s'embarrasse rarement de telles subtilités et réagit à l'affect. Tout poussait le MRP et le président du Conseil à naviguer de conserve et à agir conjointement. Tout, sauf le mode de scrutin : Edgar Faure ne voulait rien moins que rétablir le scrutin d'arrondissement qui avait fait les délices de la III^e République, l'âge d'or des radicaux ! Par contre, pour les Républicains populaires dont l'enracinement se limitait à l'est et à l'ouest du pays, accepter un tel système électoral

équivalait à un suicide politique, à retomber au niveau qu'atteignait péniblement le PDP avant la guerre. Présage plus sombre encore, ses effectifs stagnaient autour de 30 000 adhérents.

Le MRP n'avait pas le choix et ses intérêts coïncidaient avec ceux des partisans du *Front républicain*, convaincus des avantages du scrutin de liste afin de réaliser de savants dosages entre les différentes forces qui soutenaient Pierre Mendès-France. En vertu de quoi, le gouvernement tomba par 318 voix contre 218. La manœuvre avait réussi, mais c'était oublier que le président du Conseil était agrégé de droit public et au-dessus des préjugés habituels de la classe politique. La Constitution prévoyait que si deux gouvernements successifs se trouvaient renversés à la majorité absolue en moins de dix-huit mois, le président du Conseil pouvait dissoudre l'Assemblée nationale. Ce que s'empressa de faire ce dernier, prenant tout le monde à contrepied : pensez ! depuis Mac Mahon en 1877, le droit de dissolution, pourtant constitutionnel, était tombé en désuétude. Mais Edgar Faure n'en avait cure et se souciait de la III^e République comme d'une guigne : beaucoup d'eau avait coulé devant le Palais Bourbon depuis les temps, pas si glorieux, de la « République des Jules »⁶². On hurla, mais rien ne modifia la détermination du président qui posait en fait un acte historique qui ouvrait la voie à la Cinquième République.

Exclu du *Front républicain*, le MRP se vit acculé, faute d'autres formations centristes, à s'allier avec la droite qui s'était réunifiée entre amis de Laniel et de Pinay, en *Centre national des indépendants et paysans*. Il limita les dégâts en ne perdant que douze sièges – de 95 à 83 –, engrangeant 10,9 % des suffrages contre 12,5 % en 1951, mais conservant sa quatrième place à l'Assemblée. Un résultat piteux, mais le parti s'en contenta, car il craignait le pire.

Nombre de catholiques rompent alors avec le MRP pour rejoindre Mendès-France, à commencer par Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien* depuis 1949, ainsi qu'un ancien président de la Fédération française des étudiants catholiques ; en fait, le mendésisme sema les graines de ce qui deviendrait la deuxième gauche. Déjà, le MRP avait perdu les organisations de jeunesse

62 *Ibid.*, p. 413.

catholiques – JOC, LBC, JAC – et des pans entiers du syndicalisme chrétien – CFTC – l’abandonnaient. Le désengagement vis-à-vis d’une démocratie chrétienne compromise dans la guerre d’Indochine, perçue comme colonialiste et même complice de couvrir des exactions s’accrut, mais sans que s’organisât une force politique susceptible de rassembler les catholiques militant sur la gauche du MRP : Denis Pelletier n’hésite pas à évoquer, à leur endroit, « une gauche sans domicile fixe »⁶³. L’expression convient à merveille, tant on se trouve en présence d’une nébuleuse composée de grands écrivains comme François Mauriac, d’éminents universitaires, tels Henri-Irénée Marrou – l’un de nos meilleurs historiens – ou André Mandouze, spécialiste de saint Augustin, ou encore l’orientaliste Louis Massignon, ainsi que le journaliste de TC Robert Barrat qui s’efforça, tant bien que mal, de calmer un mouvement par nature indiscipliné. Du côté plus organisationnel, on retrouve la tendance de la CFTC hostile au MRP, autour de la revue les *Cahiers Reconstruction*, appuyée par le SGEN, le syndicat CFTC de l’enseignement qui ne recourt pas à la référence chrétienne. *Reconstruction* qui, devenue majoritaire en 1964, imposera la transformation de la CFTC en CFDT. Durant la guerre d’Algérie, cette nébuleuse bénéficia de relais dans l’opinion, dont le moindre ne fut pas *La Croix*, mais plus classiquement – car on s’y attendait –, *Témoignage Chrétien* et *Esprit*, ainsi qu’*Économie et humanisme*. Enfin, une véritable organisation politique dotée d’une base ouvrière va, sans lien avec les autres initiatives, se concrétiser lorsque le MPF – le *Mouvement populaire des familles* –, fondé par des anciens de la JOC et sa branche féminine, la JOCF, désireux de prolonger dans la vie « adulte » l’esprit et les principes jocistes, s’était, après la guerre, transformé en *Mouvement de libération du peuple*. Le MLP, d’abord cryptocommuniste, rompt en 1956 avec le PCF après l’intervention militaire soviétique en Hongrie et enfin se rapproche de Mendès-France qui lui-même évoluait vers la gauche. En 1957, le MLP fondait, avec le concours de militants socialistes en rupture de ban, l’UGS, c’est-à-dire l’*Union de la gauche socialiste*, laquelle fusionnera avec d’autres dissidents SFIO, menés par Édouard

63 D. PELLETIER, « Une gauche sans domicile fixe », in D. PELLETIER et J.-L. SCHLEGEL (dir.), *op. cit.*, pp. 17-51.

Depreux, Michel Rocard et Alain Savary, qui avaient constitué le PSA (*Parti socialiste autonome*). UGS et PSA, auxquels se joignirent *Tribune du communisme*, animé par Serge Mallet, sont à la base de la création du PSU, le *Parti socialiste unifié* qui aura la caractéristique de compter, parmi ses adhérents, le plus de catholiques pratiquants juste après le MRP.

La guerre d'Algérie constitua le catalyseur de tout un chambardement qui secoua le catholicisme français et qui priva le MRP de tout lien avec ce que l'on appelait *in illo tempore* « les forces vives ». Lié à la IV^e République qu'il avait portée sur les fonts baptismaux, il contribua à la mettre en terre.

Le MRP et la fin de la Quatrième République

Le MRP ne fut pas partie prenante du *Front républicain* constitué afin de soutenir Pierre Mendès-France. Cependant, comme la SFIO remporta le plus grand nombre de députés parmi les élus rassemblés sous la bannière mendésiste, ce fut à elle, en l'occurrence à Guy Mollet, et non à PMF que revint le poste de président du Conseil. Le MRP souhaitait vivement se rapprocher des socialistes, mais fut exclu du gouvernement qu'il soutint pourtant sans barguigner au nom de la cause européenne. Or, Guy Mollet, confronté à la coalition hétéroclite des anti-Européens – PCF, UDCA, URAS (gaullistes) ainsi que la plupart des indépendants et des radicaux anti-allemands comme Mendès-France et Daladier – avait besoin du secours du MRP. L'aventure européenne – pour reprendre la belle expression du sociologue belge Léo Moulin – fut l'œuvre commune des démocrates-chrétiens et des socialistes, avec, dans certains pays, le renfort des libéraux. La crainte endémique d'assister à un rapprochement entre la SFIO et le PCF poussa également le parti à soutenir le gouvernement présidé par Guy Mollet et, après la chute de ce dernier, celui dirigé par le radical Bourguès-Maunoury.

Guy Mollet avait obtenu, lui, le parfait *apparatchik* guesdiste du Pas-de-Calais, pour son investiture, une élection de maréchal : alors que le *Front républicain* comptait 170 députés, le président du Conseil avait obtenu 420 votes positifs contre 71 et 83 abstentions. C'est-à-

dire que pour des motifs radicalement opposés, les communistes et le MRP avaient voté la confiance à un gouvernement dont ils étaient exclus. En fait, l'homme qui avait donné le coup de grâce à l'idée travailliste en France, celui qui avait délogé Léon Blum et Daniel Mayer de la direction de la SFIO au nom de l'intégrisme marxiste, cet enfant chéri du très laïc SNI avait fini par se gagner les bonnes grâces du MRP. Mais entre 1944 et 1956, Guy Mollet avait viré à un anticommunisme aussi rabique que son anticléricalisme. N'avait-il pas inventé la formule : « Les communistes ne sont ni à gauche, ni à droite, mais à l'est » ? Par ailleurs, il s'était engagé à fond dans la lutte en faveur de la ratification du Traité créant la CED, allant jusqu'à sanctionner les socialistes qui s'étaient opposés au dit Traité. Des camarades de Guy Mollet, comme le maire de Lille – également héritier de Jules Guesde – Augustin Laurent, géraient la métropole du nord en coalition avec le MRP. Le département du Nord connaissait bien les alliances municipales entre SFIO et MRP contre le PCF.

Perçu comme libéral dans la question algérienne, Guy Mollet se rendit à Alger dès le lendemain de son investiture, il en reviendra littéralement retourné : conquis par une foule – européenne – composée d'anciens combattants, d'étudiants et même de lycéens, bombardé de tomates, il en conclura à l'attachement de la population à la France. En bon tenant du marxisme alimentaire, il percevait le nationalisme algérien – et tout nationalisme – comme une idéologie rétrograde et la présence française comme porteuse de profits, si elle consent à ne pas se renier : « Le progrès de l'Algérie passe par la promotion individuelle des Algériens, leur accession à l'égalité des droits, la diffusion du savoir, la réduction des inégalités. C'est à la France de parachever l'œuvre entreprise, dont elle a des raisons d'être fière. »⁶⁴ En bon antinationaliste, corollaire de son marxisme étroit, Guy Mollet attribuait l'émergence de l'illusion nationaliste en Algérie à l'influence de facteurs internationaux, Moscou et le communisme bien sûr, mais aussi le panarabisme prôné par le colonel Nasser, le nouveau maître de l'Égypte. Par conséquent, le président du Conseil décida d'une politique offensive en Algérie, laissant les coudées franches à une armée qui avait une revanche à prendre

64 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 422.

depuis la défaite subie en Indochine. Cette dernière se permit une audace de taille : au mépris du droit international, l'aviation française intercepta l'avion transportant les chefs du FLN de Rabat à Tunis. Le gouvernement ne fut avisé des événements qu'après leur déroulement et seul un secrétaire d'État, Alain Savary, démissionna. Guy Mollet, pas trop fâché, fit enfermer Ben Bella et ses camarades dans une forteresse sise sur l'île d'Aix, située dans l'estuaire de la Charente, entre les îles d'Oléron, l'Île Madame et Fort Boyard. Par surcroît, le 16 novembre suivant, la marine nationale arraisonnait un cargo égyptien chargé d'armes destinées au FLN. Manifestement, Nasser était une espèce de nouvel Hitler et il importait de ne pas recommencer la faute de Munich : au contraire, il fallait tailler dans le vif.

Les choses n'en restèrent pas en aussi bon chemin. Plus que jamais convaincu du caractère international de la guerre d'Algérie et que, partant, la clef du problème se trouvait au Caire, Guy Mollet profita de la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte pour mener, de concert avec les Britanniques et les Israéliens, une opération d'envergure contre Nasser. Cette dernière se révéla un succès militaire – de quoi revigorer l'enthousiasme de l'état-major – doublé d'une lourde défaite diplomatique. En effet, Américains et Soviétiques tombèrent d'accord pour condamner l'intervention franco-britannique et les deux alliés eurent recours à leur droit de veto au Conseil de Sécurité. Mais les États-Unis exercèrent des pressions sur la livre sterling et sir Anthony Eden s'inclina ; le gouvernement français voulait qu'on marchât sur Le Caire afin d'éliminer le *Raïs*, mais sans le secours du Royaume-Uni, il ne pouvait rien et l'armée dut évacuer la zone du canal remplacée par des « casques bleus » de l'ONU.

Les catholiques furent profondément affectés par ces événements, essentiellement les étudiants, les intellectuels et le clergé, mais aussi des officiers, comme le général Pâris de Bollardière, qui dénoncèrent l'usage de la torture en Algérie. Quant au fiasco de Suez, s'il provoqua la démission d'Eden et son remplacement par sir Harold MacMillan, de notre côté du *Channel*, l'Assemblée nationale ne tint pas rigueur à Guy Mollet, car elle lui vota la confiance par 325 voix

contre 210. Le MRP continuait de le soutenir, car à part sa politique algérienne, le bilan social et économique du gouvernement était positif. Pour les Républicains populaires, le président du Conseil avait donné en outre l'indépendance définitive au Maroc et à la Tunisie et, avec son camarade de parti Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, participé de manière décisive à la « Relance de Messine » qui se traduit par la signature à Rome, le 25 mars 1957, du traité qui instaurait la *Communauté économique européenne* – CEE – et l'*Euratom*. À charge de revanche, Guy Mollet avait su ne pas se montrer un ingrat. En effet, lui qui avait incarné les espoirs de revanche du SNI contre les cléricaux et autres partisans « de la calotte » et dont le parti avait, après le vote des Lois Barangé et Marie, prêté le serment de les abolir une fois la gauche revenue au pouvoir, pouvait tenir parole après la victoire électorale du *Front républicain*, car le PCF se serait empressé de le soutenir sur ce point. Or, il demeura sourd aux revendications des organisations laïques qui le pressaient d'agir en ce sens et s'opposa personnellement à toute tentative de relance de la guerre scolaire. Qui plus est, il était en train de négocier discrètement avec l'épiscopat et le Vatican afin de régler une fois pour toutes le contentieux existant entre Rome et Paris, lorsque son cabinet chuta sur la politique financière. Il fut renversé par une coalition hétéroclite de communistes, de poujadistes, complétée par des CNI et des radicaux⁶⁵.

Avec une longévité de quinze mois – du 1^{er} février 1956 au 21 mai 1957 –, le gouvernement Mollet apparaît comme le plus durable de toute la IV^e République. Il fut discrédité par sa politique étrangère et Guy Mollet lui-même incarna, symbolisa jusqu'à la caricature, un socialisme crispé sur une théorie marxiste intransigeante et une *praxis* aussi réformiste que pragmatique.

Ce gouvernement présidé par Guy Mollet durant quinze mois fut le dernier gouvernement de la IV^e République à avoir... gouverné ! Ses successeurs se retrouvèrent pris dans la tourmente qui se termina avec le régime. Comme les radicaux – ou plus exactement une partie d'entre eux – avaient fait trébucher Guy Mollet, c'est à l'un

⁶⁵ *Ibid.*, p. 428. Le but des négociations secrètes avec le Vatican n'était rien moins que la conclusion d'un concordat !

des leurs qu'appartint la tâche de lui succéder. Le *Front républicain* avait dévoilé toute son ambiguïté et elle résidait dans une réalité : le vieux *Parti républicain radical et radical-socialiste* n'était à gauche que lorsqu'il s'agissait de pratiquer une laïcité intransigeante et, en fait, surtout anticléricale. Encore que ni Mendès-France ni Edgar Faure n'appartenaient à la catégorie générique des « bouffeurs de curés » qui vociféraient dès qu'une soutane pointait à l'horizon. Pour le reste, c'est-à-dire la politique économique et sociale, ils étaient divisés entre des socialistes non-marxistes et humanistes, comme Mendès-France, et des libéraux ouverts comme Edgar Faure.

Après trois semaines de manœuvres en sens divers, de palabres, de négociations menées en coulisses qui avaient vu Mendès-France se retirer du Parti radical impossible à rénover, on décida de revenir aux fondamentaux en faisant appel à un « radical cassoulet », c'est-à-dire issu de ce sud-ouest qui constituait le bastion du parti : Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense du gouvernement précédent. Ce dernier concocta un cabinet à son image, une coalition bipartite composée de neuf ministres de l'alliance radicale-UDSR – dont François Mitterrand – et, impossible de se passer d'eux, de cinq SFIO. Les rapports de force au sein du gouvernement correspondaient à l'inverse de ce qu'ils étaient à l'Assemblée et pourtant, il obtint l'investiture parlementaire par 240 voix contre 194 et 150 abstentions. Le MRP continuait à en être exclu, mais soutenait de l'extérieur la politique étrangère du gouvernement dont le socialiste Christian Pineau, qui avait sa confiance, demeurait le titulaire. Le gouvernement Bourgès-Maunoury n'avait été soutenu que par une minorité de députés et grâce au nombre très élevé des abstentions. Investi le 12 juin 1957, il tomba le 30 septembre, le temps d'accoucher d'un projet sur l'Algérie d'une tiédeur toute radicale, « Les libéraux ne le trouvaient pas assez généreux » et les « défenseurs de l'Algérie française » trop laxiste⁶⁶.

Et la ronde infernale repartit pour un tour, et après trente-cinq jours consacrés à célébrer un rituel devenu incontournable – « On » essaya successivement Antoine Pinay (17-18 octobre) et Guy Mollet (18-28 octobre) –, la présidence du Conseil échut à un autre radical

⁶⁶ *Ibid.*, p. 430.

issu de la Résistance, mais un jeune : Félix Gaillard qui, âgé d'à peine 38 ans, devint le plus jeune président du Conseil que la République ait connu depuis son instauration au XIX^e siècle. Ministre des Finances du gouvernement sortant, doté d'une brillante intelligence, il semblait voué à un destin prometteur⁶⁷. Conscient des divisions qui minaient tous les partis sauf le PCF, il comprit qu'il fallait mettre en place un gouvernement de large union, excluant le PCF à l'extrême gauche et les poujadistes, dont le président de groupe était un jeune avocat du nom de Jean-Marie Le Pen. Christian Pineau conservait les Affaires étrangères – manifestement, son crédit n'avait été nullement affecté par la calamiteuse opération sur Suez –, quant au MRP, sorti enfin du purgatoire que lui avait valu son opposition à Mendès-France, il revenait au gouvernement. Le parti obtenait quatre portefeuilles ministériels auxquels il importe d'ajouter trois strapontins de secrétaires d'État et, parmi ces derniers, Alain Poher, secrétaire d'État auprès du républicain social (ex-gaulliste) Jacques Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale et des Armées. Les ministères obtenus par les démocrates-chrétiens n'étaient pas marginaux, loin s'en faut : la Justice, attribué à Robert Lecourt – second dans l'ordre protocolaire juste après le président du Conseil –, mais surtout un grand ministère des Finances, de l'Économie et du Plan, dévolu au député-maire de Strasbourg, Pierre Pfimlin, qui, depuis 1956, occupait la présidence du parti ; Paul Bacon redevenait ministre du Travail et de la Sécurité sociale, des fonctions qu'il avait exercées maintes fois depuis la Libération et qu'il continua d'assurer sous la Cinquième République jusqu'en 1962. Enfin, et pour clore la liste, Pierre Garet devint ministre de la Reconstruction et du Logement, un poste toujours sensible, si l'on garde en mémoire le dramatique appel de l'abbé Pierre, le 1^{er} février 1954, sur les ondes de Radio Luxembourg. *Last but not least*, signalons le fait qu'en plus du président national du MRP, ministre de l'Économie et des Finances, on retrouve parmi les secrétaires d'État – chargé de la Marine marchande – le secrétaire général du parti, Maurice-René Simonnet.

67 Maurice Bourguès-Maunoury, tout radical cassoulet qu'il fût, n'en était pas moins un homme de culture, très introduit dans le milieu intellectuel parisien et issu d'une famille de psychanalystes.

Le *Front républicain* était bel et bien mort et n'avait existé que sous les dehors d'une coalition électorale, bien peu de chose eut égard aux espoirs mendésistes dans lesquels avaient crû tant de jeunes responsables chrétiens. La présidence du Conseil de Félix Gaillard, qui bénéficiait d'un très large soutien parlementaire, commença sous d'heureux auspices : s'attaquant d'emblée à la question algérienne, il fit voter une loi-cadre le 31 janvier 1958, par 296 voix pour et 244 contre. Tout semblait donc réglé et Félix Gaillard allait-il sauver la République ? Sauf que l'habileté du projet était de préciser « qu'il n'entrerait en vigueur que trois mois après le complet rétablissement de l'ordre »⁶⁸ ! Comme le fit remarquer René Rémond, « C'était supposer résolu le problème dont on cherchait précisément la solution »⁶⁹. Cousue de fil blanc, la « loi-cadre » ne convainquit que ceux qui étaient déjà convaincus et certainement pas le FLN. L'illusion engendrée par Félix Gaillard disparut après un mois, car une fois de plus « la grande muette » donnait de la voix : en représailles à un raid mené par les *fellagha* du FLN sur un village algérien, et ce à partir du territoire tunisien, l'aviation française bombarda, au mépris du droit international, la bourgade tunisienne de Sakiet Sidi Youssef, censée abriter une base arrière du FLN. Le *hic* fut que l'opération se déroula un jour de marché et tua bien plus de civils que de maquisards du FLN, même si d'aventure elle en tua, car parmi les victimes – 70 morts – il y avait surtout des femmes et des enfants⁷⁰. Le gouvernement était-il au courant ? Probablement pas, mais ce bombardement long et massif engendra une vague d'indignation internationale, nuisible tant au prestige que, surtout, au crédit de la France. Le coût financier que constituait l'entretien de forces armées en Algérie, mais surtout le manque à gagner représenté par le contingent composé d'hommes jeunes, nullement volontaires pour avoir « vingt ans dans les Aurès », et qui auraient pu être employés dans la production au moment où, en Europe, la croissance repartait, tous ces facteurs plombaient l'économie.

68 *Ibid.*, p. 430.

69 *Ibid.*

70 *Ibid.*, p. 432.

Attaqué de toute part à l'Assemblée, Gaillard posa la question de confiance de manière musclée, sinon provocatrice : « J'espère que personne n'aura la lâcheté de s'abstenir. »⁷¹ Il fut entendu et son gouvernement renversé par 321 contre et 255 pour. Sauf que les députés qui avaient voté la défiance ne possédaient rien en commun : une coalition circonstancielle comprenant, comme d'habitude, le PCF, les poujadistes, les mendésistes, l'UDSR avec Mitterrand, mais aussi 61 CNI sur 91, le résidu gaulliste composé de 17 élus et une trentaine de dissidents votant contre les consignes de leur parti, dont des MRP. Parmi ces derniers, un homme important : Georges Bidault, l'ancien successeur de Jean Moulin à la tête du CNR, l'ancien ministre des Affaires étrangères, ancien président du Conseil et président du parti. Il ne rentrera jamais au bercail et finira dans l'activisme hostile à l'indépendance de l'Algérie. Quant au gouvernement, après quelques tergiversations fondées sur des arguties juridiques, il démissionna le 15 avril 1958. Or, il n'y a alors pas d'autres solutions parlementaires que de rabibocher l'ancienne majorité. Mais sur quelles bases ? La gauche – victorieuse aux élections de 1956 – veut Guy Mollet, la droite – qui pense avoir le vent en poupe – entend imposer Antoine Pinay et la gauche ne souhaite pas plus le retour du petit homme de Saint-Chamond que la droite n'entend sonner le rappel du *leader* du *Front républicain*. Et le carrousel des candidats à la présidence du Conseil recommence à tourner. Georges Bidault, ravi d'être chargé le premier par le président René Coty, forme « son gouvernement en deux temps, trois mouvements »⁷², suivant la formule de René Rémond, mais sa tentative tourne court devant l'opposition déterminée du MRP dont tant l'aile libérale que sa gauche syndicale craignent le colonialisme. René Pleven ne réussit pas davantage ; malgré le soutien du MRP et de l'UDSR, il se heurte à l'opposition socialo-mendésiste et même à celle des radicaux « valoisien » – les orthodoxes – qui lui reprochent la présence d'André Morice, l'un de leurs dissidents. On en revient au dilemme initial : Mollet ou Pinay.

71 *Ibid.*, p. 433.

72 *Ibid.*, p. 434.

Finalement, René Coty se tourna vers le centre et confia la responsabilité de former le gouvernement au président du MRP, l'Alsacien Pierre Pfimlin, ministre de l'Économie et des Finances de Félix Gaillard, un portefeuille qu'il avait détenu dans le gouvernement Edgar Faure. Le président de la République ne pouvait faire un meilleur choix : ce n'était ni un perdreau de l'année ni l'un de ces politiciens versatiles et opportunistes qui encombraient les allées du pouvoir sous la « Quatrième »... Pierre Pfimlin, né à Mulhouse en 1907, avait été étudiant à la « Catho » de Paris et à l'Université de Strasbourg où il fit son droit, pour ensuite s'inscrire au barreau de Strasbourg en 1933. Quoique profondément démocrate-chrétien, il n'adhéra point au PDP, mais rejoignit Robert Schuman à l'UPR. En 1945, il participa tout naturellement à la création du MRP et siégea aux deux Constituantes de 1945 et 1946, ainsi qu'à l'Assemblée nationale. Il entra rapidement au gouvernement comme sous-secrétaire d'État en 1946, et Robert Schuman le nomma ministre de l'Agriculture en novembre 1947, portefeuille qu'il conserva jusqu'au 2 décembre 1949 pour le reprendre en juillet 1950. Un ministère qu'il échangea pour celui du Commerce extérieur et intérieur dans le cabinet Pleven II (août 1951-janvier 1952) et, à la chute de celui-ci, Edgar Faure, qui formait son premier gouvernement, lui confia le poste, hautement honorifique, de ministre d'État chargé du Conseil de l'Europe. Cependant, Faure cédant la place à Antoine Pinay, Pierre Pfimlin se voit chargé d'un ministère sensible : l'Outre-Mer. Après que Pinay fut lâché par le MRP, Pierre Pfimlin redevint simple député, ne participant ni au gouvernement Laniel – il n'endossa donc pas le désastre indochinois – ni au gouvernement Mayer qui l'avait précédé. Dans l'opposition sous Mendès-France, le successeur de celui-ci – Edgar Faure – renouant avec le MRP, Pfimlin reçoit un ministère important : l'Économie et les Finances. Un poste qu'après la défaite de son parti face au *Front républicain*, il retrouva dans le gouvernement de Félix Gaillard, le 6 novembre 1957. Par ailleurs, sous des dehors affables⁷³, le président du MRP était un homme

73 En 1974, il reçut à la mairie de Strasbourg, ville dont il fut le maire de 1959 à 1983, les participants du Congrès du Consortium européen de recherche politique (ECPR), et à cette occasion, je pus discuter longue-

d'État doté d'une vision politique claire, et qui s'était « acquis une réputation de compétence, d'intégrité et de courage : il est du petit nombre des ministres qui ont préféré démissionner plutôt que de paraître souscrire à une politique qu'ils désapprouvaient »⁷⁴.

Pierre Pflimlin entendait sortir de la crise rapidement et forma son gouvernement sur la base de l'ancienne majorité MRP-UDSR-radicaux-CNIP⁷⁵, qui s'élargira aux socialistes SFIO après le putsch d'Alger, Guy Mollet devenant alors vice-président du Conseil. La liste officielle des gouvernements fait du ministre Pflimlin le pénultième cabinet de la IV^e République, laissant à celui désigné du nom de « de Gaulle III » la place de dernier. Or celui-ci, formé le 1^{er} juin 1958, malgré le fait qu'il bénéficia de l'investiture de l'Assemblée nationale et, subsidiairement du Conseil de la République – fantomatique hologramme d'un Sénat – s'effectua selon une procédure qui lui attribuait non seulement les pleins pouvoirs pour six mois, mais en outre la capacité de proposer une nouvelle Constitution – en fait une nouvelle République – qui sera soumise au peuple par référendum. Donc, à nos yeux, le gouvernement présidé par le général de Gaulle s'apparente plus à ceux qu'il présida à la Libération, mais à l'époque c'était à une Constituante qu'était confiée la tâche de rédiger la Constitution. Dès lors, le gouvernement Pflimlin apparaît clairement comme le dernier gouvernement de la IV^e République, qui fût conforme à l'ordre constitutionnel existant.

Pierre Pflimlin aurait pu être l'homme de la situation, mais il arrivait trop tard. L'armée échappait au contrôle des civils et ce que l'on commençait à désigner du nom « d'activistes » manœuvrait tous azimuts en faveur du retour du général de Gaulle au pouvoir. Le Parlement était convoqué le 13 mai afin de procéder au vote d'investiture du nouveau gouvernement. Or, aux yeux des activistes, dont le principal animateur était Jacques Soustelle – éminent

ment avec lui et apprécier sa courtoisie, sa gentillesse et son humour ; après-tout, il n'était nullement tenu de répondre au flot de questions d'un jeune blanc-bec de Maître de conférences !

74 *Ibid.*, p. 434.

75 Le CNI a ajouté le P de paysans à son sigle, après avoir englobé une petite formation agrarienne.

anthropologue, ancien ministre et gaulliste de la première heure –, Pfmilin apparaissait comme un dangereux libéral, suspect sinon de brader l'Algérie française, mais du moins de négocier avec le FLN. Un discours tenu en 1956, ainsi qu'un « récent article publié dans un journal alsacien qui récusait le dilemme abandon-raïdsissement »⁷⁶, semblait accrédiiter la thèse du libéralisme attribué au président du Conseil. Or, le Résident-général en Algérie, Robert Lacoste, un SFIO converti aux thèses de l'Algérie française, ayant eu vent du fait qu'il serait remplacé à ce poste, décida de décocher la flèche du Parthe à destination du nouveau gouvernement. Il rentra à Paris avant son remplacement et, prenant congé de l'armée, il agita, devant les yeux des généraux présents à la cérémonie, la menace d'un « Diên Biên Phu diplomatique »⁷⁷. C'était l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Le 13 mai, c'est-à-dire le jour prévu pour le débat d'investiture du gouvernement à l'Assemblée nationale, les activistes organisent une manifestation de masse en faveur de l'Algérie française, avec l'objectif clairement avoué de faire échec au dit gouvernement. Pourtant prudent, Pierre Pfmilin avait choisi de composer un ministère orienté le plus à droite possible : pas de socialistes⁷⁸ ; le successeur de Robert Lacoste comme ministre de l'Algérie, André Mutter, appartient à l'aile droite du parti conservateur, le CNI, et si le président du Conseil a confié le portefeuille de la Défense à un homme de son parti, Pierre de Chévigné, ce dernier est un MRP situé très à droite. Mais rien, sauf le retour du général de Gaulle aux « affaires », ne peut calmer les inquiétudes ni des généraux ni des Français d'Algérie. Jamais Alger ne fut aussi loin de Paris : car pendant que les députés se réunissent au Palais Bourbon, de l'autre côté de la Méditerranée, des émeutiers s'emparent du siège du Gouvernement général sous l'œil des parachutistes du général Massu. Un Comité de salut public est constitué avec l'appui de l'armée et sa première décision fut d'envoyer un véritable ultimatum au président de la République : « Exigeons création à Paris d'un gouvernement de salut public, seul capable de

76 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 435.

77 *Ibid.*

78 Ils entrèrent au gouvernement le 15 mai.

conserver l'Algérie partie intégrante de la Métropole »⁷⁹. Comme le constate, non sans ironie, René Rémond, « Paris est sommé de s'aligner sur Alger »⁸⁰.

Face à des propos aussi comminatoires, la représentation nationale n'entendait pas s'aplatir, sinon s'incliner, devant les prétentions d'individus qu'elle considérait à juste titre comme des factieux. Or, à l'Assemblée nationale, la partie était loin d'être gagnée pour Pierre Pflimlin; les socialistes de la SFIO avaient annoncé qu'ils s'abstiendraient et vu l'état de déliquescence dans lequel se trouvaient les radicaux et la droite, tout était possible. Mais instruits de ce qui se passait à Alger, ainsi que des termes du télégramme envoyé par le Comité de salut public, les députés eurent un sursaut. Les socialistes décidèrent de voter l'investiture, ainsi que le PCF, et le gouvernement l'emporta par 274 votes positifs contre 120 et 137 abstentions⁸¹. Sur le champ, le gouvernement prend des mesures énergiques; entre autres, il ferme les aéroports, arrête le trafic aérien et fait surveiller les hommes politiques favorables aux activistes ou suspects de l'être. Le 14 mai, le président Coty lance un appel à l'armée pour la ramener à ses devoirs. Le 15, Guy Mollet et les socialistes SFIO entrent au gouvernement et à l'Intérieur, le radical Maurice Faure cède la place au SFIO Jules Moch. Ce dernier avait été le ministre de l'Intérieur qui, sous le gouvernement Ramadier, avait brisé la grève de 1947, donc un homme à poigne. Cependant, le Comité de salut public essaima dans toute l'Algérie et jusqu'en Corse; les ministres de l'Algérie et du Sahara sont interdits d'accès par le général Salan à qui, pourtant, le gouvernement a donné tous les pouvoirs militaires sur le territoire algérien. Pire, le quartier des forces françaises en Algérie ne communique plus avec le ministère de la Défense. À Paris, une partie de la droite, rangée derrière Antoine Pinay, s'oppose au gouvernement; des gaullistes de toujours, Jacques Soustelle et Michel Debré, préconisent un appel au général de Gaulle, mais, plus surprenant, Edgar Faure évoque cette possibilité. De Gaulle, qui ne

79 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 438.

80 *Ibid.*

81 *Ibid.*, p. 439.

restait pas inactif, multiplie les contacts et manie l'ambiguïté : d'une part, il refuse de condamner l'armée, de l'autre, il annonce qu'il n'acceptera pas de revenir au pouvoir à la faveur d'un putsch. Le jeudi 15 mai, à Alger, le général Salan s'adresse à la foule rassemblée sur le forum et finit son discours par un vibrant : « Vive de Gaulle ! » Dès lors, suivant René Rémond, il y a désormais trois pouvoirs : « Le légal avec le gouvernement Pfmilin, un pouvoir de fait qui dispose de la force et un pouvoir qui n'a aucun moyen d'exécution, mais l'autorité morale »⁸². En fait, on se trouve en présence d'un triangle Paris, Alger, Colombey-les-deux-Églises. La France est au bord de la guerre civile et Pierre Pfmilin « pouvait arrêter la marche du général de Gaulle vers le pouvoir [...] : interdiction au général de Gaulle de quitter Colombey ou de faire des déclarations, arrestation des hommes du 13 mai. Certains ministres MRP et quelques membres de son cabinet poussent Pierre Pfmilin à agir de la sorte »⁸³.

Mais le président du Conseil refusa d'envisager la moindre effusion de sang et fit effectuer de discrets sondages quant à l'attitude du général de Gaulle vis-à-vis de la démocratie et le rencontra de nuit, sans résultat tangible. Ce qui n'empêcha point le général de publier, le 27 mai, un communiqué par lequel il présentait sa version toute personnelle des faits, annonçant qu'il préparait un « gouvernement républicain et enjoignant les chefs militaires à rentrer dans la légalité républicaine ». Pierre Pfmilin, décontenancé d'avoir été ainsi roulé dans la farine, se retrouva pris dans un piège inextricable, le groupe socialiste vota une résolution annonçant qu'il ne prêterait jamais son concours à un gouvernement présidé par le général. Le 28 mai, les syndicats, ainsi que les formations et hommes politiques opposés au retour au pouvoir de l'homme du 18 juin, organisent une manifestation et 200 000 Parisiens défilent de la Place de la Nation à celle de la République. Le lendemain matin, le 29 mai, Pierre Pfmilin, ne se sentant pas soutenu et averti du fait que des caciques notoires de la IV^e république soit ont écrit à de Gaulle, soit se sont rendus discrètement à « La Boisserie » – en l'occurrence Vincent Auriol

82 *Ibid.*, p. 442.

83 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 314.

lui-même, Antoine Pinay et Guy Mollet, Georges Bidault, qui ne fait même pas mystère de son ralliement – présente sa démission au président de la République. Ce dernier s'adresse aux élus de la Nation dans un message solennel dans lequel il annonce qu'il va faire appel au « plus illustre des Français » et qu'il démissionnera si l'Assemblée nationale refuse l'investiture au général de Gaulle⁸⁴.

Ce dernier accepta de jouer le jeu selon les termes imposés par la IV^e République et se présenta seul face aux députés, annonçant d'une part, la liste de ses ministres et de l'autre, « les pouvoirs spéciaux en Algérie, la révision de la Constitution et [...] la mise en congé du Parlement pour plusieurs mois »⁸⁵. On est le 1^{er} juin 1958. Le gouvernement formé par de Gaulle marie le classicisme le plus canonique du « style Quatrième République » à une profonde novation. En effet, par les partis politiques qui le composent, on se trouve en présence d'un ministère de Troisième force, analogue à tant d'autres avant lui, qui va de la SFIO aux conservateurs ; seuls les communistes et les poujadistes, et autres extrémistes de droite sont exclus⁸⁶. Par ailleurs, le général procéda, dans l'attribution des portefeuilles, à de très subtils dosages : l'Éducation nationale revient à un radical pur sucre, bien laïc, Jean Berthoin, tandis que le Travail échoit à un syndicaliste MRP, Paul Bacon, qui avait maintes fois exercé ces fonctions depuis 1950. En revanche, deux éléments rompent avec les habitudes antérieures. D'une part, la présence d'une pléiade de ministres qui apparaissent comme autant de vice-présidents du Conseil et confiés aux *leaders* – de fait et de droit – des grands partis avec, dans l'ordre protocolaire, Guy Mollet pour la SFIO, Pierre Pflimlin pour le MRP, Félix Houphouët-Boigny – futur président de la Côte d'Ivoire – pour le Rassemblement démocratique africain et Louis Jacquinot pour les conservateurs (CNIP). Les derniers obtiennent, en outre, une espèce de super ministère comprenant l'Économie et les Finances, les Travaux publics, les Transports et l'Agriculture ; l'heureux titulaire en est

84 R. RÉMOND, *op. cit.*, pp. 445-446.

85 *Ibid.*, p. 447.

86 *Ibid.*, p. 446.

Antoine Pinay. Seuls Mendès-France et Edgar Faure manquent à l'appel. D'autre part, de nombreux techniciens sont choisis parmi les hauts fonctionnaires, les diplomates et les militaires : les Affaires étrangères à un ambassadeur⁸⁷, l'Intérieur à un préfet, la Défense à un grand commis de l'État et l'Outre-mer au gouverneur général de l'Afrique occidentale française, lui-même issu de la préfectorale, Bernard Cornut-Gentille. Cette caractéristique contribuera à renforcer une tonalité d'union nationale et de compétence qui se dégage de ce gouvernement.

Pour l'investiture, la SFIO qui avait clamé tous azimuts qu'elle récuserait de Gaulle dut se dédire, une fois de plus⁸⁸. Le débat qui commença le dimanche 1^{er} juin dévoila combien les partis se trouvaient divisés, singulièrement le MRP, les radicaux-UDSR et la SFIO. Ainsi, du côté démocrate-chrétien, on assista à une passe d'armes entre les deux meilleurs constitutionnalistes du parti : Pierre-Henri Teitgen, qui plaida en faveur de l'investiture, et François de Menthon, qui ne pouvait admettre que la légalité républicaine fut ainsi bafouée. À 21 h 15, le résultat du scrutin est proclamé⁸⁹ : le gouvernement obtenait l'investiture de l'Assemblée nationale par 329 voix contre 224. Au MRP, 70 députés contre seulement 13 votèrent positivement. Ensuite, les pouvoirs spéciaux lui sont accordés sans problème par 337 oui et 199 non. Un second texte, pour le coup discutable, met le Parlement en congé pour six mois et confie au gouvernement le droit de légiférer, voté par 322 voix contre 232. Un troisième texte va plus loin encore et confie à l'exécutif le mandat de préparer un projet de Constitution qui sera soumis à un comité consultatif constitutionnel, puis au peuple par référendum. On se serait attendu à une résistance parlementaire plus forte à l'encontre du dernier texte ; or, ce fut exactement le contraire qui se produisit : il fut adopté au soir du 3 juin 1958 par 350 voix contre 161. L'opposition avait fondu ; lassés et résignés, nombre de députés

87 Maurice Couve de Murville.

88 Les groupes parlementaires SFIO se prononcèrent en faveur de l'investiture par 77 oui contre 74 non et nombre de députés refuseront la consigne de vote.

89 Pour le résultat des votes, voir R. RÉMOND, *op. cit.*, pp. 447 *et sq.*

se rendaient en rase campagne, d'autres volaient au secours de la victoire. La Quatrième République était morte.

Le MRP, parti de la IV^e République ?

Plus que toute autre formation, le MRP s'identifia à la IV^e République, et comme l'écrivit Pierre Letamendia, « l'ironie veut que le MRP contribuât à enterrer » le régime « qu'il a fondé en 1946 »⁹⁰. En fait, avec le décès de la « Quatrième », c'est la lente agonie du MRP qui commençait. De la même façon que les radicaux, les « radsoc » – ceux dont un humoriste disait qu'ils étaient « comme les radis, rouges à l'extérieur, blancs à l'intérieur et toujours à côté de l'assiette au beurre » – sont identifiés à la III^e République, le MRP l'est pour la « IV^e ». Pourtant, le parti démocrate-chrétien ne s'était, comme on l'a vu ci-dessus, rallié à la Constitution que par lassitude, afin d'éviter que le peuple ne fût convoqué aux urnes une fois de plus. Par ailleurs, le MRP apporta tout son concours à mettre la Cinquième République sur les rails. Qui plus est, si une formation bénéficia particulièrement des intrigues, jeux et combinaisons dont la défunte République semblait friande, ce furent bien ceux qui les avaient pratiqués sous la III^e et, partant, acquis dans la pratique de cet exercice une *maestria* à nulle autre pareille : les radicaux. À partir du « petit père » Queuille jusqu'à Félix Gaillard, ils obtinrent un nombre de présidents du Conseil sans rapport avec leurs effectifs parlementaires, soit sept radicaux qui furent présidents du Conseil contre trois pour le MRP, à savoir Robert Schuman, Georges Bidault et Pierre Pflimlin.

À côté des personnalités que furent Bidault, Schuman et Pflimlin, nous avons croisé la trajectoire de deux des pères fondateurs du MRP, les éminents juristes Pierre-Henri Teitgen et François de Menthon, qu'on retrouvera lors des débats parlementaires suscités par le gouvernement de Gaulle III ; l'un et l'autre furent ministres sous la IV^e République, surtout le premier des deux. En effet, Teitgen fut le vice-président du Conseil du gouvernement Ramadier I en 1947, puis du radical André Marie, ministre de la Défense dans

90 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 314.

le gouvernement Ramadier II, portefeuille qu'il conserva dans le gouvernement Schuman (1947-1948); il passa à l'Information dans le deuxième cabinet Bidault, pour retrouver la vice-présidence du Conseil avec le CNI Joseph Laniel (juin 1953-juin 1954) et enfin, ministre de l'Outre-mer d'Edgar Faure. Il ne participa à aucun des gouvernements de la V^e République. Le palmarès de François de Menthon impressionne moins en apparence : ministre de l'Économie dans le premier gouvernement Bidault, il avait été titulaire de la Justice dans le gouvernement provisoire – donc avant l'instauration de la IV^e République – et procureur au tribunal de Nuremberg, qui jugea les crimes des nazis ; il fut le premier président de l'Assemblée parlementaire du *Conseil de l'Europe* (1952-1954) et, à ce titre, si ce n'est pas lui qui inventa le drapeau européen aux douze étoiles, mais l'un de ses collaborateurs, ce fut néanmoins à lui qu'il appartient de le présenter à l'*Assemblée parlementaire consultative du Conseil de l'Europe*. Son opposition à la manière dont le général de Gaulle revint au pouvoir en 1959 valut à ce grand résistant de quitter la scène politique et de se consacrer à l'enseignement universitaire et à ses mandats locaux.

Mais bien d'autres MRP méritent d'être considérés comme de grands ministres sous la IV^e et, par delà la « valse des gouvernements », assurèrent une réelle continuité des politiques publiques. Deux hommes d'État sont injustement méconnus. D'abord Paul Bacon, à qui de Gaulle confia le ministère du Travail en 1958. Or, son œuvre régit toujours la vie quotidienne des Français, car, outre le fait qu'il contribua à l'édification de la Sécurité sociale, il fut le père du SMIG, c'est-à-dire l'ancêtre du SMIC. Issu du milieu ouvrier, il participa activement à la Résistance et fut élu aux deux assemblées constituantes, puis siégea à l'Assemblée nationale de 1945 à 1948 et resta ministre des deux premiers gouvernements de la IV^e République. Après avoir occupé le poste de secrétaire d'État à la présidence du Conseil du gouvernement Bidault II (1949-1950), c'est au sein du troisième gouvernement formé par ce dernier que Paul Bacon devint ministre du Travail et de la Sécurité sociale (1950), une fonction qu'il exerça sous l'autorité de nombreux présidents du Conseil jusqu'en 1954 et qu'il retrouva grâce à Edgar Faure (1953-1956). Après la période

de purgatoire que valut au MRP la victoire du *Front républicain*, au moment du retour aux affaires du MRP lors du gouvernement de Félix Gaillard en novembre 1957, Paul Bacon est incontournable pour le portefeuille du Travail qu'il détint jusqu'au 16 mai 1962.

L'autre ministre qui incarna la gauche du MRP eut une trajectoire beaucoup plus complexe, quoiqu'assez fréquente chez les jeunes intellectuels de la bourgeoisie moyenne catholique d'avant-guerre, y compris d'ailleurs celle d'un certain François Mitterrand. Il s'agit de Robert Buron. Ce dernier, à quinze ans, milita chez les *Camelots du roi*, proche des maurrassiens, mais il acquit, dans leurs rangs, une vive hostilité au capitalisme. Étudiant à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des Sciences politiques, il appartient au courant intellectuel des « Non conformistes des années 30 ». Une aventure intellectuelle totalement mal comprise aujourd'hui, dont l'un des porte-parole – Arnaud Dandieu – proclamait que son mouvement – *Ordre nouveau* – se situait entre l'extrême droite et l'extrême gauche en tournant le dos au président de l'Assemblée. Le jeune Buron semblait alors voué à sympathiser avec les partisans du fascisme et des régimes autoritaires qui se multiplient à l'époque. Cependant, le « non-conformisme » des années trente fut une nébuleuse qui comprenait également une composante fédéraliste qui cadre mal avec *lo Stato totale* de Benito Mussolini et Robert Buron resta jusqu'à la fin de sa vie un fédéraliste convaincu ; mais il importe de mettre un bémol sur le fédéralisme français de cette époque : Maurras également et l'Action française prônèrent le fédéralisme. Il se rapproche progressivement de Mounier et de la revue *Esprit*, mais on le retrouve battant le pavé avec l'extrême droite lors des événements du 6 février 1934. En attendant, il est sorti major de Sciences Po, en section économique et financière, et a également obtenu son doctorat en droit. Il travaille ensuite pour diverses organisations patronales dans le secteur de la chocolaterie. En fait, ce furent les accords de Munich qui firent basculer Buron, sinon dans l'autre camp, du moins dans celui des démocrates chrétiens : Bidault l'amena alors au PDP.

Pendant la guerre, il est à Vichy, au service de « l'État français », mais il s'agit d'une couverture, car il est entré dans la Résistance

fin 1942-début 1943. À Vichy, il assure les fonctions de secrétaire général d'un organisme officiel dont le but est d'organiser l'industrie cinématographique et fréquente Lucien Rebatet, un fasciste impénitent et qui le resta jusqu'à sa mort. Ces fréquentations, ainsi que le poste qu'il occupe, fournirent à Robert Buron une couverture de qualité qui lui permet de dissimuler son action dans la Résistance⁹¹. Il est membre de l'organisation civile et militaire participant à la mise en place d'un parti travailliste, projet qui, on l'a vu, échouera. Mais l'action clandestine de cet homme profondément chrétien est prioritairement tournée vers l'Église dont les compromissions avec le régime de Vichy l'inquiètent profondément, et tout particulièrement l'avenir de l'enseignement catholique. Pour ce faire, il prend contact avec Mgr Chappoulié dont il avait fait la connaissance au sanatorium de Berck où il avait été hospitalisé de 1928 à 1930. Or, le futur secrétaire général de la Conférence épiscopale en 1945 et futur évêque d'Angers était le représentant officiel de l'Église de France auprès de Vichy⁹². Malheureusement, l'affaire est éventée, sa propre mère – Marie Buron – est arrêtée et enfermée à Fresne, et Robert Buron entre dans la clandestinité.

En 1944, les compétences acquises dans le secteur des médias et son rôle dans la Résistance suscitèrent l'intérêt de Pierre-Henri Teitgen qui, devenu cette même année ministre de l'Information, le nomma chargé de mission dans son cabinet ministériel en septembre 1944 et administrateur de la Radiodiffusion française (1944-1947). Dans le même temps, on le retrouve, très naturellement, au MRP et lors de son congrès de fondation, Robert Buron défendit avec ardeur l'option travailliste. Comme son épouse était originaire de la Mayenne, le parti décida de parachuter ce Parisien quasi de souche dans un département où il n'avait pratiquement jamais mis les pieds. Le terrain politique était fertile, car il bénéficiait d'un terreau

91 Elles lui vaudront, en 1945, des attaques de la part du *Canard enchaîné* qui l'accusera d'avoir contribué à la spoliation des biens juifs.

92 À l'époque, il s'agissait de l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France. Le *vulgum pecus* épiscopal en était exclu. Quant à Marie Buron, née Guyot, elle était la petite-fille d'un ancien communal, ce qui la rendait *a priori* suspecte même si elle fut résistante.

démocrate-chrétien qui remontait au *Sillon* et à la *Jeune République* dont Guy Moquet avait été député en 1932 et par surcroît, d'un tissu associatif au maillage très serré, animé par un clergé jeune et nombreux. La JAC, la JOC et la CFTC soutinrent sa candidature et il fut élu en 1945 comme député de la Mayenne. *Ouest-France* avait également fait campagne pour lui. Catholique pratiquant régulier, il ne ménagea point ses efforts pour défendre l'école libre, ce qui lui valut de la part du *Canard enchaîné* – qui ne l'aimait guère – le surnom de « Buron des burettes ». Il est vrai que son ami, Mgr Chappoulie, avait été nommé évêque d'Angers, un appui de plus. À l'Assemblée nationale, Robert Buron se lia d'amitié avec l'abbé Pierre et, gagné par ce dernier à la cause des sans-logis, il fut, avec son collègue de parti, Léo Hamon – futur gaulliste de gauche – l'un des deux députés qui soutinrent politiquement son appel.

Le MRP s'engagea, à l'initiative de Georges Bidault, dans une politique coloniale désastreuse, singulièrement en Indochine. Sur ce point, il s'affirma comme l'un des rares opposants de son parti à la guerre d'Indochine. Il entra au gouvernement de 1950 à 1953, comme secrétaire d'État dans les gouvernements Bidault II, Queuille II, Pleven I et Queuille III ; il fut attaché au ministère de l'Économie. De retour au pouvoir, René Pleven le promut ministre de l'Information et le successeur de ce dernier à Matignon, Edgar Faure, qui formait son premier gouvernement, le nomma ministre des Affaires économiques. En désaccord avec la participation du MRP à des gouvernements dirigés par la droite, il resta à l'écart des gouvernements Pinay et Laniel et fut l'un des huit députés MRP à voter contre le gouvernement Laniel lors du débat parlementaire sur l'Indochine. Il n'est donc pas anormal qu'il se retrouvât, avec son camarade André Monteil, ministre du gouvernement Mendès-France chargé de l'Outre-mer, et il lui appartient de négocier avec l'Inde la cession de Chandernagor, Madras et Pondichéry, vestiges de l'héroïque entreprise menée au XVIII^e siècle par Duplex. Le MRP décidant de le punir, Robert Buron ne participa ni au gouvernement de Félix Gaillard ni à celui de Pierre Pflimlin. En revanche, de Gaulle, à qui il se rallia en 1958, le nomma ministre des Transports et du

Tourisme dans son gouvernement et il conserva ce poste jusqu'en 1962.

À côté des « deux grandes pointures » que furent Paul Bacon et Robert Buron, il importe de citer également René Louvel qui exerça les fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce de 1950 à 1954 et surtout Maurice Schumann qui fut la « voix de la France à la BBC », porte-parole de la France libre et, à la Libération, le premier président du MRP. Il venait de la *Jeune République*, mais après ses études de lettres et de philosophie, il avait commencé une carrière dans le journalisme avant de rejoindre Londres dès le 21 juin 1940, ayant répondu à l'appel du 18 juin. Officier de liaison avec les armées alliées, il participa au débarquement de Normandie. Fondateur du MRP, les militants du nord firent appel à lui afin de conduire la liste du parti lors des élections de 1945. Il s'enracina dans la région dont il fut le député de 1945 à 1973, conseiller municipal de Lille et professeur associé à la Faculté libre des Lettres et Sciences humaines de la « Catho » de Lille. Sa carrière ministérielle se déroula de 1951 à 1973. Sous la IV^e, il incarna la continuité de la politique étrangère, de 1951 à 1954, comme secrétaire d'État.

Il est intéressant de noter deux particularités qui le caractérisent. D'une part, il fut un homme de Lettres, membre de l'Académie française en 1974 et président de l'Association des écrivains catholiques et d'autre part, né dans une famille juive alsacienne, il se convertit au catholicisme à Londres en 1942.

On peut ainsi juger, au regard de ces quelques brèves notices bibliographiques, que le personnel politique du MRP, formé dans l'entre-deux-guerres dans les mouvements d'Action catholique, forgé à l'épreuve de la Résistance, se caractérisait par un niveau élevé de compétence. On lui doit d'avoir contribué à la construction de l'État-providence et de la « planification à la française », d'être à l'origine du SMIC et, *last but not least*, d'avoir incarné « l'aventure européenne ».

Heurts et malheurs du MRP sous la V^e République

Depuis la Libération, les rapports avec le général de Gaulle apparurent marqués du sceau de l'ambiguïté : le parti du général d'abord, ensuite son opposant résolu et enfin, l'un des instruments de son retour « aux affaires » et de la construction de la V^e République. Peu de temps avant le 13 mai, le 22 avril 1958, la Commission exécutive du parti se prononçait contre le soutien à un gouvernement présidé par Georges Bidault, mais en fait régi par un triumvirat comprenant, outre ce dernier, le CNI Roger Duchet et le gaulliste activiste Jacques Soustelle qui avait, en outre, pu compter sur le concours des radicaux dissidents d'André Morice dont le programme était d'intensifier la guerre en Algérie. En définitive, face au général, après « avoir fait la IV^e République contre lui, le MRP doit se résoudre à créer la V^e République avec lui »⁹³.

Le MRP dans la majorité

Un élément essentiel du nouveau dispositif institutionnel mis en place par le général échappa totalement à la sagacité du cercle dirigeant du MRP : l'instauration du scrutin majoritaire à deux tours qui, à l'instar de ce qui se passa jadis pour le PDP, défavorisait totalement les Républicains populaires. Pour les élections législatives, de Gaulle, se voulant au-dessus des partis politiques, n'avait donné aucune consigne de vote et le mode de scrutin était conçu afin de défavoriser les communistes. Il engendra cet effet en 1958 jusqu'à ce que, dès 1962, le PCF se trouvât des alliés. Situé au centre et vu la part prise par les démocrates-chrétiens dans le retour au pouvoir du général, ces derniers nourrissaient quelques espérances de succès. N'avaient-ils pas appelé à voter de Gaulle lors des présidentielles de 1958 ? Or, les élections furent remportées par les gaullistes rassemblés par Jacques Soustelle et Chaban-Delmas dans l'*Union pour la Nouvelle République* – UNR – et le CNIP qui avaient négocié des accords de désistements pour le second tour. En termes de suffrages exprimés, le MRP manqua de tomber en dessous de la barre symbolique des 10 %, ce qui, combiné avec le jeu des alliances, lui donna 56 sièges

93 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 117.

de députés⁹⁴, dont 54 en Métropole ; mais par rapport aux inscrits, ses 2 273 281 votes correspondent seulement à 8 %. Il est le troisième parti au Palais Bourbon, son score est, *mutatis mutandis*, le même qu'en 1956 alors qu'il présenta moins de candidats. Le MRP avait également consenti un gros effort de rajeunissement et recruté dans les mouvements d'action catholique. Il devançait ainsi la SFIO réduite à 47 députés, la coalition animée par les radicaux avec 22 sièges, mais surtout le PCF qui, nonobstant qu'il fut bon second derrière l'UNR, dut se contenter de 10 sièges.

Cependant, malgré le fait qu'il pût limiter la casse et crier victoire, le parti avait perdu P.-H. Teitgen et, surtout, n'apparaissait plus que comme une pièce rapportée. En effet, avec 206 élus UNR et 117 CNIP⁹⁵, les gaullistes et la droite classique pouvaient se passer totalement de son concours. Toutefois, le général de Gaulle, tout en exigeant une majorité cohérente, souhaitait tenir compte de la majorité présidentielle. Ainsi, malgré le désir de la SFIO, échaudée par le résultat des législatives, de ne pas participer au gouvernement – dirigé par un fidèle du général, Michel Debré⁹⁶ –, elle se trouvait officieusement représentée par André Boulloche, ministre de l'Éducation nationale. Quant au MRP, sa représentation ministérielle se trouva réduite au minimum syndical : un ministre d'État (sur quatre), Robert Lecourt, et deux ministres qui, en fait, conservèrent leurs attributions : Robert Buron aux Travaux publics et aux Transports, ainsi que Paul Bacon, l'inamovible ministre du Travail. Tous deux demeurèrent en place jusqu'à la fin du gouvernement Debré. Un exploit, car, tout au long des 3 ans et 96 jours d'existence du premier cabinet de la Cinquième République, le Premier ministre et le président de la République procédèrent à pas moins de vingt remaniements ministériels. Le général appréciait, avant toutes

94 J.-M. DONEGANI et M. SADOUN, « Le jeu des institutions », in J.-F. SIRINELLI (dir.), *op. cit.*, p. 308.

95 Sur un total de 576 sièges.

96 Pour les initiés et les spécialistes, le choix de Michel Debré comme Premier ministre était logique, alors que l'opinion publique attendait Soustelle ou Chaban-Delmas.

autres considérations, Paul Bacon et Robert Buron comme de bons techniciens. Le MRP obtint, en outre, un accessit : Joseph Fontanet, député de la Savoie, âgé de 38 ans, devint secrétaire d'État chargé de l'Industrie et du Commerce auprès de l'un des « grands ministres » du général, Jean-Marcel Jeanneret.

Robert Lecourt (1908-2004) était un « historique » du MRP, sans appartenir au groupe des *leaders*. Ce juriste éminent et discret, ancien résistant, député de la Seine sous la IV^e République, avait été vice-président du Conseil du gouvernement Queuille I et ministre de la Justice dans maints ministères : André Marie, Robert Schuman, Queuille, Félix Gaillard et Pierre Pflimlin. Durant le gouvernement Debré, d'abord sans affectation ministérielle particulière, il se vit confier des postes ministériels chargés de l'Outre-mer : ministre d'État chargé de la Coopération avec les États africains et Madagascar (1959-1960), puis du Sahara et des DOM-TOM (1960-1961). Toutefois, comme ses relations avec Michel Debré – qui, pour d'obscures raisons, ne l'aimait guère – se détérioraient, le Premier ministre obtint son renvoi. Comme le général de Gaulle n'aimait pas l'injustice, malgré son sens marqué de la raison d'État, il fit nommer Robert Lecourt à la *Cour de Justice des Communautés européennes*, une institution qui venait d'être instaurée et dont il assura la présidence de 1967 à 1976. Son mandat terminé, il siégea au Conseil Constitutionnel de 1979 à 1989. Le grand bénéficiaire de l'opération fut Joseph Fontanet, promu ministre de la Santé publique et de la Population. Quant au MRP, en tant que parti, il perdait nettement au change. Cependant, le fait qu'il n'était plus nécessaire à la constitution d'une majorité renforçait sa marginalisation : son avis importait assez peu. Un élément ou, en termes statistiques, un indicateur aurait dû alarmer la direction du parti : la chute dramatique de son *membership* et, par conséquent, de son potentiel militant. Ainsi, lorsque la Cinquième République fut inaugurée en janvier 1959, le MRP ne comptait plus que 22 000 membres, soit six mille de moins que l'année précédente et, lorsqu'on regarde en arrière, il en possédait 125 000 en 1946.

Il serait faux de penser que les Républicains populaires fussent sourds et aveugles, et qu'ils menèrent une existence paisible sous la férule de Michel Debré... Détenteur de ministères techniques, le

MRP dût, solidarité gouvernementale aidant, endosser des mesures impopulaires et singulièrement dans le domaine des politiques économiques, sociales et fiscales. Lors des congrès nationaux du parti, la colère gronde dans ses rangs et nombre de députés ne cachent pas leur mécontentement. Au sein de la direction nationale, Pierre-Henri Teitgen se fit volontiers l'interprète des doutes, voire de la colère des militants; Robert Schuman y fit souvent état de ses craintes quant au devenir de l'intégration européenne. Mais alors, pourquoi le parti n'adopta-t-il pas la même posture que son vieil allié de la IV^e, à savoir la SFIO? Après tout, le MRP contribuait à gérer la ville de Lille, participant à la mairie du vieux guesdiste Augustin Laurent et à celle de Marseille en coalition avec les socialistes de Gaston Defferre. En fait, deux facteurs importants motivèrent le soutien du Mouvement au gouvernement. L'un est le règlement de la question scolaire, ce à quoi Michel Debré s'employa avec énergie, instaurant le système encore en vigueur aujourd'hui. Ainsi, les écoles libres qui le souhaitaient pouvaient s'associer au service public suivant deux modalités d'ordre contractuel : contrat simple ou contrat d'association, le financement par l'État s'avérant d'autant plus élevé « que les établissements souscrivent à des engagements plus ou moins contraignants »⁹⁷. Autant dire que la Loi Debré fit grand bruit dans le landerneau. Dans les rangs de la droite dont on sait, depuis Chateaubriand, « qu'en France, elle est plus royaliste que le roi et plus catholique que le pape », des voix s'élevèrent pour revendiquer au nom de « la liberté du père de famille », un financement sans condition. L'épiscopat leur cloua le bec, c'était avant Vatican II... Mais ce fut évidemment à gauche qu'on assista à une tempête de cris, hurlements et manifestations diverses afin de stigmatiser le viol du principe de laïcité; le *Comité national d'action laïque* lança une pétition qui ne recueillit pas moins de 10 millions de signatures et fit défiler plus de deux cent mille manifestants à Vincennes en mars 1960⁹⁸. La colère qu'éprouvèrent la SNI et, plus largement, la FEN, fut indescriptible; comme lors du vote de la Loi Barangé, la gauche prêta le serment solennel d'abolir

97 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 523.

98 *Ibid.*, p. 523.

cette loi scélérate et, comme au bon vieux temps de Guy Mollet, elle s'empessa d'oublier cette promesse⁹⁹. André Boulloche, victime collatérale de la Loi Debré, quitta le gouvernement et fut remplacé par un diplomate de religion protestante : Louis Joxe¹⁰⁰. La Loi fut votée dans la nuit de la Saint-Sylvestre 1959 par un score sans appel de 427 voix contre 71. L'autre facteur qui maintint le MRP dans la majorité fut sans conteste l'Europe : l'entrée en vigueur du Traité de Rome. Dès avant l'investiture du général de Gaulle en 1958, ce dernier avait donné à Pierre Pflimlin et au MRP l'assurance qu'il respecterait les traités créant le *Marché commun* (CEE) et l'*Euratom*. Il tint parole et poussa les choses au-delà, puisqu'il accepta la fusion des exécutifs (CECA, CEE, *Euratom*) et prit l'initiative de la politique agricole commune.

À ces deux facteurs, il importe d'ajouter un troisième qui n'était pas spécifique au MRP, mais aussi au CNIP et à la SFIO : trouver une solution à la guerre d'Algérie. Ainsi, les conservateurs durent avaler de leur côté quelques couleuvres, dont le départ du gouvernement d'Antoine Pinay, le père du « franc lourd », remplacé au ministère des Finances par un technicien, Wilfrid Baumgartner (1960-1962), avant que ce portefeuille prestigieux ne leur revînt à nouveau en la personne d'un jeune et brillant député du CNIP, Valéry Giscard d'Estaing, le 18 janvier 1962¹⁰¹. CNIP, MRP, radicaux et SFIO attendaient, rongant leur frein, que de Gaulle réglât la question algérienne afin de le renvoyer terminer l'écriture de ses mémoires à Colombey-les-deux-Églises. Mais l'intéressé ne l'entendait pas de cette oreille... Il n'empêche qu'une minorité importante de députés MRP vota régulièrement contre le gouvernement. Comme, par surcroît, de Gaulle avait compris qu'en Algérie, malgré la victoire du général Challe sur le terrain, il ne parviendrait jamais à neutraliser l'action du FLN qui, par ailleurs, multipliait les attentats y compris

99 En 1984, le ministre socialiste de l'Éducation nationale, Alain Savary, voulut, sinon tenir cette promesse mais du moins réformer la Loi, mais dû reculer face à une mobilisation bien plus importante, et les accords Lang-Cloupet résolurent la question.

100 Le père de Pierre Joxe qui sera ministre de François Mitterrand.

101 Il était jusque là secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances.

en Métropole, il en tira les conséquences et commença à infléchir sa politique vers la recherche d'une paix négociée. La majorité des élus du CNIP, demeurée résolument « Algérie française », passa à l'opposition, ce qui, de toute évidence, favorisait le MRP. La majorité des Français d'Algérie refusait l'autodétermination, tentant d'entraîner l'armée avec eux. Ainsi, de Gaulle et Michel Debré durent affronter la « Semaine des barricades » à Alger en janvier 1960, ce qui ne les empêcha point d'entamer fin juin des pourparlers à Melun avec le FLN. D'un côté, 121 intellectuels publièrent un manifeste en faveur de l'indépendance (6 septembre 1960), auquel répondait un autre en faveur de l'Algérie française. De l'autre, le FLN multipliait les attentats, des Français porteurs de valises passaient en jugement, tandis qu'en face, des activistes créaient l'OAS (*Organisation de l'Armée secrète*), une espèce d'anti-FLN. Une fois de plus, la question coloniale enserrait le gouvernement de la France dans un *double bind*, mais cette fois les institutions étaient solides et de Gaulle n'était pas Guy Mollet : il brisa l'antinomie s'adressant directement au peuple, en tenant, le 8 janvier 1961, un référendum sur l'autodétermination de l'Algérie. Le MRP, comme d'ailleurs la SFIO, demanda alors à ses électeurs de voter oui et, par ailleurs, la situation locale du parti s'améliora : tant les municipales de 1959 que les sénatoriales la même année et les cantonales de 1961, constituèrent autant de victoires électorales pour les Républicains populaires.

Pourquoi, dès lors, s'alarmer et s'opposer au gouvernement de façon radicale alors que nombre de jeunes militants de l'*Action catholique* rejoignent le parti ? Les dirigeants sont convaincus que les législatives prévues pour 1963 seront également un succès pour le MRP. D'autant plus que le général était en passe de résoudre le drame algérien et que les événements prenaient un tour de plus en plus tragique : du 22 au 25 avril 1961, un « quarteron de généraux » rebelles et non des moindres – Challe, Jouhaux, Salan et Zeller – tentèrent un putsch à Alger : Salan était l'homme du 13 mai 1958 et Challe, le vainqueur de l'ALN sur le terrain. Grâce aux conscrits du contingent et à la détermination du président de la République, la tentative de coup d'État échoua et le 20 mai, la France et le GPRA entamèrent des négociations à Évian, sur fond d'attentats perpétrés

par l'OAS et d'une manifestation d'Algériens à Paris (17 octobre), réprimée avec violence par le préfet de police, Maurice Papon¹⁰² et dont le nombre exact des nombreuses victimes reste inconnu à ce jour. Une autre manifestation, organisée le 8 février contre l'OAS, se vit réprimée à peine moins brutalement – ce n'était pas les Arabes qui manifestaient – et fit huit morts à la station de métro Charonne. Ce n'était, pour le MRP, pas le moment de causer des ennuis supplémentaires au gouvernement et ce d'autant plus que les choses avançaient, car le 19 mars 1962, un cessez-le-feu est instauré en Algérie ; les accords d'Évian sont conclus entre la France et son ancienne colonie et ratifiés à une large majorité par référendum, le 8 avril. Désormais, de Gaulle n'était plus nécessaire...

On oubliait un peu vite que pour un grand stratège comme le général de Gaulle, la meilleure défense c'est l'attaque, et qu'il comptait au nombre des tenants de la guerre de mouvement. Par surcroît, pour le MRP, la légitimité du président se trouvait renforcée par le référendum du 8 avril. Michel Debré qui, *a priori*, penchait pour l'Algérie française, mais qui, par fidélité, avait mené une politique inverse, avait atteint le bout du rouleau. Le général décida de le remplacer par un « homme de l'ombre », totalement inconnu du public, mais qui avait joué un rôle décisif dans la préparation des accords d'Évian : Georges Pompidou.

Cette fois, le soutien manifesté par le MRP à la politique algérienne du général de Gaulle se voyait récompensé comme il convenait : cinq ministères lui furent attribués. Un ministère d'État sur cinq, confié à Pierre Pflimlin, chargé en outre de la Coopération, tandis que Maurice Schumann devenait ministre de l'Aménagement du territoire ; quant aux trois sortants – Paul Bacon, Robert Buron et Joseph Fontanet –, ils conservaient leurs portefeuilles ministériels respectifs : Travail, Travaux publics et Transports, Santé publique et Population. Il faut ajouter que Robert Buron s'était malencontreusement trouvé à Alger au moment du putsch des généraux.

102 On découvrira beaucoup plus tard son rôle dans la déportation des juifs de Bordeaux sous l'Occupation.

Le MRP dans l'opposition

Le MRP ne demeura pas longtemps sur son petit nuage et l'euphorie engendrée par ses retrouvailles avec le général de Gaulle devait se révéler de courte durée : du 14 avril au 15 mai 1962. Le général était parti à l'offensive et, comme toujours dans son cas, une offensive de grand style qui, cette fois, visait les Communautés européennes. Elle fut d'autant plus imprévue que de Gaulle s'était aliéné, par sa politique algérienne, une bonne partie de la droite classique dont, seuls parmi ses chefs, Louis Jacquinot restait fidèle, ainsi que le nouveau ministre de l'Économie et des Finances, Valéry Giscard d'Estaing. Lors du vote d'investiture, Georges Pompidou recueillit 259 votes favorables contre 128 et 119 abstentions. René Rémond notait que les trois quarts des députés du CNIP, soit avaient émis un vote négatif, soit s'étaient abstenus¹⁰³. Or, en 1959, le gouvernement présidé par Michel Debré constituait une coalition de l'UNR et du CNIP. Et ne voilà-t-il pas que le président de la République, lors de l'une de ces grand-messes pontificales que représentaient ses conférences de presse, moque et raille, lors de celle du 15 mai 1962, la supranationalité, l'intégration européenne et le « volapük » des tenants de l'Europe intégrée¹⁰⁴. Pour le MRP qui, attaché au régime parlementaire, goûtait fort peu le présidentielisme du général, la mesure était comble et les cinq ministres démocrates-chrétiens quittèrent le gouvernement, y compris Maurice Schumann, pourtant proche de ce dernier. En juin, le MRP, la SFIO ainsi que tous les députés favorables à l'intégration européenne votent une

103 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 525. Il n'est pas inutile de préciser qu'au nombre des élus du CNIP, très favorables à l'Algérie française, on trouve un ancien parlementaire poujadiste rallié en 1958 et député CNIP du V^e arrondissement de Paris : Jean-Marie Le Pen...

104 J.-M. DONEGANI et M. SADOUN (dir.), *op. cit.*, p. 419. En fait, dans sa conférence de presse, le général reconnaissait un fait : « Il faut à l'Europe des institutions qui l'amènent à former un ensemble politique, comme elle l'est déjà dans l'ordre économique. » Par contre, il rejette « toute entité supranationale » et prête à ceux qui y sont favorables la volonté d'écrire ou de penser dans une espèce d'« esperanto ou de volapük intégrés ». De Gaulle voyait l'avenir de l'Europe politique sous les dehors d'une Confédération d'États, « l'Europe des patries », il serait faux d'en faire un eurosceptique.

motion condamnant la politique étrangère du gouvernement ; tous les partis se trouvaient représentés parmi les signataires, sauf l'UNR. « N'étaient la conjoncture, encore dominée par les derniers soubresauts de l'OAS, et les ultimes préliminaires de l'indépendance algérienne, ainsi que les ingénieux mécanismes conçus pour prévenir les chutes de gouvernement, Pompidou eût été renversé en juin ; il ne perd rien pour attendre. »¹⁰⁵

Cependant, lors du déroulement du processus des hostilités entre d'une part, les Européens dont le MRP, et de l'autre, le général de Gaulle – à l'instar du général Gamelin qui, en 1939, préparait la guerre de 1914 –, les premiers étaient en retard d'une guerre ! En effet, ils agissaient comme au temps de la IV^e République, alors que de Gaulle se tournait audacieusement vers l'avenir. En stratège de génie qu'il était, il sut tirer parti des événements, même les plus fortuits. En effet, les soldats perdus, les forcenés de l'OAS et tous les veufs inconsolables de l'Algérie française ne lui pardonnaient pas ce qu'ils considéraient comme une trahison et, dans leur logique totalement coupée du réel, le sort réservé aux traîtres est la mort. Ils avaient ainsi ourdi maints complots afin de tuer de Gaulle. Déjà, le 8 septembre 1961, un attentat contre le président sur la route entre Paris et Colombey-les-deux-Églises avait échoué. L'après-midi du 22 août 1962, une nouvelle tentative, mieux organisée par un commando dirigé par Bastien-Thiry, manqua de peu de réussir ; le général et son escorte tombèrent dans une véritable embuscade, se faisant mitrailler avec une telle intensité que c'est miracle que le président de la République en réchappa. Les enquêteurs relevèrent plus de cent cinquante impacts de balles¹⁰⁶.

La Constitution prévoyait que le président de la République fût élu par un collège électoral de notables, le même que celui qui présidait à l'élection des sénateurs. Par une erreur d'analyse, au demeurant fort rare chez lui, le général pensait que cette similitude de mode d'élection engendrerait une sorte de solidarité, d'alliance

105 R. RÉMOND, *op. cit.*, p. 525.

106 *Ibid.*, p. 526.

naturelle entre la présidence et la République d'une part, et le Sénat de l'autre. Il n'en fut rien. Mieux implantés dans les municipalités et les Conseils généraux (aujourd'hui Conseils départementaux), les partis de la IV^e République, à commencer par le MRP, gagnèrent la majorité absolue au Sénat qui devint le refuge des hommes de la République précédente qui avaient été battus lors des législatives de 1958, au nombre desquels François Mitterrand. La conclusion s'imposait d'elle-même : si les factieux avaient pu mener à bien leur machination criminelle, le successeur du général se serait appelé Antoine Pinay. Par ailleurs, de Gaulle avait conscience du fait que, devant un tel collège, sa réélection en 1965 était tout, sauf assurée. Il nous est difficile de croire que, même s'il n'était pas absolument certain de se représenter, il n'y avait pas songé.

Dès lors, la seule façon d'échapper à l'élection d'un « ancien » de la IV^e République à la fonction de président était de faire élire celui-ci directement par le peuple souverain. Or, pour ce faire, il fallait convoquer le Congrès – Assemblée nationale et Sénat – afin de voter la révision de la Constitution à une majorité qualifiée. Or, minoritaire au Sénat, de Gaulle avait perdu la majorité absolue à l'Assemblée nationale et jamais la révision ne serait passée face à l'hostilité des parlementaires, mais aussi parce que ces derniers demeuraient attachés au parlementarisme classique et que, leur sens de l'Histoire aidant, ils savaient que du temps de la II^e République, le peuple avait élu Louis-Napoléon Bonaparte qui deviendra Napoléon III. Toutefois, le recours au référendum restait possible, à la condition expresse que les modifications profondes fussent acceptées dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et le Sénat, un *quitus* que les deux chambres se seraient refusées à donner.

Le général décida alors de s'asseoir sur sa propre Constitution en soumettant le projet de révision directement au référendum. Mais quand de Gaulle organisait un référendum, il exigeait un « oui franc et massif », faute de quoi il quitterait le pouvoir. En fait, pour lui, le référendum s'apparentait à une question de confiance posée directement au peuple. Le procédé était manifestement anticonstitutionnel, tous les juristes s'accordèrent sur ce point, tous les partis – sauf l'UNR – s'y opposèrent et Gaston Monnouvillle, qui

présidait le Sénat et, partant, était le second personnage de l'État, parla même de « forfaiture ». Cette fois, l'épreuve de force entre le président de Gaulle et son vieil ennemi, « le régime exclusif des partis », commençait. Dès la rentrée, les groupes parlementaires, sauf l'UNR, déposèrent une motion de censure qui, le 5 octobre 1962, recueillit 280 voix alors que la majorité absolue requise était de 241 votes. Le général décida de maintenir le gouvernement en fonction jusqu'aux nouvelles élections, car, dès le 10 octobre, il avait dissous l'Assemblée nationale, les législatives étant prévues pour les 18 et 25 novembre 1962, soit après le référendum, donc dans la foulée du référendum prévu pour le 28 octobre. Les députés MRP avaient voté la motion de censure – à l'exception de cinq d'entre eux dont Maurice Schumann – et bien sûr, ils préconisèrent le « non » au référendum.

Le oui l'emporta avec 62 % des suffrages exprimés, le général venait de remporter la première manche ; restait à gagner la seconde, c'est-à-dire les législatives, tâche plus difficile, car seuls les gaullistes de l'UNR-UDT et les CNIP dissidents animés par Valéry Giscard d'Estaing, devenus *Républicains indépendants*, soutenaient le président. En face, le MRP constitua avec la SFIO, les radicaux et le CNIP, le Cartel des non. Guy Mollet donnant même, pour le second tour des législatives, la consigne de voter en cas de duel pour les candidats communistes plutôt que pour les gaullistes. Le PCF soutint d'ailleurs les candidats de gauche mieux placés, parfois pour des MRP et même pour un CNIP à Dijon : le chanoine Kir !

La tentative du « Cartel des non » se révéla vaine : les législatives confirmèrent le résultat du référendum. Seuls les socialistes, grâce à l'alliance de fait avec le PCF, tirèrent leur épingle du jeu en gagnant 24 sièges de plus (de 41 en 1958 à 65 en 1962), ainsi que les radicaux qui augmentaient leur représentation d'une unité. Les grands vainqueurs, au sein du camp du non, furent les communistes qui revinrent à des proportions un peu plus normales, en passant de 10 à 41 députés ; il faut voir là l'effet de la sortie de leur quarantaine. Par contre, les partis du centre et de la droite payèrent très cher leur opposition au général de Gaulle. Le MRP chuta de 2 273 281 suffrages exprimés à 1 695 452, soit 8,9 % du vote, tombant ainsi sous la barre symbolique

des 10 %, ce qui lui valut une perte sèche de 20 sièges, ne conservant que 36 élus et encore, grâce au fait que certains d'entre eux – dont Maurice Schumann – n'avaient pas voté la motion de censure¹⁰⁷. Le secrétaire national du parti, Maurice-René Simonnet, qui occupait cette charge depuis 1955, avait été battu dans la Drôme dont il était le député depuis 1947. Se sentant désavoué, il démissionna de la direction du parti, laissant au président national – André Colin – qui, sénateur, n'avait pas enduré la défaite, le soin d'assurer l'intérim. L'effet de cette déroute affecta également le *membership* du mouvement qui se traduisit par un recul de 21 400 adhérents en 1962 à 18 000 en 1963 ; même à ce niveau, le MRP se voyait désavoué !

Cependant, si lors des législatives des 18 et 25 novembre 1962, le MRP connut son Waterloo, pour ses alliés du CNIP, c'était la Bérézina ou, si l'expression n'est pas assez forte, la retraite de Russie ! Partis à 106, les amis d'Antoine Pinay se retrouvèrent à 28 ! Mais, en la matière, comparaison n'est pas raison, et il n'y avait nulle raison de pavoiser. Le nouveau président du parti, André Colin, en avait tiré les conséquences : il connaissait on ne peut mieux son parti qu'il présidait depuis 1959 et dont il avait été le secrétaire général de 1944 à 1955 avant de passer le témoin à Maurice-René Simonnet ; il le reprenait en quelque sorte. Ce député (1946-1958), puis sénateur du Finistère, appartenait à la génération des « historiques » du MRP. Ancien de l'ACJF, enseignant à la « Catho » de Lille, il compta au nombre des résistants de la première heure et devint membre du CNR en 1942. À la Libération, il est membre de l'Assemblée consultative provisoire et, ensuite, élu lors de tous les scrutins nationaux organisés depuis le départ de l'occupant : Constituantes de 1945 et 1946, puis aux législatives à partir de 1946, sénateur sous la V^e République. Comme il se doit, il avait exercé de nombreuses fonctions ministérielles sous la Quatrième : secrétaire d'État des gouvernements Bidault I et III, Pleven II, Edgar Faure et René Mayer, Henri Queuille en fit son ministre de la Marine marchande et Pierre Pfimlin lui confia la France d'Outre-mer dont il fut ministre dans le dernier gouvernement de ce régime honni par les gaullistes.

107 Les chiffres sont ceux donnés par Pierre Letamendia.

Un palmarès impressionnant, mais qui ne constituait pas forcément un gage de renouveau. L'intéressé l'avait parfaitement compris et possédait, du fait de ses états de service, assez d'autorité pour imposer un changement de génération. André Colin pensa avoir trouvé le secrétaire général idéal en la personne d'un surdoué qui avait obtenu son baccalauréat à 16 ans avec la note de 20/20, exploit qui lui valut d'entrer directement à HEC : Joseph Fontanet. Né en 1921, son jeune âge ne l'empêcha point de rejoindre la Résistance et le maquis en 1943, d'où il parvint à rejoindre l'Afrique du Nord et s'engagea dans l'armée du maréchal de Lattre de Tassigny, un héros. Qui plus est, issu de la vieille bourgeoisie catholique savoyarde, il était l'aîné d'une fratrie de huit enfants – ce qui ne gêne rien – et comme il se doit, ancien de la JEC. Durant ses études à HEC, il vécut dans une résidence pour étudiants catholiques où logèrent également François Mauriac et, en même temps que Joseph Fontanet, un jeune Charentais du nom de François Mitterrand... Un profil de gendre idéal, mais aussi pour André Colin, le secrétaire général idéal, car il avait été député de 1956 à 1958 et réélu en 1958 sous la Cinquième République. On a vu (voir *supra*) que Joseph Fontanet avait exercé les fonctions de secrétaire d'État de Michel Debré et, brièvement ministre du premier gouvernement Pompidou, il fut l'un des cinq ministres MRP qui en démissionnèrent après « l'affaire du volapük ».

Un candidat idéal, certes, mais qui posa ses conditions, car il était convaincu que son espoir de voir la France se doter d'un grand parti démocrate-chrétien à l'italienne était désormais irréalisable et qu'il fallait lui substituer une force centrale équivalente, mais qui ne serait plus emprisonnée dans les clivages du passé. Avant le retour en force des idéologies après mai 1968, le *Zeitgeist* poussait à affirmer le déclin de ces dernières. « Les partis à base idéologique, par conséquent lui-même, n'avaient plus d'avenir dans la France des années 60. Il faut donc au pays des partis de type nouveau, aptes à gérer les affaires, à résoudre les problèmes concrets avec efficacité et au jour le jour. »¹⁰⁸ Pour ce faire, Joseph Fontanet installa une série de commissions de travail, sur une base thématique et faisant appel à des techniciens et spécialistes extérieurs au MRP. Les résultats de leurs travaux furent présentés lors

108 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 141.

du Congrès national tenu à La Baule du 23 au 26 mai 1963. Joseph Fontanet commença par affirmer dans son rapport que « la situation politique française s'est transformée et ne reviendra pas, après de Gaulle, semblable à ce qu'elle avait été » [...] « La règle majoritaire s'installe à tous les niveaux [et] rend nécessaire la transformation des organisations politiques en grands partis de gestion, peu nombreux, aptes à assurer avec régularité et compétence le fonctionnement de l'État. »¹⁰⁹ Le parti nouveau se doit d'être un « noyau d'animation de la vie publique, lieu d'échanges et de synthèse »¹¹⁰, mais également posséder une vocation majoritaire. Le Congrès de La Baule se rallia aux propositions présentées par le nouveau secrétaire général, mais en l'assortissant d'un bémol : la force politique nouvelle doit se situer rigoureusement au centre. C'est-à-dire que l'ouverture à la droite classique antigauilliste, souvent bien plus à droite que l'UNR-UDT, se voit exclue : en l'occurrence, pas de fusion avec les rescapés du CNIP. Pour Donegani et Sadoun, transparait ici, comme en filigrane, le double refus catholique « du libéralisme d'une part, du socialisme et du communisme d'autre part »¹¹¹.

Dans l'esprit de Joseph Fontanet et du MRP, qui acceptait de disparaître au profit de cette force nouvelle centrale, opposée d'un côté – à gauche – au PCF et de l'autre, à l'UNR-UDT et aux *Républicains indépendants* giscardiens, ladite force devait se composer du MRP, de la SFIO, des radicaux, UDSR et des rescapés du CNIP. En fait, les deux termes de l'alternative qui s'offrait au MRP étaient limpides : soit relancer le travaillisme qui échoua après la guerre en excluant le CNI, soit le *statu quo*, c'est-à-dire le centrisme en excluant la SFIO. Tenir les deux bords, comme le voulait Fontanet, relevait de la gageure, mais constituait probablement la seule façon pour le parti de ne pas perdre son âme.

Au Congrès de La Baule en 1963, André Colin céda également la présidence nationale du MRP à un homme de la même génération que Fontanet, Jean Lecanuet (1920-1993). Issu du milieu populaire

109 J.-M. DONEGANI et M. SADOUN, *op. cit.*, p. 419.

110 Cité in *Ibid.*

111 *Ibid.*, p. 420.

et méritocrate, après des études de Lettres, il devint le plus jeune agrégé de philo de France en 1942. Nommé professeur de philosophie dans le nord, il prit une part active à la Résistance et, après un attentat contre la ligne de chemin de fer Lille-Bruxelles, il parvint à s'échapper des griffes de la Gestapo. À la Libération, on le retrouve dans les cabinets ministériels, dans des ministères détenus par le MRP, ce qui le conduisit à être élu député de sa Seine-Maritime natale – à l'époque Seine-Inférieure – de 1951 à 1956. Lors de la tenue du Congrès de La Baule, il était sénateur de Seine-Maritime depuis 1959 et la première élection du Sénat de la V^e République. La Résistance restait, en 1963, le passage obligé pour accéder aux plus hautes fonctions au sein du mouvement. Sur cette base, le tandem Fontanet-Lecanuet semblait très complémentaire, l'héritier et le méritocrate partageaient tous deux le refus de la bipolarisation et l'attachement à la cause européenne, Lecanuet se montrant, par surcroît, d'un atlantisme sourcilieux qui alimentait encore plus son hostilité à l'encontre du gaullisme. Par surcroît, alors que Joseph Fontanet se fait le théoricien de l'organisation partisane moderne, laissant les questions doctrinales au philosophe Étienne Borne et aux clubs *France Forum* – et à la revue éponyme qu'il animait –, Jean Lecanuet s'efforce de raviver la « Troisième force » sur la base de la défense de l'Europe supranationale et de l'Alliance atlantique. Pour être complet, il convient de préciser que tous les Républicains populaires ne partagent pas, en la matière, les options défendues par Lecanuet et Fontanet. D'aucuns, regroupés autour de Maurice Schumann, ronchonnet et refusent de s'opposer frontalement à « l'homme du 18 juin 1940 ». Il est vrai qu'on ne saurait leur reprocher un manque de cohérence : aux législatives de 1962, ils bénéficièrent de l'investiture de l'Association pour la V^e République, présidée par André Malraux.

Des présidentielles de 1965 à la fin du MRP

Dès 1963-1964, la perspective des élections présidentielles prévues pour fin 1965 provoqua dans le marigot politique un grenouillage sans précédent; coups fourrés, coups de Jarnac et coups de Trafalgar se multiplièrent à l'envi, quoique depuis lors

les observateurs en ont vu d'autres et comparée à celle de 2017, la préparation des présidentielles de 1965 fait figure de partie de dames entre nonagénaires dans une maison de retraite... Le général laissa d'abord planer le doute sur ses intentions – il avançait en âge – mais malgré une opération de la prostate, il se portait comme un charme. Quant au MRP, il siégeait dans l'opposition. Ce sont les stratégies qui s'affrontèrent au sein de cette dernière qui nous intéressent au premier chef.

Elle était traversée par une ligne de partage entre ceux qui avaient compris les nouvelles règles du jeu et ceux qui demeuraient attachés *perinde ac cadaver* à celles qui se pratiquaient sous les deux Républiques précédentes. Du côté des nostalgiques, la plupart regardent en arrière, comme Guy Mollet, l'inamovible secrétaire général de la SFIO, à gauche et Paul Reynaud, pénultième président du Conseil de la Troisième République, à droite. Une minorité – avec au premier chef Pierre Mendès-France, passé des radicaux au PSU, et à la SFIO André Chandernagor – rejette le pouvoir personnel et milite en faveur d'un régime parlementaire stable et modernisé, tel que celui pratiqué en Allemagne. Dans la droite d'opposition, certains dinosaures comme Paul Reynaud évoquent une candidature Pinay. En face, il y a ceux qui ont compris que l'élection directe du président de la République au suffrage universel constitue une donnée irréversible et qu'il importe de s'y adapter, essentiellement des intellectuels qu'on retrouve dans des sociétés de pensée comme le *Club Jean Moulin* et des journalistes comme Jean-Jacques Servan-Schreiber, le patron de *L'Express*, mais tapis dans l'ombre des hommes politiques comme Gaston Defferre à la SFIO et François Mitterrand à l'UDSR.

Guy Mollet, qui demeurait dans l'esprit du « Cartel des non », s'évertua à présenter des personnalités de la société civile, comme le docteur Albert Schweitzer ou l'économiste Louis Armand, c'est-à-dire des grandes figures qu'on transformerait en grands ordonnateurs de l'inauguration des chrysanthèmes. Heureusement, les Clubs et *L'Express* veillent au grain. Dès le 19 septembre 1963, le patron de *L'Express*, le sémillant Jean-Jacques Servan-Schreiber – dit J.J.S.S. – lance une retentissante campagne de presse en faveur d'un candidat

de la gauche moderne, pro-européen et très modérément atlantiste. L'hebdomadaire dessine le portrait-robot du candidat idéal, qu'il désigne sous le nom de « Monsieur X »¹¹². Existe-t-il ? Correspond-il à un homme politique connu ? De semaine en semaine, de numéro de *L'Express* en numéro de *L'Express*, le visage de ce mystérieux monsieur « X » se précise et finit par se révéler : il s'agit de Gaston Defferre, ancien ministre de l'Outre-mer sous la IV^e République, patron de l'une des deux grosses fédérations SFIO – celle des Bouches-du-Rhône. C'est lui qui avait convaincu Guy Mollet de se rallier à de Gaulle en 1958, il était maire de Marseille depuis 1950 et, contrairement au marxiste ultra-laïc Guy Mollet, Defferre était issu du protestantisme nîmois. Il était d'autant moins suspect d'anticléricalisme qu'il gérait la cité phocéenne en coalition avec le MRP et le CNI¹¹³. La novation apportée par cette candidature était qu'elle se présentait en dehors de la SFIO, autour d'un programme intitulé « Pour un nouvel horizon » – l'influence de Kennedy était patente – soutenu par un réseau de clubs *Horizon 80* et lié à la réussite de regroupements de partis dans une *Fédération démocrate et socialiste*. Cette dernière s'adressait à la SFIO, aux radicaux et UDSR, au MRP et même au CNI, ou à ce qui en subsistait. L'idée du maire de Marseille, qui d'ailleurs reflétait sa majorité municipale, était d'ouvrir la FDS aux clubs et aux « forces vives ». Elle ne plaisait guère à Guy Mollet, mais Gaston Defferre parvint à obtenir le consentement du Congrès de son parti. Du côté du MRP, le secrétaire général Joseph Fontanet voyait ainsi la perspective de réaliser son rêve le plus ambitieux : fédérer tous les partis de la SFIO au CNI, un rassemblement où le parti aurait occupé une position pivotale ; mais le CNI n'en veut pas et certains radicaux considèrent la formule comme trop droitière. Lors de son Congrès de Vichy en 1964, le MRP se prononça en faveur de la *Fédération démocrate et socialiste*, et les négociations commencèrent entre la SFIO, le MRP, les radicaux et l'UDSR, ainsi que la *Convention des institutions républicaines* comprenant François Mitterrand, Charles Hernu, ainsi que les

112 R. RÉMOND, *op. cit.*, pp. 545 et sq.

113 L'un de ses adjoints du CNI n'est autre que l'ancien maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin.

clubs *Horizon 80*. Malheureusement pour Defferre, elles échouèrent après une longue nuit de discussions, du fait de l'opposition de Guy Mollet qui voulait imposer sa vision de la laïcité, et de Jean Lecanuet qui la refusait. Du côté des arrière-pensées, Mollet n'entendait pas se couper des communistes, lesquels avaient conquis neuf villes de plus de 30 000 habitants lors des municipales de mars 1965. Quant à Jean Lecanuet, il refusait que le MRP devînt une espèce de caution de droite à une coalition de gauche. En fait, c'est l'idée d'une force centriste à vocation majoritaire, rejetant le PCF et les gaullistes, qu'on enterra cette nuit-là. Le mouvement vers la bipolarisation commençait. Il ne s'arrêta qu'en 2017.

En effet, l'un des plus jeunes caciques de la IV^e République saisit la balle au bond, proposant une fédération qui excluait le MRP et demandant le soutien du PCF : François Mitterrand. Surnommé « le Florentin », il s'opposa au retour du général de Gaulle dont il resta l'irréfragable adversaire. En 1960, le PSU refusa son admission au vu d'un *cursum honorum* qui fleurait trop la IV^e, ce qui était normal pour un parti qui militait pour une VI^e République, et où l'élément catholique était important.

Le MRP qui, contrairement aux radicaux, n'était pas convié, était pris au dépourvu. Il se tourna alors vers Antoine Pinay, mais le populaire patriarche de Saint-Chamond, qui aurait probablement accepté de se présenter face à un collègue de grands électeurs, ne se voyait pas affronter une campagne présidentielle au suffrage universel. Par surcroît, et à l'instar de Mendès-France, il demeurait profondément attaché au régime parlementaire et ses positions n'avaient pas varié depuis le référendum de 1962. Le 19 octobre, Jean Lecanuet se dévoilait comme candidat démocrate, social et européen, s'adressant à tous les centristes d'où qu'ils viennent, afin de faire pièce tant à de Gaulle – incarnant, selon lui, le nationalisme le plus étriqué – qu'à la gauche, alliée aux communistes.

La campagne présidentielle de Jean Lecanuet, totalement inconnu du grand public, constitua un tournant dans l'histoire électorale française : ce fut la première campagne dite à l'américaine. Se présentant comme le « Kennedy français » et furieusement télégénique, le candidat disposait manifestement de beaucoup

d'argent ; de mauvaises langues prétendirent que les fonds venaient des USA. En tout cas, Lecanuet bénéficia du soutien massif du *lobby* atlantiste. Ainsi, put-il recruter le plus grand publicitaire de l'époque, Michel Bongrand et son entreprise de *marketing* « Services et Méthodes » qui venait de se tailler un succès flatteur avec le lancement des « produits dérivés » liés aux films de James Bond : pyjamas James Bond, cravates James Bond, caleçons James Bond, etc. Le temps d'une campagne, assez brève, Jean Lecanuet passa du statut de parfait inconnu à celui de « Kennedy français au sourire éclatant » et ce fut la télévision qui le révéla. Bien sûr, il ne passa pas le premier tour de la présidentielle, mais mit le général de Gaulle en ballottage en obtenant 15,57 % des votes et 3 777 119 suffrages exprimés. Il ne donna aucune consigne de vote pour le second tour.

À l'instar de Gaston Defferre et François Mitterrand, la candidature et le projet politique de Jean Lecanuet s'assortissaient d'une offre de création d'une formation politique nouvelle, le *Centre démocrate*. Cependant, le nouveau parti dont le président était Jean Lecanuet et le secrétaire général Pierre Abelin ne recruta que sur sa droite. Abandonné par Maurice Faure et les radicaux qui rejoignirent le FGDS de Mitterrand, le CD dut se contenter des rescapés du CNI dont certains – tel Bertrand Motte, grand patron du textile dans le nord, ou le très atlantiste général Stehlin – étaient beaucoup plus conservateurs que les gaullistes et les giscardiens¹¹⁴.

Quant au MRP, il fut mis en sommeil, mais on oublia de le réveiller ; il tomba en catalepsie, puis dans un coma dépassé. On omit même de le débrancher. Ainsi, une grande force politique génératrice de tant d'espoirs disparut de la scène politique, victime du mode de scrutin le plus injuste d'Europe avec celui de la Hongrie. Avec le MRP se clôtura l'aventure du catholicisme politique en France. Les catholiques s'éparpillèrent dans tous les partis, certains, refusant le *Centre démocrate*, suivirent Robert Buron à *Objectif 72* qui finit par rejoindre le PS. Le CD se divisa en 1969 entre ceux qui soutenaient la candidature d'Alain Poher – Lecanuet, Abelin et la majorité du parti – et ceux qui se rallièrent à celle de Georges Pompidou, meilleur garant

114 La mère du *leader* LR, Laurent Wauquiez, est issue de cette dynastie.

de la pérennité des institutions de la V^e République. Ils fondèrent le *Centre démocratie et progrès*, sous la présidence d'un ancien radical, Jacques Duhamel, mais Joseph Fontanet, le dernier secrétaire général du MRP, les suivit, ainsi que des plus jeunes démocrates-chrétiens comme Jacques Barrot, qui fut un excellent ministre de la Santé, puis un grand Commissaire européen et Bernard Stasi, – démocrate-chrétien de l'UDSR, Eugène Claudius-Petit les rejoignit également. Aujourd'hui, la démocratie chrétienne n'apparaît plus comme une force politique autonome, même si de brillantes individualités comme François Bayrou l'incarnent toujours, ils le font avec des alliés issus souvent du radicalisme.

*

* *

Ce fut une belle histoire qui commença avec Lamennais, puis les abbés démocrates. Mais à part le MRP, qui apparaît comme une parenthèse, jamais un grand parti d'inspiration catholique ne réussit en France et le calcul de François Mitterrand qui ne crut pas en son avenir se révéla exact. L'électorat catholique demeura fidèle à la droite; même si des tentatives d'insertion à gauche furent menées, elles échouèrent. Elles ont d'autant moins d'avenir que le PS renonça à devenir le parti voué à la défense des travailleurs pour se muer en promoteur du libéralisme culturel. L'échec des « Poissons roses » en témoigne, alors qu'un ancien soutien d'Édouard Balladur et ci-devant députée autonomiste guyanaise, Christiane Taubira, devint « l'icône de la gauche », tout simplement parce qu'elle porta « le mariage pour tous » devant l'Assemblée nationale. Les catholiques français n'avaient guère d'alternative. Ils crurent, ou certains d'entre eux crurent, avoir trouvé la solution avec la candidature de François Fillon, mais son programme électoral marqué au coin du libéralisme économique pur et dur ne plaisait guère aux plus sociaux. Après l'échec assez piteux du candidat de droite, plombé par une « affaire » d'emplois familiaux suspects d'être fictifs, les catholiques se divisèrent et s'éparpillèrent; d'aucuns, comme « Sens commun », se discréditèrent en soutenant, au second tour des présidentielles,

la candidate ultranationaliste dont les positions sur l'Europe et l'immigration vont à l'encontre de celles défendues par l'Église.

Cependant et quoi qu'il en soit depuis la « mise en sommeil » du MRP, la démocratie chrétienne cessa d'exister en tant que force autonome. Son histoire se confond avec celle du centrisme, mais, en 1994, François Bayrou déclara que si le centre existait vraiment, il irait d'Édouard Balladur à Jacques Delors. On ne saurait mieux définir un parti démocrate-chrétien ! Avec la fondation et le succès électoral d'Emmanuel Macron, cette prédiction s'est réalisée. Mais il s'agit d'un centre très large qui s'étend de la gauche dite sociale-démocrate à la droite libérale et ne s'apparente en rien au catholicisme politique. Même si, de son côté, le MoDem de François Bayrou remporta un relatif succès, il reste dans la ligne du centrisme social et européen de Lecanuet, quoique la dimension libérale ne soit guère évoquée, le parti siège au groupe libéral réformateur et démocrate du Parlement européen devenu *Renew Europe* suite aux élections européennes de 2019.

*

* *

Chapitre XV

Piu vicino di Roma (SCV).

L'Italie

À notre sens, l'Italie représente, du point de vue du catholicisme politique, le plus paradoxal des cas paradoxaux. L'historien italien Paolo Pombeni la résume en une formule frappante : « le triomphe de l'ambiguïté »¹. Nous aimerions le résumer en une anecdote. Un jour, lors de nos visites à Florence, nous revenions d'un restaurant en compagnie de l'un de nos collègues italiens, ce dernier nous fit remarquer la présence de nombreux bâtiments publics datant du XIX^e siècle, car, après l'unification italienne, la ville avait été la capitale de l'Italie, Turin étant par trop excentrée. Nous le savions, mais n'y avons jamais prêté beaucoup d'attention : « ma » Florence est celle de la *Signoria*, de fra Angelico, de Savonarole et des Médicis. À la remarque de notre collègue, nous répondîmes spontanément qu'elle aurait dû le rester et laisser Rome au pape. À mon grand étonnement, ce collègue abonda dans le même sens que moi !

Quelle sottise que la conquête des États pontificaux, ou plutôt de ce qui en subsistait, par la courageuse armée italienne qui, profitant

1 P. POMBENI, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, Paris, PUF, (1985) 1992.

du retrait des troupes françaises rappelées au pays par la guerre franco-prussienne de 1870, s'engouffra par la brèche de la *Porta Pia*... Déjà, l'unification italienne tenait de la gageure : il s'agissait d'amalgamer des territoires qui, sauf à réduire l'Empire romain à l'Italie, vivaient séparés depuis plus d'un millénaire. Afin d'accommoder la voracité conquérante de Cavour et du Piémont-Sardaigne, la mégalomanie de la Maison de Savoie avec la volonté de l'aristocratie latifundiaire du *Mezzogiorno* qui, redoutant révoltes paysannes et agitation anarchiste des marbriers de Carrare, trahirent les Bourbons de Sicile au profit du Piémont auquel Napoléon III avait offert la Lombardie et la Vénétie. Elle attendait des Piémontais la protection de ses privilèges, car, comme le dit le prince Salinas, le héros du roman de Pietro di Lampedusa, il fallait « que tout change pour que rien ne change ». Pire, afin d'étouffer et de tenir le Sud en laisse, les constituants, dédaignant la sage solution fédéraliste défendue par Carlo Cattaneo, optèrent pour l'unitarisme jacobin. La Prusse s'était soigneusement gardée d'avaloir la Bavière et la Saxe, le Piémont se crut capable d'avaloir l'Italie : une indigestion qui dure toujours, le Sud se vengeant perpétuellement, ne cessant d'instiller ses toxines dans le corps politique et social de la péninsule.

Une fois les États pontificaux réduits au seul périmètre de la Ville éternelle, Florence capitale de l'Italie constituait la solution idéale pour le jeune royaume. Centrale géographiquement, la cité des Médicis, illustre république qui connut la démocratie, est le centre culturel historique de l'Italie. Ne lui donna-t-elle pas sa langue, le toscan ? Les plus grands génies littéraires de la péninsule, à commencer par Dante, Pétrarque ou Boccace, écrivaient en toscan.

Mais le nationalisme obtus, le même qui prétend que l'histoire de France commence à Bibracte avec Vercingétorix, oubliant Gallo-Romains, Francs, Burgondes et autres Wisigoths, fait de l'Italie le dernier en date des avatars de Rome depuis Tarquin le superbe. Le gouvernement italien aurait mieux fait de laisser la ville au pape qui aurait éprouvé de plus en plus de mal à la gouverner, et le peuple romain aurait rapidement conquis la démocratie. Après tout, Pie XI (voir *supra*) n'avait-il pas affirmé qu'il se voyait mal gérer une grève des tramways ? Le peuple romain se serait peut-être prononcé en

faveur du rattachement de la Ville éternelle à l'Italie, mais tout cela se serait effectué sans conflit entre le pape et l'État, et surtout, la capitale de notre civilisation eût évité d'être défigurée par un monument pharaonique érigé à la gloire de Victor-Emmanuel II. Mais, impatient et aveuglé par sa fièvre nationaliste, le gouvernement italien s'empara de force de Rome. Le pape se déclara prisonnier au Vatican, frappant d'illégitimité le Royaume et, par le *non expedit*, interdisant aux catholiques de participer à la vie politique du pays : ni électeurs ni élus. Les sectes et sociétés secrètes, dont la plus connue reste les *carbonari*, jouèrent un rôle puissant dans les débuts du *Risorgimento*, entravant, suivant Pombeni, le développement des partis politiques. Dans ce phénomène, les catholiques prirent aussi part, ainsi l'*Amecizia Cattolica* de D'Azeglio².

Comme, par surcroît, le scrutin resta censitaire jusqu'en 1912, on imagine les manipulations électorales auxquelles les préfets à la solde du gouvernement pouvaient se livrer afin que la maigre poignée d'électeurs qui consentait à se déplacer votât conformément aux vœux du pouvoir. Par ailleurs, une fois révolu le temps de Cavour – catholique libéral et libéral catholique –, le pays se trouva dirigé par des gens qui, appartenant à des minorités religieuses ou philosophiques, ne lui ressemblaient pas. Le pire fut Sidney Sonnino, certes issu d'une vieille famille du judaïsme transalpin, mais de mère galloise, et de confession protestante. Il assortit l'entrée en guerre de l'Italie à l'exclusion de toute présence du Vatican aux négociations de paix avec l'Allemagne, ce à quoi il s'employa, comme ministre des Affaires étrangères, avec la bénédiction de son chef de gouvernement, Vittorio Emanuele Orlando. Cet homme dur, cauchemar du pape Benoît XV, n'hésita point à faire tirer sur la foule qui osait manifester. Autre libéral conservateur, Antonio Salandra ne valut guère mieux. Il négocia l'entrée en guerre de l'Italie afin d'assouvir son appétit de conquêtes, qui causa l'écrasante défaite de Caporetto contre les forces austro-hongroises en 1917. Il dut céder son poste à Orlando qui apparaît ainsi comme le Clémenceau italien. Sonnino lutta contre la politique conciliante de Giolitti, le père du

2 *Ibid.*, pp. 374-375 et R. ROMANELLI, *L'Italie libérale (1861-1960)*, Bologne, Il Mulino, 1979.

trasformismo et tenta, après la Première Guerre mondiale, de faire bâtir à l'aide de fonds américains une *megachurch* dont la coupole de proportions gigantesques eût dominé celle de Saint-Pierre³. Mais les autorités municipales romaines refusèrent... Le monument à Victor-Emmanuel II suffisait amplement à défigurer le visage de la Ville éternelle...

Le drame de la vie politique italienne depuis 1870 porte donc un nom : Rome. Sous des formes diverses, tantôt empreintes d'hostilité, tantôt de cordialité et toujours d'intérêt, le processus Quirinal-Vatican obéra son déroulement, et ce dans les deux sens ! Comme les papes étaient, depuis le XVI^e siècle, tous Italiens, ils furent presque tous tentés de s'immiscer dans la vie politique de leur pays. Tant que la péninsule resta composée d'une multitude d'États aux régimes politiques divers et variés, choisir un pape parmi les cardinaux issus de petits pays italophones et, partant, très au fait des intrigues, n'offrait que des avantages tout en rassurant les grandes puissances catholiques. Avec l'unification italienne, la donne changea radicalement, même si, comme on l'a vu (voir *supra*), Jean XXIII et Paul VI évitèrent d'intervenir contrairement à leurs prédécesseurs. Il fallut l'élection d'un pape polonais, Jean-Paul II, pour couper enfin le cordon ombilical. Mais l'idée malencontreuse de son successeur, Benoît XVI, de choisir le cardinal Bertone comme secrétaire d'État, marqua un retout au *statu quo ante*, ce dernier intervenant à tort et à travers dans ce qui ne le concernait pas, et ce toujours à mauvais escient. Heureusement, l'avènement du pape François et le retour, à la secrétairerie d'État, d'un diplomate, par ailleurs intelligent et compétent en la personne du cardinal Parolin, remit les choses en place.

De façon très chronologique ou, plus exactement, généalogique, on s'efforcera de dénouer les fils du catholicisme politique de l'écheveau emmêlé de la vie politique péninsulaire avant son entrée en guerre. Ensuite, l'éphémère épisode démocratique qui la suivit et vit naître, avec le PPI, une formation démocrate-chrétienne conséquente. Et enfin, la chute du fascisme et, à la Libération, l'hégémonie de la *Democrazia Cristiana*.

3 F. HAYWARD, *Un pape méconnu, Benoît XV*, Tournai, Casterman, 1955.

Le prisonnier du Vatican

Après la prise de Rome par l'armée italienne, un fait d'armes au demeurant peu glorieux, on ne peut pas dire que le pape Pie IX manifestât un grand sens de la diplomatie. Déjà, la perte des États pontificaux en 1867 déboucha sur le *non expedit* : ni électeurs ni élus. La prise de Rome en 1870 aggrava encore la situation⁴. Le gouvernement italien fit voter une « Loi des garanties », le 9 mai 1871. Par ce texte, le Royaume d'Italie garantissait, du point de vue juridique, l'inviolabilité et le caractère sacré de la personne du pape dont le statut, en la matière, se trouvait aligné sur celui du roi. Il conservait son droit d'accueillir des légations étrangères et d'en accréditer à l'extérieur, ainsi que le droit de posséder une garde personnelle. Les locaux pontificaux bénéficiaient également de l'immunité : aucune perquisition et aucune saisie de document ne pouvaient être effectuées. Quant aux musées et bibliothèques, ils étaient exempts de toute expropriation pour cause d'utilité publique. Du point de vue matériel, la « Loi des garanties » proposait un statut confortable : le pape conservait les palais du Latran et du Vatican, ainsi que sa résidence d'été de Castel Gandolfo, le tout assorti d'une dotation annuelle et inaliénable de 3 225 000 liras.

Une offre généreuse en apparence, car, en fait, l'Italie s'engageait à ne pas prendre au souverain pontife ce qu'il possédait déjà. Ce n'était ni la Révolution française, ni « l'ogre corse », mais Pie IX refusa la Loi des garanties, que, comme loi du Royaume et, partant, unilatérale, les autorités italiennes respectèrent. Le pape, refusant d'encaisser la dotation, continua d'occuper les locaux qui lui appartenaient, sans considérer le moins du monde qu'il pouvait s'agir d'une faveur consentie par un pays qu'il ne reconnaissait pas, avec lequel il n'entretenait pas de relations diplomatiques et dont les dirigeants, parlementaires et hauts fonctionnaires, étaient excommuniés. Le pape se considérait comme prisonnier au Vatican. Quant à la célèbre bénédiction *Urbi et Orbi*, le Saint-Père la donnait à l'intérieur de la basilique Saint-Pierre. La doctrine établie par Pie IX fut perpétuée

4 P. AUBERT, *Le Pontificat de Pie IX*, Paris, Bloud et Gay, 1962 et F. FONZI, *Cattolici e la società italiana dopo l'unità*, Rome, Studium, 1960.

par ses successeurs et il fallut attendre l'élection de Pie XI qui, se présentant aux fidèles après son élection, bénit les fidèles de la *loggia*, comme cela se fait depuis, et l'événement précéda les accords du Latran.

Que restait-il comme mode d'action aux catholiques respectueux des décisions du « prisonnier du Vatican », sinon l'action caritative et sociale ? Cependant, Pie X, dont on ne peut pas dire qu'il ait été un pape transigeant, décida d'assouplir quelque peu le *non expedit*.

L'investissement des catholiques dans l'action sociale

Privés d'action politique, il ne restait plus aux catholiques que de s'investir dans le domaine social – ils y étaient accoutumés de longue date et ils y excellaient –, celui des bonnes œuvres, le caritatif, où les laïcs pouvaient agir sous le regard vigilant du clergé. D'abord au niveau national et l'abordant en premier lieu par l'encadrement des jeunes avec la fondation, en 1866, de la « Société de la jeunesse catholique »⁵. Puis vint le tour des adultes, mais le succès n'était pas au rendez-vous. Il s'agissait, dans l'esprit des initiateurs, de s'inspirer des grands congrès catholiques de Malines en Belgique, où s'illustra Montalembert, ainsi que des *Katholiekentage* allemands. Des congrès se tinrent ainsi et, dès 1874, naissait « L'œuvre des congrès et des comités catholiques en Italie » qui, malgré son caractère quelque peu désordonné, se trouva à l'origine de la subculture catholique italienne.

Il s'agissait d'encadrer les fidèles dès l'enfance dans un vaste réseau embrassant tous les secteurs de la vie sociale ; l'*Opera dei congressi* comprenait quatre sections : l'action catholique générale, les œuvres de charité, l'éducation, la presse et l'art chrétien. La section consacrée aux œuvres de charité – c'est-à-dire à l'action sociale – et, avec *Rerum Novarum*, au monde du travail était la plus active. Cependant, selon Maurice Vaussard, « elle se confina dans le discours et son activité concrète s'avéra « superficielle et broussailleuse »⁶. Il est vrai que la direction de l'*opera* se trouvait entre les mains d'éléments

5 J.-P. CHASSÉRIAUD, *Le Parti démocrate chrétien en Italie*, Paris, FNSP, 1965, p. 15.

6 M. VAUSSARD, *Histoire de la démocratie chrétienne*, Paris, Seuil, 1956, p. 222.

conservateurs qui, par surcroît, se disputaient entre transigeants et intransigeants, *transigenti* et *intransigenti*, qui débattaient pour déterminer si le *non expedit*, que nul ne songeait ou n'osait mettre en cause, impliquait ou non le *non licet*. Derrière ces disputations, vaines en apparence, se cachaient des enjeux réels. En fait, les *transigenti* appartenaient à la catégorie que nous avons définie comme celle des libéraux catholiques. Du point de vue social et économique, ils ne se distinguaient guère des libéraux italiens que le *Risorgimento*, une fois réalisé, avait rendus conservateurs. Rien ne distinguait en effet les *transigenti* des libéraux, sauf, pour paraphraser Poincaré, toute l'étendue de la question romaine. Un fossé qu'ils avaient hâte de franchir, au grand dam du Vatican.

Ce dernier ne cessa de réitérer le *non expedit* et avec vigueur. Dès 1877, un bref de Pie IX, adressé au Conseil supérieur de la Société de la jeunesse catholique, signifiait qu'il était hors de question pour un catholique de s'égayer en empruntant le chemin des urnes électorales. De son côté, la revue des jésuites italiens, *La Civiltà cattolica*, moniteur officieux de la Curie, rappelait que l'application et la manière de concevoir le *non expedit* en fonction de la conjoncture politique appartenaient au pape et à lui seul. Il est vrai que la montée en puissance du socialisme et de l'anarchisme inquiétait non seulement les classes supérieures et les nantis, mais aussi l'Église. Le changement de pape ne changea rien à l'affaire, car un décret du Saint-Office, en date du 13 juin 1888 et sous l'autorité de Léon XIII, coulait le *non expedit* dans le bronze du droit et précisait avec clarté « la défense pure et simple pour les catholiques de participer à la vie politique »⁷. Dans le même temps, montrant qu'il ne s'agissait pas d'une règle universelle, le pape conviait les Français au Ralliement. Le Royaume d'Italie était illégitime, transformant le Saint-Père en prisonnier du Vatican. L'un des *leaders* des *transigenti* au sein de l'*Opera dei Congressi*, le libéral catholique Filippo Meda, ménageant la chèvre et le chou, interpréta la formule que Pie IX emprunta à don Margatti, « *né elettori, né eletti* », comme devant signifier « *preparazione nell'astensione* ». Une ambiguïté qui ne plaisait guère au pape, ni à la Curie, ni aux cénacles papalins de Rome. Ceci d'autant plus que le

7 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 16.

leader des libéraux modérés, Francesco Crispi se livrait à une danse du ventre éhontée à l'intention des catholiques en 1894, avec le slogan : « Avec Dieu, avec le roi et pour la patrie »⁸.

On l'aura compris, ceux qui avaient l'oreille du pape, voire ses enfants chéris, étaient les *intransigenti*. Intégralistes, ils regroupaient les traditionalistes et les démocrates-chrétiens, et progressivement, surtout avec la publication de l'encyclique *Rerum Novarum*, de plus en plus de démocrates-chrétiens. Face à la menace du socialisme athée, ils militaient pour des politiques sociales avancées, inspirées par la doctrine sociale de l'Église, et leur objectif à long terme restait l'édification d'une véritable société chrétienne. Comme les démocrates-chrétiens comptaient au nombre des plus fervents tenants du *non expedit* et agissaient dans le domaine social en créant, entre autres, des syndicats ouvriers rivalisant avec les organisations marxistes et anarchistes, ils ne dérangeaient que le gouvernement italien et le grand patronat d'obédience libérale, ce qui n'était pas pour déplaire au Saint-Siège. Ainsi, les problèmes posés par l'engagement politique des démocrates-chrétiens en Belgique et en France restaient totalement étrangers à l'Italie.

Quoi qu'en pensât autrefois Maurice Vaussard, l'*Opera dei Congressi* se révéla une réussite dans le nord-est de la péninsule, dans les territoires qui devinrent plus tard les « régions blanches ». Ainsi, lorsque le futur Jean XXIII, le jeune Angelo Roncalli était séminariste, son évêque, Mgr Camillo Guindoni, par ailleurs l'enfant terrible de l'épiscopat italien aux yeux du patronat, avait choisi de résider au Grand Séminaire. Il se posait en *leader* de la démocratie chrétienne, non pas seulement parce qu'il avait rédigé un brillant commentaire de *Rerum Novarum*, mais encore et surtout parce que le diocèse de Bergame comptait plus de 200 associations regroupant plus de 40 000 membres, sans parler des 50 cercles d'études, 104 mutuelles, 43 coopératives et banques de crédit⁹. L'Église de Bergame se mit au service des plus pauvres, dénonçant le « laisser faire » capitaliste, coupant ainsi l'herbe sous le pied des socialistes locaux. Cependant,

8 P. POMBENI, *op. cit.*, p. 402.

9 Chiffres cités par l'un des biographes du « bon pape Jean », Paul DREYFUS, *Jean XXIII*, Paris, Fayard, 1979, p. 32.

Mgr Guindoni déplaisait également aux patrons de PME, nombreux dans la région et généralement bons catholiques et une partie de son clergé, du *presbyterium* bergamasque, lui reprochait ses mauvaises fréquentations. En l'occurrence celle de son ancien professeur, Mgr Geremia Bonomelli, évêque de Crémone, que Léon XIII se reprochait chaque jour d'avoir élevé à la dignité épiscopale. Partisan de ce qui deviendra la démocratie chrétienne moderne, le prélat suppliait le pape de se dégager de la nostalgie passéiste, que la perte des États pontificaux pouvait s'avérer une chance pour l'Église et que, partant, il fallait lever le *non expedit* afin que les catholiques pussent occuper la place qui leur revenait dans la vie politique. Les thèses de l'évêque de Crémone suscitèrent la colère du Vatican et son livre, *L'Italie et la réalité des choses*, subit les foudres du Saint-Office qui le mit à l'index en 1889¹⁰. Cependant, la liberté de ton qui prévalait au sein de l'épiscopat d'Italie septentrionale était largement due à la protection exercée par la personnalité rayonnante de l'archevêque métropolitain de Milan, le cardinal Andrea Ferrari. Malheureusement, il y en avait un autre, Mgr Giuseppe Sarto, cardinal-patriarche de Venise, dont Angelo Roncalli relate les propos : « J'avais bien plus de chance et je vivais bien plus heureux quand j'étais simple curé de campagne que maintenant que je suis assis sur le siège patriarcal de Venise. »¹¹ Une déclaration qui n'augurait rien de bon !

Les régions blanches de l'Italie étaient donc bipolarisées entre deux métropoles : l'une symbolisant l'ouverture au Monde, Milan – la cité de saint Ambroise – avec le cardinal Ferrari et Venise – la byzantine – avec le cardinal Sarto. Le premier protégea la démocratie chrétienne, le second, dont on a vu ce qu'il pensait du catholicisme libéral, s'employa à l'étouffer. Malheureusement, ce fut ce dernier qui succéda à Léon XIII sur le trône de Pierre. Au sein de l'*Opera dei Congressi*, grâce à *Rerum Novarum* et dans le sillage de cette grande encyclique sociale, on vit s'instaurer l'hégémonie intellectuelle de la démocratie chrétienne au sein de sa deuxième section, l'*Unione economico-sociale*. Giuseppe Toniolo en apparut comme le théoricien,

10 P. HEBBLETHWAITE, *Jean XXIII, le pape du concile*, Paris, Bayard, 2000, p. 31.

11 Cité in *ibid.*

mais il reste dans l'histoire comme un commentateur de *Rerum Novarum*, afin de traduire la pensée de Léon XIII en actes concrets. Malgré son caractère très modéré, laissant, comme le pape, le choix entre corporations qu'il préférerait ou syndicats ouvriers, mais à la condition que les patrons refusent d'y adhérer. C'est donc bien en tort que l'on fait de Toniolo le père de la démocratie chrétienne en Italie : ce dernier demeure un libéral catholique avancé, c'est-à-dire teinté d'ordo-libéralisme. Malgré la modération de son programme, ainsi que sa conformité avec le contenu de l'encyclique *Rerum Novarum*, il éprouva les plus grandes difficultés à le faire endosser par l'*Opera dei Congressi*, dominée par une coalition entre les *transigenti* et les plus socialement conservateurs d'entre les *intransigenti*.

Conformément au modèle que nous avons développé, en Italie comme ailleurs, ce fut à partir du courant intransigeant s'ouvrant à la démocratie libérale que naquit la démocratie chrétienne. De même, l'équivalent transalpin de Lamennais ne fut pas le brave Toniolo, qui néanmoins ouvrit la porte, mais don Romolo Murri (1870-1944)¹². Issu d'une famille d'agriculteurs, le jeune Romolo étudia au Petit séminaire de Recanati, puis au Grand séminaire de Fermo, enfin à la Faculté de théologie de 1885 à 1887 qui en fit, à 18 ans, l'un des plus jeunes *dottori* d'Italie. Ce beau résultat lui valut une bourse d'études pour le Collège Capranica que nous connaissons déjà et il s'inscrivit ensuite à la Grégorienne où il décrocha son *laurea* en théologie en 1892. Il poursuivit également des études de Lettres à la Sapienza où il suivit les cours du philosophe marxiste Antonio Labriola, le maître à penser du socialisme italien. Il accéda au sacerdoce en février 1893.

Durant ses études, Romolo Murri ne se contenta point de les réussir avec brio, mais il s'engagea dans l'action en créant, en 1894, avec d'autres jeunes, clercs et laïcs, la *Federazione Universitaria Cattolica Italiana*, la FUCI, dont le futur pape Paul VI fut un jour l'aumônier. Don Murri y rencontra don Luigi Sturzo et c'est, *mutatis mutandis*, à ce moment-là qu'il découvrit la démocratie chrétienne, alors qu'il baigna longtemps dans un climat empreint d'intransigeantisme. Son activité se déploya également par la fondation de revues, celle

¹² M. Pr. ROSSI, *La origine del partito cattolico*, Rome, Editori Reuniti, 1977.

de la FUCI, *La vita nova* (1895), trois ans plus tard *Cultura sociale* (1898) et enfin *Il domani d'Italia* (1901) : la première se vouait à la spiritualité, la seconde à la culture et à la question sociale et la dernière s'engageait sur le terrain politique, où Murri s'occupait à créer dans toute la péninsule des groupes démocrates-chrétiens. En 1899, il publia, dans *Cultura sociale*, le programme des jeunes démocrates-chrétiens dit « Programme de Turin ». Celui-ci ne renversait certainement pas la table, car il reprenait les propositions énoncées dans *Rerum novarum*, mais y ajoutait une série de revendications d'ordre politique : les libertés de presse et d'organisation, le référendum assorti du droit d'initiative populaire, la représentation proportionnelle, la décentralisation. Autant dire que le temps se gâtait au sein de l'*Opera dei Congressi* où la direction conservatrice contestée par la base démocrate chrétienne ne contrôlait plus rien. Finalement, Léon XIII et le cardinal Rampolla décidèrent, selon leur habitude, de frapper en 1902 un coup à droite et un coup à gauche. D'un côté, le pape remplaçait le très conservateur Giovanni Battista Pagnuzzi par le comte Giovanni Grosoli, plus modéré et plus habile, qui prenait ainsi la tête des Congrès. De l'autre, le pape publiait l'encyclique *Graves de Communi* qui limitait la démocratie chrétienne au seul domaine social et syndical. Ce texte, dont l'effet se révéla désastreux, étendit à l'Église universelle les problématiques de la vie politique italienne, obérée par la question du *non expedit*. Or, en 1905, la *Lega Democratica Nazionale* était fondée par Murri, à l'imitation de la *Ligue démocratique belge* et dont don Romolo avait eu la sagesse de confier la présidence à un laïc, son ami Giuseppe Fuschini. Quant à la revue *Il domani d'Italia*, on la transféra de Rome à Bergame. Il est vrai que la vie politique se caractérisait par un anticléricalisme qui atteignit son point d'acmé en septembre 1900 : d'une part, les catholiques célébraient les 90 ans de Léon XIII et l'année sainte 1900, tandis que de leur, les laïcs commémoraient le trentenaire de la « brèche de la Porta Pia » et la statue qu'ils avaient érigée au Campo dei Fiori à la mémoire de Giordano Bruno qui y fut brûlé en l'an de grâce 1600, servait de centre à toutes leurs démonstrations. À la Curie, on était pour le moins crispé...

Vers la fin du non expedit

Bergame restait paisible. Mgr Camillo Guindoni était en fin de vie et il semblait que le pape avait décidé de transformer le diocèse en réserve naturelle pour les éléments remuants de l'Église. Peut-être aussi comptait-il sur ces derniers pour faire pièce à la propagande socialiste, créant ainsi un bastion démocrate-chrétien. Avec l'élection de Pie X, tout changea. Le nouveau pape décida de dissoudre l'*Opera dei Congressi* qui, à ses yeux, constituait un bastion du modernisme, son obsession favorite. Or, l'aumônier qui œuvrait aux côtés du comte Grosoli était Mgr Radini Tedeschi et Mgr Guindoni étant décédé en octobre 1904, l'aumônier national, désormais sans emploi, fit l'objet d'une promotion punitive : le pape nomma « cet homme de Léon XIII » évêque de Bergame et son secrétaire fut don Angelo Roncalli, le futur pape et saint Jean XXIII. Homme énergique, décidé et un brin autoritaire, Mgr Radini Tedeschi se montra un grand prélat social, ce qui lui valut de ne jamais être promu archevêque et encore moins d'être créé cardinal. Mais son influence sur le bon pape Jean fut considérable.

En matière de *non expedit*, Pie X se montra paradoxalement beaucoup plus souple que ses deux prédécesseurs. D'une part, parce que ce fut le premier pape à être né Italien et que la perte des États pontificaux constituait le cadet de ses soucis. D'autre part, parce que, en bon intégriste, il haïssait le socialisme et faire rempart contre ce dernier était, à ses yeux, un impératif catégorique. Quant à Murri, il avait tout pour enrager le nouveau pape. Le projet de Pie X visait à amener, au nom du principe du moindre mal, les catholiques à soutenir des libéraux parmi les plus conservateurs et les moins hostiles à l'Église. Jusqu'alors, des dérogations avaient, sur cette base, été octroyées pour les élections municipales qui, en Italie, s'intitulaient élections administratives. Le nouveau pontife entendait réglementer tout cela et il publia l'encyclique *Fermo Proposito* qui, en vertu du même principe, acceptait non seulement de laisser voter les fidèles afin de faire barrage à la gauche, mais encore de se porter candidats. Pour ce faire, Pie X, qui avait supprimé l'*Opera dei Congressi*, la remplaça par trois *unioni*, dont l'une chargée de l'action électorale, dont la direction fut confiée à don Luigi Sturzo qui, en fils discipliné

de la Sainte Église, avait abandonné son ami don Romolo Murri à son triste sort.

Il est vrai que ce dernier, très idéaliste, oubliait que pour faire triompher une juste cause, il fallait parfois se montrer *un po furbo*. Or, il continuait son chemin, souhaitant des réformes dans l'Église et Vatican II était encore loin. C'est commettre une lourde faute que d'avoir raison trop tôt. Qui plus est, il polémiquait volontiers avec le PSI et, entamant un dialogue avec Turati, *leader* socialiste réformiste, il affirma que démocrates-chrétiens et socialistes pouvaient poursuivre un bout de chemin ensemble, pour peu que ces derniers renoncent à toute agitation sociale ; une coopération « *nelle amministrazioni locali ed eventualmente a Montecitorio* »¹³. Pie X, tout saint qu'il fût, devint cramoisi et *Cultura sociale* fut supprimée. Qu'à cela ne tienne, Murri créa une nouvelle revue, la *Rivista di cultura*, qui se permit, très respectueusement, de critiquer les orientations de la Curie.

Pie X acceptait d'assouplir le *non expedit*, mais en faveur de la droite libérale et ne voulait pas de parti catholique. Par ailleurs, il éprouvait le plus grand mépris à l'encontre de la démocratie chrétienne. Par conséquent, il condamna la *Lega Democratica nazionale* et interdit aux membres du clergé d'y adhérer. Le 28 juin 1906, l'encyclique *Pieni l'animo* dénonçait l'esprit d'insubordination et d'indépendance manifesté par certains membres du clergé et, partant, condamnait la *Rivista di cultura* ainsi que la *Lega* qui faisait de l'ombre à l'*Unione elettorale*. Don Romolo Murri tenta de se défendre – le Saint-Office condamnait sans entendre les intéressés – mais le résultat fut sa suspension *a divinis*. Comme il fut élu député lors des élections de 1909 sur la liste de la LDN, Pie X l'excommunia. Révolté, Murri défroqua et, en 1912, il épousa une Norvégienne luthérienne. Son excommunication ne fut levée qu'en 1943 par le pape Pie XII. La démocratie chrétienne italienne perdit ainsi le plus talentueux de ses intellectuels : théoricien, polémiste, infatigable organisateur. Quant au Vatican, il obtint, par les « pactes Gentiloni » conclus avec certains libéraux, 35 députés catholiques et environ 200 élus libéraux devaient leurs sièges de députés au soutien des organisations

13 R. MURRI, « Partiti e accordi », *Cultura sociale*, 16 octobre 1905 et J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 20.

catholiques. Le *statu quo* social et politique en bénéficia largement, la cause catholique, pas du tout.

Le PPI (1918-1926) et la levée du *non expedit*

Avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, Pie X, catastrophé et totalement dépassé par les événements, rendit son âme à Dieu. Son successeur, Benoît XV, dès la fin des hostilités, leva le *non expedit*. Désormais (1918), les catholiques pouvaient pleinement participer à la vie politique italienne. Avant d'être élu pape, Giacomo della Chiesa avait été le principal collaborateur du cardinal Rampolla, le dernier secrétaire d'État de Léon XIII et nous avons vu que ce dernier était plus ferme que son successeur quant aux relations du Saint-Siège avec le Royaume d'Italie. Mais lui aussi était né Italien et l'un de ses amis d'enfance, le baron Carlo Monti, servait l'État italien comme haut fonctionnaire. Il aida Benoît XV en jouant les entremetteurs officieux entre le Vatican et l'Italie et son concours s'avéra particulièrement précieux avec l'entrée en guerre du Royaume. Ce fut d'ailleurs à ce moment-là que le pape se rendit le mieux compte des implications concrètes du statut de « prisonnier du Vatican ». Ainsi, les légations des puissances en guerre avec l'Italie avaient dû se replier en Suisse. Or, comme on l'a vu, le Saint-Père n'entendait pas rester inactif en contemplant le « suicide du monde civilisé » ; il voulait mener une diplomatie active en multipliant les bons offices et les offres de médiations afin de mettre un terme à cette « boucherie ».

Pour ce faire, le pape devait avoir les mains libres afin d'agir discrètement, ce qu'imposaient des démarches devant rester secrètes. Cependant, le gouvernement italien et tout particulièrement son ministre des Affaires étrangères, Sidney Sonnino, employait tous les moyens possibles pour contrecarrer les initiatives du Saint-Siège. Autant avouer que le secret des correspondances entre la secrétairerie d'État et les nonces, ainsi que les épiscopats des pays belligérants, n'était guère respecté ; une espèce de « cabinet noir » travaillait à briser le chiffrage des dites correspondances. Pour l'anecdote, David Alvarez relate que le commissariat de police du Borgo était affecté à la surveillance des personnels employés par le Vatican et qu'une espèce

de sosie de Dupond et Dupont – chapeau melon et bottines à tige – fréquentait assidûment les débits de boisson, les pâtisseries, cafés, *trattorie* et autres lieux afin de récolter des informations sur ce qui se passait de l'autre côté de la muraille¹⁴. Par ailleurs, la conjoncture politique qui régnait après l'Armistice de 1918 semblait dangereuse : les socialistes avaient le vent en poupe et, nés de la Révolution russe, les communistes semblaient plus menaçants encore. Le bien de l'Église exigeait la fin du *non expedit*.

Dès lors, quelques mois après la fin des hostilités, le pape révoqua le fameux *non expedit* devenu un véritable boulet. De son côté, le gouvernement italien, qui avait tout fait pour écarter le Vatican des négociations de paix, avec un art consommé de la *combinazione*, multipliait les manifestations d'apaisement à l'endroit du clergé. Ainsi, le roi remit, en septembre 1919, la plus haute distinction italienne aux cardinaux Maffi, archevêque de Pise et Richelmy, archevêque de Turin. Cela ne mangeait pas de pain et, en même temps, ne manquait pas d'habileté, car c'était la première fois depuis la création du Royaume d'Italie¹⁵. En mai 1920, le gouvernement offrit 400 fusils au Vatican afin d'équiper les différentes gardes pontificales. Toutefois, le don n'en était pas vraiment un, car le même gouvernement avait obtenu du Saint-Siège que les nonces apostoliques en poste aux Amériques incitent leurs ouailles des communautés italiennes, nombreuses en Argentine, aux USA et en Uruguay à souscrire à l'emprunt émis par le Royaume afin de redresser des finances mises à mal par la guerre. Le Saint-Siège, non content d'agir en ce sens, souscrit lui-même pour plusieurs millions de livres. En guise de réponse, le gouvernement décida, d'une part, de reconnaître enfin la validité des passeports du Vatican et de permettre aux cardinaux de la Curie de bénéficier des plaques minéralogiques réservées au corps diplomatique, c'est-à-dire marquées des lettres CD. Il est vrai que le gouvernement transalpin craignait, autant que l'Église, la montée en puissance de l'extrême-gauche. Les libéraux espéraient la levée du *non expedit*, comptant

14 D. ALVAREZ, *Spies in the Vatican*, traduit en français : *Les Espions du Vatican : espionnage et intrigues de Napoléon à la Shoah*, Paris, Nouveau Monde, 2005.

15 Y. CHIRON, *Benoît XV*, Paris, Perrin, 2014, p. 304.

déjà les gros bataillons de catholiques fidèles qui voteraient pour eux. C'était oublier don Sturzo qui, tout en partageant les idées de don Romolo Murri, s'était incliné devant les exigences de Pie X.

Replié sur l'action sociale, don Sturzo avait déployé ses talents d'organisateur de génie, digne du Hollandais Abraham Kuyper. Pie X, pour le récompenser de sa docilité, l'avait nommé secrétaire de l'Action catholique. En 1914, Benoît XV lui confia le secrétariat général de l'Union populaire qui, depuis Pie X, avait remplacé l'*Opera dei Congressi* et, en mars 1915, avant l'entrée en guerre de l'Italie, Benoît XV réforma le système mis en place par son prédécesseur. Il créa une *Giunta Direttiva dell'Azione Cattolica Italiana* qui servit d'organisation faitière afin de coordonner les divers mouvements catholiques, et don Luigi Sturzo fut chargé d'en assurer le secrétariat général. Il en profita pour fonder la Confédération italienne des travailleurs, CIL, ainsi que celle des coopératives et des caisses rurales. Quoique Sicilien, don Sturzo était méthodique et rigoureux comme un Piémontais. Mais ce saint prêtre, obéissant et discipliné, savait, si la cause lui semblait juste, se montrer *un pó furbo* contrairement à son ami Murri.

En effet, le pape et son secrétaire d'État, le cardinal Gasparri, ne voulaient pas de la création d'un parti catholique comme en Belgique et souhaitaient ménager les libéraux qui, une fois passé le mandat d'Orlando, s'étaient montrés, avec Nitti, Giolitti – le partenaire du pacte Gentiloni – et Bonomi, si bienveillants à l'égard de la papauté¹⁶. Prenant acte de la conjoncture, notre habile Sicilien renonça également à suivre la voie tracée par Romolo Murri, c'est-à-dire organiser un parti spécifiquement démocrate-chrétien, son modèle était le *Zentrum*. Pour ce faire, dès l'automne 1918 et de concert avec le comte Santucci, qui présentait l'énorme avantage de n'être pas démocrate chrétien, mais libéral catholique de sensibilité plus conservatrice, il réunit quelques amis. Comme avocat consistorial, donc bon papalin et, ce qui ne gâtait rien, président de la *Banca di Roma*, Carlo Santucci avait l'oreille du Vatican. En

16 Sur Giovanni Giolitti, le grand maître ès combinaisons et magouilles en tous genres, mais toujours de grand style, voir G. CAROCCI, *Giolitti e l'età giolittiano*, Turin, Einaudi, 1971.

novembre 1918, le projet de parti ayant pris forme, les deux hommes se rendirent auprès du cardinal Gasparri afin d'obtenir son aval. La partie semblait loin d'être gagnée, vu l'état d'esprit du Saint-Père en la matière. Par exemple, lorsque, à la chute du gouvernement Salandra, son successeur, Giulio Borelli, libéral modéré, voulut pratiquer l'Union sacrée et, à l'instar de Denys Cochin qui entra au gouvernement, demanda à Filippo Meda de devenir ministre, Benoît XV lui opposa une fin de non-recevoir. Il avait déclaré à Monti, son « agent de liaison » habituel avec le Quirinal : « Meda ne peut prétendre représenter les catholiques : il ne représente que lui-même, et si cela est nécessaire, les députés catholiques voteront contre lui. »¹⁷

Contre toute attente, le cardinal se montra ouvert à l'initiative de don Luigi Sturzo et assortit son acceptation à une double condition. D'une part, l'interdiction, pour le parti, de recourir à la référence chrétienne et d'engager, en quoi que ce soit, le Vatican tant dans ses actions que dans ses propos. Ce qui n'empêcha point le secrétaire d'État de taper fortement sur les doigts des dirigeants du parti, singulièrement lorsque ces derniers déclarèrent, par la voix de don Sturzo, que l'unité italienne ne pouvait plus être remise en cause. Dans une lettre, privée il est vrai, mais dont le ton était particulièrement sévère, ainsi que dans un article non signé de l'*Osservatore romano*, tous deux rappelaient qu'aucun catholique ne pouvait s'immiscer dans le débat sur la « Question romaine » réservé exclusivement au Vatican et à l'Italie. Il semble que le pape Benoît XV aurait, en privé, déclaré : « Ils ne sont jamais entrés au Vatican ; ils n'y entreront jamais. »¹⁸

Quoi qu'il en soit, le 18 janvier 1919, don Sturzo et le comte Santucci fondaient le *Partito Popolare Italiano*¹⁹. D'apparence, il s'agissait d'une formation hétéroclite, mais comme tout parti de défense religieuse, le PPI était représentatif du monde catholique italien, verticalement par son interclassisme et transversalement

17 Y. CHIRON, *op. cit.*, p. 305.

18 *Ibid.*, p. 306.

19 N. ANTONETTI, *Sturzo, i popolari e le riforme istituzionali del primo dopoguerra*, Brescia, Marcelliana, 1988.

par son horizontalité, c'est-à-dire de la droite extrême à l'extrême-gauche. On y rencontrait des notables cléricaux comme le brave comte Giovanni Grosoli, le dernier président de l'*Opera dei Congressi* et représentant officieux de l'*Unione popolare* que le Vatican maintenait, et Filippo Crispolti, qui était l'exécutant docile des consignes données par les hautes sphères de l'épiscopat italien²⁰. Les deux hommes se partageaient les bonnes grâces du Saint-Père qui les connaissait de longue date et les appréciait beaucoup. À côté des fidèles serviteurs du Saint-Siège, on trouvait des libéraux catholiques, héritiers des *transigenti*, dont certains avaient été députés avant la guerre à la faveur des pactes Gentiloni. À côté de cette aile conservatrice et derrière don Sturzo, les héritiers de Romolo Murri faisaient face aux clérico-conservateurs. Toutefois, ces démocrates chrétiens, issus de la tendance sociale de l'*Opera dei Congressi* et de la LDN ne partageaient pas des positions homogènes. Dans leurs rangs, il fallait encore distinguer deux courants de gauche : les syndicalistes « blancs » avec Achile Grandi, renforcés par des intellectuels comme Giovanni Gronchi, et une extrême gauche animée par Guido Migloli qui luttait contre les *latifundia* et pour la réforme agraire. Il participa avec sa tendance au mouvement d'occupation d'usines lancé par les communistes à Turin et proposa de rebaptiser le PPI : Parti du prolétariat chrétien.

Contrairement au PDP français, les *popolari* n'avaient aucune raison de s'inspirer du mode d'action des partis socialistes. En effet, grâce à l'*Opera dei Congressi*, les catholiques italiens avaient acquis une grande maîtrise, voire une réelle expertise dans l'art d'organiser des mouvements de masses. Le programme du PPI n'offrait nulle aspérité qui aurait pu faire sourciller le Vatican et l'épiscopat – le bas-clergé était majoritairement enthousiaste. En effet, tant dans sa politique sociale que scolaire, il s'inscrivait dans la ligne tracée par Léon XIII dans *Rerum Novarum*. Par ailleurs, comme toutes les formations catholiques et démocrates chrétiennes de l'époque, il demandait le droit de vote pour les femmes ainsi que la représentation proportionnelle. Cependant, d'autres points

20 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 23. Crispolti était également directeur du journal *Il Cittadino*.

du programme révélèrent une forte proximité avec celui du Parti socialiste, particulièrement sur la nécessité d'une réforme agraire.

Le PPI était paré pour affronter l'épreuve du vote et les législatives se tinrent le 16 novembre 1919 à la proportionnelle, mais comme en France et en Belgique, pas encore au suffrage universel, car les femmes en restaient exclues. Les libéraux, encore maîtres du jeu, n'entendaient pas offrir un tel cadeau à l'Église. Les grands vainqueurs du scrutin furent les socialistes avec 40 % des votes et 156 sièges sur 508 députés, suivis du PPI qui engrangeait 20,4 % des suffrages et 100 députés, les libéraux et les radicaux, ainsi que les républicains, se partageaient le reste avec 35 % des voix²¹. Le cardinal Gasparri, qui se découvrait une certaine dilection pour le PPI, déclara au comte Carlo Monti que si les femmes avaient pu voter, les *popolari* auraient décroché 300 sièges. Une conjecture des plus raisonnables que confirmèrent, après la Seconde Guerre mondiale, les résultats obtenus par la *Democrazia Cristiana*. Cependant, il faut se garder de conclure que le succès du PPI résultait de l'appui du clergé. Yves Chiron, qui a eu accès aux archives du Vatican, montre qu'il n'en fut rien ou, plus exactement, que la position du Vatican était pour le moins nuancée. Les consignes du cardinal Gasparri aux évêques soulignent, d'une part, que « le Saint-Siège est étranger "à ce parti" » et de l'autre, insiste sur la liberté des évêques de se prononcer en fonction des situations locales, c'est-à-dire de l'orthodoxie des candidats et de leurs programmes. Comme ses homologues allemands et belges, le PPI se retrouva en position centriste et théoriquement d'arbitre entre la droite libérale et la gauche socialiste, aucune majorité n'était concevable sans lui. Théoriquement, car alors que son programme de réformes aurait dû le mener à un cabinet de coalition avec le PSI, par ailleurs sorti victorieux, l'interférence permanente du Vatican rendit cette formule impossible : ce qui s'avérait possible à Berlin ne l'était pas à Rome. La mort dans l'âme, le PPI participa au gouvernement présidé par le radical Francesco Nitti, conditionnant sa participation

21 Sur les élections de 1919, voir l'analyse très fouillée de Serge Noiret. S. NOIRET, *La novelta del sistema dei partiti nell'Italia contemporanea*, Rome, Piero Lacaita editore, 1994.

à la réalisation d'un programme en neuf points²². Cependant, comme on pouvait aisément le prévoir, le gouvernement Nitti implosa sous l'effet de ses contradictions internes : libéraux et *popolari* s'opposant sur l'abolition de la taxe sur le pain voulue par ces derniers et que les libéraux entendaient maintenir.

Face à la crise, le roi chargea ce vieux renard de Giovanni Giolitti, l'homme du *trasformismo* et des pactes Gentiloni, le magicien de la *combinazione*, de former le gouvernement²³. Le PPI ne lui témoignait nulle animosité et décida de le soutenir, ce qui n'empêcha point ce dernier de dissoudre la chambre des députés en mars 1921. Manifestement, les atteintes de l'âge avaient affecté Giolitti, car son sens politique s'était émoussé : il demeurait totalement empreint de la culture et des pratiques politiques de l'époque du suffrage censitaire. En effet, dans son esprit, l'objectif de la dissolution était d'évacuer le trop-plein d'élus catholiques et socialistes – un feu de paille à ses yeux – qu'il fallait ramener à de plus justes proportions grâce au concours d'un nouveau parti : les fascistes de Mussolini. Son plan échoua totalement, car si, après les élections de mai 1921, 35 députés fascistes entraient au Parlement, leur succès s'était fait aux dépens des libéraux et non des *popolari* qui passèrent de 100 à 107 sièges. Ivanö Bonomi, fondateur du *Partito Socialista reformista italiano* et qui, dès 1912, avait rompu avec le PSI qu'il trouvait trop à gauche, se vit confier la formation d'un nouveau gouvernement. Son parti avait obtenu moins de 3 % des suffrages, mais son passé socialiste était censé lui valoir la confiance du PSI, ce qui ne fut pas le cas. Comme dans les gouvernements Nitti et Giolitti, le PPI détenait quatre portefeuilles ministériels. Cependant, en coulisse, un drame se tramait tandis que les chemises noires²⁴ attaquaient les Maisons du peuple – locaux du PSI – et commençaient leur action visant à déstabiliser l'État. Giolitti complotait avec Mussolini qui, de son côté, tenta de se rapprocher de l'Église. Lui qui, alors qu'il dirigeait le journal *Il Popolo d'Italia*, ne cessait de baver sur l'Église et le Saint-

22 *Ibid.*, p. 23.

23 G. CAROCCI, *op. cit.*

24 La milice du parti fasciste.

Siège, allant jusqu'à professer un anti-Christianisme néo-païen, se lança dans un discours portant sur l'universalité de Rome et faisait, en passant, un vibrant éloge de la papauté²⁵.

Benoît XV goûtait fort peu les manières du *Duce* et l'agitation fasciste critiquées tant par l'*Osservatore Romano* que par la vénérable *Civiltà cattolica*, la revue des jésuites italiens. Cependant, après son discours qui laissa le pape de marbre, Mussolini, par l'entremise du comte Carlo Santucci – par ailleurs sénateur PPI respecté dans son parti et ami du cardinal Gasparri – demanda à être reçu par ce dernier. Ils se rencontrèrent très discrètement dans l'appartement du sénateur près du Panthéon ; cette entrevue, demeurée secrète, ne fut révélée que longtemps plus tard²⁶. Changea-t-elle l'opinion du secrétaire d'État sur les fascistes ? *Chi lo sa ?* Il dut faire rapport à Benoît XV, mais le pape, de sensibilité libérale et homme d'ordre n'était probablement pas disposé à changer ses dispositions hostiles à l'encontre des fascistes. Cependant, le Saint-Père mourut peu après et son successeur, Pie XI, beaucoup plus pragmatique et qui avait reconduit le cardinal Gasparri dans ses fonctions, se montra plus réceptif aux avantages qu'un Mussolini pouvait apporter dans le règlement de la Question romaine. Le PPI fit les frais de cette stratégie.

Les événements se précipitèrent. À la fin du printemps 1921, les libéraux, œuvrant pour Giolitti, provoquèrent une nouvelle crise gouvernementale, mais le PPI refusa catégoriquement le retour au pouvoir du fauteur de troubles. Cependant, après une longue crise, le parti finit par accepter un autre libéral, Facta, comme président du gouvernement. C'était trop tard, le 25 octobre 1922, les chemises noires marchaient sur Rome et le roi nomma Mussolini à la tête du gouvernement de coalition comprenant tous les partis, sauf les communistes et les socialistes. Le PPI, contraint par le Vatican d'entrer dans cette combinaison qui confiait au loup le soin de garder la bergerie, reçut deux portefeuilles ministériels et deux sous-

25 Y. CHIRON, *op. cit.*, p. 313.

26 *Ibid.*

secrétariats d'État, dont l'un pour Giovanni Gronchi, de la gauche du parti.

Lors des élections de 1921, un homme nouveau, issu des territoires rédimés du Trentin-Haut-Adige prit la direction du groupe parlementaire du PPI : Alcide De Gasperi. Une nouvelle recrue, mais certes pas dénuée d'expérience. En effet, De Gasperi possédait une expérience parlementaire réelle : il avait été élu, en 1911, député du Trentin au *Reichsrat* de Vienne, une assemblée qui ne présentait pas le caractère matamoresque du Parlement italien à la Belle Époque²⁷. Il était le *leader* de l'*Unione Politica Popolare del Trentino*, une formation autonomiste de sensibilité chrétienne sociale, vouée à la défense des droits linguistiques et culturels des italophones de l'Empire austro-hongrois et, plus exactement, de Cisleithanie²⁸. Né en 1881, il était docteur en philosophie de l'Université de Vienne. Don Sturzo comprit immédiatement l'importance que revêtait cette « prise de guerre » et dès son arrivée au *Palazzo Montecitorio* – œuvre du Bernin comme la colonnade du Vatican –, don Sturzo lui confia la tâche délicate de président du groupe parlementaire du PPI. Non seulement il s'agissait d'une excellente recrue, démocrate-chrétien centriste comme le prêtre sicilien, mais il l'aïda à maintenir l'unité en ces temps difficiles où, non content de subir la division entre ses ailes gauche et droite, il devait s'accommoder des pressions du Vatican, et tout cela sur fond de violence accrue attisée par les chemises noires. Ces dernières n'épargnaient pas les syndicats chrétiens, les locaux du parti et nombre de ceux de l'Action catholique. Les chefs fascistes assumaient d'ailleurs leurs agissements avec arrogance, traitant, en mars 1923, le parti d'« équivoque nuisible au pays »²⁹.

27 Alcide De Gasperi avait rassemblé sur son nom 3 116 voix sur 4 275 suffrages exprimés. Sur la jeunesse et la « *Bildung* » d'Alcide De Gasperi, ainsi que sur la mobilisation des Italiens dans le Trentin du temps de l'Empire austro-hongrois, voir l'excellent P. POMBENI, *Il primo De Gasperi : la formazione di un leader politico*, Bologne, Il Mulino, 2007.

28 Le nom de la partie non hongroise de l'Empire où l'importance statistique des minorités (polonaises, tchèques, ruthènes, italiennes) égalait, voire dépassait celui des germanophones.

29 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 24.

C'est dans ce climat particulièrement tendu et dans une atmosphère délétère que se tint, le 12 avril 1923, le 4^e Congrès national du PPI. Jamais le parti n'avait vécu des oppositions internes aussi vives entre sa droite et sa gauche. « L'aile droite réclama l'appui total au gouvernement Mussolini. »³⁰ Pis encore, au sein de cette dernière, quelques parlementaires n'hésitèrent pas à dénoncer les réserves de plus en plus importantes formulées par don Sturzo, De Gasperi et le cercle dirigeant du parti, à l'encontre des fascistes. Or, il était notoire que ces élus – Santucci, Grischi, Crispolti – étaient très proches du Vatican, et il est établi de longue date que la paternité de cette initiative revenait à la Curie, sinon à Pie XI lui-même. En face, l'aile gauche entendait rompre toute relation avec le gouvernement et retirer les ministres *popolari*. Pris entre le marteau et l'enclume, don Sturzo et les centristes, dont De Gasperi et Giorgio Montini³¹, parvinrent à faire passer une motion qui ménageait la chèvre et le chou : en bref, proposer le maintien au gouvernement, moyennant certaines conditions. Le *Duce* en prit néanmoins ombrage et révoqua les ministres et sous-secrétaires d'État du PPI, déclenchant une très violente campagne menée tant par la presse du régime que par les secteurs conservateurs de la presse catholique. La cible de cette campagne d'une rare férocité était don Sturzo. Le 11 juillet 1923, suite à des pressions émanant de la Curie et du cardinal Gasparri, il démissionna et fut remplacé à la tête du parti par un triumvirat composé du futur président de la République, Giovanni Gronchi – pour l'aile gauche – Rodano et Spatano. Ils durent affronter les manigances du régime qui entendait imposer, par la Loi Acerbo, un mode de scrutin inique³². De Gasperi prononça un discours remarqué à la chambre des députés, tandis que la nouvelle direction du parti tentait de négocier. Par ailleurs, neuf députés qui militaient en faveur du projet de loi furent exclus du parti et, en guise de représailles, cinq sénateurs quittaient le PPI dont, comme par hasard, Grischi, Crispolti et Santucci. C'est-à-dire ceux-là mêmes qui avaient, à

30 *Ibid.*

31 Père du futur Paul VI, élu de Brescia.

32 Une liste obtenant 25% des voix obtenait 2/3 des sièges.

l'occasion du Congrès d'avril, vertement critiqué l'attitude de don Sturzo envers Mussolini. Or, de tous les parlementaires *popolari*, le trio était le plus proche de la Curie. De là à conclure...

« Ainsi débarrassé de son aile droite fascisante, le parti se présenta aux élections de 1924. »³³ Elles se déroulèrent, cela va sans dire, dans un climat de terreur alimenté par les chemises noires et les fraudes électorales ne manquèrent pas. Le résultat obtenu par le PPI fut de 9 % des votes et 40 sièges de députés. Après l'assassinat du député Giovanni Matteotti, du parti socialiste, les élus du PPI participèrent à la « retraite sur l'Aventin » avec les autres formations démocratiques. L'initiative en revenait à De Gasperi, devenu secrétaire du groupe antifasciste. Il s'agissait d'un refus de siéger au parlement tant que le roi n'aurait pas imposé au gouvernement de respecter la Constitution. Vainement, car Mussolini et son gouvernement suspendirent les dernières libertés encore en vigueur et déchurent de leurs mandats tous les députés qui avaient osé les braver. Le PPI, dont Alcide De Gasperi avait pris la tête, put tenir son dernier congrès en juin 1925 et voter une motion dénonçant l'établissement d'une dictature. Le 9 novembre 1926, le PPI et l'ensemble des partis qui avaient participé à la retraite sur l'Aventin furent dissous. En dehors des cercles démocrates-chrétiens, le PPI ne fut guère regretté, car le milieu libéral ne l'avait jamais vraiment admis, « supporté avec aigreur par le monde parlementaire, déplaisant au roi, aux milieux de cours, aux agrariens, aux industriels »³⁴. Quant au Saint-Siège qui attendait, non sans raison, beaucoup de Mussolini, entre autres le règlement de la Question romaine, on y poussa plutôt un soupir de soulagement...

Le 11 mars 1927, De Gasperi et son épouse furent arrêtés par la police du régime en gare de Florence. Traduit en justice, une justice à la botte du *Duce*, celui-ci fut condamné à 4 ans de prison. L'évêque de Trente, qui appréciait beaucoup ce bon catholique, père de quatre filles dont l'une devint moniale, multiplia les efforts afin d'obtenir sa libération. Il parvint à arracher la grâce de De Gasperi au roi Victor-

33 J.-P. CHASSERIAUD, *op. cit.*, p. 24.

34 M. VAUSSARD, *op. cit.*, p. 250.

Emmanuel III, qui ne refusait rien à Mussolini, et le dernier *leader* du PPI fut libéré en 1928. Suspect, étroitement surveillé par le régime, isolé et réduit à la disette, il en sortit grâce à des amis ecclésiastiques qui lui obtinrent un emploi aussi modeste que précaire à la Bibliothèque vaticane. En 1929, les accords du Latran permirent au Saint-Siège de retrouver sa pleine et entière souveraineté sur la cité du Vatican. De Gasperi en retira un réel bénéfice, car il devint officiellement employé à la Bibliothèque et, partant, fonctionnaire du nouvel État où il demeura de 1929 à 1944. Il y étudia beaucoup et notamment le sort du *Zentrum* allemand et put même, avec quelques amis, rédiger le manifeste qui sera à l'origine de la *Democrazia Cristiana*³⁵. Il le mit en œuvre dès le débarquement allié en Sicile et la libération du *Mezzogiorno*.

Vie et mort de la *Democrazia Cristiana*

Comme en France, la démocratie chrétienne italienne se forgea dans la Résistance. On abordera donc d'abord ses origines, ensuite son caractère composite et enfin sa longue hégémonie.

Le catholicisme politique face à Mussolini

Tous les chefs du PPI ne vécurent pas les mêmes épreuves qu'Alcide De Gasperi : beaucoup connurent l'exil comme don Sturzo et Miglioli. Ce dernier, *leader* de l'extrême-gauche du parti, se réfugia même en URSS, en principe pour étudier la politique agricole des Soviets, mais il déchantait et s'installa en Suisse, puis à Paris où il n'anticipa point l'invasion allemande. Arrêté par la Gestapo, il fut livré aux autorités italiennes et enfermé dans la citadelle de Lavello. Ce n'est pas tant le chef de la Ligue blanche, le syndicat des petits paysans en lutte contre les latifundiaires qui lui valut la haine des fascistes, que le militant pacifiste qui s'était opposé de toutes ses forces à l'entrée en guerre de l'Italie. Quant à don Sturzo, il fut banni et partit en exil à Paris, puis à Londres.

Comme Mussolini, malgré son néopaganisme et sa haine du Christianisme, souhaitait se concilier les bonnes grâces de l'Église afin

35 *Le idee ricostruttive della Democrazia Cristiana*, 1942. Voir P. SCOPPOLA, *La proposta politica di De Gasperi*, Bologne, Il Mulino, 1979.

d'en faire un soutien de son régime, le sort des opposants catholiques parut enviable comparé à celui des socialistes et des communistes. Même l'huile de ricin leur fut épargnée. Grâce aux accords du Latran, l'Église préserva ses mouvements de jeunesse, même s'ils furent souvent l'objet de tensions avec le *Stato totale* qui souhaitait les embrigader et, partant, les soumit à un étroit contrôle policier. Ils constituèrent le vivier où se formèrent les élites qui créeront la *Democrazia Cristiana*. En fait, ce fut essentiellement la fédération universitaire, la *Federazione Universitaria Cattolica Italiana* qui constitua le lieu de la résistance intellectuelle des catholiques italiens contre le fascisme, ainsi que la pépinière où se formèrent les dirigeants et les cadres de la deuxième génération démocrate-chrétienne. Fondée en 1896 afin de s'opposer à l'influence anticléricale dans les universités transalpines, la FUCI se révélait particulièrement bien armée pour mener à bien la lutte intellectuelle et morale contre le totalitarisme³⁶.

En 1924, survint un événement capital dans l'histoire de la FUCI : un jeune *minutante* de la Curie qui, à cause d'une santé délicate, avait dû abandonner la carrière diplomatique et la nonciature de Varsovie, fut chargé par le Vatican d'assurer les fonctions d'aumônier du cercle romain de la FUCI. Il travaillait en même temps à la secrétairerie d'État et était le fils d'un sénateur PPI ; son nom était Giovanni Battista Montini. Un an plus tard, en 1925, don Montini vit sa tâche étendue à l'ensemble des cercles en devenant l'aumônier national de la FUCI³⁷. Don Montini était particulièrement apte à mener à bien cette tâche, ayant été naguère membre du mouvement. « La présence du fascisme fut prise en compte comme un fait incontournable, et la ligne choisie fut celle de la formation culturelle et de l'engagement dans l'université. »³⁸ La FUCI avait été très politisée, n'avait-elle pas invité Giorgio Miglioli à prononcer un discours lors de son congrès national, une prestation soulignée par une vibrante ovation ? Il

36 R. MORO, *La formazione della classe dirigente cattolica (1929-1937)*, Bologne, Il Mulino, 1979.

37 X. TOSCANI, « La décennie de la FUCI », in X. TOSCANI (dir.), *Paul VI : la biographie*, Paris, Salvator, 2015, pp. 91-190.

38 *Ibid.*, p. 112.

s'agissait donc de la dépolitiser sans l'écartier du politique. Le futur Paul VI mit donc l'accent sur la liturgie, faisant rouvrir pour les *fucini* nombre d'églises et de chapelles, mais également sur l'étude et l'inculcation des thèses du personalisme néo-thomiste, contribuant ainsi à faire connaître la pensée de Jacques Maritain dans le milieu universitaire catholique italien. À la revue de la FUCI, *Studius*, il ajouta *Azione Fucina* paraissant chaque semaine. Le président de la FUCI, Igino Righetti, par ailleurs excellent ami de don Giovanni Battista, avait un véritable sens de l'organisation, mais l'aumônier national était l'âme du mouvement. Le succès fut au rendez-vous, au point que les *fucini* s'attirèrent la haine des fascistes : le Congrès national de 1926 se tenait à Macerata et les fascistes en perturbèrent le déroulement en multipliant agressions et violences physiques exercées à l'encontre des congressistes ; nombre d'entre eux furent blessés. Don Montini et Righetti, accompagnés de l'évêque de Macerata, durent se rendre chez le préfet afin d'exiger la protection de la force publique. Deux bataillons de *carabinieri* furent mobilisés à cet effet.

Au sein même des universités, la FUCI se trouva en butte à de multiples agressions de la part des étudiants fascistes, les GUF. Le cours des événements prit un tour plus paisible après la signature des accords du Latran et se déplaça sur le terrain de la concurrence entre organisations : adhérer aux GUF valait aux étudiants l'octroi de bourses d'études et de places dans les résidences universitaires. Mais l'équipe Montini-Righetti tint bon et, dix ans durant, l'aumônier général put diffuser la pensée de saint Thomas d'Aquin et de Jacques Maritain auprès des étudiants de la FUCI et comme il était un pédagogue dans l'âme, son enseignement imprégna une génération d'étudiants au nombre desquels Amintore Fanfani, Aldo Moro, Giovanni Dossetti et Giorgio La Pira. Tous furent députés à la Constituante après la Seconde Guerre mondiale, les deux premiers devinrent Premiers ministres et le dernier un remarquable maire de Florence. Ils représentent la deuxième génération démocrate-chrétienne.

Cependant, à côté de cette résistance spirituelle de même nature que celle qu'on retrouva en Allemagne nazie, seul se distingue dans le mouvement néo-guelphe milanais qui participait à l'organisation de résistance « Justice et Liberté » un peu avant la guerre, un ancien de la FUCI – présidée *in illo tempore* par Aldo Moro –, Franco Rodano qui créa le *Movimento dei Cattolici Antifascisti*. Ce dernier, à la faveur de la guerre, s'ouvrit à d'anciens *popolari* ainsi qu'aux groupes de *partigiani* démocrates-chrétiens qui, en Italie du Nord, participaient à la lutte armée. Le *Movimento* adhéra au comité central antifasciste qui, en 1942, devint le CLN, Comité de Libération nationale, l'homologue du CNR français et qui, à l'instar de celui-ci, regroupait tous les partis démocratiques. Deux hommes constituèrent les pôles du champ politique catholique autour duquel se rallièrent les opposants à Mussolini. Le premier devait réussir et n'était autre qu'Alcide de Gasperi, qui incarnait la résistance des *popolari* restés fidèles à Don Sturzo ; le second, un ancien *fucini*, Franco Rodano, échoua.

*La fondation de la Democrazia Cristiana*³⁹

Durant la période fasciste, la guerre et la Résistance, le secteur démocrate-chrétien s'était, comme en France, radicalisé, mais de manière plus forte, singulièrement dans le nord. Au Sud de la péninsule, les aristocrates latifundiaires tenaient « leurs » paysans et soutenaient la cause monarchique qu'incarna la formation royaliste et nostalgique animée par l'armateur napolitain Achile Lauro. Ils furent, sous le nom de *Destra Nazionale*, vampirisés par le MSI néo-fasciste.

Confronté aux monarchistes sur sa droite, De Gasperi dut aussi affronter, sur sa gauche, le *Partito Comunista Cristiano* qui se voulait le défenseur des prolétaires et des petits paysans. Tout en regroupant des catholiques et, partant, opposé au matérialisme dialectique, il utilisait le matérialisme historique comme grille d'analyse. Son

39 Pour une histoire complète de la DC, il faut se rapporter aux ouvrages italiens pour l'ensemble de la vie du parti : voir A. GIOVAGNOLI, *Il partito italiano, la Democrazia Cristiana dal 1942 al 1994*, Rome, Laterza, 1996. Rédigé « à chaud ».

objectif était la destruction du capitalisme et l'établissement d'un accord entre l'État révolutionnaire et l'Église. Dirigé par Franco Rodano, il fut condamné par Pie XII le 23 février 1944. Il se mua alors en mouvement et maintint quelque temps son périodique *La Voce Operaia*⁴⁰. Après sa condamnation, une minorité de militants rejoignit la DC, d'autres suivirent Rodano qui adhéra au PCI. On est pas très loin du *Petit monde de don Camillo*. Ses partisans resteront dans l'Histoire pour avoir refusé l'adhésion du grand cinéaste Luchino Visconti, coupable d'appartenir à la haute noblesse et d'être un homosexuel notoire. Néanmoins, devenu membre et élu du PCI, Franco Rodano joua un rôle dans la tentative de rapprochement entre Enrico Berlinguer et Aldo Moro ; comme théoricien du *compromesso storico*, il jeta les bases intellectuelles de ce qui devint, bien plus tard, le parti démocrate.

En revanche, l'action d'Alcide De Gasperi devint une *success-story* pour son parti, pour la démocratie chrétienne en général et pour l'Europe. D'ailleurs, nul n'était plus capable que lui de fédérer les forces éparses du catholicisme antifasciste. Issu du PPI, il s'était opposé frontalement au *Duce* lors de la « retraite sur l'Aventin » et se trouvait nimbé de l'aura que lui valaient deux années passées en prison, ainsi que son exil au Vatican. Par ailleurs, le substitut à la secrétairerie d'État pour les affaires ordinaires, Mgr Giovanni Battista Montini, l'ancien aumônier général de la FUCI, le soutenait et le pape lui-même lui faisait confiance. Dès septembre 1942, se tint à Milan une réunion secrète autour d'Alcide De Gasperi venu clandestinement de Rome. Se rassemblèrent ainsi des anciens du PPI – dont Mario Scelba, Attilio Piccioni et Giovanni Gronchi – ainsi que des responsables de l'Action catholique venant surtout de la FUCI, dont Giuseppe Dossetti, Amintore Fanfani, Aldo Moro et Paolo Emilio Taviani. Il faut encore ajouter le fondateur du mouvement néo-guelphe – *Movimento guelfo d'Azione* –, Pietro Malvestiti, qui devint, de 1959 à 1963, président de la Haute Autorité de la CECA. De Gasperi avait amené avec lui un jeune homme qui s'illustra comme le personnage le plus nauséabond de la 1^{re} République, Giulio Andreotti (1919-

40 A. MARTINO, « I Comunisti Cristiani nella Resistanza romana », *Nuovo Monitore Napolitano*, 25 novembre 2016.

2013). Ils s'étaient rencontrés en 1938 à la Bibliothèque vaticane. Encore étudiant et fasciné par tout ce qui concernait le Saint-Siège, celui-ci était venu pour consulter « un ouvrage sur la flotte vaticane. "Vous n'avez donc rien de mieux à faire ?", grommela le bibliothécaire qui n'est autre qu'Alcide De Gasperi. »⁴¹ Ensemble, ils fondèrent le journal clandestin *Il Popolo* et Andreotti devint le protégé, voire le poulain de De Gasperi qui néanmoins n'était pas dupe, car on lui prête d'avoir dit : « C'est un jeune homme capable, tellement capable que je le crois capable de tout. »⁴²

Une deuxième réunion se tint à Rome, le 15 mars 1943, afin d'établir les orientations idéologiques du parti sur la base du texte qu'avait écrit De Gasperi et intitulé : *Le idee ricostruttive della Democrazia Cristiana*. C'est cette date que la DC considéra comme celle de sa fondation. Néanmoins, du 18 au 23 juillet, De Gasperi et les autres promoteurs du parti organisèrent une troisième réunion fondatrice, sous la forme d'une semaine d'études, afin d'élaborer le programme social et économique : 76 propositions qui forment le *Codice di Camaldoli*. Cette dénomination des plus curieuses résulte du lieu choisi pour ce séminaire : le monastère des camaldules. Ainsi constituée, la *Democrazia Cristiana* participa au CLN et passa également, comme les communistes, les socialistes et le *Partito d'Azione*, à la lutte armée. La caractéristique principale de la Résistance démocrate-chrétienne réside dans le fait qu'elle naquit à la base, localement, et partant de façon décentralisée : les *Brigate Fiamme Verdi*, dirigées par Giuseppe Ponsetti, ou les *Brigate del popolo*, ou encore les *Brigate Osoppo*. Enrico Mattei, qui deviendra le patron de l'ENI, fut chargé de la coordination des groupes de *partigiani* démocrates-chrétiens et de représenter la DC à la direction des forces armées de la Résistance, le *Corpo dei Volontari della Libertá*.

Le nouveau roi, Humbert II – dont l'épouse, la reine Marie-Josée, était la fille du roi des Belges, Albert I^{er} – qui n'éprouvait pas les mêmes penchants que son père Victor-Emmanuel III à l'endroit de Mussolini, prit le risque de démettre ce dernier de ses fonctions et

41 M.-Cl. DECAMPS, « Italie : mort de Giulio Andreotti, chef d'orchestre de quarante ans de vie politique », *Le Monde*, 6 mai 2013.

42 *Ibid.*

nomma le maréchal Badoglio à sa place. Les partis de la Résistance entrèrent au gouvernement et obtinrent le remplacement du maréchal par un politicien, à la fois de gauche, mais rassurant, car de couleur « rose pâle » et qui assurait symboliquement le retour à la période préfasciste : Ivanoë Bonomi. Alcide De Gasperi devint ministre des Affaires étrangères. Sur le terrain, la lutte contre la *Wehrmacht* et les fascistes n'empêcha point des tensions parfois sérieuses entre partisans communistes d'une part et démocrates-chrétiens de l'autre. Cependant, les partis de gauche – PCI, socialiste et *Partito d'Azione* – exigèrent la présidence du Conseil des ministres pour l'un des leurs après avoir voulu remplacer le gouvernement par le CLN. La DC et les libéraux s'y opposèrent, soucieux de respecter la légalité démocratique et, en définitive, Ferruccio Parri du *Partito d'Azione*, une formation nouvelle, analogue à l'UDSR, devint président du Conseil, De Gasperi conservant les Affaires étrangères. Lui seul pouvait rassurer les Alliés dont les troupes avaient débarqué en Sicile et libéré Rome.

Par ailleurs, les relations étaient difficiles entre communistes et démocrates chrétiens, quoiqu'ambiguës. D'une part, parce que, en bon disciple de Gramsci, le chef du PCI, Palmiro Togliatti, considérait qu'il fallait tenir compte de la réalité culturelle du pays et que rien ne servait de s'opposer à l'Église. D'autre part, parce que « l'esprit de Yalta » aidant, Staline souhaitait avoir les mains libres à l'Est afin de consolider son Empire et avaler les pays d'Europe centrale; dès lors, il eût été pour lui contre-productif de laisser les *partigiani* du PC tourner leurs armes contre les Alliés. Ainsi, la DC et De Gasperi conclurent avec les socialo-communistes le pacte de Rome qui instaurait l'unité syndicale au sein de la *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (CGIL), la DC conservant néanmoins la haute main sur l'action catholique ouvrière, les ACLI (*Associazioni Cristiane dei Lavoratori Italiani*); l'hégémonie démocrate-chrétienne s'étendait également aux *Coldiretti*, les syndicats de petits paysans. Un prêté pour un rendu, car lors des votes de la Constituante, le PCI vota, à la grande fureur des partis laïcs, la constitutionnalisation du Concordat issu des accords du Latran, ainsi que l'interdiction du divorce. Il est vrai qu'agissant de la sorte, le PCI ménageait la paix

des familles des militants communistes dont l'écrasante majorité était mariée à de bonnes catholiques pratiquantes, contrairement à ceux du PSIUP (*Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria*) et du *Partito d'Azione*. D'ailleurs, le processus se confirma avec l'accession d'Alcide De Gasperi à la présidence du Conseil, succédant à Ferruccio Parri. Un gouvernement qui offre la particularité d'être à la fois le dernier cabinet du Royaume d'Italie et le premier de la République italienne. Il resta au pouvoir jusqu'en août 1953.

L'élection de l'assemblée constituante étant prévue pour juin 1946, il importait de mettre le parti en ordre de marche, c'est-à-dire de le doter d'une organisation, d'élire sa direction et de se prononcer sur les enjeux constitutionnels et singulièrement sur le choix épineux entre monarchie et République, engendré par le comportement de la Maison de Savoie sous le fascisme, malgré l'intervention tardive d'Humbert II. Il se tint à Rome du 24 au 28 avril 1946, plébiscite De Gasperi à la tête de la DC et se prononça : sur 836 812 membres, 503 085 votèrent en faveur de la République, contre 146 061 se prononçant pour la monarchie, tandis que 187 666 proposaient de laisser la liberté de vote. De Gasperi et la nouvelle direction de la *Democrazia Cristiana* adoptèrent une stratégie pour le moins étrange. En effet, elle se prononça en faveur de la République, tout en laissant la liberté de vote pour le référendum. Deux raisons peuvent, à titre d'hypothèse, être avancées : l'absence de consignes claires venant du Vatican et le souci de récupérer l'électorat de la droite conservatrice privée, comme en France – et pour les mêmes raisons – de ses représentants habituels.

Au Vatican, le Saint-Père, en l'occurrence Pie XII, n'avait qu'un seul souci qui confinait à l'obsession : empêcher les communistes d'arriver au pouvoir. Cette phobie, ô combien légitime, remontait aux années passées à la nonciature de Munich⁴³. Son souci le poussait, à juste titre, à ne pas lier le sort de l'Église à une cause aussi marginale et ce d'autant plus que le pape avait rompu avec la position de ses prédécesseurs en affirmant que la démocratie était le régime le plus conforme aux valeurs humanistes. Il subissait l'influence du théologien de la secrétairerie d'État, le dominicain Mario Cordovani,

43 Voir *supra*.

néo-thomiste résolu⁴⁴. Quant à la Curie, trois courants la divisaient. D'abord, celui dirigé par le substitut de la secrétairerie d'État aux affaires ecclésiastiques extraordinaires, Mgr Domenico Tardini, qui se montrait favorable à la démocratie en principe, mais ne considérait pas l'Italie comme assez mûre... Il lui fallait une longue transition, limiter l'action des partis et surtout, ne pas lier le sort des catholiques à celui d'un seul parti. *In illo tempore non suspecto*, le futur secrétaire d'État de Jean XXIII s'inscrivait dans la ligne « léonienne », celle défendue jadis par son mentor, le cardinal Gasparri. Plus tard, il se ralliera, toujours pragmatique, au soutien à la DC. Quant au référendum, l'Église ne devait pas s'embarquer sur cette galère. En revanche, le deuxième courant, dirigé par le substitut aux affaires ecclésiastiques ordinaires, Mgr Giovanni Battista Montini, était très favorable à la DC et au regroupement de tous les catholiques italiens derrière ce parti. Il souscrivait à l'idée de De Gasperi de ne pas donner de consigne de vote, afin de ménager l'avenir, et de ne pas heurter la sensibilité des catholiques monarchistes, afin de les rallier à la DC. Enfin, « une nébuleuse que l'on a appelée le "parti romain" [...] dont le chef de file n'était autre que l'assesseur (depuis 1935) de la puissante congrégation du Saint-Office, Mgr Alfredo Ottaviani »⁴⁵. Le futur cardinal et grand inquisiteur, intégriste bon teint s'appuyait sur des réseaux romains et les jésuites de la vénérable revue *Civiltà cattolica*. Ensemble, ils montèrent une espèce de *lobby* visant à contrer Mgr Montini et à favoriser la création d'un grand parti clérical, rassemblant toutes les forces conservatrices⁴⁶.

Dans une Italie ravagée par la guerre que nous décrivent admirablement les films du « néoréalisme italien », tout était à reconstruire et De Gasperi s'attela à cette tâche en utilisant certains outils légués par le fascisme comme l'ENI (carburant) et l'IRI (société publique d'investissement). Il lui fallait également négocier avec les Alliés afin d'éviter que l'Italie ne fût rangée dans le camp

44 Ph. CHENAUX, *op. cit.*, pp. 311-312

45 *Ibid.* L'expression « parti romain » est d'Andrea Riccardi, le grand historien et fondateur de la Commaunauté San Egidio.

46 *Ibid.*, p. 315.

des vaincus. Au niveau de la *Democrazia Cristiana*, il fallait gagner les élections, les premières élections libres depuis 1924 et si possible dépasser la gauche à l'*Assemblea Costituente della Repubblica*. Il gagna son pari, transformant son parti en parti dominant.

L'ère De Gasperi

Les élections du 2 juin 1946 mirent la *Democrazia Cristiana* en tête des partis, lui donnant 35 % des votes et 207 sièges sur un total de 556. Une victoire surtout symbolique, car avec 20,68 % et 18,93 %, le total des suffrages socialistes et communistes dépassait celui de la DC. Le pape ne s'était pas prononcé; Pie XII doutait et avait tendance à pencher du côté d'Ottaviani et du « parti romain ». Le seul coup de pouce donné par le Vatican à son ancien bibliothécaire fut d'avoir condamné les communistes chrétiens et Rodano, qui ne s'en remirent pas. Au vu des résultats et quoi qu'il pût penser en son for intérieur, pour De Gasperi il était impératif de maintenir l'alliance avec la gauche et singulièrement avec le PCI, le laïcisme du PSIUP étant, comme on l'a vu, plus affirmé. Le gouvernement De Gasperi II se composait de la DC, du PSIUP, du PCI, ainsi que du PRI, le parti républicain qui résultait de la fusion entre le *Partito d'Azione* et des groupes libéraux de gauche. De Gasperi eût soin de faire élire un libéral (De Nicola) à la présidence de la République, tandis que le socialiste Giuseppe Saragat présiderait la Constituante. Fin janvier 1947, les républicains, mécontents des concessions consenties en faveur de l'Église, quittèrent le gouvernement. De Gasperi en constitua un nouveau, fondé sur les trois grands partis, DC-PSIUP-PCI, qui représentaient les 3/4 des suffrages. La situation politique restait tendue, car outre l'impératif de la reconstruction s'ajoutaient les négociations de Paris afin de rédiger le traité de paix entre les Alliés et l'Italie. Or, dans ce contexte particulièrement épineux, vint soudainement s'ajouter la résolution du Kremlin de pousser les feux en vue de la création d'un système socialiste, là où les PC étaient assez forts pour l'imposer, car les relations entre Moscou et Washington s'étaient détériorées. Malgré le souci de Togliatti de ne pas rompre, les tensions s'aggravèrent entre la DC et la minorité « saragatienne » du

PSIUP d'un côté et de l'autre, le PCI et la majorité « nennienne » du PSIUP⁴⁷.

Dès lors, De Gasperi dut affronter, comme le MRP au même moment (1947), une vague de grèves violentes plus intenses encore que celles qui affectaient la France, car la préfecture de Milan se retrouva occupée par une milice de *partigiani* communistes. Le 31 mai 1947, De Gasperi débarqua les communistes de son gouvernement pour en constituer un nouveau le même jour, composé des formations les plus centristes : la DC, le PSIL – socialistes du travail de Saragat –, le PRI et les libéraux du PLI. Le *casus belli* était le vote, par le PCI et les socialistes « nenniens », d'une motion protestant contre le voyage de De Gasperi à Washington et les crédits obtenus par ce dernier pour la reconstruction du pays. Le 4 juin, le général Marshall, secrétaire d'État américain, prononçait son discours à l'Université Harvard, proposant un plan d'aide, tandis qu'en septembre, Staline convoquait à Varsovie une conférence des PC des démocraties populaires auxquels s'étaient joints le PCF et le PCI. Il s'agissait de contrer par tous les moyens l'acceptation de l'aide américaine. Les socialistes s'étaient scindés en deux partis : le PSI de Pietro Nenni, fidèle à l'alliance communiste, et le PSIL qui deviendra le PSDI de Giuseppe Saragat. Tandis que leurs syndiqués constituaient l'UIL et que les catholiques quittaient également la CGIL pour former le deuxième syndicat en termes d'effectifs, la CISL (Confédération italienne des syndicats des travailleurs). L'Italie se trouvait au bord de la guerre civile. Le ministre de l'Intérieur, Mario Scelba, réagit avec vigueur, pensant, vu l'état lamentable dans lequel se trouvait l'armée, faire appel à l'aide militaire des armées alliées. Il épura également la police et l'administration, mais on dut dénombrer de nombreux morts et blessés. En définitive, l'intervention de l'ambassadeur soviétique auprès du PCI mit fin à la crise : Staline craignait le déclenchement d'une guerre mondiale.

Les travaux de la Constituante étant arrivés à leur terme, les nouvelles institutions furent mises en place et les élections législatives se tinrent en 1948. Cette fois, le Vatican avait senti passer le vent du boulet et, par surcroît, Pie XII avait été heureusement surpris par

47 De Giuseppe Saragat, modéré, et Pietro Nenni, pro-communiste.

les avantages obtenus pour l'Église dans la péninsule. Dès lors, il se rallia à la ligne défendue par Mgr Montini, promu, ainsi que Mgr Tardini, au rang de pro-secrétaire d'État. « Être avec le Christ ou contre le Christ, voilà toute la question », déclarait le radio-message de Noël 1947 du Saint-Père. En mars 1948, le pape, sans désigner explicitement de parti, exhorta les catholiques à voter – s'abstenir constitue un « péché grave » et une « faute mortelle ». Les fidèles se devaient de « donner leurs voix aux candidats qui offrent des garanties vraiment suffisantes pour la protection des droits de Dieu et des âmes, pour le véritable bien des particuliers, des familles et de la société, selon la loi de Dieu et de la doctrine morale chrétienne »⁴⁸. Les électeurs catholiques comprirent les instructions données en filigrane par Pie XII et la victoire démocrate-chrétienne fut au rendez-vous. Rien moins que la majorité absolue des sièges – 305 sur 514 –, avec 48,5 % des suffrages exprimés, tandis que les listes du *Fronto Democratico popolare*, PCI-PSI, devaient se contenter de 31 %.

De Gasperi, aidé par le Plan Marshall, redressa le pays, réussit la reconstruction, écarta le péril communiste et, répondant à l'appel de Robert Schuman, porta la CECA sur les fonts baptismaux, tout en arrimant son pays à l'OTAN. Tout cela fut réalisé en quelque six années par la coalition centriste qu'il dirigeait avec autorité. Toutefois, il ne lui fallut pas moins de sept gouvernements successifs, étalés sur la première législature de la Première République et le début de la II^e. La tâche ne fut pas toujours aisée, car le règlement des deux chambres du Parlement italien permet le vote secret, ce qui encourageait l'action des francs-tireurs au sein de la majorité et même à l'intérieur de la DC, où il se trouva en butte à la contestation venue de la gauche du parti. Cette dernière se montra particulièrement active lorsqu'il s'agit de ratifier l'adhésion de l'Italie au Pacte atlantique. Selon le témoignage d'Andreotti, la majorité de la DC était hostile à l'OTAN. Il fallut l'intervention aussi ferme que discrète de Pie XII pour inverser le cours des choses⁴⁹. Au III^e Congrès national de la DC qui se tint à

48 *Ibid.*

49 G. ANDREOTTI, « Dossetti », *30 Giorni*, novembre 2006, archive disponible en français sur internet. Pour une analyse fouillée du mouvement, voir P. POMBENI, *Il gruppo dossettiano e la fondazione della democrazia ita-*

Venise en 1949, l'opposition interne menée par deux idéalistes, de véritables saints – Giuseppe Dossetti et Giorgio La Pira – se montra particulièrement musclée. Ses meneurs insistaient sur la défense de la paix et la nécessité de pousser plus avant les feux de la réforme sociale. Ils engendrèrent le processus d'érection de courants au sein du parti. Quand De Gasperi ne se colletait pas avec ses francs-tireurs, il s'ingéniait à concilier les différends entre les partis de la majorité, par exemple entre sociaux-démocrates (PSDI) et libéraux (PLI) qui s'affrontaient sur la réforme agraire qui concernait, principalement, les territoires de l'ancien Royaume des Deux-Siciles et la Sardaigne. Par conséquent, fort de la majorité absolue détenue par la *Democrazia Cristiana*, cette dernière soutint le gouvernement De Gasperi VI, DC-PRI, avec le soutien sans participation du PLI qui vota la confiance. Après les élections administratives de 1951, c'est-à-dire concernant les communes et les provinces ou, plus exactement, certaines communes et certaines provinces, et qui se révélèrent décevantes pour le parti, le gouvernement se retira... pour laisser la place à De Gasperi VII, soutenu par la même coalition DC-PRI, mais privé de l'appui des libéraux. Le vieux chef démocrate-chrétien s'était efforcé de rénover son gouvernement en confiant le ministère de l'Industrie et du Commerce à une femme, Angela Maria Guidi Cingolani et en s'ouvrant discrètement à la gauche du parti, Amintore Fanfani devenant ministre de l'Agriculture, ce qui donnait un signe fort aux partisans de la réforme agraire. Fanfani avait jusqu'alors occupé des ministères sociaux, comme le Travail.

L'année 1952 peut apparaître comme celle où Alcide De Gasperi entra dans l'histoire contemporaine où, contre le PSI et le PCI d'un côté, et l'extrême droite de l'autre, il négocia et fit ratifier le traité constituant la CECA⁵⁰. Cependant, craignant de perdre sa majorité aux législatives prévues pour 1953, il présenta lors du IV^e Congrès de la DC, un projet de loi sur les apparentements qui, si une coalition de partis apparentés obtenait plus de 50 % des votes, elle aurait obtenu un bonus significatif : les 2/3 des sièges. Elle divisa le parti entre sa

liana, Bologne, il Mulino, 1979.

50 N. PERRONE, *La svolta occidentale : De Gasperi e il nuovo ruolo internazionale dell'Italia*, Rome, Catelvecchi, 2017.

gauche, hostile à ce qu'elle qualifiait de *legge truffa* et sa droite et le centre, favorables à la loi sur les apparentements. Elle fut néanmoins votée par le parlement et entra en vigueur pour les élections de 1953. Si l'année 1952 avait été bonne pour De Gasperi, 1953 fut son *anus horribilis* : malgré les apparentements, il échoua lors des législatives qui virent la victoire de la droite libérale et même de l'extrême-droite néo-fasciste (MSI), et de la droite extrême, les monarchistes. Le vote pour la DC chuta à 40 %⁵¹, tandis que ses alliés centristes – PSDI et PRI – tombaient de 13,5 % à 9 %. En fait, comme dans le cas du MRP, les électeurs de droite qui avaient apporté leurs suffrages à De Gasperi afin de faire barrage au PCI, étaient revenus à leurs premières amours. Et comble de l'infortune, il dut encore affronter une manœuvre venue du Vatican, probablement à l'initiative du pro-secrétaire d'État, Mgr Tardini, visant à mettre sur pieds pour les élections une liste civique là où la gauche pouvait l'emporter. Elle aurait reposé sur un cartel entre la DC, le MSI et les monarchistes. Un *remake* du « Parti romain » ? Le péril s'avérait bien plus conséquent, le vénérable Don Sturzo donnait sa bénédiction à la manœuvre qui, pour cela, s'intitula : *Operazione Sturzo*. Il fallut toute l'ingéniosité de Giulio Andreotti, qui dut faire jouer toutes les relations et tous les réseaux qui l'unissaient aux secteurs les plus conservateurs de la Curie, pour contrer cette offensive. À cette fin, il rencontra même Pie XII et le convainquit, ce qui n'était pas chose aisée. Les élections de 1953 sonnèrent le glas de l'ère De Gasperi. Il tenta de mettre en place un gouvernement DC monocolore, son huitième (juillet 1953-janvier 1954) ; il pensait gouverner avec des majorités d'idées en s'appuyant sur le centre. Il fut remplacé à la présidence du Conseil par Giuseppe Pella qui, à la tête d'un cabinet monocolore, fut investi grâce aux voix de droite, libéraux et monarchistes. Détenant à lui seul trois ministères – présidence, Affaires étrangères et Budget – Pella fut soutenu par les néo-fascistes en plus de toute la droite, en menant une politique étrangère agressive à l'encontre de la Yougoslavie de Tito, risquant la guerre pour Trieste. Finalement, la gauche de la DC parvint à le renverser au Congrès de Naples. Amintore Fanfani, *leader* de la gauche de la DC, fut élu secrétaire national ; désormais

51 40% des voix et 263 sièges de députés sur 530.

les jours de Pella étaient comptés. Durant moins d'un mois, Fanfani tenta la même formule, mais cette fois en cherchant l'appui du centre-gauche, mais ce dernier ne répondit pas à l'appel.

Fanfani conserva le secrétariat du parti et la présidence du Conseil échut à Mario Scelba qui, le 10 février, obtint l'investiture de la Chambre des députés et du Sénat pour un gouvernement de coalition composé de la DC, du PSDI et du PLI. Scelba possédait le profil idéal : venu de la gauche du parti, c'était également un homme à poigne qui avait maté les tentatives d'insurrection de 1947. Quant à De Gasperi, fatigué et usé par les efforts de diplomatie qu'il déploya tant au gouvernement qu'entre les courants qui s'organisèrent au sein de son parti, il mourut le 19 août 1954, âgé de 73 ans. Il avait bien mérité de son parti, de l'Italie et de l'Europe. Une ère nouvelle s'ouvrait pour le parti démocrate-chrétien.

Les courants au sein de la DC

Il fut sans doute plus facile pour De Gasperi de gérer le gouvernement et de faire naître l'Europe, la CECA, mais aussi la CED qui obtint le soutien du Parlement italien, que de naviguer entre les tendances de son parti : le *leader* de la DC avait fait triompher le projet d'un parti rassemblant les catholiques, mais comme ces derniers ne constituaient pas un groupe homogène, il n'est guère surprenant que le parti fût divisé en courants. Aux différences de visions politiques, caractéristiques des partis que nous avons définis comme horizontaux, s'ajoutaient des difficultés entre générations.

Lorsque le parti se constitua après la guerre, De Gasperi parvint à trouver, sur la question du régime, le compromis que nous avons déjà présenté. Tous se rallièrent, sauf un groupe d'irréductibles Romains qui ne pardonnaient pas au père fondateur son attentisme face à une Maison de Savoie coupable d'avoir pactisé avec le fascisme. Regroupés autour de Ravaioli et de la revue *Politica d'Oggi* qui pratiqua une espèce d'anti-degasperisme primaire, ils dénoncèrent à longueur de page les compromissions de De Gasperi. Localisé à Rome, ce courant ne fit pas long feu et rejoignit la tendance Gronchi.

Cette dernière, rassemblée sous la houlette de Giovanni Gronchi, s'exprimait dans la revue *Politica sociale* et correspondait à la gauche

du PPI. De mauvaises langues prétendirent « que le seul gronchien [...] qui ait jamais existé était Gronchi lui-même »⁵². Il est vrai que la ligne de la tendance était définie de A à Z par son *leader* et pouvait varier avec son humeur. Qui était donc ce personnage qui, en 1955, devint le premier catholique à accéder à la présidence de la République ? Un Toscan de modeste origine, puisqu'il naquit en 1887 à Pontedra près de Pise, dans la famille d'un pauvre boulanger qui éprouvait bien du mal à joindre les deux bouts. Giovanni parvint néanmoins à faire des études et devint professeur de philosophie dans l'enseignement secondaire. Son engagement politique fut particulièrement précoce : à peine âgé de 15 ans, il milita à la LDN de Romolo Murri. Pendant la Première Guerre mondiale, il servit comme officier et son courage lui valut d'être décoré de la médaille du mérite militaire. Après la fin des hostilités, il rejoignit don Luigi Sturzo et compta au nombre des fondateurs du PPI. On a eu l'occasion de le rencontrer durant la brève existence du PPI, mais il faut préciser que, comme De Gasperi, il participa à la retraite sur l'Aventin et, par conséquent, fut déchu de son mandat parlementaire par Mussolini. Adversaire du fascisme, il participa aux côtés d'Alcide De Gasperi à la préparation d'une formation politique qui devint la *Democrazia Cristiana*. Dès la Libération, il entra au gouvernement et exerça les fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce dans les gouvernements Bonomi, Parri, puis De Gasperi. Parallèlement, il siégea comme député à la Constituante et ensuite à la Chambre dont il devint le président en mai 1948, réélu en 1953.

Politiquement, il n'hésita jamais à prendre position contre la ligne défendue par son parti. Ainsi, s'opposa-t-il avec vigueur à l'adhésion de l'Italie à l'OTAN, ce qui n'était pas pour déplaire à De Gasperi qui, fervent européen, pratiquait un atlantisme plutôt tiède. Par contre, il préconisait le rapprochement avec le PSI, les socialistes nenniens *in illo tempore*, alliés au PCI. Cependant, De Gasperi, très hostile à Pietro Nenni, ne lui en voulut pas : tous deux avaient milité au PPI, participé à la retraite sur l'Aventin, enduré les rigueurs mussoliniennes, et le président du Conseil le considérait probablement comme l'éternel enfant terrible du mouvement

52 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 275.

démocrate-chrétien. En 1955, Giovanni Gronchi provoqua un tollé, car il fut élu président de la République, au quatrième tour de scrutin et contre le candidat officiel de son parti, Cesare Merzagora, qui s'était retiré en sa faveur, particulièrement dépité. La raison de son élection était simple : les communistes et les socialistes avaient voté pour lui, trop heureux de jouer un bon tour à la DC. À Rome, le scandale fut considérable ; on s' alarma sur les deux rives du Tibre : un président de la République élu avec l'appui des suffrages communistes ! L'Italie vivait-elle désormais à l'heure de Moscou ? Gronchi, homme politique avisé et expérimenté, désamorça d'emblée la bombe. En premier lieu, il rappela qu'il était catholique pratiquant et en second lieu, il s'empressa de se rendre au Vatican et s'agenouilla devant Pie XII ; les caméras et la presse enregistrèrent pour la postérité la bénédiction que le pape lui accorda.

Au sein de la DC, Gronchi n'était pas seul ; nous avons vu qu'il recueillit les rescapés du courant *Politica d'Oggi*, mais lors de la fondation du parti, il bénéficia du soutien du vieux Achile Grandi, syndicaliste blanc. À ses côtés, ou, plus précisément, dans son sillage, les hommes politiques les plus marquants étaient Piero Malvestiti et Fernando Tambroni, auxquels on peut ajouter un électron libre, l'énergique Mario Scelba, mais qui se rangea rapidement derrière De Gasperi. Ses cibles préférées étaient le ministre du Budget, Giuseppe Pella, dont il ne cessa de combattre la politique économique et que, lorsque ce dernier succéda à De Gasperi, il n'hésita point à faire renverser. L'autre victime de ses attaques était le ministre des Affaires étrangères, le comte Carlo Sforza, un diplomate de carrière. Il lui reprochait d'être un aristocrate, par surcroît libéral et surtout atlantiste. Gronchi, pro-européen fervent, était en même temps antiaméricain ; or, à l'époque, on mélangeait allègrement européenisme et atlantisme. On ne s'étonnera point de voir qu'au sein de l'Europe des six, il fut le seul homme politique important qui soutint les thèses du général de Gaulle. Quant à l'infortuné comte Sforza qu'il s'acharnait à interpellier et à dénoncer lors des réunions du parti, il obtint enfin son départ en 1951, mais ce fut avec l'aide d'un courant nouveau : *Iniziativa Democratica*.

Avec *Iniziativa Democratica*, le ton changea, car on se trouvait en présence d'un courant organiquement constitué, composé d'intellectuels de haut niveau et conduit par un *leader* charismatique, Giuseppe Dossetti. Autour de lui, la fine fleur de l'*intelligentsia* catholique dont Giorgio La Pira, qui devint un éminent maire de Florence, Amintore Fanfani, Aldo Moro, Mariano Rumor et Flaminio Piccoli qui occupa la fonction de secrétaire général de la DC. Composée principalement d'intellectuels, on les surnommait les *professorini*, ce qui signifie les petits professeurs. Issus de la Résistance, leur commun dénominateur était d'être les « enfants » de don Giovanni Battista Montini, car ils avaient tous milité à la FUCI où ils s'étaient nourris de la pensée de Jacques Maritain. Plus tard, ils avaient découvert Emmanuel Mounier et la revue *Esprit* ; leur référence philosophique était donc le personnelisme. Élus députés à l'*Assemblea Costituente*, ils se retrouvèrent tous à la revue *Cronache sociale*, le plus grand nombre d'entre eux venait de la Catho de Milan et c'est à ces derniers qu'il appartient de réaliser, avec Fanfani et Moro, les objectifs d'*Iniziativa Democratica*. En revanche, le contenu programmatique, la doctrine, le supplément d'âme du mouvement vint des *professorini* florentins Giuseppe Dossetti et Giorgio La Pira⁵³.

Si le MRP peut, à juste titre, se targuer d'avoir compté un saint parmi ses dirigeants, en l'occurrence Robert Schuman, ce sont deux saints qui participèrent à la vie de la DC, et justement les *professorini* florentins Dossetti et La Pira. Ils se rendaient à la messe tous les jours. La Pira vécut dans une humble et incommode cellule au célèbre couvent San Marco, celui de deux dominicains florentins : Fra Angelico et Savonarole. Quant à Dossetti, il avait choisi d'être tertiaire franciscain. Tous deux, à l'instar de Schuman, choisirent le célibat. Découragé ou déçu par les résultats de sa lutte contre De Gasperi, Dossetti se retira progressivement de l'action politique, se démettant de son mandat parlementaire et, abandonnant ses responsabilités au sein de la DC, il se vit littéralement contraint par le cardinal Lercaro de conduire la liste DC aux municipales de 1956 à Bologne. Cependant il put, quelques années plus tard, quitter totalement la vie politique pour entrer dans les ordres ; n'avait-il pas

53 P. POMBENI, *Il gruppo...*, *op. cit.*

toujours oscillé entre deux vocations qu'il avait du mal à distinguer ? Mgr Lercaro ne lui en tint pas rigueur puisque Giuseppe Dossetti fut son *peritus* lors du Concile Vatican II. À côté des deux *professorini* déjà cités, il faut en citer un troisième, également disciple de don Montini à la FUCI et professeur à la « Catho » de Milan, Giuseppe Lazzati.

Iniziativa Democratica présenta dès l'origine une très forte cohérence à la fois idéologique bien sûr, mais également entre les personnes qui la constituaient. D'abord autour d'une revue, *Chronache sociali*, à côté de laquelle *Politica sociale*, pour ne pas parler de *Politica d'Oggi*, faisaient bien pâle figure. Par exemple, la revue entretenait des liens étroits tant avec *Témoignage chrétien* qu'avec *Esprit*, et Jean-Marie Domenach publia souvent des articles dans *Chronache sociali* dont le niveau intellectuel n'avait rien à envier à celui de ses correspondantes françaises. À la *Costituente* à laquelle ils furent élus députés, les *professorini* lors des sessions parlementaires tenues à Montecitorio, avaient organisé leurs séjours dans la Ville éternelle, en logeant chez deux sœurs, célibataires d'un certain âge et qui possédaient une vaste demeure à côté de la *Chiesa Nuova*. Une aubaine pour les dossettiens, car non seulement ils bénéficiaient d'un hébergement, mais encore étaient-ils nourris ! Amintore Fanfani s'y installa même avec sa femme et ses enfants. En fait, ils se comportaient comme leurs amis de la revue *Esprit* qui, autour de Mounier, avaient constitué une communauté personnaliste. Avec un humour ravageur, les pensionnaires de la via della Chiesa Nuova choisirent de se désigner sous le surprenant vocable de *Comunità del porcellino*, c'est-à-dire la communauté du cochonnet... Cette dénomination provenait du fait que la seule femme membre du groupe, la députée DC de Brescia, Laura Bianchini, qui donnait l'impression d'avoir un compte à régler avec la gent masculine, « n'avait de cesse de traiter affectueusement ses collègues hommes de *porco* : "Tu sei un porco" leur disait-elle à la moindre occasion ! Seul La Pira, désarmant de gentillesse, échappait à ce qualificatif peu flatteur »⁵⁴. Agnès Brot, qui rapporte cette anecdote, ne nous dit pas si la savoureuse députée de Brescia faisait

54 A. BROT, *Giorgio La Pira : un mystique en politique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2016, pp. 76-77.

également une exception en faveur de Dossetti, mais le contraire serait surprenant. Quant au « *porcellino* », il prospéra, érigé en emblème des *dossettiani*, et toute la classe politique l'utilisa. Ainsi, Giulio Andreotti qui, pour recourir à un euphémisme, ne goûtait que fort modérément les idées et les positions politiques du groupe les avait surnommés « *porcellini in odore di santità* »... Les *professorini* avaient également apporté à *Iniziativa Democratica* le concours d'une maison d'édition florentine, *La Libreria Editrice Fiorentina*, la LEF, soutenue par les frères dominicains du couvent San Marco qui, spécialisée dans la publication d'ouvrages religieux, s'ouvrit au politique en publiant les ouvrages de Giorgio La Pira puis de ses camarades. Un groupe cohérent et idéaliste, une ligne politique claire mêlant catholicisme orthodoxe et réformisme socio-économique avancé, mais également concret : tous ces traits firent le succès des *porcellini*. « La sincérité de leur langage, l'attrait qu'ils exercèrent sur les générations montantes de la D.C.I. »⁵⁵ leur valurent de constituer la « loyale opposition à De Gasperi » dans un premier temps et, dans un second, de conquérir le pouvoir au sein de la DC. Ils gagnèrent leurs galons en s'opposant radicalement à De Gasperi, souhaitant une collaboration entre les trois partis de masse – démocrates-chrétiens, socialistes et communistes – et comme ce souhait relevait du vœu pieux, ils défendaient l'idée d'un gouvernement DC monocolore avec le soutien sans participation du PSI et du PCI. Faut-il préciser que les thèses dossettiennes n'étaient guère appréciées au Vatican ? Par contre, Alcide De Gasperi bénéficiait de la faveur pontificale, car Pie XII, reconnaissant, savait tout ce que l'Église lui devait. Après le retrait et la mort du père fondateur, Andreotti activa les nombreux réseaux qu'il avait su tisser à la Curie et dans tous les dicastères. Ce faisant, il attisait les tensions à l'intérieur du parti : déjà, le 10 novembre 1949, Fanfani et La Pira quittaient le gouvernement afin de protester contre sa politique sociale ainsi qu'envers celle, trop libérale, du ministre du Trésor, Pella. Il s'agissait en fait d'un écho à l'affrontement qui avait opposé Dossetti à De Gasperi lors du Congrès de la *Democrazia Cristiana* organisé à Venise en juin. Or, les choses rentrèrent dans l'ordre et l'unité se rétablit. Mais en

55 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 283.

1951, nouvelle crise opposant le groupe parlementaire démocrate-chrétien et les sociaux-démocrates du PSDI. Les dossettiens exigèrent les ministères du Travail et de l'Agriculture, ainsi qu'un secrétariat d'État pour Dossetti. De Gasperi leur opposa une fin de non-recevoir et mystérieusement, la tempête s'apaisa. Tout rebondit le 13 juillet, la majorité des députés DC demanda le retrait de Giuseppe Pella, mais De Gasperi parvint, avec l'aide de la Curie, à circonvier tout le monde, enfin presque... Car si Fanfani revint tout penaud au gouvernement, Dossetti et Lazzati, ulcérés, quittèrent la politique.

Comment interpréter les volte-face de la direction de la DC et de ses parlementaires, pourtant de plus en plus favorables aux dossettiens ? La seule explication logique est de voir là l'influence du Vatican. Pie XII penchait de plus en plus en faveur de la *Democrazia Cristiana*, mais, à ses yeux, seul De Gasperi l'incarnait. Ce dernier était parvenu à résister au Saint-Père et même à le convaincre d'opposer un *non possumus* à « l'Opération Sturzo ». Par contre, la sympathie du Souverain Pontife ne s'étendait pas aux *porcellini*. En effet, le pape se trouvait soumis aux influences contradictoires de Mgr Montini d'un côté et de l'autre, du « parti romain » qui ne désarmait pas, d'autant plus qu'il se trouva renforcé par une vague « d'antimaritanisme » venue d'Espagne franquiste, « une campagne systématique de dénigrement de la part de certains milieux d'Espagne et d'Amérique latine »⁵⁶. Jacques Maritain, lorsqu'il était ambassadeur près le Saint-Siège, s'inquiétait déjà de l'embrigadement des catholiques italiens au sein d'une Action catholique hiérarchisée et étroitement soumise à l'autorité de la Curie, ainsi que de la menace constituée par l'idée d'un « État catholique ». « Il ne me paraît pas exclu du reste », écrivait-il dans une note à Georges Bidault, alors ministre des Affaires étrangères, « qu'on voit un jour se produire au sein de l'Église un conflit entre la conception "française" et la conception "hispanique" de la religion dans ses rapports avec le monde. »⁵⁷ Cette attaque se produisit après la mort de De Gasperi et alla *crescendo*. Or, il semblait

56 Ph. CHENAUX, *op. cit.*, p. 322.

57 Cité in *Ibid.*

que Pie XII, une fois réglée l'affaire de l'Opération Sturzo, opinait à nouveau en faveur du « parti romain » et des travaux récents ont dévoilé que le pape, malgré les concessions consenties à De Gasperi, avait conçu un vif dépit devant l'échec de la manœuvre⁵⁸. Début 1952, le président démocrate-chrétien de l'Action catholique, Vittorino Veronese, se vit contraint de quitter son poste pour être remplacé par son vice-président Luigi Gedda, présenté comme plus docile. La presse transalpine fit d'ailleurs ses choux gras avec la « défenestration de Vittorino Veronese »⁵⁹. De fait, lorsque le nouveau président vint présenter ses respects à Pie XII, ce dernier lui conseilla de « rester en contact avec Mgr Tardini et Dell'Acqua » ; si le second faisait figure de modéré comme ami de Mgr Roncalli, le premier participa à « *l'Operazione Sturzo* ». Lorsque l'infortuné Veronese se rendit auprès de Mgr Montini, le pro-secrétaire d'État ne lui cacha point que la mesure le visait⁶⁰. L'entrevue se déroula en janvier 1952 et ceux qui, à la Curie, réclamaient son éloignement, Mgr Ottaviani et Mgr Pizzardo, semblèrent triompher : leur bête noire se retrouva archevêque de Milan en novembre 1954, mais sans être créé cardinal alors que, au consistoire de 1953, Mgr Alfredo Ottaviani et un autre adversaire de Maritain étaient élevés au cardinalat. L'hostilité à l'encontre du personnalisme continua de plus belle, relayée par la revue des jésuites, *Civiltà cattolica*, faisant de nouvelles victimes dont, et son rôle était important, Mario Rossi, président de l'Action catholique des jeunes, qui en fit les frais, car lecteur d'*Esprit*, de Mounier et de Maritain⁶¹. La revue des jésuites réclamait même la condamnation de Maritain, suspect d'entretenir « le laïcisme » (*sic*). Croyant avoir complètement écrasé ses adversaires, l'intransigeant et nouveau cardinal Ottaviani pensa qu'il était opportun de revenir à la charge avec sa thèse d'un « État chrétien » dont la meilleure

58 A. D'ANGELO, *De Gasperi, le destre e l'« Operazione Sturzo »*, Cité in *Ibid.*, p. 323.

59 Ph. CHENAUX, *op. cit.*, p. 332.

60 *Ibid.*, p. 333.

61 *Ibid.*, p. 334.

incarnation n'était autre que l'Espagne franquiste⁶². Il se vit recadrer par Pie XII qui, lors d'une allocution à l'Association des juristes italiens en décembre 1953, fit « l'apologie de la tolérance civile »⁶³. Tout n'était donc pas perdu, mais privé de l'efficace contrepois que représentait Mgr Montini comme pro-secrétaire d'État, le Saint-Office sembla faire la loi et, partant, les condamnations pleuvèrent tandis que la campagne menée à l'encontre de Maritain continuait de plus belle⁶⁴. D'autant plus que la santé du pape se dégradait.

Or, le clergé et l'Action catholique qui avait constitué des « comités civiques » étaient les principaux leviers du vote catholique en faveur de la DC. On imagine le jeu d'influences qui enserrait le parti. On peut formuler l'hypothèse qu'il faut voir là la raison de l'échec d'*Iniziativa Democratica* dans sa version dossettienne. Cependant, on aurait tort de conclure que le départ de la Curie de Mgr Montini signifiait que la hiérarchie catholique se montrait unanimement hostile aux thèses dossettistes. À Milan, le nouvel archevêque, leur mentor, Mgr Montini, ne se reniait pas ; à Venise, le nouveau patriarche, le cardinal Angelo Roncalli, était loin de leur être hostile ; à Florence, le cardinal Dalla Costa appréciait beaucoup la piété de Dossetti et La Pira et lorsque le second devint le maire de la cité des Médicis, il put compter sur le soutien sans failles de son archevêque et, bien sûr, à Bologne dont l'archevêque, le cardinal Lercaro, était considéré comme un « évêque rouge ».

À côté d'*Iniziativa*, on trouve la tendance majoritaire, les *degasperiani*, les « centristes », qui se rassemblaient dans le soutien inconditionnel qu'ils apportaient à Alcide De Gasperi. En fait, il s'agissait de la vieille garde démocrate-chrétienne, celle des anciens *popolari*, passés par la Résistance. En réalité, ils n'étaient pas forcément centristes, car, à part Gronchi qui s'entêtait à jouer sa carte personnelle, tous les anciens résistants *popolari* participaient au courant *degasperiano*, des hommes de droite comme Pella, parangon du libéralisme économique le plus classique ou Adone

62 *Ibid.*, p. 336, lors d'une conférence prononcée au Latran en mars 1953.

63 *Ibid.*

64 *Ibid.*

Zoli; des centristes à l'image de leur chef, comme Mario Scelba et Attilio Piccioni qui servait comme animateur du courant qu'il dota même d'une revue : *Politica popolare*. On rencontre dans leurs rangs des hommes en apparence paradoxaux comme Adone Zoli qui, en véritable libéral catholique, fut un grand ministre de la Justice de De Gasperi, car c'est à lui que revint la tâche difficile de détricoter toute la législation fasciste. Il supprima, pour les détenus condamnés à de courtes peines, l'obligation d'avoir le crâne rasé et de se vêtir d'une espèce de pyjama. Le plus surprenant d'entre les compagnons de De Gasperi reste, à nos yeux, Antonio Segni. En effet, cet aristocrate sarde, grand propriétaire foncier de son état, devait être l'artisan de la réforme agraire qui démembra les *latifundia*, y compris son propre domaine familial, une action énergique qui lui valut d'être traité de « bolchevik blanc » par la droite. Ce qui ne manque pas de faire sourire quand on voit que ce redoutable révolutionnaire était un petit homme frêle et fluet, doté d'une santé fragile⁶⁵. Le magazine américain *Time* le décrivit de la manière suivante : « *He is like the Coliseum ; he looks like a ruin but he'll be around for a long time.* »⁶⁶ Il fut ministre sans discontinuer de 1946 à 1962, date de son investiture comme président de la République. Il détint les portefeuilles de l'Agriculture (1946-1951), de l'Instruction publique (1951-1954), la présidence du Conseil (1955-1957). Il revint à la Défense (1958-1959), pour redevenir président du Conseil (1959-1960), puis à nouveau ministre, mais cette fois à l'Intérieur (1959-1960) et finalement aux Affaires étrangères (1960-1962), deux ministères régaliens.

À côté des « historiques » venant du PPI soit comme élus, soit comme simples membres (Segni, Pella, Zoli) s'ajoutèrent quelques rares recrues issues des jeunes générations (les « jeunes-vieux »), dont le plus connu restera à jamais le futur « inoxydable », « *il*

65 Des souvenirs que nous avons conservés des actualités cinématographiques des cinémas de quartier de notre enfance, nous avons retenu de cette époque : D'une part, Gronchi agenouillé devant Pie XII et, de l'autre, ce petit homme, à nos yeux si merveilleusement italien.

66 *Time Magazine*, 18 mai 1962.

divo », à savoir Giulio Andreotti au sujet duquel on a tout lieu de penser qu'il naquit vieux.

Pendant, on aurait tort de conclure hâtivement que *Politica popolare* ne fut qu'une simple amicale d'anciens *popolari* communiant derrière la forte personnalité d'Alcide De Gasperi. Ce dernier donna un contenu idéologique à son courant. D'une part, il voyait la *Democrazia Cristiana* comme un parti du centre qui va vers la gauche. De l'autre, il n'envisageait, dans le contexte italien de son époque, qu'une seule coalition gouvernementale possible : celle du centre qui regroupe la DC, les sociaux-démocrates, les républicains (PRI) et les libéraux. Il excluait ainsi tant l'*apertura a sinistra*, défendue par les dossettiens, c'est-à-dire l'inclusion des socialistes (PSI) dans la majorité, que l'ouverture aux partis de droite – monarchistes et néofascistes (MSI) –, chère au cœur de Pie XII.

À côté des deux courants de gauche et du courant central, la DC comptait également une tendance de droite, les *vespisti*, issue des anciens *popolari moderati*, dont les chefs furent successivement Carmine De Martino et Stefano Jacini. Cette tendance se composait des élus liés à la *cofindustria*⁶⁷ et aux grands propriétaires fonciers liés à la *confagricultura* et qui constituèrent jadis le Royaume des Deux-Siciles. Les *vespisti* se rassemblèrent afin de lutter contre la politique de réforme agraire d'Antonio Segni. Les trois quarts des 74 parlementaires qui appartenaient aux *vespisti* en 1951 provenaient du sud, dont une quinzaine de Sicile. Après la guerre, ils avaient défendu la cause monarchiste au sein du parti, mais ils refusaient l'épithète de « droite » qu'on leur accolait et préféraient se définir comme « l'aile technique » de la DC et, en 1952, ils publièrent un hebdomadaire, *La Vespa*. Les *vespisti* ne partageaient pas la culture démocrate-chrétienne, centrée sur la Lombardie et la Vénétie, et procédaient des ralliements de Méridionaux à l'appel du pape Pie XII. Ils témoignent de la fracture entre les deux, voire les trois Italies. Quant à leur surprenante dénomination, elle ne doit rien à l'empereur Vespasien ni aux commodités dont celui-ci dota Rome. Il désigne, selon une métonymie classique remontant à la Révolution française – les jacobins, les feuillants, les cordeliers –, qui

67 Homologue transalpin du CNPF à l'époque.

consiste à baptiser un groupe du nom de leur lieu de réunion. Or, les 74 parlementaires avaient pour habitude de se retrouver dans la salle du *Vespa Club*, local d'une association de fanatiques de ces deux roues aussi dangereux que pétaradants qui rendaient la vie du piéton romain intolérable. L'inoubliable film de Fellini, *La Dolce Vita*, en donne une image.

*Bases idéologiques de la DC sans De Gasperi*⁶⁸

Les bastions de la *Democrazia Cristiana* étaient historiquement concentrés, lors des scrutins de 1948 et 1953, dans les régions blanches d'Italie, avec Brescia comme centre, c'est-à-dire la Lombardie et la Vénétie, un peu moins en Piémont. Les résultats électoraux décroissent dès que l'on quitte l'Italie continentale pour s'engager dans la péninsule. En fait, sa zone de force correspondait à la partie italoophone de l'Empire des Habsbourg, au pays natal d'Alcide De Gasperi, aux zones de forces du PPI, ainsi que, dans une moindre mesure, à l'ancien Royaume de Piémont à l'exception des zones industrielles de Turin et de Gênes, bastions de la gauche. En Émilie, elle était forte dans l'ouest et déclinait suivant un gradient allant de Piacence (41 % des votes) à Ferrare (23 %). Les territoires de l'ancien Grand-Duché de Toscane lui étaient peu favorables et dans les Marches, la DC bénéficiait d'une bonne implantation à Pesaro et à Ancône.

En revanche, l'appartenance aux États pontificaux laissa de fort mauvais souvenirs. Ainsi, le Latium donnait le moins de suffrages à la DC et les partis de droite y étaient les plus forts. Dans le sud, les résultats s'avéraient instables et l'électorat du parti pâtissait de cette volatilité. Seuls les Abruzzes constituaient une zone de force démocrate-chrétienne. En Sardaigne, fief d'Antonio Segni, la DC récoltait 47 % des suffrages exprimés.

Du point de vue des adhérents, la *Democrazia Cristiana* constituait un véritable parti de masses, tant par sa structure – le pouvoir procède des membres – que par son nombre. À la Libération, en 1945, lors de sa fondation, le parti rassembla 537 582 membres en règle de cotisation, dont un quart de femmes. Le nombre des

68 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, pp. 101-198.

adhésions ne cessa de croître : 696 159 au moment de l'élection de la Constituante, pour atteindre 1 099 682 lors des premières législatives et en réponse à l'appel de Pie XII. Il retomba ensuite en oscillant entre 700 000 et 900 000 selon les échéances électorales locales et les luttes entre courants. Aux législatives de 1953, l'adhésion remonta à 1 137 633 inscrits, se maintint au-delà du million de membres et ne cesse de croître régulièrement, et est de 1 254 732 lors du retrait d'Alcide De Gasperi. Une progression probablement due à la mobilisation effectuée par Fanfani et *Iniziativa Democratica* dans sa conquête du pouvoir au sein du parti. Dossetti s'était retiré de la politique, mais son courant, victorieux, marqua la période post-De Gasperi.

La DC sous le règne d'*Iniziativa Democratica* (1954-1963)

La conquête du pouvoir par *Iniziativa Democratica* s'effectua, dans un premier temps, par le contrôle du parti et, dans un second, par celle du groupe parlementaire. Elle s'effectua sous la pression de deux *professorini*, anciens pensionnaires de la *Comunità del porcellino*, surnommés les deux pur-sang de la DC : Amintore Fanfani et Aldo Moro. Ils étaient porteurs d'un grand projet politique : l'*apertura a sinistra* dont la réalisation fut malaisée, car des vents contraires soufflaient de l'autre rive du Tibre... Avec l'élection du « bon pape Jean », le vent tourna et leur dessein put prendre forme.

Désormais, Amintore Fanfani, le dernier, et probablement le plus réaliste d'entre les *professorini*, se trouvait, en tant que secrétaire, à la barre de la *Democrazia Cristiana* ; il occupa ce poste hautement stratégique pendant cinq ans (1954-1959). Des trois mousquetaires qui formaient le cercle dirigeant d'*Iniziativa Democratica*, à savoir Dossetti, Lazzatti et Fanfani, seul le dernier mena jusqu'à son terme une brillante carrière politique qui lui permit, dans les années cinquante du xx^e siècle, de devenir presque l'égal de De Gasperi. Faut-il pour autant conclure qu'il fut le moins pur des trois ? Quoiqu'il en soit, la victoire d'*Iniziativa* modifia la carte des tendances et pour comprendre la dynamique démocrate-chrétienne jusque vers 1960, il importe de considérer d'abord les positions des tendances,

ensuite le processus de conquête du pouvoir au sein de la DC, et enfin l'impulsion donnée au parti par les deux anciens *porcellini*, les pur-sang de race Fanfani et Moro.

La reconfiguration des courants

C'est au moment de l'accession de Fanfani au secrétariat de la *Democrazia Cristiana* que s'organisèrent les courants qui conférèrent à la DC des années cinquante et soixante sa physionomie singulière. La différence entre le catholicisme italo-beneluxien d'une part et le catholicisme français à la même époque n'était pas le caractère pluriel de ce dernier : tous les catholiques européens se divisaient sur le plan politique, mais, dans le premier cas, ils cohabitaient tous au sein du même parti. Il était donc, à cette époque, normal que les partis démocrates chrétiens fussent divisés en courants. Cependant, là où on relève d'ordinaire la présence de deux ou trois tendances, la DC en compta cinq et leur nombre ne cessa de croître pour atteindre le chiffre record de neuf courants. En l'occurrence, le choc provoqué par le succès de Fanfani engendra un double effet : l'effondrement du centre réuni par De Gasperi et l'organisation de la droite opposée à *Iniziativa*, en courants structurés.

« Le centre allait diminuant au fil des ans, soit par la disparition progressive de la vieille génération, soit par l'absorption faite par les tendances nouvelles. Il était affaibli quand la gauche assumait, avec l'Initiative démocratique de M. Fanfani, une action politique moins théorique ; la mort de son chef en 1954 mit un point final à son existence. »⁶⁹ Seules la présence et la forte personnalité d'Alcide De Gasperi maintenaient ensemble la brochette de personnalités d'orientations politiques diverses. Désormais, cinq courants structurèrent le débat au sein de la DC avec d'évidentes répercussions sur la vie politique italienne, de gauche à droite : *La Base*, *Forze sociale*, *Iniziativa Democratica*, *Centrismo popolare* et *Primavera*.

La Base constituait le courant le plus à gauche du parti, résultant de la scission de jeunes dossettiens déçus par le retrait de Dossetti et de Lazzatti pour lesquels ils s'étaient engagés en politique. En 1956,

69 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 295 et G. SARTORI, *Parties and Party System*, Colchester, ECPR Press, 2005 (1^{re} éd. 1976), pp. 90 *et sq.*

ils présentèrent une liste pour l'élection du Conseil national de la DC, mais ils étaient déjà fortement organisés en 1954. On retiendra un nom parmi ces jeunes idéalistes, Ciriaco De Mita, qui accéda au secrétariat de la DC dans les années 1980 et fut président du Conseil (Premier ministre) en 1988. Cependant, leur véritable inspirateur et même mentor n'était autre qu'Enrico Mattei, le talentueux et audacieux patron de l'ENI (l'essence AGIP), une entreprise d'État qui osa affronter les « Majors » de l'industrie pétrolière, ce qui lui valut d'être assassiné et d'être ainsi le sujet d'un très bon film de Francesco Rosi. Mattei soutenait *La Base* de ses deniers et son successeur à la tête de l'ENI fit de même. S'intitulant d'abord *Sinistra de Base*, le courant publia un périodique à Florence : *Politica*. En 1959, ce courant, essentiellement lombard, représentait 7 % des inscrits, mais se renforça par la suite⁷⁰.

Que voulaient les militants de *La Base* ? D'abord, une politique étrangère qui rompit avec l'alignement inconditionnel de l'Italie sur les positions des États-Unis ; et en économie, qui récusait le choix entre capitalisme libéral et socialisme qui tous deux échouèrent. Plutôt que des nationalisations et le développement d'entreprises publiques, ils proposaient d'une part, la planification économique et de l'autre, la création de *holdings* publics susceptibles de dynamiser et de réguler l'économie de marché. Du point de vue politique *stricto sensu*, ils se distinguaient du dossétisme, par le souci de séparer religion et politique et par la volonté de faire du PSI de Pietro Nenni l'allié privilégié de la DC.

Forze sociale représente le second courant de gauche, regroupant les syndicalistes qui militent à la CISL, ainsi que des intellectuels qui leur étaient proches. Leur *leader* était Giulio Pastore auquel succéda Carlo Donat-Cattin et qui fut plusieurs fois ministre, ainsi que Livio Labor, dirigeant des ACLI et plus orienté à gauche. Leurs revendications étaient strictement ponctuelles et se limitaient à relayer au sein de la DC les positions de la CISL. Par ailleurs, ils témoignaient d'une grande hostilité à l'encontre tant des communistes que du PSI « nennien » qu'ils considéraient comme une succursale du PCI.

70 Voir G. GALLI & P. FACCHI, *La sinistra democristiana*, Milan, Feltrinelli, 1962.

À côté de ces trois courants de gauche, on trouvait également des rescapés du courant « gronchien » qui, à l'instar de Tambroni, s'étaient notabilisés. Pour le reste, deux autres courants situés l'un au centre-droit, l'autre à droite, se partageaient les suffrages des adhérents démocrates-chrétiens.

D'une part, la tendance *Centrismo popolare* regroupait, autour de l'énergique Mario Scelba, les militants demeurés fidèles à l'esprit ainsi qu'à la ligne politique qu'incarnait De Gasperi ; aux côtés de Scelba, le dirigeant le plus connu n'était autre que Luigi Oscar Scalfaro qui sera président de la République de 1992 à 1999.

D'autre part et se revendiquant également d'Alcide De Gasperi, mais incarnant le courant le plus conservateur, la tendance intitulée poétiquement *Primavera* rassemblait autour du « jeune vieux » et « inoxydable » Giulio Andreotti une série de caciques du *Mezzogiorno* dont Salvo Lima semblait le plus sulfureux. De fait, fils d'un *mafioso*, il servit de proconsul à « *il Divo* » pour la Sicile et tomba lui-même sous les balles de la mafia en 1982, alors que son patron en avait fait un eurodéputé. Les positions politiques de ce courant attestaient d'un parfait classicisme : orthodoxie financière, antiétatisme et alignement sur la politique étrangère des États-Unis.

L'existence d'un apparent morcellement caractérisé par la présence de cinq courants n'empêcha nullement la période post-De Gasperienne d'être progressivement dominée par *Iniziativa Democratica* et le nouveau secrétaire de la DC, Amintore Fanfani⁷¹.

Le secrétariat politique d'Amintore Fanfani (1954-1959)

Le rescapé des *professorini* et, partant, le plus habile d'entre eux, savait parfaitement diriger la barque du parti en tenant compte des vents contraires venus de la cité du Vatican. Il eut le souci de consolider son courant en procédant à une intense campagne de recrutement qui se révéla fructueuse : 1 254 731 membres en 1954, 1 341 000 en 1955, 1 384 382 en 1956, pour retomber un an plus tard à 1 295 028,

71 Pour la biographie classique la plus complète du personnage Fanfani, voir P.E. ACRI, *Fanfani : l'uomo, lo statuto e le sue radici*, Ferrari, Paludi, 2009.

mais pour remonter à 1 408 315 en 1958 – une année électorale – et 1 602 929 lorsque Fanfani quitta le secrétariat politique en 1959⁷².

Parmi ses hauts faits d'armes, il faut citer, en premier lieu, l'élection de Giovanni Gronchi à la présidence de la République, poussant ses parlementaires à voter pour ce dernier, dès lors que l'intéressé bénéficiait du soutien communiste. La même année, il parvint à éliminer Mario Scelba de la direction du gouvernement pour le remplacer par Antonio Segni, ce dernier soutenu par la même majorité (DC-PSDI-PLI) que son prédécesseur. Il lui revint de porter la CEE et l'Euratom sur les fonts baptismaux grâce à la conférence de Messine qu'il organisa et dont le traité fondateur fut signé à Rome.

Le projet d'*Iniziativa Democratica* et de Fanfani était d'infléchir la politique du gouvernement dans le sens d'un réformisme plus marqué⁷³. Pour atteindre cet objectif, il fallait rompre avec les libéraux et, compte tenu des rapports de force au Parlement, remplacer ces derniers par les socialistes de Pietro Nenni. Or, pour ce faire, pour réaliser l'*apertura a sinistra*, il s'avérait impératif de détacher le PSI de son alliance privilégiée avec le PCI, amener Nenni à rompre avec Togliatti. Or, les deux partis se trouvaient associés dans nombre de coalitions au niveau local, qu'il s'agissait également de briser. Par ailleurs, l'entrée des socialistes au gouvernement aurait provoqué une tempête au Vatican, voire une condamnation au plus haut niveau. Il était urgent d'attendre, d'autant plus que la santé de Pie XII avait, en janvier 1954, présenté des signes alarmants de détérioration. Amintore Fanfani était doué d'une intelligence et d'un sens stratégiques qui lui permettaient de naviguer à contre-courant et entre les récifs. Ce brillant professeur d'économie, né à Pieve Santo Stefano en 1908 (il mourut à Rome à l'âge de 91 ans), fit ses études secondaires à Urbino et Arezzo. Ses parents militaient à l'Action catholique et quand le jeune Amintore devint étudiant à la Catho

72 J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 200. Pour une perspective historique sur le contexte partisan général à l'époque, voir G. POMBENI, *Storia dei partiti politici italiani*, Naples, Guido, 1980.

73 Pour une espèce de plaidoyer *pro domo*, voir S. LA FRANCESCA, *La linea reformista : la testimonianza dei diari di Amintore Fanfani (1945-1959)*, Florence, Le Monnier, 2000.

de Milan et à l'*Augustinianum*, il rejoignit naturellement la FUCI. Après son doctorat, il fut nommé professeur d'histoire des doctrines économiques à son *Alma Mater* milanaise. Profondément hostile au libéralisme économique, il adopta, sous l'influence de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, une position corporatiste. Une pente qui le conduisit à fleureter avec l'idéologie fasciste qui se revendiquait habilement du corporatisme, et il publia quelques articles théoriques portant sur les rapports entre la doctrine sociale de l'Église et celle du fascisme. Après la condamnation de l'idéologie fasciste par Pie XI et le rapprochement entre Mussolini et Hitler, Fanfani rompit avec le fascisme et passa à l'opposition ; ce fut alors qu'il rencontra Dossetti et La Pira, participant à leurs réunions et à leur réflexion sur les thèses de Maritain. Sur le plan scientifique, il dirigea la *Rivista internazionale di scienze sociali* et publia un ouvrage majeur, réédité en 2005 : *Cattolicesimo e Protestantismo nella formazione storica del capitalismo* qui doit beaucoup aux théories de Max Weber auxquelles il s'opposait néanmoins. Avec l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés du III^e Reich, la résistance intellectuelle au totalitarisme devint sans cesse plus risquée et Fanfani se réfugia en Suisse où il organisa un cycle de cours universitaires dispensés à l'intention des réfugiés italiens⁷⁴.

Revenu en Italie à la Libération, il participa à la fondation de la DC aux côtés de Dossetti et accéda aux fonctions de vice-secrétaire du parti, et fut élu à la Constituante. Il semblerait qu'il fût à l'origine de l'article de la Constitution qui définit l'Italie comme « *una Repubblica democratica fondata sul lavoro* ». Élu à la Chambre des députés pour la circonscription de Sienne, il commença une carrière gouvernementale durant laquelle il détint des ministères sociaux – Travail et Prévoyance sociale – puis économiques – Agriculture (1951-1953) et enfin régaliens – Intérieur (1953-1954), avant de faire un tour de piste comme chef du gouvernement en janvier 1954, pour devenir secrétaire de la DC en juillet de la même année. C'était donc un *leader* politique expérimenté qui prit alors les rênes du pouvoir au sein de son parti, bien décidé à faire triompher l'*apertura a sinistra*

74 Pour une biographie « politologique » de Fanfani : G. GALLI, *Fanfani*, Milan, Feltrinelli, 1975. Giorgio Galli fut, avec Sartori, l'un des « grands » politologues transalpins.

soutenue par *Iniziativa Democratica* dont il était le chef incontesté. Durant la petite décennie qui s'écoule entre 1954 et 1963, il joua dans la vie politique italienne et au sein de son parti le même rôle dans lequel De Gasperi avait excellé au cours de la période précédente. Cependant, tout armé qu'il fût pour affronter les événements, il ne pouvait en maîtriser le cours. Ainsi, les élections locales de 1956, survenues après l'invasion de la Hongrie, constituèrent un revers pour les communistes. En effet, d'une part, le PSI de Nenni, indigné, rompit avec le PCI pour se rapprocher des sociaux-démocrates de Saragat et les électeurs le récompensèrent. D'autre part, forts de leur succès, nenniens et saragatiens se prirent à rêver d'unité socialiste. Ainsi, tout occupés à régler leurs affaires partisans et escomptant un succès aux législatives prévues pour 1958, ils étaient peu enclins à rejoindre le gouvernement. Toutefois, la rupture du PSI et des communistes rendaient le premier plus respectable aux yeux des militants, sympathisants et électeurs démocrates-chrétiens. En attendant, Antonio Segni se trouva abandonné par le PSDI et dut quitter le pouvoir en dépit d'un excellent bilan.

En 1957, le Congrès national de la DC se mua en véritable sacre d'Amintore Fanfani qui, investi de la confiance de son parti, put proposer un gouvernement démocrate-chrétien monocolore, présidé par Adone Zoli. Le problème de ce dernier était qu'il devait sa survie à la bienveillance des parlementaires néo-fascistes, mais il s'agissait, en l'occurrence, d'un cabinet chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'aux élections de 1958. Le nouveau président du Conseil était un ancien compagnon d'Alcide De Gasperi, militant du PPI, résistant durant la guerre et apparaissant comme le grand ministre de la Justice dudit De Gasperi, dont on put constater, ci-dessus, l'œuvre réformatrice. Au départ de son « chef de courant », il devint ministre des Finances de l'éphémère gouvernement Fanfani I en 1954; il avait ensuite dirigé le ministère du Budget d'Antonio Segni (1955-1957) et possédait le profil idéal pour présider un *caretaker government* reposant sur des majorités alternatives. Comme Amintore Fanfani investissait tout son temps dans la préparation du scrutin de mai 1958 et de la campagne électorale, la DC ne se montra pas très regardante face à l'appui que les néo-fascistes apportèrent au

cabinet. Zoli, qui refusait de compter les votes de ces derniers dans sa majorité, voulut, à diverses reprises, présenter sa démission, mais Fanfani l'en dissuada.

De fait, les législatives ou, plus précisément, *le politique* de 1958 constituèrent le triomphe d'Amintore Fanfani : sans retrouver son score de 1948, la *Democrazia Cristiana* renouait avec la victoire, passant de 40 % en 1953 à 42,4 % et augmentant son score de près de deux millions de voix, progressant ainsi de dix sièges de députés. Le résultat des autres formations centristes (PRI, PLI, PSDI) demeurait inchangé, comme celui du PCI, tandis que les socialistes progressaient. En définitive, les partis de droite et singulièrement les monarchistes sortaient grands perdants du scrutin. L'heure de Fanfani avait sonné, le centre-gauche s'imposait désormais, mais *quid* de l'*apertura a sinistra* ?

Vers l'ouverture à gauche

Amintore Fanfani atteignit ainsi le sommet de sa carrière, car non seulement il accédait à la présidence du Conseil des ministres, mais encore cumulait-il cette charge avec celle de secrétaire de la DC et, ce qui ne gêne rien, il exerçait également les fonctions de ministre des Affaires étrangères. Le gouvernement Fanfani II marqua officiellement la fin de l'ère centriste inaugurée par De Gasperi, au profit du centre-gauche. Composé de démocrates-chrétiens et de sociaux-démocrates (PSDI), avec le soutien extérieur des républicains (PRI) et accidentellement des libéraux, le cabinet Fanfani II entendait préparer la voie à l'*apertura a sinistra*, c'est-à-dire l'entrée du PSI dans la coalition. Un cours politique radicalement nouveau, ce qui ne plaisait guère, sinon à l'ensemble de l'épiscopat italien, et moins encore à la Curie romaine. Mais le ciel même semblait favoriser l'ancien dossettiste : son gouvernement fut investi le 1^{er} juillet 1958, avant les vacances estivales et, juste avant la rentrée, Pie XII rendit l'âme à Castelgandolfo le 9 octobre 1958, sans même avoir désigné de camerlingue chargé d'assurer l'inter-règne et l'organisation du conclave. La Curie se trouvant occupée à ces lourdes tâches, elle se désintéressa quelque peu de la vie politique de la péninsule. L'accession de Jean XXIII au trône de Pierre modifia rapidement la

donne : Angelo Roncalli avait été sympathisant du PPI et semblait soucieux de désinvestir l'Église de la politique italienne. Cependant *Arx tarpeia Capitoli proxima* et le président du Conseil aurait dû méditer ce vieil adage romain⁷⁵...

De fait, il fut victime du vote secret qui permit la défection de « francs-tireurs » de la droite du parti qui, joignant leurs voix à celles de l'opposition, renversèrent le gouvernement le 27 janvier 1959. Sa chute précéda de peu la démission de Fanfani qui quitta le secrétariat politique de la DC. Après maintes tractations, principalement à l'intérieur de la DC, Antonio Segni constitua, le 15 février, un gouvernement monocolore avec le soutien parlementaire du PLI ; la droite et le MSI votèrent également en sa faveur, mais leurs suffrages n'avaient aucune incidence, l'appui libéral suffisant à assurer la majorité. *Iniziativa Democratica* ne résista point à cette épreuve. Lors de la session, qui s'annonçait orageuse, du Conseil national du parti, le courant se scinda entre une minorité de rebelles qui ne goûtaient pas le style autoritaire de Fanfani et la majorité composée des partisans de ce dernier. Les premiers, s'étant réunis au couvent des religieuses de Sainte-Dorothée, furent qualifiés de « dorothéens » et les seconds gardèrent le nom de *Nuove Chronache*. Aldo Moro, proche des premiers, conserva néanmoins une prudente neutralité, une sage décision qui lui valut de succéder à Fanfani au secrétariat politique avec le soutien de la droite – les amis de Giulio Andreotti – et de la gauche du parti. Quant à Amintore Fanfani, il jura qu'on ne l'y reprendrait plus, qu'il se retirait sous sa tente ou encore, tel Cincinnatus, il cultiverait désormais son jardin, c'est-à-dire qu'il retournerait à sa chaire professorale. Pas pour longtemps.

Aldo Moro (1916-1978), autre membre des *professorini* était perçu, *in illo tempore non suspecto*, comme plus modéré que Fanfani et, de tous les anciens de la FUCI devenus dossettistes, il était celui qui avait investi le plus d'énergie dans la vie de l'Action catholique étudiante et, à ce titre, il paraissait le plus proche de Mgr Montini, l'archevêque de Milan, que Jean XXIII venait de créer cardinal. Fils

75 « La roche tarpéienne est proche du Capitole ». C'est de cette falaise, proche du siège du gouvernement de la République romaine, que l'on précipitait les politiciens condamnés...

d'enseignants de la région de Tarente, il était, après de brillantes études, devenu professeur de droit pénal à l'Université de Bari et obtiendra en 1963 sa mutation à l'Université de Rome. En 1946, il devint vice-président de la DC et fut élu à la Constituante et député en 1948⁷⁶. Remarqué par De Gasperi qui le nomma secrétaire d'État aux Affaires étrangères, il s'engagea, après son expérience, aux côtés de Dossetti, dans le courant *Iniziativa Democratica* où il fit figure de bras droit de Fanfani. À ce titre, il présida le groupe parlementaire de la DC, tout en déployant une intense activité comme député, particulièrement dans les domaines législatifs et judiciaires. Ce fut donc tout naturellement qu'Antonio Segni lui confia, en 1955, le ministère de la Justice. Il demeura ministre dans les gouvernements Zoli et Fanfani, mais à l'Instruction publique. Dès lors, lorsque survint le schisme dorothéen qui fractura le courant *Iniziativa Democratica*, Aldo Moro révéla un talent consommé dans l'art de la *combinazione* puisqu'il parvint à bénéficier de l'appui des dorothéens sans s'aliéner celui des amis d'Amintore Fanfani. Soutenu au sein de la *Democrazia Cristiana* par les courants qui récusaient l'*apertura a sinistra* et entendaient garder le PSI à distance, le nouveau secrétaire politique endossa en fait la ligne de Fanfani, mais en louvoyant habilement.

En effet, Aldo Moro entendait démontrer *ab absurdo* la nécessité de l'*apertura a sinistra* en montrant l'instabilité et la fragilité propres aux partenaires centristes de la DC : sociaux-démocrates, républicains et libéraux. De fait, la mauvaise humeur du PLI se heurtant au PRI causa la chute du gouvernement Segni. Moro accepta de soutenir, comme la corde soutient le pendu, un cabinet dirigé par un proche du président Gronchi et membre de son courant : Fernando Tambroni. Le nouveau président du Conseil possédait un profil des plus complexes : ancien du PPI, il avait adhéré au parti fasciste pour passer fort opportunément à la Résistance et à la DC. Il exerça les fonctions de ministre de la Marine (1953-1955), de l'Intérieur (1955-1959) et du Budget (1959-1960). Tambroni, considérant qu'il était de gauche,

76 D. CAMPANELLA, *Aldo Moro : filosofia, politica, pensiero*, Milan, Edizioni Paoline, 2014 et R. MORO, *La formazione giovanile di Aldo Moro*, Bologne, Il Mulino, 1983 et *Aldo Moro negli anni della FUCI*, Rome, Studium, 2008.

se crut autorisé d'inclure dans sa majorité les néo-fascistes du MSI qui appuyaient le gouvernement sans y participer, mais c'était trop pour la gauche de la DC qui retira ses ministres du gouvernement. Encouragé par son mentor, le président de la République, à se présenter devant le Sénat, il en obtint un vote de confiance grâce au vote des élus MSI et des DC du *Mezzogiorno*. Afin de ne pas s'aliéner le concours des néo-fascistes, Tambroni eut la mauvaise idée d'autoriser la tenue du Conseil national du *Movimento Sociale Italiano* à Gênes, ville rouge et haut lieu de la Résistance antifasciste. Il fallait, pour donner une telle autorisation, être soit particulièrement maladroit, soit être stupide et il semble que Fernando Tambroni fut les deux. Il s'ensuivit de violentes manifestations qui endeuillèrent la grande cité portuaire : *exit* le gouvernement Tambroni qui ne dura que du 25 mars au 26 juillet 1960. La voie était ouverte pour l'*apertura a sinistra* et le retour triomphal d'Amintore Fanfani.

Ce dernier, secondé par le secrétaire politique du parti, Aldo Moro, constitua d'abord un gouvernement DC monocolore (1960-1962) puis, de février 1962 à juin 1963, une coalition de centre-gauche entre la DC, le PSDI et le PRI. Elle dura jusqu'aux législatives (de juin 1963). Pour la première fois, le troisième gouvernement Fanfani n'obtint pas encore le soutien du PSI, mais bénéficia néanmoins de son abstention. Afin de n'effaroucher personne, l'habile Moro présenta le cabinet Fanfani III comme celui dit des « convergences parallèles » alors que le président du Conseil l'avait, quant à lui, défini comme celui de la *restaurazione democratica*. Quelque mois auparavant, le candidat officiel du parti, Antonio Segni avait été élu président de la République (mai 1962), un succès de plus pour Aldo Moro. Le secrétaire politique pouvait désormais annoncer clairement la couleur : l'ouverture à gauche. Pour ce faire, il parvint à mettre en place, au sein du parti, une alliance entre fanfaniens, dorothéens, *La Base* et, ô surprise, les amis de Giulio Andreotti. Seul Mario Scelba demeura opposé à tout soutien socialiste. L'accord était simple : d'une part, les fanfaniens et la gauche obtenaient la constitution du gouvernement Fanfani IV, coalition de DC-PSDI-PRI avec l'abstention bienveillante du PSI ; de l'autre, les dorothéens recevaient la présidence de la République en la personne d'Antonio

Segni. Le revirement du PSI s'avérait le résultat de l'agitation fasciste qui marqua les incidents de Gênes.

Le centre-gauche et l'ouverture aux socialistes (1963-1968)

La fin du courant *Iniziativa Democratica* marqua le début d'une reconfiguration des tendances au sein de la DC qui s'engagea alors vers un centre-gauche comprenant le PSI.

Les courants de la DC au temps du centre-gauche

Les courants très structurés idéologiquement ou sociologiquement se maintinrent : à droite *Primavera* et les amis de Scelba, à gauche *La Base*. À côté de ceux-ci, trois nouveaux courants s'affirmaient : les *Dorotei*, *Nuove Chronache* et *Rinnovamento democratico*.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le courant le plus à gauche, *La Base*, se montrait particulièrement méfiant à l'encontre des socialistes dont il appréciait l'évolution tout en la trouvant insuffisante, car la principale caractéristique de cette tendance résidait dans son antitotalitarisme profond : anticommuniste et antifasciste. *La Base* refusait également toute coalition incluant les libéraux et exigeait des gouvernements DC, PSDI, PRI.

À leur côté, les syndicalistes de *Forze Nuove*, animés par Giulio Pastore et Carlo Donat Cattin, avaient approfondi leurs positions en se départissant de leur rôle de relais de la CISL au sein de la DC. Se rapprochant de *La Base*, le nouveau courant syndicaliste, devenu *Rinnovamento Democratico*, s'était également débarrassé des préventions qu'il nourrissait à l'encontre du PSI. Ce qui lui valut d'être rejoint par d'anciens militants de *La Base*. Toutefois, les relations entre les deux courants de gauche se renforcèrent au point de présenter une liste commune pour l'élection des membres du Conseil national du parti. Ils s'entendirent également sur un programme décliné en quatre points : planification de l'économie, nationalisation du secteur de l'énergie, réalisation du processus de régionalisation et réforme scolaire⁷⁷.

La fracture qui brisa *Iniziativa Democratica* résulta de l'attitude que les démocrates-chrétiens devaient adopter face aux amis de

⁷⁷ J.-P. CHASSÉRIAUD, *op. cit.*, p. 330.

Pietro Nenni. Les deux nouveaux courants acceptaient, en principe, l'*apertura a sinistra* mais différaient quant au jugement qu'il convenait de porter sur ce parti, suspect de maintenir ses collusions avec les communistes.

Nuove Chronache regroupait les alliés fidèles d'Amintore Fanfani. Constituant la gauche d'*Iniziativa*, ils considéraient que les élections de 1958 avaient confirmé la rupture survenue entre le PSI et le PCI d'une part, et de l'autre, le ralliement de la DC à l'ouverture à gauche. Le gouvernement Fanfani IV (DC, PSDI, PRI) procédait directement de cette volonté d'ouverture. Le courant fanfanien avait amené avec lui la majorité des dirigeants d'*Iniziativa Democratica*, avec des personnalités comme Arnaldo Forlani et Franco Maria Malfatti. Cependant, il se heurta à la droite du parti, mais suscita également les craintes de nombreux évêques, ainsi que l'hostilité de larges secteurs de la Curie. Une influence souterraine qui éclaire les raisons de la rupture peu compréhensible du courant solide et articulé fondé par Giovanni Dossetti et la division survenue au sein du groupe des *professorini*.

Les *Dorotei* se présentèrent comme représentant la gauche modérée de la DC. Fondés par Antonio Segni, Mariano Rumor et Paolo Emilio Taviani, le 9 mars 1959, lors d'une réunion tenue au couvent des religieuses de Sainte-Dorothée – ce qui leur valut le nom de *dorotei*, c'est-à-dire « dorothoniens » –, ils ne tardèrent pas à être rejoints par Aldo Moro qui, abandonnant Fanfani, prit la tête du courant. Pour les dorothoniens, les socialistes devaient donner des gages concrets de leur évolution, en l'occurrence rompre avec le PCI au niveau des exécutifs provinciaux et locaux. Par ailleurs, le fait que le gouvernement Fanfani IV venait de tomber à la suite d'une motion de censure déposée par le PSI, apportait de l'eau au moulin de ceux qui doutaient de la sincérité du revirement des socialistes nenniens.

Les courants de droite, c'est-à-dire la clientèle de Giulio Andreotti – la tendance *Primavera* – et les amis de Mario Scelba – s'opposaient à tout cabinet comprenant les socialistes. Les deux tendances de droite considéraient d'abord que la DC n'avait pas besoin du PSI pour réaliser son programme, l'appoint des petites formations centristes – sociaux-démocrates et républicains – se

révélant amplement suffisant, ensuite que l'alliance avec les socialistes ne correspondait pas aux vœux des électeurs démocrates-chrétiens et, enfin, que le PSI n'avait pas changé⁷⁸. L'opposition de Scelba était la plus radicale, car il agita même la menace d'une création d'un second parti catholique, ce qui lui attira une volée de bois vert de la part de l'*Osservatore Romano* qui dénonça « toutes les attitudes qui, pour des problèmes contingents, et sous les apparences de faux zèle, menacent l'unité des catholiques »⁷⁹. Décidément, sous les dehors de la défense de l'unité des catholiques voulue par Pie XII, les lignes bougeaient même au Vatican. Manifestement, l'influence du « bon pape » Jean commençait à se faire sentir⁸⁰.

L'ouverture à gauche et les élections de 1963

Le Conseil national de la DC qui se tint en préparation des législatives de 1963 fut décisif. Dans un discours fleuve de six heures – digne de Fidel Castro – Aldo Moro plaida en faveur d'un accord avec les socialistes afin de les soustraire à l'influence présentée comme délétère du PCI : la survie de la démocratie italienne est à ce prix. Moro obtint une majorité écrasante sur sa motion : il l'emporta par 126 voix sur 151. Un coup de théâtre, car non content de rassembler les votes des quatre courants de gauche, l'habile secrétaire politique recueillit également celle de Giulio Andreotti et de ses affidés. Le Vatican avait-il donné son feu vert ? *Chi lo sa*. Seuls Mario Scelba et ses fidèles restaient opposés, *perinde ac cadaver*, à tout accord avec le PSI. Déjà, le quatrième gouvernement Fanfani avait nationalisé l'énergie électrique et créé la région autonome du Frioul : décisions qui rencontrèrent l'agrément des socialistes qui votèrent en leur faveur⁸¹.

Toutefois, les élections législatives qui se tinrent le 28 avril 1963 représentèrent une lourde déception pour Aldo Moro et

78 *Ibid.*, p. 330.

79 *Ibid.*

80 Sur l'ensemble du processus de l'ouverture à gauche : G. BAGET-BOZZO, *Il partito cristiano e l'apertura a sinistra : la DC di Forlani e di Moro (1959-1965)*, Florence, Vallecchi, 1977.

81 *Ibid.*, p. 331.

l'apertura a sinistra : la DC obtint son plus mauvais score depuis la Constituante. En effet, elle retomba à 38 % de votes, perdant ainsi treize sièges de députés avec 260 élus contre 273 en 1958. Le résultat aurait été encore plus mauvais si le nombre total de membres de la Chambre n'était passé de 586 à 630. Le grand vainqueur du scrutin était la droite modérée, c'est-à-dire le PLI. Sans se révéler aussi catastrophique que les résultats du PSC-CVP aux élections belges de 1965, il semblerait qu'à l'instar de ce qui se passa deux ans après au plat pays, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, l'ouverture à gauche ne rencontrait guère les faveurs de l'électorat catholique, dans l'un et l'autre pays... Quoiqu'il en fût, on peut toujours argumenter que la grande majorité des électeurs demeurée fidèle aux démocrates-chrétiens approuvait la politique d'ouverture. Mario Scelba, l'intraitable opposant à *l'apertura a sinistra* avait-il raison ? La réalité se révèle plus complexe, car, lorsqu'un parti horizontal penche à gauche, il déçoit sa droite et inversement, lorsqu'il incline vers la droite, sa gauche se sent frustrée. Comme le dit la fable : « On ne peut satisfaire tout le monde et son père. » Tel est le dilemme que durent affronter les partis chrétiens.

L'échec électoral de la *Democrazia Cristiana* ne découragea point Aldo Moro qui, loin de renoncer, poursuivit son dessein. Mais compte tenu des vents contraires, il lui fallut tergiverser et gagner du temps. D'une part, il continua à négocier un programme de gouvernement avec Pietro Nenni et le PSI. De l'autre et face à une contestation interne au PSI, il fit investir un gouvernement balnéaire présidé par celui dont il avait été l'assistant à l'université, Giovanni Leone. En effet, contrairement au verdict des urnes, mais conformément à la volonté de la DC, le président Antonio Segni fit appel à Aldo Moro – et non à Fanfani – afin de constituer un cabinet de centre-gauche incluant les socialistes. Le vieux lion Pietro Nenni était totalement convaincu de la pertinence d'une telle formule, mais il lui fallait compter avec la fronde de son aile gauche. Il découvrit ainsi le drame du socialisme européen confronté au grand écart, avec un pied dans la révolution et l'autre dans la réforme.

Afin de sortir de l'ornière où les divisions internes du PSI avaient enlisé la vie parlementaire italienne, Giovanni Leone présida un

gouvernement de transition, le temps de régler le différend survenu chez les socialistes. Le nouveau chef du gouvernement n'était pas un perdreau de l'année. Ne présidait-il pas au bon ordre des débats parlementaires comme président de la *Camera dei deputati* ? Cependant, il ne possédait pas la moindre expérience ministérielle et fut également le premier président du Conseil issu du sud de la péninsule, une région où la culture démocrate-chrétienne était évanescence. Néanmoins, né dans une famille attachée à don Sturzo et engagée au PPI, cet universitaire n'avait pas hésité, pour les besoins de sa carrière académique, à adhérer au PNF, le parti unique. Il avait pourtant milité, comme étudiant, à la FUCI. À la Libération, cet homme habile, qui savait sentir d'où soufflait le vent, adhéra à la DC et fut élu député à la Constituante puis à la Chambre des députés ; on le retrouvera en 1971 à la présidence de la République. En attendant, il parvint à diriger le gouvernement démocrate-chrétien homogène de juin à décembre 1963, qui apparaît, *mutatis mutandis*, comme le premier gouvernement de centre-gauche, car il bénéficia de l'appui extérieur du PSDI, du PRI et du PSI.

Les socialistes ayant réglé leurs problèmes internes au prix de la sécession de leur aile gauche qui créa le PSIUP – Parti socialiste italien d'unité prolétarienne – qui se révéla bien plus contestataire que le PCI, Moro put enfin constituer son cabinet de *centro-sinistra*, coalition gouvernementale entre DC, PSDI, PRI et PSI. Le *leader* socialiste Pietro Nenni devenait vice-président du Conseil et le social-démocrate Giuseppe Saragat recevait le ministère des Affaires étrangères. Comme Aldo Moro, contrairement à Fanfani avant lui, ne tenait aucunement à cumuler la présidence du gouvernement avec le secrétariat du parti, il se démit de celui-ci. Pour lui succéder, le parti procéda à de savants arbitrages entre les courants de la gauche modérée. Ainsi, le dorothéen Mariano Rumor accéda au secrétariat politique, flanqué du fanfanien Arnaldo Forlani comme vice-secrétaire. Rumor, ancien dossettiste, possédait un excellent cursus ministériel, ayant exercé les fonctions de ministre de l'Agriculture dans les gouvernements Segni, Tambroni et Fanfani (1959-1963). Le premier gouvernement Moro ne fit pas long feu : il capota sur la question scolaire, en l'occurrence l'octroi de subsides aux écoles

privées. L'expérience de centre-gauche aurait pu tourner court et les choses en rester là, si la découverte d'un complot fomenté afin d'organiser un coup d'État militaire n'avait servi d'électrochoc salutaire : les socialistes comprirent qu'il ne fallait pas jouer avec le feu. Ainsi, l'Italie entra progressivement dans les années de plomb. Quant à Moro, il put ainsi constituer son troisième gouvernement qui dura deux ans (1964-1966), avec l'appui d'Andreotti au sein de la DC. Manifestement, l'élection de Paul VI au siège de Pierre modifiait la donne au Vatican, le nouveau pape était issu d'une famille démocrate chrétienne et son frère était sénateur. Ainsi, les gouvernements Moro II et Moro III assurèrent un gouvernement stable au pays. La fin du deuxième cabinet de centre-gauche dirigé par Aldo Moro était fortuite : la démission du président de la République Antonio Segni, victime d'une thrombose cérébrale, et l'élection de son successeur, entraîna le retrait du gouvernement.

La vacance du poste de président de la République, que le hasard fit coïncider avec le IX^e Congrès national de la DC, engendra une foire d'empoigne tant dans le parti qu'au Parlement. Au sein du parti, dorothéens et fanfaniens, ainsi que le rapprochement progressif entre Moro et Andreotti, perturbaient les rapports de force internes. Le président du Conseil et *leader* des dorothéens souhaitait l'élection de Fanfani comme président de la République. D'une part, parce que l'enthousiasme d'Antonio Segni envers les coalitions de centre-gauche se révélait des plus modérés, de l'autre, parce que, une fois élu à la présidence, Amintore Fanfani se serait retrouvé en dehors du jeu des courants. Mais, comme à l'accoutumée, l'élection présidentielle se traduisit par un entrelacs multiple d'intrigues et de combinaisons en tous genres qui permit aux francs-tireurs de déployer tout leur savoir-faire. En définitive, la partie de pêche en eaux troubles se termina par l'élection du social-démocrate Giuseppe Saragat, ministre des Affaires étrangères. Le centre-gauche sortait renforcé de l'aventure, mais la DC perdait la magistrature suprême. Le nouveau président se hâta de confirmer Aldo Moro dans ses fonctions et le gouvernement Moro III continua sa tâche. Quant au Congrès de 1964, il confirma le *leadership* du président du Conseil sur le parti et Mariano Rumor, son bras droit, au secrétariat politique ; l'avenir paraissait radieux pour le

nouveau leader de la *Democrazia Cristiana* qui envisageait sereinement la perspective des élections *politiche* de 1968. Las ! Ce fut du sein de la DC et, pis encore, de son propre courant – les dorothéens – que survint l'incident qui causa la fin du gouvernement Moro III. Le cabinet n'avait même pas été perturbé par un pataquès dont était responsable un grand homme, le maire de Florence, Giorgio La Pira, qui s'était rendu à Hanoï pour rencontrer Hô Chi Minh. C'était en pleine guerre du Vietnam et La Pira, entendant y mettre fin, reçut un accueil favorable à ses propositions de paix reprises par Fanfani, qui avait succédé à Saragat aux Affaires étrangères et exerçait, par surcroît, la présidence de l'Assemblée générale de l'ONU. Ce dernier transmet les informations au président Johnson tout en offrant ses bons offices. Malheureusement, les faucons du département d'État éventèrent la chose en organisant des fuites dans la presse américaine. Dès lors, « l'oncle Hô » démentit, Fanfani, embarrassé, demeura muet comme une carpe, laissant l'infortuné La Pira subir tout le discrédit de l'opération. Les raisons paraissent difficiles à saisir, mais il faut y voir la trace de la déception des fanfaniens : une girouette notoire, Paolo Emilio Taviani, ancien partisan de De Gasperi rallié à *Iniziativa Democratica*, pour servir ensuite de cheville ouvrière aux dorothéens, découvrit subitement que l'intérêt supérieur du parti exigeait que le courant dorothéen s'alliât avec les tendances les plus à gauche, *Forze Nuove* et *La Base*, en passant par-dessus les fanfaniens de *Nuove Chronache*. Comprenne qui pourra... Faute de trouver une solution de remplacement, le président Saragat, par ailleurs reconnaissant, chargea Aldo Moro de constituer un nouveau gouvernement de centre-gauche (DC-PSDI-PRI-PSI). Celui-ci dura jusqu'à la fin de la législature et, avec 833 jours, s'avéra le plus long de la 1^{re} République et mena à bien nombre de réformes dont la régionalisation ; il consacra le statut d'homme d'État de l'ancien président de la FUCI.

Au sein du parti, l'explication devenait inévitable, l'explication ou les règlements de compte... Le X^e Congrès de la DC, tenu à Milan, devait en être le théâtre et de fait, on assista à l'éclatement du courant dorothéen en quatre fragments. En premier lieu, les *Morotei* ou *Amici di Moro*, regroupant les fidèles du président du Conseil et

comprenant entre autres personnalités, le futur secrétaire politique de la DC, Benigno Zaccagnini, et l'actuel président de la République, Sergio Mattarella. La ligne du courant se voulait progressiste. En deuxième lieu, les *Pontieri* ou *Taviani* rassemblaient les individus divers que Paolo Emilio Taviani avait pu rallier ; leur nom de *Pontieri* leur venant de leur volonté affichée de bâtir un pont entre la gauche et les dorothéens par-dessus les fanfaniens. Ensuite, on rencontrait un troisième tronçon dénommé *Iniziativa popolare*, constitué par le secrétaire Mariano Rumor, épaulé par Flaminio Piccoli. Un courant qui se revendiquait de la gauche modérée, dont on ne perçoit pas bien ce qui le distinguait des morothéens, sinon l'ambition nourrie par Rumor de prendre la place d'Aldo Moro. Enfin, dernier fragment du défunt courant dorothéen, les amis d'Emilio Colombo qui formèrent, avec ceux d'*il Divo* Giulio Andreotti, *Impegno democratico*.

Évidemment, *Forze Nuove*, le courant syndical et *La Base* conservaient leur marge de manœuvre, ainsi que *Nuove Chronache*, le courant fanfani, au sein duquel Arnaldo Forlani, homme de la nouvelle génération et bras droit d'Amintore Fanfani, prenait l'ascendant sur le courant émergent comme le dauphin du *leader*. Cependant, de façon assez inattendue, *Impegno* – les amis de Rumor –, les morothéens, *Nuove Chronache* et ceux d'Andreotti constituèrent la nouvelle majorité qui confirma Mariano Rumor au secrétariat politique.

Tant au niveau de son parti que de la scène parlementaire, Moro pouvait aborder sereinement les législatives de 1968. Les années de plomb qui s'ensuivirent révélèrent l'insuffisance des réformes opérées par le centre-gauche, mais avec le recul de l'Histoire, la politique étrangère demeure son point fort. Une politique active marquée par une fin de l'alignement systématique de l'Italie sur les États-Unis, à mi-chemin entre celle conduite par le général de Gaulle et celle des quatre autres pays des communautés européennes. La politique méditerranéenne de Fanfani se révéla, aidée par Mattei, particulièrement fructueuse en ce qui concerne le domaine pétrolier où de bonnes relations s'établirent avec l'Algérie et la Lybie. Un succès personnel de Fanfani qui lui valut de présider l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'année 1965. Malheureusement pour

lui, pour Moro et pour l'Italie, la politique pro-arabe d'Amintore Fanfani se fracassa sur un obstacle imprévu : la guerre israélo-arabe, dite « guerre des six jours » ; et de Gaulle, qui disposait de coudées bien plus franches vis-à-vis des États-Unis, prit le relais en matière de politique arabe. Quoi qu'il en soit, la politique étrangère du centre-gauche présente un bilan globalement très positif, ne fût-ce que par l'action de Fanfani – poussé il est vrai par Jean XXIII – dans le règlement de la crise de Cuba en 1963, lorsque le monde frôla une troisième guerre mondiale et l'hiver nucléaire, donc la fin de l'humanité.

Les années de plomb et l'hégémonie contestée (1968-1979)

La décennie qui s'écoula de 1968 à 1979 s'ouvrit pourtant sous d'heureux auspices avec la victoire électorale de la DC aux législatives de 1968, mais la double attaque de l'extrême-droite et de l'ultra-gauchisme en décidèrent autrement. Il faut bien reconnaître que les contradictions et les divisions internes de la *Democrazia Cristiana* contribuèrent largement à attiser les feux de la contestation.

La pénible remise en route du centre-gauche

La constitution et la mise en place du *centro-sinistro* avaient soulevé quelques réserves chez les électeurs démocrates-chrétiens qui goûtaient fort peu l'entrée au gouvernement des « socialistes nenniens » naguère encore ralliés au PCI, et les élections de 1963 avaient été mauvaises pour la DC. Cette dernière n'en tint aucunement compte et la persévérance d'Aldo Moro à suivre la ligne adoptée par le parti s'avéra payante : les législatives de 1968 se révélèrent un grand succès tant pour la coalition que pour la DC, et surtout pour Aldo Moro personnellement. Le parti progressa de près d'un million de voix à la Chambre, gagnant six sièges et 39,1 % des suffrages contre 38,3 % en 1963. La presse étrangère et les observateurs peu au fait des subtilités de la vie politique italienne, s'attendaient à la reconduction du vainqueur, Aldo Moro, à la présidence du gouvernement. Las ! Les hiérarques de la DC ne l'entendaient pas de cette oreille... En bref, Mariano Rumor, le secrétaire politique du parti, désirait ardemment

remplacer son ancien camarade à la présidence du Conseil ! Comme Aldo Moro n'était pas précisément d'accord pour céder sa place au secrétaire politique, il s'ensuivit une vague de zizanie au Conseil national de la DC qui, incapable de trouver une issue satisfaisante à la crise, décida de ne rien décider ou, comme à l'accoutumée, renvoya la question au congrès du parti qui devait se tenir à Turin à l'automne 1968. Mais, comme il fallait quand même donner un gouvernement au parti, on fit – une fois de plus – appel à ce bon M. Leone, car de leur côté, les socialistes et sociaux-démocrates, désormais unifiés (PSU), entendaient également consulter leur congrès. Un gouvernement DC monocolore, balnéaire, mais qui n'empêcha point le subtil Leone, l'Italie assurant la présidence tournante de la Communauté européenne, de lutter pour l'abolition des droits de douane au sein de la Communauté. Quoique sénateur à vie et censément investi du statut de « sage », Leone vit son gouvernement immolé par la gauche de la DC qui refusa d'accepter tout portefeuille ministériel pour les siens.

Le congrès consumma la défaite d'Aldo Moro et de son courant qui avait rompu avec les dorothéens. Le vainqueur était Mariano Rumor qui fut proposé comme chef du gouvernement, tandis que la nouvelle majorité, comprenant dorothéens, *fanfaniani* et *tavianeri* nommait Flaminio Piccoli au secrétariat politique ; l'opposition interne regroupait la gauche, c'est-à-dire les « morothéens », *Forze Nuove* et *La Base*. Quoiqu'il en soit, et les socialistes réunifiés ayant surmonté leurs états d'âme, la voie était désormais libre pour Mariano Rumor. Ce dernier s'empessa de constituer un gouvernement de centre-gauche avec les partenaires obligés de ce genre de formule. Force est de constater que, nonobstant les préventions que pouvait susciter le caractère trop habile du nouveau président du Conseil qui resta aux commandes de trois gouvernements entre 1968 et 1970, son bilan se révèle excellent : réforme du système des retraites et revalorisation de celles-ci, réforme scolaire et mise en place de la régionalisation. Au niveau du parti, tout semblait sous contrôle ; un membre de son courant, Flaminio Piccoli, tenait fermement les manettes, mais pas pour longtemps, car la gauche démocrate-chrétienne reprit l'avantage et délogea Piccoli du secrétariat politique au profit d'un

jeune fanfanien aux dents longues : Arnaldo Forlani. Ce dernier parvint à organiser un accord entre tous les courants de la DC à la suite de l'octobre chaud et des événements de la Piazza Fontana. Ainsi, Rumor put-il bénéficier d'une relative stabilité, un caractère relatif qui, une fois n'est pas coutume, fut provoqué par le nouveau divorce survenu au sein du principal partenaire de la coalition, les socialistes qui ne restèrent pas longtemps unifiés : socialistes et sociaux-démocrates reprirent leurs billes, causant la chute du cabinet Rumor I. Rumor II serait donc DC monocolore jusqu'à ce qu'un accord pût être trouvé entre les frères ennemis du socialisme italien. Une fois la solution trouvée, on en revint au centre-gauche et ce fut Rumor III qui eut la malheureuse idée d'introduire le référendum dans la Constitution italienne. Finalement, le gouvernement prit fin d'abord avec le vote par le Parlement, en novembre 1970, de la loi introduisant le divorce, où la DC joignit ses voix à celles des monarchistes et des néo-fascistes, et se termina enfin en se révélant incapable de gérer les grèves de juillet 1970. Fanfani préféra déplacer la question posée par le divorce de l'arène parlementaire à celle de l'opinion en lançant un mouvement – *Un popolo per la famiglia* – afin de récolter les signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum abrogatif. Un nouveau gouvernement de centre-gauche succéda à celui que présidait Rumor et dont la direction revint à un homme de la droite du parti, un ami d'Andreotti, Emilio Colombo, qui bénéficiait d'une réputation de compétence qu'il s'était acquise lors des nombreuses et difficiles réunions des ministres de la CEE où il siégeait en temps que ministre du Trésor. Aldo Moro, de son côté, exerça les fonctions de ministre des Affaires étrangères des cabinets Rumor II et III, et Colombo.

Toutes les modifications survenues sur la scène gouvernementale provoquèrent branle-bas et modifications des rapports de force internes à la DC. Elles semblent d'autant plus vaines que nul ne contestait plus la formule du centre-gauche, fautive, d'ailleurs, d'absence de solution alternative; le PCI occupant le terrain à gauche et le MSI-DN, l'alliance des fascistes et monarchistes, faisait de même à droite, les deux n'étant pas *koalitionsfähig*. À première vue, il semblait que la *Democrazia Cristiana* se bipolarisât : une

gauche animée par Arnaldo Forlani, l'enfant chéri de Fanfani, réunissant fanfaniens, morothéens, *Forze Nuove* et *La Base* contre une droite comprenant le courant *Impegno Popolare* de Rumor et Piccoli et *Impegno Democratico* d'Andreotti et Colombo. Pour la première fois, un membre de la tendance la plus à gauche du parti – *La Base* –, Ciriaco De Mita, devenait vice-secrétaire de la DC. En fait, Forlani et l'inoxydable Andreotti s'entendaient comme larrons en foire. Comme, en 1971, le mandat du président de la République – Giuseppe Saragat – venait à expiration et que la DC entendait bien récupérer cette haute fonction, perdue à la suite de la maladie d'Antonio Segni, Forlani pensa que l'heure était venue de présenter la candidature de son père spirituel, Amintore Fanfani. Las ! à la faveur du vote secret, des francs-tireurs firent capoter le projet ainsi que la candidature d'Aldo Moro qui s'ensuivit. L'un comme l'autre aurait rehaussé cette charge qui n'est pas uniquement protocolaire et confère, au titulaire qui sait s'en servir, une véritable autorité morale. En définitive, le Quirinal revint à Giovanni Leone qui fut élu grâce aux voix des néo-fascistes. Un tel soutien n'améliorait pas les choses au sein de la coalition où l'atmosphère était de plus en plus polluée par la Loi Fortuna introduisant le divorce, car la DC ne s'empressait pas de la faire appliquer ; en attendant l'éventuel référendum abrogatif, elle multipliait les manœuvres dilatoires. On ne s'étonnera donc pas qu'en janvier 1972, le parti le plus laïc de la coalition et aussi le plus petit, les républicains du PRI – une formation politique qui inscrivit longtemps, dans ses statuts, l'interdiction pour ses membres d'assister à une cérémonie religieuse, même les obsèques de parents – se résolurent à quitter le gouvernement Colombo, causant la chute de ce dernier. Pas trop mécontent, Forlani décida de demander au président de la République la dissolution du Parlement et la tenue d'élections anticipées, une formule qui permettait de gagner du temps et de retarder l'application de la loi sur le divorce. Un gouvernement de transition fut donc mis en place, comme d'habitude DC monocolore et qui le présidait ? Nul autre que Giulio Andreotti qui prenait la main...

La DC en eaux troubles

L'heure d'Andreotti avait-elle enfin sonné? On peut le penser. Dans un premier temps, il s'agissait de préparer les élections afin de retarder l'application de la loi sur le divorce et de faciliter la tâche du mouvement mis sur pieds par des laïcs, mais soutenu fermement par l'épiscopat italien, pour réunir les signatures afin d'organiser un référendum abrogatif. Sur la position à adopter face à cet enjeu, Andreotti et Forlani partageaient le même point de vue qui était celui de *Un Popolo per la famiglia* et très probablement représentatif de l'opinion moyenne des catholiques transalpins. Pour le parti, il s'agissait d'un enjeu identitaire qui correspondait à sa raison d'être, médiatiser les valeurs et les intérêts de la communauté catholique italienne, ce qui explique que, une fois n'est pas coutume, la gauche et la droite démocrate-chrétienne vibraient à l'unisson.

Les élections législatives de mai 1972 ne clarifièrent pas la situation. Arnaldo Forlani mena une campagne fort habile, insistant sur la centralité de la *Democrazia Cristiana* et son statut de meilleur rempart contre le double péril du terrorisme noir et du terrorisme rouge incarné par les *Brigate Rosse* de sinistre mémoire. La DC maintint ses positions, gagnant même quelque 400 000 voix, tout en conservant ses 266 sièges à la Chambre. L'extrême-gauche montra au grand jour qu'elle ne représentait presque rien dans l'opinion publique, mais il faut remarquer que le PCI ne faisait pas ou plus partie de cette extrême-gauche incarnée par *Il manifesto* ou le parti démocratique d'unité prolétarienne. En bon disciple de Gramsci, le nouveau secrétaire général du PC, Enrico Berlinguer, se montrait encore plus souple que Palmiro Togliatti et avait, par surcroît, rompu avec Moscou après les événements de Prague en 1968. Au sein du communisme international, il défendait la présence de lignes nationales, de voies différentes vers le socialisme. Le PC se trouvait lui-même divisé en trois courants, la droite incarnée par Giorgio Amendola, pragmatique, mais soucieux de conserver les fondamentaux du communisme traditionnel, le centre dirigé par Enrico Berlinguer, défenseur d'une ligne italienne tenant compte du caractère catholique de la nation, et la gauche conduite par Pietro

Ingrao, soucieux de garder le contact avec certaines composantes de la gauche extrême.

Pour les dirigeants de la DC se posait un rébus cornélien : le principal partenaire d'un gouvernement de centre-gauche était indéniablement le PSI. Or, Loris Fortuna, l'initiateur de la loi sur le divorce, appartenait à ce parti et les socialistes s'affirmaient comme les plus fermes partisans du divorce. Par un apparent paradoxe, les communistes se seraient avérés des alliés beaucoup plus accommodants, mais d'une part, le PCI effarouchait encore l'Église et surtout les États-Unis n'en voulaient pas et le firent savoir, même pas discrètement. Dès lors, il ne restait qu'une solution, le retour au vieux centre-droit et le remplacement du PSI par le PLI. Giulio Andreotti devenait incontournable et réussit à constituer un gouvernement marqué par le grand retour des libéraux, absents du pouvoir depuis 1957. Ce cabinet Andreotti-Malagodi coalisait DC-PSDI et PLI avec le soutien extérieur des républicains du PRI. Le deuxième gouvernement Andreotti demeura aux affaires de juin 1972 à juillet 1973.

Un semblable renversement d'alliance ne fut pas du goût de tout le monde au sein de la démocratie chrétienne. Aldo Moro, qui occupait les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis le gouvernement Rumor II (1969 à 1972), refusa de rester au gouvernement tandis que ses partisans, les *morotei*, ainsi que le courant pro-syndical *Forze Nuove* quittaient la direction nationale du parti. Une explication allait certainement avoir lieu lors du Congrès et, ce qui n'arrangeait rien, la politique menée par Andreotti et Malagodi se révélait catastrophique : hausse de l'inflation, agitation dans la rue entre militants d'extrême-droite, d'extrême-gauche et forces de l'ordre, avec mort d'hommes. Dès lors, au XII^e Congrès de la DC qui se tint à Rome en juin 1973, trois blocs émergèrent : la gauche dirigée par Moro, les dorothéens plus ou moins reconstitués avec le retour de Taviani au bercail et désormais animés par Rumor et Piccoli, enfin la droite autour d'Andreotti et... de Forlani ! Le Congrès se prononçant clairement en faveur du retour au centre-gauche à partir d'une motion présentée par Amintore Fanfani, le Conseil national remplaça Arnaldo Forlani par ce dernier. Dès la fin du mois de juillet

1973, Mariano Rumor constituait un nouveau gouvernement de centre-gauche, Rumor IV, les socialistes, conscients du péril terroriste, reprenaient leur rôle au sein de la majorité que quittaient les libéraux du PLI. Quant à Forlani, il se vit assigner une période de quarantaine ou de diète gouvernementale : ni poste dirigeant dans le parti ni ministère. De son côté, Aldo Moro, satisfait, pouvait reprendre sa place au ministère des Affaires étrangères.

Cependant, l'avenir s'annonçait sombre pour le gouvernement Rumor IV. Non seulement les problèmes économiques et sociaux se posaient avec acuité et le terrorisme meurtrissait le pays, mais encore, le référendum sur le divorce apparaissait comme une épée de Damoclès. Il devait avoir lieu et il eut lieu...

L'Italie est-elle encore catholique ? Le tournant de 1973-1974

L'année politique fut encore difficile pour l'Italie sur le front social, avec la radicalisation du mouvement syndical attisée, sur le plan économique, par les chocs pétroliers et le tout couronné par le terrorisme aveugle des *Brigate Rosse* et de l'ultradroite. Qui plus est, l'Italie dut encore s'offrir les affres du référendum abrogatif. Le référendum, longtemps retardé, eut bien lieu et le résultat se révéla sans appel : 59,3 % des électeurs italiens se prononcèrent contre l'abrogation de la Loi Fortuna : une défaite pour l'Église transalpine et pour la DC. Manifestement, les situations drolatiques que popularisèrent tant de films comiques du genre « *Divorce à l'italienne* » ne semblaient plus du goût des citoyens de la péninsule.

L'infortuné Fanfani avait engagé le parti dans cette entreprise sans recevoir le soutien explicite de tous les *leaders* de la DC. Ainsi, Aldo Moro à gauche, le président du Conseil Rumor et même, à droite, Emilio Colombo, se montrèrent des plus sceptiques quant à l'idée même d'embarquer sur cette galère référendaire. Manifestement, la sécularisation avait progressé et les citoyens prenaient des latitudes avec la doctrine matrimoniale de l'Église, et une majorité n'écoutait plus les évêques. Dans le sud du pays, la *Democrazia Cristiana* se réduisait à une formation de droite doublée d'une officine clientéliste de distribution de postes administratifs et prébendes diverses,

entraînant le processus de *lottizzazione* de l'État. Une situation qui bénéficiait à la mafia et renforçait une culture spécifique à l'ancien Royaume des Deux-Siciles, baptisée par les sociologues du nom de familiarisme amoral. Le gouvernement Rumor ne pâtit pas vraiment de la querelle sur le divorce, la situation du pays s'avérait assez grave, trop pour autoriser une vacance du pouvoir. Pour être complet, il faut préciser qu'en mars 1974, les républicains avaient quitté le gouvernement Rumor IV, immédiatement remplacé par Rumor V, comprenant la DC, le PSDI et le PSI.

Avec l'échec que connut Amintore Fanfani sur le divorce, des observateurs, peu au fait des subtilités de la vie politique italienne sous la 1^{re} République, se seraient attendus, sinon à la chute du gouvernement Rumor, du moins à la démission du secrétaire politique de la DC. Or, tout resta en l'état – *business as usual* – et Amintore Fanfani conserva son poste, mais néanmoins, il se trouva en butte à un sérieux tir de barrage et il fallut attendre la lourde défaite démocrate-chrétienne aux élections régionales de 1974 pour qu'il démissionnât. Entre-temps, Rumor dut jeter l'éponge, incapable de gérer la zizanie qui s'installait dans son gouvernement entre démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates et socialistes tirant à hue et à dia. Un seul homme pouvait résoudre la crise et ce fut Aldo Moro qui effectua son grand retour au Palais Chigi, construisant un gouvernement de centre-gauche à front renversé – en quelque sorte –, car les républicains rentraient tandis que les frères ennemis, PSDI et PSI, sortaient. Le PRI était bien payé, car son vieux chef, Ugo La Malfa, devenait le vice-président du Conseil du gouvernement Moro IV. Un détail qui ne manque pas d'intérêt : Arnaldo Forlani revenait sur le devant de la scène en devenant ministre de la Défense. Le cabinet demeura en place de novembre 1974 à février 1976 et prit une série de décisions énergiques contre le terrorisme par la Loi Reale, qui renforça fortement les pouvoirs attribués à la police ; mais sa mesure la plus spectaculaire se révèle, avec le recul de l'Histoire, sa prise de contact avec le PCI et son secrétaire général, Enrico Berlinguer. Ce parti, qui n'avait jamais été stalinien, connaissait une profonde évolution : non content d'avoir pris fermement ses distances d'avec Moscou, il avait poussé sa stratégie gramscienne jusqu'à proposer le *Compromesso*

storico. Le coup d'État survenu au Chili à l'automne 1973 provoqua un profond traumatisme en Europe occidentale, car ce pays apparaissait comme le plus européen d'Amérique latine⁸² et, qui plus est, son système partisan – droite conservatrice, centre démocrate chrétien et gauche socialo-communiste – ressemblait à celui de l'Italie. Dès lors, Berlinguer relança et précisa son offre de compromis historique qui rencontra un certain écho dans les rangs de la gauche démocrate-chrétienne, sous le nom de « république conciliaire », en référence avec l'ouverture marquée par Vatican II. Il s'agissait en fait de mettre en place un gouvernement de coalition entre la DC et le PCI, qui aurait revitalisé un système politique à bout de souffle et exsangue. Aldo Moro était convaincu de la nécessité d'une telle formule, mais il souhaitait procéder par petits pas, selon le modèle adopté naguère pour réaliser l'*apertura a sinistra* et ce d'autant plus qu'il fallait ménager les États-Unis dont les services secrets se montraient, depuis 1976, particulièrement intrusifs dans la vie politique italienne.

Blocage et recomposition de la DC

À partir des élections législatives de 1976, la *Democrazia Cristiana* connut la pire période de son histoire qui devait la conduire vers un trépas sans gloire, engluée dans la corruption ; et pourtant, il semblait qu'un déblocage s'amorçait. La perte tragique de son président, Aldo Moro, la priva de l'éminent homme d'État dont l'action eût, sans doute, modifié le cours des choses.

Le renouveau de 1976

Les élections anticipées de 1976 furent provoquées par un caprice de Francesco De Martino, successeur de Pietro Nenni au secrétariat général du PSI et tenant d'une ligne marquée par l'affirmation d'une logomachie verbale révolutionnaire, assortie d'une pratique d'un réformisme alimentaire et clientéliste qui annonce Bettino Craxi. Des urnes sortirent une majorité relative DC qui, *ne varietur*, conservait ses 38,7 % des suffrages tandis que le PCI effectuait une forte percée traduite par des gains obtenus aux dépens de la gauche

82 Une parenté s'exprimant dans des noms propres non hispaniques : Frei, Tomic, Alessandri, Pinochet.

laïque et singulièrement du PSI. L'ambition des communistes de réaliser le *sorpasso*, c'est-à-dire passer devant la DC et imposer ainsi sa présence au gouvernement échoua néanmoins.

Au sein du parti, la gauche avait fait élire en 1975 en la personne de Benigno Zaccagnini un secrétaire général, fidèle d'entre les fidèles d'Aldo Moro. Après les élections, comme Giulio Andreotti présidait, une fois de plus, aux destinées du gouvernement italien, Aldo Moro devint président du Conseil national du parti, avec la ferme intention de faire bouger les lignes de la vie politique transalpine en réalisant le compromis historique. Il avait pour lui le soutien du pape Paul VI, son ami de toujours. Le fait, en apparence surprenant, de voir Andreotti, cacique de la droite du parti, allié à Moro, s'explique par la volonté d'*il Divo* de rester dans les bonnes grâces vaticanes. Andreotti, comme Moro, appartenait, par delà les clivages idéologiques, aux éléments profondément religieux du parti, ainsi d'ailleurs que le nouveau secrétaire politique Benigno Zaccagnini.

Ce dernier, un éminent pédiatre surnommé l'*onesto Zac*, n'était pas un novice : issu de la Résistance, ancien *partigiano*, député depuis la Constituante, il avait mené une carrière politique discrète dans l'ombre d'Aldo Moro. Quant à son expérience ministérielle, elle se révélait des plus minces : ministre des Travaux publics des gouvernements Fanfani III (1960-1962) et Segni II, il n'avait pas laissé, dans l'exercice de cette fonction, un souvenir impérissable. Mais son honnêteté et sa fidélité s'affirmaient d'une irréfragable solidité. Il faut souligner un aspect de sa carrière : il la mena en Émilie-Romagne – il était né à Ravenne en 1912 – qui possède la particularité d'appartenir aux « régions rouges » de la péninsule, celles que gérait le PCI. Au moment de son élection au secrétariat contre Forlani, il était vice-président de la Chambre des députés.

Aldo Moro et l'*onesto Zac* se répartirent les tâches au sein du parti. Au premier, la ligne nouvelle dite de *solidarietà nazionale* visant à rassembler dans une même majorité parlementaire toutes les formations démocratiques, y compris le PCI. Compte tenu de la faiblesse des autres partis, seuls la DC et le PCI représentaient ensemble une majorité. La perspective ouverte par l'entrée en vigueur du compromis historique fit pousser des cris d'orfraie dans

maintes chancelleries. Soviétiques et Américains s'accordèrent, sans concertation, pour condamner l'expérience. Aldo Moro pensait à des élections anticipées pour 1978; en attendant, le troisième gouvernement Andreotti, monocolore et surnommé gouvernement *della non sfiducia*, entra en fonction grâce à l'abstention bienveillante du PCI et du PSI. Grâce aux négociations entre Moro et Berlinguer, un nouveau gouvernement monocolore Andreotti – le IV^e – fut constitué le 11 mars 1978 et cette fois, les communistes apportaient leur soutien sans participation au cabinet; une page de l'histoire politique italienne se tournait. Le 16, le jour même du vote d'investiture du nouveau gouvernement, un commando des Brigades rouges enlevait Aldo Moro.

En attendant ces tragiques événements, Zaccagnini s'attaquait de façon aussi besogneuse qu'efficace à la rénovation de la DC. En premier lieu, il consolida sa majorité en organisant une espèce de super-courant, surnommé l'*Area Zac* et composé des principaux courants de la gauche du parti, à savoir les *Morotei*, *La Base* et la plupart des membres de *Forze Nuove*. Deux courants de gauche conservaient leur liberté d'action et leur autonomie : les modérés du courant *Preambolo* avec les *dorotei* de Flaminio Piccoli, les irréductibles de *Nuove Chronache*, unis derrière Fanfani, ainsi que des dissidents de *Forze Nuove* avec Carlo Donat Cattin. L'autre courant non rallié regroupait les dissidents de *La Base* sous le nom de *Nuova Sinistra*. À droite, le courant *Proposta* s'opposait à la ligne d'ouverture au PCI et regroupait des ex-partisans d'Andreotti autour d'Oscar Luigi Scalfaro. Enfin, à droite, mais opportuniste, on retrouve des caciques clientélares méridionaux derrière Antonio Gava et surnommés *corrente del Golfo*.

En second lieu, l'*onesto Zac* entreprit la rénovation de la DC en se fondant sur l'adhésion de l'un des premiers « nouveaux mouvements religieux » intitulé *Comunione e Liberazione*, fondé par un prêtre – don Giustani – et regroupant de nombreux jeunes. Contrairement aux mouvements charismatiques nés à cette époque, il ne répugnait pas à s'engager dans l'action politique; mieux, il entendait rénover

celle-ci et l'adhésion à la DC permettait cette moralisation de la vie publique. Les événements de 1978 en disposèrent autrement⁸³.

Enlèvement et assassinat d'Aldo Moro

Le 16 mars 1978, Aldo Moro, président de la DC, monte dans la Fiat 130 qui doit le conduire de son domicile du quartier *Trionfale* jusqu'à la Chambre des députés où il compte assister au vote d'investiture du gouvernement Andreotti. Comme le terrorisme des *Brigate Rosse* pollue la vie politique italienne et pourrissait le quotidien des Italiens, sa sécurité était assurée par pas moins de cinq gardes du corps, y compris le chauffeur du véhicule. Quelques instants plus tard, au croisement de la rue Mario Fani et de la rue Stresa, un commando des Brigades rouges intercepte la voiture, tue les cinq gardes du corps et enlève Moro en l'enfermant dans le coffre d'une R5 rouge volée deux semaines auparavant. Ainsi, commença l'événement le plus tragique de la vie politique italienne de la seconde moitié du siècle passé.

Durant 55 jours, on assista à une série de lettres et d'appels de Moro au président du Conseil Andreotti et au ministre de l'Intérieur, son camarade de courant Francesco Cossiga, mais aussi à d'autres personnalités politiques, tant démocrates-chrétiennes que laïques, les exhortant à traiter avec les brigadistes. Seul le ministre socialiste Bettino Craxi pencha en faveur de tractations avec ces derniers. Le pape Paul VI exhorta également le gouvernement, afin qu'il négociât avec les brigadistes, mais tant le gouvernement que le parti se rangèrent sur une ligne d'extrême fermeté qui vaudra à Cossiga d'accéder au poste de président du Conseil avant d'être élu à la présidence de la République. *In fine*, le Saint-Père proposa aux *Brigate Rosse* de prendre la place d'Aldo Moro, mais son offre ne reçut aucune réponse. Les communistes étaient consternés et il me fut donné, durant ce terrible mois de mars, de discuter longuement avec le grand historien Giuliano Proccaci, par ailleurs directeur de l'Institut Gramsci, qui me confia que le PCI entendait proposer

83 Sur la situation de la DC à la veille de l'enlèvement d'Aldo Moro et depuis la guerre, G. GALLI, *Storia della democrazia cristiana*, Bari, Laterza, 1978.

l'élection d'Aldo Moro à la présidence de la République et que chacun en Italie savait que le captif était un homme intègre, qu'il ne volait pas, contrairement à tant d'autres...

Le 9 mai 1978, on retrouva le corps d'Aldo Moro dans le coffre de la fameuse Renault 5 abandonnée *Piazza del Gesù* – siège de la DC – au croisement de la *via delle Botteghe oscure* – où se trouvait le siège du PCI. La famille refusa les funérailles nationales et celles-ci se déroulèrent en leur absence et sans le corps d'Aldo Moro ; elles furent célébrées par le pape, profondément affecté.

Durant les 55 jours pendant lesquels le président de la DC fut séquestré, un tribunal populaire (*sic*) autoproclamé procéda à l'interrogatoire de la victime. Toutes les séances furent enregistrées par les brigadistes, mais les enregistrements retrouvés par les carabinieri disparurent fort opportunément. On a tout lieu de penser que les illuminés qui perpétrèrent ce forfait étaient manipulés par les services secrets, en l'occurrence américains, le département d'État redoutant la perspective d'un gouvernement Moro comprenant la DC et le PCI. Ainsi, disparaissait un homme d'État et un croyant fervent, digne héritier de Dossetti et le plus brillant des « deux pur-sang » de la *Democrazia Cristiana*. Lui vivant, l'Histoire de la péninsule aurait connu un autre tour, la 1^{re} République aurait pu se réformer et survivre, et l'Italie aurait évité l'opprobre et le discrédit que lui infligea le long règne de Berlusconi, le roi du « *bonga bonga* ».

La DC déboussolée (1979)

Aldo Moro fut remplacé à la présidence du parti par Flaminio Piccoli et l'*onesto Zac* demeura en place au secrétariat politique, mais son aura se trouva fortement affectée par le drame. Il ne s'en remit pas. Il est vrai que dans l'une de ses dernières suppliques, Aldo Moro le décrivait comme « *il più fragile segretario che abbia mai avuto la DC* » ! Son mandat arrivant à terme en 1980, il dut céder la place à... Flaminio Piccoli.

Ce dernier, né Autrichien en 1915 et issu de l'Action catholique, originaire du Trentin, possédait le profil idéal pour faire carrière à la DC : commençant sa trajectoire à gauche en militant à *Iniziativa Democratica*, puis glissant progressivement vers le centre avec

Iniziativa Popolare, puis à la droite modérée avec *Impegno Democratico* où il rejoignit Giulio Andreotti. Son ascension vers les sommets du parti s'était révélée lente : député en 1958, il ne fut ministre que de 1970 à 1972 au portefeuille des Participations d'État dans les entreprises. En revanche, et comme on a pu le constater, il déploya une intense activité dans le jeu des courants et de leur recomposition, qui constitua l'un des charmes de la DC !

Les élections de 1979, organisées dans la foulée de la mort tragique d'Aldo Moro, avaient été bonnes pour le parti qui conserva tous ses députés. Cependant, Andreotti dut céder la place à celui qui avait gagné une popularité pour le moins indue et devenait l'étoile montante du parti : l'ancien ministre de l'Intérieur Fernando Cossiga. Par contre, la DC perdit la présidence de la République. En effet, le président Leone qui avait pensé bien faire en gracieux le brigadiste Paolo Besuchio, afin d'obtenir la libération d'Aldo Moro, se vit désavoué par le gouvernement et en butte à une violente campagne de dénonciation de la part du PCI qui, reprise par le flamboyant et excessif Marco Pannella – le fondateur du *Partito Radicale* – dégénéra en attaques personnelles contre le président et sa famille. Le ministre de la Justice ayant refusé d'ouvrir une action en justice pour offense au chef de l'État, l'infortuné Leone, que ni Piccoli ni le parti ne soutenaient le moins du monde, finit par démissionner en s'adressant directement au peuple par le truchement d'une dramatique intervention à la télévision. Il sera blanchi de toutes les accusations infamantes proférées contre lui, mais en attendant, Fanfani échoua une fois de plus à l'élection présidentielle et le vote des grands électeurs se porta sur un grand honnête homme, le vieux parlementaire PSI Sandro Pertini. Quant au parti, dirigé maintenant par Piccoli, le nombre de ses adhérents déclina à peine ; il tomba de 1 747 292 en 1973 à 1 300 000. Un chiffre qui se maintint en moyenne à ce niveau durant les décennies des années 1980.

Après les élections de 1979, Cossiga devint président du Conseil et le resta jusqu'en octobre 1980, le 18 exactement, date où il fut délogé par plus malin que lui, Arnaldo Forlani. De son passage au ministère de l'Intérieur et de sa présidence du Conseil, qui ne fut que légèrement entachée par « l'affaire Donat Cattin », Fernando

Cossiga bénéficia d'un préjugé favorable, entre autres au PCI. Sur le front du parti, l'heure de Flaminio Piccoli avait sonné, mais aussi celle de Forlani. En effet, le XIV^e Congrès vit le triomphe du tandem Forlani-Piccoli : un trait fut tiré sur la politique de *solidarietà nazionale* ; tandis que le premier nommé, véritable inspirateur de la ligne nouvelle, devint président de la DC, le second accédait au secrétariat politique. Pour ce poste, le dorothéen Piccoli battit l'*onesto Zac* qui bénéficiait du soutien d'Andreotti. À la suite du terrible attentat survenu à la gare de Bologne, Cossiga, dont la réputation d'homme à poigne semblait pour le moins écornée, céda la place à Arnaldo Forlani qui prit la direction d'un gouvernement de centre-gauche. Pour ce dernier, cela pouvait apparaître comme le couronnement d'une carrière marquée par, entre autres, les ministères de la Défense, puis des Affaires étrangères, mais il ne s'arrêterait pas en aussi bon chemin. La coalition de courants réunis par Forlani et Piccoli au Congrès comprenait les dorothéens, les fanfaniens, *Forze Nuove* et *Proposta*, unis par leur commune volonté de cesser toute collaboration avec le PCI au profit d'un pacte organique avec le PSI de Bettino Craxi dont on savait qu'il était pourri jusqu'au trognon. L'opposition se composait de la gauche et des amis d'Andreotti.

Devenu secrétaire politique de la *Democrazia Cristiana*, Flaminio Piccoli montra que, à l'instar de Zaccagnini, il avait des principes, en ouvrant largement le parti au segment catholique de la société civile, attirant maints intellectuels chrétiens et se rapprochant au plus près des mouvements catholiques. Mais toute médaille ayant son revers, la proximité du parti avec les autorités ecclésiastiques le précipita dans la campagne menée en faveur d'un référendum abrogatif contre la loi autorisant l'interruption volontaire de grossesse. Le parti s'engagea ainsi en un combat douteux qui déboucha sur une déconfiture électorale plus grave encore que celle qu'il encaissa avec l'échec du référendum abrogatif sur le divorce. Très inopportune, cette campagne référendaire s'était déroulée sur un fonds de scandales liés à la fois à l'incapacité de l'État d'en finir avec les Brigades rouges et aux péripéties de l'affaire de la *Banca Ambrosiana* et de la Loge P2, sans parler de l'attentat perpétré contre le pape Jean-Paul II. C'en était trop

et Forlani fut renversé et, après avoir vainement tenté de constituer, un nouveau gouvernement, il dut céder la place à un gouvernement pentapartite⁸⁴ dirigé par Giovanni Spadolini, le président du Parti républicain. Pour la DC, la potion était particulièrement amère : non seulement il avait perdu la présidence de la République, mais voilà qu'il perdait celle du gouvernement, une première depuis 1945 ! Le prochain Congrès national de la DC s'annonçait orageux.

Orageux, il le fut ! La direction en place se retrouva renvoyée à ses chères études et on assista à un très net glissement vers la gauche. Arnaldo Forlani fut battu par Ciriaco De Mita qui le remplaça au secrétariat politique. Or, ce dernier n'était rien moins que l'animateur de *La Base*, devenue *Sinistra di Base*, un courant longtemps minoritaire, voire marginal, au sein du parti. Cette révolution avait été rendue possible grâce à l'appui de Flaminio Piccoli, Amintore Fanfani, de l'*onesto Zac*, ainsi que de Giulio Andreotti qui réglait quelques comptes... et Piccoli qui s'était fort opportunément distancié de Forlani. On pouvait, sous la direction de De Mita, s'attendre à un renouveau de la DC. En fait, les lueurs que l'on prit pour celles d'une aube nouvelle étaient celles du crépuscule.

La lente agonie de la DC (1982-1994)

L'embellie marquée par la victoire de Ciriaco De Mita s'arrêta net avec l'accession de Forlani à la direction du parti, entraînant la chute de celui-ci, mais aussi celle de la 1^{re} République.

Une brève embellie

Avec l'élection de Ciriaco De Mita, ce n'était pas seulement quelqu'un qui avait toujours été un minoritaire au sein de la DC, un homme aussi à gauche – du point de vue socio-économique – que les communistes, mais aussi un membre de la nouvelle génération. Né en 1923 à Nuscia, dans la province d'Avellino – une localité dont il fut le maire –, il bénéficia d'une bourse d'études et suivit les cours de l'*Augustinianum* et de la Catho de Milan. Membre du Conseil national de la *Democrazia Cristiana* en 1956, il fut élu député en 1958. Membre de *La Base* et proche d'Enrico Mattei – assassiné par

84 PRI, DC, PSI, PSDI, PLI.

les soins de la CIA –, il entra au gouvernement comme secrétaire d'État du cabinet Rumor I (1968-1969) ; puis, Rumor semblant l'apprécier, il le promeut ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat dans les gouvernements Rumor IV et V (1973-1974). Revenu au pouvoir, Aldo Moro lui confie le ministère du Commerce extérieur de ses quatrième et cinquième gouvernements. Il ne siège pas au gouvernement Andreotti III, mais l'habile Giulio le prend, de 1978 à 1979, dans ses quatrième et cinquième gouvernements où il détient un portefeuille assez sensible, celui des interventions spéciales dans le *Mezzogiorno*. Devenu secrétaire politique de la DC, il convainc Amintore Fanfani de prendre Romano Prodi comme directeur de l'IRI. L'actuel président de la République, Sergio Mattarella, élu en 2015, lui doit également sa carrière.

Avec De Mita au secrétariat politique et Fanfani à la tête du gouvernement, la DC avait de quoi espérer, les électeurs en décidèrent tout autrement. Le vieux lion Amintore Fanfani apparut aux yeux de l'opinion publique comme un vieux cheval de retour ; manifestement, le pur-sang de race de l'époque de De Gasperi avait pris un sérieux coup de vieux. Ainsi, lors des législatives de 1983, la DC connut, avec 32,9 % et 225 sièges contre 262 en 1976, son pire résultat de l'Histoire, moins qu'à la Constituante où il avait obtenu 35 % des suffrages. Fanfani démissionna, mais De Mita demeura en place jusqu'en 1989. Le pire fut, qu'une fois de plus, la DC dut céder la direction du gouvernement à un laïc – un socialiste cette fois –, en l'occurrence Bettino Craxi, l'homme politique italien le plus corrompu qui fût et qui constitua un gouvernement de centre-gauche allant résolument à droite (DC, PSI, PSDI, PRI, PLI) et qui prit comme vice-président du Conseil Arnaldo Forlani, qui effectuait son grand retour. Les deux coquins – le premier finira en exil, fuyant la justice de son pays, le second sera condamné à une peine d'emprisonnement – s'entendirent comme larrons en foire, jetant les bases d'une fructueuse collaboration à leur profit et aux dépens de l'Italie. Il est vrai que Forlani défendait, au sein de la DC, le rapprochement avec les socialistes, tandis que la gauche préférait les communistes, beaucoup plus intègres : Don Camillo se rapprochait de Peppone. Quant à Andreotti, prenant acte du fait

que le pape Jean-Paul II, tout en prenant ses distances vis-à-vis de la DC, abhorait les communistes, penchait légèrement en faveur de l'alliance avec le PSI. Ainsi, se mettait progressivement en place une coopération transpartisane mortifère, l'axe Craxi-Andreotti-Forlani, familièrement désignée par l'acronyme CAF..

Les déboires de la DC n'étaient pas terminés. Craxi, soutenu à l'intérieur de la DC par son complice Forlani, occupa, avec deux gouvernements, tout l'espace d'une législature écourtée, soit du 4 août 1983 au 17 avril 1987. Ciriaco De Mita n'avait rien à lui envier sur ce terrain, puisqu'il resta aux commandes de la DC durant sept ans (1982-1989), soit le plus long mandat à ce poste. En 1985, l'hebdomadaire *Il Mondo* le classa comme le troisième homme le plus puissant d'Italie après le patron de la FIAT, Gianni Agnelli, et Bettino Craxi. Le parti lui-même paraissait, sous sa houlette, d'une resplendissante santé : lorsqu'il abandonna le secrétariat, il comptait 1 862 426 adhérents contre 1 361 066 en 1982, et il franchit le cap des deux millions en 1990 grâce au clientélisme de Forlani. Pourtant, son bilan ne s'avérait guère glorieux dès lors que l'on consent à ne plus regarder la vie du parti, mais sa situation électorale. En effet, les élections européennes de 1984 furent un désastre. Pour la première fois, le PCI réalisait le *sorpasso*, devenant le premier parti, devançant ainsi la DC. Il est vrai que les communistes bénéficièrent de la vague d'émotion causée par la mort subite du père du *compromesso storico*, Enrico Berlinguer, le très respecté secrétaire général du PCI. Les régionales de 1985 furent moins catastrophiques et, *in fine*, elle connut un succès en assurant, la même année, l'élection de Francesco Cossiga à la présidence de la République. Une élection de maréchal, fort peu commune en Italie : soutenu par le PCI, il triompha dès le premier tout de scrutin. Pour le reste, Ciriaco De Mita investit tout son temps et toute son énergie à semer, par *franchi tiratori* interposés⁸⁵, un maximum d'épluchures de bananes sous les pieds de Bettino Craxi ; mais ce dernier jouissait d'une réelle popularité due à la fermeté qu'il manifesta lors du détournement du paquebot Achile Lauro par des terroristes palestiniens. Mais le nouveau président de

85 Grâce au vote secret, courant dans les deux chambres du Parlement, il est possible de voter en toute impunité contre les directives de son parti.

la République, Cossiga, reconnaissant, harcela à son tour Bettino Craxi. Toutefois, le pacte instituant l'alliance DC-PSI prévoyant qu'un président du Conseil démocrate-chrétien succéderait à Craxi, ce dernier quitta la présidence du gouvernement, sûr de rebondir après les législatives qu'il pensait gagner. Son successeur serait, dans son esprit, son complice Arnaldo Forlani. Mais c'était compter sans De Mita qui imposa Amintore Fanfani qui, devenu une véritable institution, constitua son sixième gouvernement. Boudé par les partis laïcs, le cabinet Fanfani VI fut monocole, complété par des techniciens issus de la société civile et resta en fonction d'avril à juillet 1987, organisant des législatives anticipées.

Contre toute attente, les électeurs déjouèrent les plans de Craxi et la DC reprit du poil de la bête, retrouvant 34,8 % des suffrages et gagnant neuf sièges. Fernando Cossiga, au vu des résultats, parvint à convaincre De Mita et Craxi de laisser leurs querelles au vestiaire et nomma un « jeune », Giovanni Gorla, du courant *l'Area Zac*, à la tête d'un gouvernement pentapartite : DC, PSI, PSDI, PRI, PLI. Fanfani, qui se voyait très bien constituer son septième gouvernement, ne fut pas reconduit, car De Mita considérait que le dernier dossettien ne s'était pas assez impliqué dans la campagne électorale. Homme de la gauche modérée, le nouveau président du Conseil avait, au préalable, exercé les fonctions de ministre du Trésor dans les deux gouvernements Craxi⁸⁶. À la tête d'un exécutif éphémère – du 28 juillet 1987 au 13 avril 1988 – il avait témoigné d'une grande sagesse en ne confiant aucun portefeuille à Arnaldo Forlani... Ce dernier prit sa revanche.

En attendant, l'infortuné Gorla, déjà harcelé par une série de référendums, des initiatives lancées par Craxi et l'imprévisible Marco Panella⁸⁷, allié de circonstance, vit son budget rejeté par le Parlement à cause du vote négatif de francs-tireurs socialistes et démocrates-chrétiens, partisans de Forlani. Le président Cossiga fit alors appel à Ciriaco De Mita qui constitua un gouvernement pentapartite (DC, PSI, PSDI, PRI, PLI), toujours sans Forlani.

⁸⁶ Il mourut prématurément en 1994.

⁸⁷ *Leader* du *Partito radicale*, une formation libérale-libertaire, contre-culturelle et plus ou moins mâtinée d'écologie.

« *Baleine blanche* », CAF, *tangentopoli* et *lottizzazione*

Pour la première fois depuis le règne d'Amintore Fanfani, le secrétaire politique de la DC devenait président du Conseil. Tout avait jusque là favorisé De Mita, mais une fois à la barre du gouvernement, il dut affronter des vents contraires et pour le moins violents. Les choses se gâtèrent tant au sein du parti qu'au gouvernement.

Dans les rangs de la DC, Arnaldo Forlani, écarté du pouvoir depuis le gouvernement Fanfani VI, mitonnait sa vengeance qui, comme on le sait, « est un plat qui se mange froid ». Or, depuis 1980, notre homme occupait la fonction honorifique, mais néanmoins stratégique de président du Conseil national de la DC, ce qui lui permettait de multiplier les contacts. Ainsi, en vue du Conseil national du parti prévu à Rome pour février 1989, il se constitua un courant avec l'aide de Flaminio Piccoli et Antonio Gava : *Alleanza popolare*. La fondation de cette tendance qui se voulait centriste entraîna une recomposition des courants au sein du parti. Ainsi, de gauche à droite, se ventilèrent les *corrente*, *Sinistra di Base* du secrétaire politique et président du Conseil De Mita, qu'épaulaient Giovanni Goria, Leoluca Orlando – le dynamique maire (*sindaco*) de Palerme et adversaire résolu de la *mafia* –, Romano Prodi, le futur président du Conseil et président de la Commission européenne et Sergio Mattarella, le futur président de la République ; à gauche, mais devenu très personnalisé, *Forze Nuove* de Carlo Donat Cattin ; au centre gauche, *Nuove Chronache* qui regroupait les derniers partisans d'Amintore Fanfani. Au centre, se trouvait le nouveau courant *Alleanza popolare* et enfin, à droite, *Primavera* guidé par Giulio Andreotti.

Pour mettre sur pieds son courant, Arnaldo Forlani se montra capable de rassembler d'anciens fanfaniens auxquels se joignirent des dorothéens comme Antonio Gava. De fait, le XVIII^e Congrès national de la DC – qui fut le dernier – se solda par la victoire relative de Forlani sur De Mita. Ainsi, l'élection du Conseil national par les congressistes donna le résultat suivant : 37, 22 % pour Forlani et son *Alleanza popolare* – soit 67 sièges –, 35 % pour De Mita et *La Base* – soit 63 sièges –, 17, 22 % pour *Primavera*, le courant d'Andreotti – avec 31 sièges –, suivis par Donat Cattin qui obtenait 14 sièges, tandis que les rescapés du « fanfanisme » devaient se contenter de

5 sièges. Allié désormais à Andreotti, Forlani l'emportait et dès la première réunion du Conseil national, De Mita se vit proprement débarqué de son poste de secrétaire politique au profit de Forlani qui triomphait. Ironie suprême, Ciriaco De Mita fut bombardé président du Conseil national du parti, fonction qu'occupait Forlani avant le Congrès. Il conservait la présidence du gouvernement, mais là aussi ses jours étaient comptés. Il faut dire que tant la presse que la gauche de la DC dénoncèrent de nombreuses irrégularités survenues lors de la désignation, par les sections locales du parti, des délégués au Congrès.

Sur le front gouvernemental, la mandature de Ciriaco De Mita fut loin de ressembler à un long fleuve tranquille. La violence continuait, politique au nord avec le terrorisme brigadiste, criminelle au sud avec la mafia qui multipliait ses assassinats contre les représentants de la Justice et de l'État. De Mita entreprit de réformer les institutions et commença par tenter de modifier la loi électorale ; or, le sénateur Roberto Ruffilli, éminent historien et politologue, à qui il avait confié la tâche délicate de préparer la réforme fut assassiné le 16 avril par les Brigades rouges. De surcroît, la lutte de plus en plus dure au sein de la DC qui opposait De Mita et la gauche d'un côté à la majorité Forlani-Andreotti de l'autre, se développait également dans le pays tant au niveau national, régional et local entre la gauche démocrate-chrétienne et la CAF. Le président du Conseil se retrouva la cible d'une campagne de presse qui dénonçait l'influence d'un soi-disant clan « *degli avellinesi* » au sommet de l'État. De Mita était originaire et élu de la province d'Avellino. Et tandis que le président du Conseil et ses amis s'opposaient de plus en plus frontalement aux socialistes, Forlani renforçait de plus en plus les liens avec ces derniers et, accessoirement, les sociaux-démocrates, les libéraux et les républicains. Ces derniers, repris en main par les Agnelli – patrons de la FIAT –, étaient devenus le « parti des riches », comptant, entre autres dans ses rangs le sulfureux magnat de la mode, Benetton...

Les jours de Ciriaco De Mita à la tête du gouvernement étaient désormais comptés et le prétexte fut fourni à l'axe Forlani – Craxi – Andreotti par « l'Affaire de Palerme ». En effet, le *sindaco* de la ville, Leoluca Orlando, un proche de De Mita, écœuré par les

socialistes, constitua une majorité municipale avec les communistes qui, d'ailleurs, venaient d'abandonner tant leur nom que le marxisme. Le résultat fut la démission du gouvernement et, gage de renouveau démocratique, la présidence du nouveau cabinet fut confiée à... l'inoxydable *il Divo* Andreotti. Les membres de la gauche démocrate-chrétienne refusèrent d'y participer., le fossé se creusant sans cesse davantage entre les deux ailes du parti, la CAF, réalité transpartisane unissant la droite démocrate-chrétienne et les partis laïcs d'une part et, de l'autre, la gauche plus autonome, mais se rapprochant des communistes. Ces derniers, enhardis par la politique de la *Glasnost* et de la *Perestroïka* se transformèrent, sous la direction d'Achile Occhetto, en PDS, *Partito democratico della sinistra* (Parti de la gauche démocratique), la chute du mur de Berlin et la réunification allemande changèrent le paysage européen.

Sur le plan gouvernemental et quelque discutable que pût être la personnalité de Giulio Andreotti, impliqué dans une série d'affaires des plus douteuses, pour ne pas dire criminelles, le bilan de ses deux gouvernements – Andreotti VI – DC-PSI-PSDI-PRI-PLI et VII, les mêmes sans les républicains – ne fut pas négatif, loin sans faut. Ainsi, négocia-t-il pour l'Italie le Traité de Maëstricht et les Accords de Schengen. Sur le front intérieur, il dut affronter l'émergence d'une contestation régionaliste antiméridionale avec la création de la *Lega Nord*, par fusion entre la *Lega Lombarda* et la *Liga Veneta*, un parti qui entamait dangereusement les positions de la DC dans les « régions blanches ». Quant au parti que la presse désignait, de plus en plus, sous le vocable de « baleine blanche », il sembla prendre la métaphore au pied de la lettre ! En effet, « la baleine » s'échoua sur une plage sableuse et « on » commença à la dépecer. En premier lieu, le courageux maire de Palerme, Leoluca Orlando, quitta la DC pour former un parti chrétien de gauche et antimafia : *La Rete* qui obtint un réel succès aux élections régionales de Sicile. En deuxième lieu, un simple député du rang, mais fils d'un ancien président de la République, Mario Segni, imbu des théories de Duverger quant à l'influence des modes de scrutin sur les systèmes de partis, créa un mouvement, le Pacte Segni, afin d'organiser un référendum pour introduire le scrutin majoritaire; son objectif était de contraindre

l'Italie à passer au bipartisme. Le résultat au sein du parti fut, d'une part, la chute du cabinet Andreotti VI et sa reconstitution sous la forme du gouvernement Andreotti VII où les républicains du PRI se virent remplacés par la gauche DC. En troisième lieu, encouragé par le climat de contestation des institutions, le président de la République Cossiga crût que son heure avait sonné et il tenta de jouer sa carte personnelle en s'agitant politiquement on ne sait trop dans quelle direction, mais Giulio Andreotti décida de le réduire au silence en révélant à la presse l'appartenance du président à l'organisation clandestine *Gladio*, conçue pour réagir en cas de menace soviétique. Le 9 juin 1991, Mario Segni réussit son pari et imposa par référendum le changement de mode de scrutin. Fin 1991, une Conférence nationale de la DC proposa de rénover le parti de fond en comble.

Sur ces entrefaites se tinrent les élections législatives de 1992 qui furent marquées par l'assassinat, en Sicile, du juge Falcone, ce qui, après celui du préfet, le général des *carabinieri* Della Chiesa, poussa juges et procureurs à réagir contre la corruption et l'insécurité, les deux se trouvant reliés par une unique chaîne : la *mafia*. En fait, le processus historique qui mit fin tant à la DC qu'à la 1^{re} République ne concernait pas le parti, mais bien un homme de Bettino Craxi, Mario Chiesa, que ce dernier entendait imposer à la mairie de Milan. Grâce à une enquête diligentée par le vice-procureur milanais, Antonio Di Pietro, l'individu fut pris en flagrant délit au moment où il empochait une commission indue de la part d'un entrepreneur en nettoyage. L'enquête montra que Chiesa était coutumier du fait : un véritable spécialiste de l'extorsion de fonds. L'affaire fit grand bruit et Craxi abandonna son protégé à la vindicte de l'opinion en proclamant haut et fort son intégrité et celle du PSI. Le procureur Di Pietro continua ses investigations dont il publia les résultats après les législatives de 1992. L'interrogatoire de Chiesa révéla que, contrairement aux dires de Craxi, il n'était pas un *mariulo isolato* mais bien l'un des nombreux rouages d'un système national d'extorsion au bénéfice du PSI et de la DC qui, cette fois-ci, se retrouvait impliquée. Lors du scrutin, le 5 avril 1992, la *Democrazia Cristiana* défonça son plancher historique, ne recueillant que 29,7 % des suffrages,

soit 11 640 265 voix contre 12 241 188 en 1987, ce qui lui permit d'obtenir 206 sièges à la Chambre. La *Lega Nord* avait taillé des croupières à la DC déstabilisée, ce qui n'empêcha point Arnaldo Forlani de briguer la présidence de la République devenue vacante par la démission anticipée de Francesco Cossiga. Suivant la logique de la *tangentopoli*, la présidence du gouvernement devait revenir à un socialiste, mais ce fut l'un des derniers honnêtes hommes à demeurer au PSI, Giuliano Amato qui prit la tête d'un gouvernement DC-PSI-PSDI-PLI. Tandis que le parquet de Milan ouvrait une enquête sur les agissements de la DC et du PSI, commença une course de vitesse entre le procureur Di Pietro, chargé du dossier, et Arnaldo Forlani qui guignait la succession de Cossiga comme chef de l'État. Las ! la nouvelle donne sortie des législatives fit que la coalition quadripartite (DC, PSI, PSDI, PLI) ne possédait pas assez de mandats pour assurer l'élection de son candidat. Dès lors, après un échec répété aux 5^e et 6^e tours de scrutin, le 16 mai 1992, Arnaldo Forlani retirait sa candidature. Pour lui, cette défaite marqua la fin de sa carrière politique, car il se trouva emporté par le tourbillon de l'opération *Mani pulite* menée par des magistrats lassés tant par la corruption que par la perspective de servir de cible aux tireurs terroristes et aux *mafiosi*. En l'occurrence, le procureur Di Pietro impliqua Forlani dans « l'Affaire Enimont ». Ainsi, le plus habile manipulateur politique, la plus étonnante girouette de la Première République, quitta sans gloire la scène politique transalpine. Auparavant, il s'était démis de son poste de secrétaire politique de la DC, le 12 octobre 1992, prétextant la défaite du parti aux élections provinciales de Mantoue ! Quant à la présidence de la République, elle revint finalement à Oscar Luigi Scalfaro. Comme gage de renouveau, on pouvait trouver mieux qu'un parlementaire qui siégeait depuis la Constituante et avait été successivement De Gasparien, rallié à *Iniziativa democratica*, puis à *Centrismo popolare* avec Scelba, puis à *Proposta* avec Mario Scelba et enfin à *Primavera* avec Andreotti. Ce n'est pas tant son appartenance à la droite du parti que son long parcours qui pouvait mettre mal à l'aise. Néanmoins, il s'acquitta de sa tâche avec talent et assura le passage de l'Italie de la Première à la Seconde République. Élu au seizième tour de scrutin, Oscar Luigi Scalfaro était un aristocrate

sarde d'une totale intégrité morale et un homme d'une foi profonde, capable de résister à toutes les pressions, à commencer par celles de Craxi. Ainsi, même devenu président de la République, il continua à assister à la messe tous les jours.

*Épilogue*⁸⁸

Après la démission d'Arnaldo Forlani, le Conseil national de la DC procéda à une opération de rénovation : Mino Martinazzoli devint secrétaire politique, avec pour mandat de préparer un nouveau parti et Rosa Russo Iervolino fut élue à la présidence à la place de Ciriaco De Mita. Ce dernier impliqué dans le scandale Parmalat, mais, blanchi, finit comme maire centriste de sa ville natale. Mario Segni, le héros du référendum sur le mode de scrutin, se crut appelé à un destin national et fonda son propre parti, le *Patto Segni*. Suivirent des élections locales où la DC se vit réduite à 11,5 % des votes. La création du *Partito Popolare Italiano* fut décidée dans la précipitation, à la fureur de l'extrême-gauche du parti qui entra en dissidence, créant le *Movimento Cristiano sociali*, qui fit alliance avec le PDS, ex-PCI.

Du côté socialiste, les révélations se multiplièrent. Le 2 septembre 1992, un élu PSI, Sergio Morroni se suicidait, laissant une lettre dans laquelle il dévoilait le pot aux roses : l'existence du réseau national d'extorsion de fonds. Les inculpations se multiplièrent au point que Craxi dut quitter la direction du PSI dont le trésorier national faisait l'objet de 72 chefs d'accusation ! On découvrit ensuite une quantité astronomique de malversations diverses, dont les plus savoureuses visaient Craxi : achat d'un appartement à New York, versement d'une subvention mensuelle de 6 000 000 de lire à une obscure chaîne de TV privée dont la directrice était sa maîtresse qui, entre autres libéralités, reçut également un hôtel et une maison à Rome. Longtemps, les affaires ne visèrent que les partis laïcs, jusqu'à ce qu'éclatât le scandale Enimont, une société créée à l'initiative de la holding publique ENI et de la puissante firme privée Montedison. L'enquête du parquet de Milan découvrit qu'une série de politiciens

88 Sur l'émergence d'un nouveau système partisan post-DC : P. IGNAZI, *Il potere dei partiti*, Rome, Laterza, 2002.

avaient été largement arrosés par Enimont, dont La Malfa, *leader* du PRI et de nombreux ministres socialistes dont Gianni De Michelis, le ministre des Affaires étrangères, une espèce de gorille dont le principal souci n'était ni le sort de la planète ni l'avenir de l'Europe, mais bien de s'afficher dans des boîtes de nuit branchées au bras de créatures de rêve. Cependant, au nombre des principaux bénéficiaires, un nom apparaissait : celui d'Arnaldo Forlani. Le 20 juillet 1993, le directeur de l'ENI – Cagliari – se suicida, suivi, le 24, par Raul Guardini, qui se donna la mort à son domicile. Seul Silvio Berlusconi tira son épingle du jeu.

Le Parlement se discrédita en refusant de voter la levée de l'immunité de Craxi et le gouvernement Amato ne trouva rien de mieux que de faire passer une loi sur le financement des partis qui eût exonéré les coupables, mais le président Scalfaro refusa de la promulguer. Un nouveau cabinet fut formé, dont la direction fut confiée à un technicien, le gouverneur de la Banque centrale d'Italie, Carlo d'Azeglio Ciampi, qui constitua un gouvernement de tous les partis, y compris les anciens communistes du PCI.

Les démocrates-chrétiens furent écartés des responsabilités et se fragmentèrent ; ils endossaient tout le discrédit d'un système qu'ils incarnèrent si longtemps. Pourtant, si on consent à excepter Andreotti, Forlani et le réseau de leurs affidés, on constate que, en proportion, le parti fut beaucoup moins touché par les scandales que le PSI qui représenta l'élément corrompé du système. D'ailleurs, ce parti disparut complètement de la scène politique, tandis que subsistent des éléments de la DC et non des moindres : un courant du Parti démocrate.

De fait, lorsqu'en juin 1993, la *Democrazia Cristiana* déposa son bilan, celui-ci n'était pas négatif. Avec De Gasperi, elle sauva le pays du chaos et de la guerre civile, contribua à mettre en œuvre « l'aventure européenne » et réalisa le miracle économique italien. Comparée aux turpitudes de Silvio Berlusconi qui couvrit l'Italie de ridicule, la DC fit bonne figure⁸⁹.

89 Sur la fabrication et le fonctionnement de FI : E. POLI, *Forza Italia : strutture, esistente e radicamento territoriale*, Bologne, Il Mulino, 2001.

Après 1994 : un catholicisme politique éclaté

L'instauration d'un mode de scrutin majoritaire ne pouvait que causer la perte d'un parti horizontal, couvrant des sensibilités de droite, du centre et de gauche. Refondée par Mino Martinazzoli sous le nom de *Partito popolare italiano* le 10 janvier 1994, la démocratie chrétienne avait déjà perdu son extrême-gauche et le Pacte Segni. Dès son premier congrès, le PPI se trouva confronté au dilemme : rester indépendant ou intégrer la coalition constituée par Berlusconi, avec son club de supporters *Forza Italia*, et les anciens néo-fascistes de Gian Franco Fini, l'*Alleanza Nazionale*⁹⁰.

Autonomie et non-alignement

Le congrès se prononça clairement en faveur de l'autonomie du parti, causant le départ de 22 parlementaires sous la direction de Pier Ferdinando Casini et d'un cacique méridional, Clemente Mastella, qui constituèrent le *Centro Cristiano Democratico* – CCD – qui s'allia avec *Forza Italia* et l'AN. Originaire des régions blanches, né en 1955, ce juriste entra très jeune à la DC ; militant à Bologne la rouge et, partant, très anti-communiste, il adhéra au courant dorothéen puis gravit les échelons du parti dans le sillage d'Arnaldo Forlani. Avec le changement du mode de scrutin, il perçut d'emblée le fait inévitable de la bipolarisation et considérait comme politiquement suicidaire toute volonté d'autonomie ; mais, pour lui, pas question de faire alliance avec la coalition progressiste conduite par le PDS. Avec le CCD, il rejoignit donc le pôle des libertés, le *Polo per le Libertà* avec *Forza Italia*, la *Lega Nord* et le MSI-DN devenu l'*Alleanza Nazionale*, une coalition conduite par le magnat des médias, Silvio Berlusconi. Il craignait que le PPI, dominé par les anciennes tendances de gauche de la DC, ne s'alignât sur le PDS.

Le PPI, abandonné par son extrême-gauche, sa droite (Segni) et son centre-droit (Casini), aborda les élections de 1994 en bien fâcheuse posture. En effet, 44 députés quittèrent le parti pour suivre

90 Sur ce sinistre personnage d'entrepreneur politique : P. MUSSO, *Berlusconi, le nouveau prince*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2003 et E. POLI, *Forza Italia*, Alderhot, Ashgate, 2006.

Pier Ferdinando Casini dans l'aventure du CCD et, par surcroît, il apparaissait comme l'héritier d'une formation durement étrillée par les électeurs lors des législatives de 1992. Le nombre de ses adhérents n'était plus, en 1994, que de 133 000, contre les deux millions que rassemblait la DC. De fait, le scrutin confirma les craintes qu'on pouvait avoir quant à l'avenir du parti : alors que la DC avait obtenu 29,7 % des votes et 206 députés, le PPI ne conserva que 287 172 votes exprimés, soit 11 % et 33 sièges. Se sentant responsable de la catastrophe électorale subie par le PPI, le secrétaire politique Mino Martinazzoli quitta son poste sur le champ. Sans doute aurait-on assisté à un plus mauvais résultat, si le PPI n'avait constitué une coalition centriste, le *Patto per l'Italia* avec le *Patto Segni*, l'ancien président du Conseil Giuliano Amato et Giorgio La Malfa du PRI.

En attendant de désigner le successeur du secrétaire politique, le parti fut dirigé par une espèce de directoire sous la direction de la présidente Rosa Russo Iervolino. De son côté, Silvio Berlusconi, allié à la Ligue du Nord, à l'AN et au CCD, disposait d'une majorité à la Chambre, mais pas au Sénat ; mais, bravant les consignes de leur parti, quatre sénateurs du PPI votèrent la confiance au gouvernement qui l'emporta d'une voix de majorité. Le congrès, qui devait désigner un nouveau secrétaire politique, fut plus divisé que jamais sur la question des alliances. La droite, pragmatique, n'excluait pas un rapprochement avec le PDS, mais suggérait de tenter un accord avec *Forza Italia*, une solution que refusait catégoriquement la gauche. Ce fut un centriste, très religieux, un philosophe membre de l'Académie pontificale, Rocco Buttiglione, proche de Jean-Paul II, qui accéda au secrétariat politique. Cependant, après sept mois de gouvernement, Umberto Bossi, le fantasque *leader* de la *Legga Nord*, se brouilla avec celui qu'il qualifia de « Berluskaizer » et retira son soutien au gouvernement. Le PPI et la *Legga* déposèrent une motion de censure qui fut votée. Le ministre des Affaires étrangères du cabinet sortant, Lamberto Dini, un technicien d'origine libérale et qui s'était lassé tant de la vulgarité que des pratiques discutables de Berlusconi, constitua un gouvernement sans étiquette, mais qui bénéficiait du soutien sans participation du PDS, des chrétiens sociaux, du PPI, de *La Rete* (Orlando), de l'AD (Amato). Sous le gouvernement Dini

et sous la direction de Rocco Buttiglione, la ligne du parti sembla pour le moins floue. D'une part, des alliances locales furent conclues avec le PDS, d'autres avec la droite. D'autre part, Buttiglione refusa de participer à une réunion des partis soutenant le gouvernement Dini, mais à laquelle assistait également le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi. La versalité et l'ambiguïté affichée par Buttiglione furent combattues par Sergio Mattarella et Rosy Bindi, d'autant plus que le *leader* du PDS, Massimo D'Alema, qui avait succédé à Occhetto, préparait un élargissement du pôle progressiste, tandis qu'à droite l'AN venait de rompre avec le fascisme et négociait une plateforme commune avec Berlusconi et son club de « tifosi » *Forza Italia*. L'habileté de D'Alema fut de présenter, comme tête de file de la coalition, un catholique, ancien de la gauche démocrate-chrétienne, Romano Prodi. Sauf à se désavouer totalement et à manger son chapeau, l'aile gauche du PPI ne se voyait pas mener campagne contre un économiste dont elle partageait les convictions.

Oliviers et compagnons de la Marguerite

Le PDS ex-communiste et ses alliés du pôle progressiste battus par Berlusconi comprirent que, pour gagner, ils devaient s'élargir, à la fois vers le centre ainsi qu'en direction des catholiques. Massimo D'Alema, le nouveau *leader* du PDS, mit sur pieds pour ce faire une coalition intitulée fort poétiquement *L'Ulivo* et présenta comme chef de file, et candidat à la présidence du Conseil, un excellent économiste, Romano Prodi, professeur à l'Université de Bologne, frère de l'historien de l'Église Paolo Prodi et catholique pratiquant. Homme austère et réservé, tout le contraire de Berlusconi, le roi du « *bonga-bonga* » et propriétaire de chaînes de télévision privées, dont le sexe et la vulgarité formaient les deux mamelles aussi cathodiques que peu catholiques. Par ailleurs, Romano Prodi, membre de la DC depuis 1963, appartenait à son aile gauche et avait assumé les fonctions de ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat dans le gouvernement Andreotti IV (novembre 1978-mars 1979). Ensuite, il dirigea, de 1982 à 1989, l'IRI, la prestigieuse holding d'État et au moment où il se rallia au projet de D'Alema, il était membre du PPI. Faut-il ajouter que le prêtre qui bénit son mariage

en 1969 était, entre-temps, devenu cardinal-vicaire de Rome et, *in illo tempore*, le personnage le plus influent de l'Église d'Italie⁹¹ ?

Difficile, pour le PPI, de s'opposer à l'un des siens dont la réputation de sérieux, d'intégrité et de compétence n'était plus à faire. D'autant plus que l'autre terme de l'alternative était constitué par *sua Emittenza il cavaliere* Silvio Berlusconi, traqué par le juge Di Pietro pour ses combines avec Bettino Craxi et, de son état, patron d'un empire multimédia comprenant des chaînes de télévision les plus minables qui fussent, rabaissant la télévision italienne au niveau le plus bas jamais atteint : le degré zéro du thermomètre médiatique.

Le Congrès du PPI, convoqué pour se prononcer sur les alliances potentielles, décida de rejoindre *L'Ulivo* et après maintes péripéties, y compris judiciaires, Buttiglione, qui s'accrochait au secrétariat comme à une bouée de sauvetage, démissionna et quitta le parti pour créer une autre formation : *i Cristiani Democratici Uniti*, CDU, dont le sigle est à lui seul tout un programme. Il se rapprocha logiquement de Pier Ferdinando Casini, pour former la CCD-CDU et tous deux, ainsi que l'ineffable Clemente Mastella, s'empressèrent de participer à la reconstruction d'un pôle centriste sous la houlette de l'ancien président de la République Cossiga, qui constitua l'*Unione Democratica per la Repubblica* dont le nom et le sigle (UDR), empruntés au prédécesseur du RPR chiraquien, témoignait du gaullisme de l'intéressé. Mais Buttiglione rompit avec l'UDR lorsque celui-ci, après avoir causé la chute du gouvernement Prodi, vota la confiance au gouvernement D'Alema qui lui succéda... Il avait au moins le mérite de la cohérence ! Il rejoignit ensuite l'UDC de Casini et entra au gouvernement Berlusconi. Cet homme, qui se voulait proche de Jean-Paul II et fut récusé par le Parlement européen au poste de Commissaire européen pour avoir répondu que l'homosexualité était un péché, mais pas un délit et affirmé, lors d'une conférence, qu'elle correspondait à un désordre moral, se mit au service d'un divorcé remarié, à la vie scandaleuse et par surcroît corrompu : Tartuffe avait trouvé son digne héritier.

Au PPI, on poussa un soupir de soulagement lorsque Buttiglione s'en alla enfin et le parti put rejoindre l'olivier que d'autres formations

91 Le cardinal Ruini pour ne pas le nommer.

démocrates chrétiennes avaient rejoint : les *Christiani Sociali* qui, un peu plus tard, fusionnèrent avec le PDS de Massimo D'Alema pour former les *Democratici di Sinistra*, *La Rete*, mais également le *Patto Segni* et les Comités Prodi qui se transformèrent en *i Democratici*. Des formations libérales, les Verts et les communistes de la tendance dite afghane (PdCI) se joignirent à eux, ainsi que plusieurs partis autonomistes régionaux. Les derniers à se rallier furent les amis de Clemente Mastella, l'UDEUR.

L'âme de la coalition et celui qui devint président du Conseil en 1996 était Romano Prodi. Avec ce dernier, l'Italie retrouvait enfin un homme d'État pour la gouverner. Né dans une famille de modestes paysans d'Émilie-Romagne, son père était devenu ingénieur et put élever neuf enfants dont plusieurs firent une brillante carrière ; ainsi, on l'a vu, Paolo devint historien et professeur à Bologne et Vittorio siégea au Parlement européen. Quant à Romano, né en 1939, docteur de la Catho de Milan, il obtint son « post doc » à la *London School of Economics*. Nanti de titres aussi prestigieux, il mena une carrière universitaire brillante, malgré quelques incursions dans la vie politique qui n'affectèrent nullement sa renommée, car il fut professeur invité dans des universités américaines classées dans le *Top ten* : Stanford en 1968, Harvard en 1974. Tête de file de *L'Ulivo*, il parvint à obtenir le soutien de Refondation communiste (PRC) et devint président du Conseil du gouvernement qui parvint à qualifier l'Italie pour la zone euro à la surprise de certains députés allemands qui, à la suite de Schäuble, futur ministre d'Angela Merkel, parlait de l'Italie comme du « Club Med ». Mis en minorité d'une voix, celle d'un franc-tireur du PRC, il fut remplacé par Massimo D'Alema en octobre 1998.

La participation du PPI à *L'Ulivo* se révéla bénéfique, car le parti doubla son nombre de députés en 1996, passant de 33 à 67 sièges. Afin de renforcer le parti et de rassembler les militants d'une même sensibilité, le PPI constitua une coalition dans la coalition avec *I Democratici*, *Rinnovamento Italiano* de Lamberto Dini, plutôt libéral et *Unione Democratici per l'Europa* (UDEUR) de Clemente Mastella. Le nouvel ensemble se choisit le nom, encore plus poétique de *La Margherita - Democrazia è Libertà*. Les législatives de 2001

furent perdues pour *L'Ulivo*, mais la marguerite tira fort bien son épingle du jeu en obtenant 86 députés sur 630. Par ailleurs, son nouveau président, l'ancien écologiste Francesco Rutelli, avait également succédé à D'Alema comme *leader* de *L'Ullivo*. Rutelli s'était fait un nom comme étant le maire de Rome qui parvint à réussir *con brio* le Jubilé de l'an 2000 à la grande satisfaction de Jean-Paul II. Lui qui, à la faveur du Jubilé, s'était proclamé catholique, parvint à obtenir en 2002, la fusion des partis membres ; la coalition se mua, lors de son congrès fondateur tenu à Parme en juin 2002, en parti politique de plein exercice sous la présidence de Rutelli. Seule l'UDEUR de Clemente Mastella demeura au-dehors.

Les démocrates de gauche (DS), dirigés en fait par un catholique, Piero Fassino, proposèrent en vue des législatives une nouvelle coalition, plus large encore que *L'Ullivo*, car comprenant cette fois le PRC en plus du PdCI, des Verts, de l'UDEUR et des petits partis dont celui du procureur Antonio Di Pietro, et des formations nostalgiques de la DC, dont certaines s'étaient séparées de la CDU de Buttiglione. Le trait de génie de Fasino fut d'organiser et de réussir des primaires afin de désigner le chef de file qui devrait affronter Berlusconi. Une semblable initiative constitua une innovation, une grande première en Europe. Sept candidats se présentèrent à la primaire dont Mastella et Fausto Bertinotti, le très élégant et précieux *leader* de *Rifondazione Comunista*⁹², mais ce fut Romano Prodi, présenté par *L'Ullivo* qui remporta le scrutin. *L'Unione* et Prodi l'emportèrent sur Berlusconi par une majorité extrêmement tenue (2006) et lors des présidentielles qui suivirent, l'ancien porte-parole du PCI pour les affaires internationales, Giorgio Napolitano, accéda à la présidence de la République. Prodi se retira de la vie politique après que Clemente Mastella, qui exigeait le soutien gouvernemental dans ses démêlés avec la justice, eût fait tomber le gouvernement.

92 Lorsque je le vis, pour la première fois, apparaître à la TV, je faillis tomber de mon siège : je m'attendais à un intellectuel au « *look* » basique, tel son homologue Alain Krivine à l'époque, et j'eus la surprise de voir un arbitre des élégances, une version post-moderne du divin Pétrone...

Finalement, en 2007, les démocrates de gauches (DS) et la marguerite fusionnèrent dans un nouveau parti, le *Partito Democratico*. Le PD se dota d'une organisation très novatrice, recourant aux primaires pour désigner ses responsables aux principaux niveaux et ce fut l'ancien PCI, Walter Veltroni, qui en devint le premier secrétaire politique. Dans ce parti nouveau où, *in fine*, se retrouvèrent et don Camillo et Peppone – qui l'eût cru ? –, la sensibilité démocrate-chrétienne fut incarnée par les présidents du Conseil Enrico Letta et Matteo Renzi, mais, progressivement, avec l'adhésion de militants venant des générations nouvelles, les anciennes sensibilités tendent à s'estomper. On indiquera, pour mémoire, que le premier président du *Partito Democratico* fut Romano Prodi. Un honneur amplement mérité.

Le vide créé par la disparition de la DC ne fut jamais comblé. Après avoir connu les joies des alternances entre droite et gauche, l'Italie dut subir un gouvernement populiste puis le retour d'un parti issu du fascisme. Ce parti, intitulé *Fratelli d'Italia*, brandit très haut les valeurs chrétiennes, singulièrement pour faire pièce à l'Islam. Cependant il en est une qu'il met sous le boisseau : l'amour du prochain...

Chapitre XVI

Les plus surprenants d'entre les cas paradoxaux

Le cas italien s'éclaire dès que l'observateur prend connaissance des aléas de la Question romaine. Quant au catholicisme français, l'héritage historique particulièrement lourd du gallicanisme et la confusion entre le catholicisme et la droite fournissent des explications convaincantes. Cependant, il existe une région de l'Europe catholique, à forte pratique dominicale, où le catholicisme politique demeura d'une insigne faiblesse : l'Europe du Centre-Est – pour reprendre les termes d'Istvan Bibó – où la Pologne et la Slovaquie restent aujourd'hui encore les zones les plus pratiquantes, même si la pratique dominicale chuta à 30 % dans la première et un peu plus dans la seconde.

En fait, cette Europe aujourd'hui montrée du doigt à Bruxelles pour son peu d'empressement à accueillir des réfugiés musulmans, partage un destin qu'en 1945 le sociologue hongrois Istvan Bibó désigna sous le vocable de « Misère des petits États d'Europe orientale »¹. De fait, du XVII^e au XX^e siècle, ils se trouvèrent

1 I. BIBÓ, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, Albin Michel, 1989.

incorporés dans des empires à la fois allogènes pour les peuples dominés et hétérogènes du point de vue des dominants. Certains de ces empires centraux, comme celui des Habsbourg, témoignèrent d'un grand respect à l'endroit des populations dominées ; ce du moins jusqu'en 1867, c'est-à-dire l'année du compromis austro-hongrois où la tolérance se limita à la partie dite autrichienne ; les peuples soumis à la fêrule de Budapest virent leur identité niée. D'autres, comme la Russie tsariste, imposèrent un joug de fer aux malheureux Polonais, Baltes et Ukrainiens que le hasard des guerres et des partages livra au régime du *knout*. D'autres, enfin, se retrouvèrent soumis à la volonté assimilatrice de l'autoritarisme prussien. L'infortunée Pologne hérita du triste privilège de se voir dépecée et répartie entre les trois empires et dans ce pays, les comportements électoraux les plus aberrants, le vote pour les partis les plus extrêmes, dont le moindre n'est pas le PiS, viennent des régions longtemps soumises au despotisme des tsars.

Et comme si les souffrances infligées à ces nations infortunées ne suffisaient point, elles se retrouvèrent toutes ensemble abandonnées sous la botte de l'armée rouge, au service d'une espèce de totalitarisme néo-tsariste nappé d'idéologie stalinienne. Les trois États baltes se virent proprement avalés par l'ogre russe qui, même devenu « communiste », n'avait jamais accepté leur indépendance : Pierre le Grand retrouvait les « droits » acquis par la conquête de territoires suédois ou polonais. Des trois, seule la Lituanie est profondément catholique et, durant la période soviétique, elle le paya du sang de ses martyrs et, historiquement, elle partagea le destin de la Pologne avec laquelle elle fut en union personnelle. Plus chanceux, Polonais de Galicie, Tchèques, Ruthènes, Croates, Slovaques, Slovènes et Transylvaniens partagèrent le sort de l'Empire austro-hongrois avec, d'ailleurs, des Italiens dont le moindre ne fut pas Alcide De Gasperi. Quant à la Prusse et à l'Empire allemand, ils ne concernent que les Polonais de Posnanie et de Silésie.

Pour les besoins de l'analyse, on distinguera donc deux cas, celui de l'Empire austro-hongrois d'une part, et celui de la Pologne de l'autre. Ceci sans méconnaître le fait que la Galicie et l'Ukraine

occidentale participèrent de ces deux réalités et, partant, se situent à l'intersection entre les deux ensembles qu'elles constituent².

La démocratie chrétienne dans l'Empire austro-hongrois et dans les pays successeurs³

Le compromis austro-hongrois de 1867, transformant l'Empire des Habsbourg en Empire austro-hongrois, créa deux scènes politiques particulièrement contrastées. D'une part, la Transleithanie, ou plus habituellement le Royaume de Hongrie, s'organisa en État centralisé combinant deux références importantes aux yeux des Magyars, celle de la France et celle de l'Angleterre. La France servit de modèle étatique fondé sur la centralisation, les Comitats représentant l'équivalent des départements. La Croatie aurait dû bénéficier d'un statut d'association, mais n'obtint qu'une vague autonomie et se retrouva fort mal récompensée de la fidélité qu'elle témoigna à l'endroit des Habsbourg lors de la Révolution hongroise de 1848, et en conçut un vif dépit⁴. Cependant, le sort des Croates pouvait paraître enviable comparé à celui réservé aux Slovaques niés dans leur identité nationale, perdant jusqu'à leur nom puisque la région se nommait Haute-Hongrie et ce de longue date. Imitateurs de l'État français, les constituants hongrois prirent bien soin de ne pas s'en inspirer en introduisant le suffrage universel. Bien au contraire, ce fut, en l'espèce, Westminster qui fournit le modèle absolu avec un scrutin censitaire, plus proche d'ailleurs de celui de la Belgique que de la réforme introduite outre-Manche par Benjamin Disraeli. Un système qui assurait solidement la domination de l'élément magyar sur ses minorités slovaques ruthènes, roumaines ou sicules sinon allemandes. Ce n'est donc pas à l'Est de la Leitha qu'il faut se mettre à la recherche de véritables partis.

2 Sur l'ensemble des pays : K. LAWSON *et al.*, *Cleavages, Parties and Voters*, Westport, Praeger, 1999.

3 Voir D.-L. SEILER, « Inter-Ethnic Relations in East-Central Europe », *Communist and Post-communist Studies*, vol. 26, n° 4, 1993 et J. BÉRANGER, *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, Paris, Fayard, 1990.

4 J. MACEK et R. MANDROU, *Histoire de la Bohême des origines à 1918*, Paris, Fayard, 1984.

Donc, il nous faut regarder vers l'ouest de l'Empire, dans la partie dite autrichienne, c'est-à-dire la Cisleithanie dont la dénomination juridique était l'incroyable, l'impensable « Royaumes et pays représentés au Conseil d'Empire »⁵. Elle se composait en fait des Royaumes de Bohême et de Galicie, des duchés d'Autriche, de Styrie, de Carinthie, de Carniole et de Silésie, des marquisats de Moravie et d'Istrie, des comtés du Tyrol, du Voralberg et de Gönz, et des anciennes principautés épiscopales de Salzbourg et de Trente pour ne mentionner que les principales... Respectueux de ces réalités post-féodales, Vienne s'était néanmoins enhardie à diviser la Cisleithanie en dix-sept *Länder* ayant à leur tête un préfet, le *Statthalter*, mais ce système n'avait rien à voir avec les Comitats hongrois, car chaque *Land* possédait une assemblée régionale élue⁶. Bientôt, à la fin du XIX^e siècle, le Conseil impérial cisleithanien sera élu au suffrage universel masculin, jouant le même rôle que le *Reichstag* allemand à la même époque, c'est-à-dire dénué de tout pouvoir de censure sur le chancelier et le gouvernement nommés par l'empereur et roi, « *K und K* ».

Pendant, le parlement de Cisleithanie ne connut que des partis liés aux nationalités, aucune formation politique interethnique, les sociaux-démocrates très tolérants et libéraux animés par une doctrine spécifique, l'austromarxisme, s'y cassèrent les dents et les formations politiques catholiques ne réussirent pas davantage à réaliser l'unité.

C'est que, depuis 1867, la Cisleithanie était devenue la terre du ressentiment. Le ressentiment des Tchèques en premier lieu qui, à l'instar des Croates à l'Est de la Leitha, se sentirent ulcérés. En effet, si les Habsbourg purent passer du statut inférieur d'archiducs à celui supérieur de rois, ils le devaient à leur titre de roi de Bohême, le titre impérial étant, jusqu'au Congrès de Vienne, celui du Saint-Empire romain... Le dernier héritier du trône, celui dont l'assassinat provoqua la Première Guerre mondiale, était un chaud partisan de la

5 Pour les amateurs, c'est plus drôle en Allemand : *Die im Reichsrat vertretenen Königreiche und Länder...*

6 G. CASTELLAN, « Idée autrichienne et Nation autrichienne », in B. PRONGUÉ *et al.*, *Passé pluriel*, Fribourg, Éditions Universitaires, 1981, et J. BERENGER, *op. cit.*

triple monarchie, et l'épouse de l'archiduc François-Ferdinand était d'origine tchèque.

Mais, en second lieu, il faut compter avec les ressentiments des Slovaques, Slovènes, Roumains et Ruthènes, envieux des Allemands, Italiens, Polonais et Tchèques qui possédaient leur *Staatsrecht* et auxquels ils devaient se soumettre en fonction de leur répartition territoriale.

Ainsi, le plus ancien parti démocrate-chrétien d'Europe centrale, le ČSL, fut créé en Cisleithanie en 1904, c'est le Parti populaire tchèque et morave qui, respectueux de l'encyclique *Graves de Comuni*, n'utilisa point la référence chrétienne dans son nom, même s'il se revendiquait de la doctrine sociale de l'Église. Il était issu de la fusion entre le Parti populaire de Bohême, né en 1894, et le Parti catholique national de Moravie. Tchèque et morave, le ČSL avait été fondé, comme le PPI, par un prêtre dont Benoît XV fit un *monsignor*, Mgr Šramek. Le parti participa, lors de la création de la Tchécoslovaquie, à la *petka*, la coalition pentapartite qui comprenait également les sociaux-démocrates et gouverna le pays jusqu'à l'invasion nazie. Reconstitué à la Libération, il participa au gouvernement jusqu'au « Coup de Prague »⁷. Sous le régime communiste, il fut domestiqué et transformé en courroie de transmission du pouvoir, et confié aux soins d'un prêtre « progressiste », l'abbé Phojhar. Avec le Printemps de Prague en 1968, le ČSL se débarrassa de son encombrant mentor qui ne tarda point à revenir dans les fourgons de l'armée soviétique et le parti se trouva à nouveau soumis à une brutale épuration. Dès lors, on pouvait penser que la chute du communisme entraînerait la sienne. Il n'en fut rien et, repris en main par Josef Lux, le ČSL trouva, une fois de plus, l'énergie pour renaître de ses cendres. Surtout implanté en Moravie, le parti fut, dès l'origine, une formation animée par l'idéologie démocrate-chrétienne et, au sein du catholicisme

⁷ Le ČSL comptait trois ministres dans le gouvernement dont Mgr Šramek. Voir B. BUNZA, *Le Parti populaire tchèque*, Rome, Centre international démocrate chrétien d'information et de documentation, 1971 et J. PECHACEK, « Catholicism, Social and Political Movements in Czechoslovakia », in J.N. MOODY (ed), *Catholic Social and Political Thought and Movements (1789-1959)*, New York, John Wiley and sons, 1959.

politique, c'est au défunt MRP qu'il ressemble le plus. À cet égard, il se révèle très différent du Parti populaire slovaque de Mgr Hlinka, auquel succéda le sinistre Mgr Tisó. Cet exemple témoigne de l'appartenance tchèque à l'Europe du Centre-Ouest et non du Centre-Est. La similitude avec la France s'explique peut-être par la présence dans le pays d'un puissant courant anticlérical d'origine à la fois hussite et maçonnique. Le ČSL apparaît donc comme une espèce de MRP qui aurait nonobstant bien des aléas et difficultés réussi à parvenir jusqu'à nous...

Il posséda dès 1905 un homologue slovène, le Parti populaire slovène, fondé par le Dr Šunštenčič, qui fut majoritaire dans les populations slovènes de Cisleithanie. Après la Première Guerre, il fut dirigé par Mgr Anton Korosec qui consentit à l'amalgame yougoslave⁸.

Mais *quid* de l'Autriche ou, plus exactement, des Allemands de Cisleithanie qui constituaient la majorité certes, mais pas absolue, car la somme de toutes les minorités formait la majorité ! Ces Allemands deviendront les Autrichiens d'aujourd'hui, mais la situation, au sein de cette population très croyante, du catholicisme politique relève également du paradoxe, contrairement à celui des Tchèques.

Une configuration étonnante, car si l'on se tient à l'histoire des idées, le catholicisme politique apparaît comme essentiel et précurseur, alors que du point de vue partisan, il prit un cours particulièrement déviant⁹. En effet, l'un des théoriciens reconnus du catholicisme social, le baron Karl von Vogelsang (1818-1890), était autrichien, certes d'origine allemande et disciple de Mgr von Ketteler. Ce fut donc d'Allemagne que vint l'inspiration, mais tout militant

8 Sur les partis et leur connaissance en Europe centrale, on se reportera à l'excellent J.M. de WAELE, *L'Émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1992.

9 Sur le catholicisme politique, ainsi que sur la politique et le catholicisme dans l'Empire des Habsbourg, voir A. WANDRUSZKA, « Il cattolicesimo politico e sociale nell'Austria-Ungheria degli anni 1870-1914 », in *Cattolicesimo politico e sociale in Germania dal 1870 al 1914*, Bologne, Il Mulino, 1977.

qu'il fût de réforme sociale et de protection ouvrière, il n'en demeure pas moins tourné vers le passé – un passé imaginaire – et préconisait un ordre corporatiste. Engagé sur le plan politique, il dirigea le groupe conservateur au *Landtag* de Basse-Autriche. Mort en 1890, il ne put participer à la création du Parti catholique conservateur, mais anima l'*Hohenwart-Club* qui en fut l'origine. Son œuvre se continua sous l'impulsion d'autres aristocrates sociaux, tels le comte von Blome – également converti d'origine allemande – et le prince Aloïs von Liechtenstein. Si Vogelsang apparaît comme la référence du catholicisme social autrichien, le véritable artisan de celui-ci fut Karl Lüger, démagogue de haut vol et bourgmestre de Vienne. Comme maire, il développa les services publics et mena une politique de gauche; comme *leader* national, il amalgama anticapitalisme, cléricanisme avec un antisémitisme grand teint qui pollua longtemps la vie politique du pays. Lüger mérite certainement la palme du record européen, voire mondial, de création de partis politiques. Il avait commencé sa carrière chez les nationaux libéraux, très anticléricaux et, de surcroît, antisémites résolus¹⁰. En 1888, il rompit avec eux en conservant leur apport le plus fétide : l'antisémitisme. Il fonda d'abord, en 1888, les *Vereinigten Christen*, hostiles au libéralisme, bien sûr antisémites et favorables au nationalisme allemand. Après l'échec de ce parti, il en créa un nouveau, la *Christliche-soziale Union*, qui marque sa rupture définitive avec les libéraux autrichiens et son inscription dans la ligne définie par Vogelsang, à laquelle il ajouta l'antisémitisme dont il ne se départit jamais. Son combat contre les thèses joséphistes professées par les conservateurs lui valut le soutien du cardinal Rampolla, alors que l'épiscopat austro-hongrois l'avait condamné, l'accusant de propager des thèses antisémites et de pousser les ouvriers à la haine de classe. En 1895, Lüger conquiert la mairie de Vienne de haute main, tandis que son parti remportait 67 sièges au *Reichsrat*, contre 30 à la *Katholische Konservative Volkspartei* qui regroupait les catholiques conservateurs et modérés, dirigés, jusqu'en 1899, par le comte Sigismond von Hohenwart. Le KKV avait été créé en 1895 par un ancien officier des zouaves pontificaux, afin de

10 Un parti fondé par Schönerer et dont l'actuel FPÖ est le digne héritier.

faire pièce à l'influence des chrétiens sociaux. De ce fait, les chrétiens sociaux constituaient le plus important parti germanophone au *Reichsrat* de Vienne. Les deux partis fusionnèrent ensuite, devenant le Parti chrétien social – *Christliche soziale Partei* – dont l'aspect positif était sans conteste son fédéralisme favorable à l'émancipation des peuples au sein de l'Empire et, pour ce faire, ils collaborèrent avec leurs homologues slovènes et tchèques. À leur passif, il faut inscrire leur pangermanisme, c'est-à-dire une conception *großdeutsch* de l'unité allemande, et surtout l'antisémitisme hérité de Lüger. Chez ce dernier, celui-ci amalgamait l'antijudaïsme chrétien – contre le peuple « déicide » – et l'antisémitisme socialisant qui voyait dans le judaïsme l'âme du capitalisme et dans tout juif un banquier sans scrupule ou, s'il est pauvre, un usurier en puissance.

Après la mort de Lüger en 1910, le parti perdit son électorat ouvrier, marginalisant, en son sein, les syndicats chrétiens au profit d'une base agricole et bourgeoise. Ainsi, « Vienne la noire » se mua en « Vienne la rouge ». Après la Première Guerre mondiale et l'éclatement de l'Empire¹¹, le Parti chrétien social se trouva divisé entre Viennois demeurés fidèles aux Habsbourg et provinciaux et paysans gagnés aux idées républicaines. Un prélat, professeur de théologie morale à l'Université de Vienne, Mgr Seipel – proche des Habsbourg, il avait aidé l'empereur Charles à rédiger sa déclaration d'abdication –, parvint à réconcilier le parti avec la République et à apaiser les tensions internes qui le divisaient. Les communistes avaient créé une milice, *die rote Garde*, et le ministre social-démocrate (SPÖ), Julius Deutsch, répondit en créant une armée, la *Volkswehr*, en partie noyautée par le PC. Le chancelier SPÖ Renner présida une coalition avec les chrétiens sociaux. Il fut remplacé par le chrétien social Mayr après les élections de 1920 où son parti arriva en tête. La Constitution, écrite par le grand juriste Hans Kelsen, fut portée par les sociaux-démocrates et Karl Renner. Avec l'instauration de la République, Vienne devint un bastion du SPÖ, mais ce dernier fut, grâce au vote des femmes et à celui des campagnes, écartés du pouvoir

11 On prête à Clémenceau, qui ne s'intéressait qu'à l'Allemagne, d'avoir déclaré, lors des négociations du Traité de Versailles : « L'Autriche, c'est ce qui reste. »

en 1920. Mgr Ignaz Seipel devint ainsi chancelier et se rapprocha des mouvements d'extrême droite comme la *Heimwehr*, provoquant un climat de guerre civile larvée, mais marquée par des incidents sanglants. Finalement, d'endémique, la guerre civile devint ouverte, opposant chrétiens-sociaux et nationaux-libéraux pangermaniques d'une part, aux sociaux-démocrates de l'autre. Les 15 et 16 juillet 1927, le chancelier Seipel fit bombarder Vienne et écrasa la résistance des miliciens sociaux-démocrates dans le sang, instaurant ainsi un État autoritaire, le *Ständestaat*, c'est-à-dire l'État corporatiste, se revendiquant d'ailleurs de *Quadragesimo Anno*. En 1932, le chancelier Englebert Dolfuß lui succéda, abolissant tout reste de démocratie au profit d'un ordre corporatiste désigné d'ordinaire par le vocable de cléric-fasciste.

L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie réconcilia plus ou moins les deux forces antagonistes et toutes deux gouvernèrent le plus souvent ensemble. Ils instaurèrent ainsi le *Proporzsystem*, un système consociatif. Mais le parti successeur des chrétiens sociaux, l'ÖVP – Parti populaire autrichien –, s'il a laissé l'antisémitisme aux nationaux-libéraux du FPÖ, recruta après la guerre certains libéraux de sensibilité catholique et reste avant tout une formation conservatrice qui ne fit jamais repentance de son passé.

Après la guerre, l'Autriche retrouva son indépendance, mais dut endurer dix ans d'occupation soviétique, moins intrusive qu'ailleurs et Vienne fut soumise à un statut quadripartite dont l'atmosphère est admirablement rendue par un très grand film à succès : « Le Troisième homme ». Pour gouverner le pays, on décida d'arracher le vieux Karl Renner à sa retraite pour présider un gouvernement tripartite entre sociaux-démocrates, communistes et chrétiens sociaux. Ces derniers, dirigés par Leopold Figl, se réformèrent profondément, créant un parti indirect, l'*Österreichische Volkspartei* (ÖVP) – Parti populaire autrichien – qui fédère une alliance patronale l'ÖWB, agricole ÖBB, de travailleurs ÖAAB et même de retraités ÖSB, à côté des organisations de jeunes ou de femmes qu'on rencontre dans tous les partis bien organisés. L'ÖAAB présente la particularité de servir à la

fois de courant syndical de l'ÖVP et de courant catholique au sein du syndicat ÖGB.

En 1945, l'Autriche fut, comme la RFA, divisée en quatre zones d'occupation : américaine, britannique, française et soviétique. Les premières élections démocratiques se tinrent dès le 25 novembre 1945, qui mirent l'ÖVP en tête, avec 85 sièges et plus de 50 % des votes, contre 75 au SPÖ et 4 au PC. Un système dit de *Proporz* s'instaura, partageant toutes les fonctions à la fois ministérielles et de haute administration entre l'ÖVP et le SPÖ, le KPÖ quittant le cabinet en 1947. Le vieux Karl Renner, père de la Constitution, fut élu président de la République et le demeura jusqu'à sa mort en 1950. Le chef de l'ÖVP, Leopold Figl, devint chancelier, succédant ainsi à Renner, et le Parti populaire conserva la chancellerie jusqu'en avril 1970. Cependant Figl, âgé, la céda à un personnage beaucoup plus discutable, Julius Raab, qui avait, dans l'Entre-deux-guerres, dirigé la *Heimwehr* en Basse-Autriche ; mais c'était l'homme qu'il fallait pour résister tant à la crise économique qu'aux nombreuses pressions exercées par les Russes, irrités par la défaite et la disparition électorale du KPÖ, le PC autrichien. Puis, de 1961 à 1964, il y eut la figure rassurante du chancelier Alfons Gorbach. L'Autriche possédait, en ce temps-là, le plus important secteur nationalisé, comparable à celui de la France, du monde libre et la direction des entreprises d'État entrant dans la répartition des prébendes que les partis pouvaient se partager dans le cadre de la *Proporz*¹².

Cependant, deux facteurs vinrent perturber ce fragile équilibre. En premier lieu, la renaissance du national-libéralisme, en fait le courant *Deutsch national* ou *Großdeutsch* avec la création du futur FPÖ par un ancien général de la SS, Anton Rienthaler, qui souhaitait offrir un choix politique « aux nazis honnêtes » (*sic*). Contrairement à l'Allemagne, l'Autriche, comme « première victime du nazisme », n'avait connu ni épuration ni travail sur la mémoire. Or, durant l'*Anschluss*, le pays s'était divisé en trois parties : la plus importante demeura d'une docilité exemplaire, assistant sans sourciller à la déportation des juifs ; une deuxième, plus importante qu'en

12 J. BÉRENGER, *La République autrichienne de 1919 à nos jours*, Paris, Didier, 1975.

Allemagne, résista tandis que les collaborateurs – dernière des trois – se révélèrent plus nombreux que dans les autres pays occupés.

On ajoutera que, du point de vue catholique, le primat et archevêque de Vienne, le cardinal Innitzer, adopta une attitude complaisante qui lui valut de se faire rappeler à l'ordre par le pape. Cependant, son enthousiasme pangermanique se refroidit rapidement, lorsqu'une manifestation de mouvements de jeunesse catholique fut réprimée avec brutalité, tandis que la *Hitlerjugend* et la SA saccagèrent le palais archiépiscopal. De nombreux prêtres et religieux furent arrêtés et déportés à Dachau ou à Mathausen, ce qui ne sembla guère émouvoir ni le clergé ni les institutions de l'enseignement catholique qui restèrent aussi insensibles qu'ils l'avaient été devant les persécutions antisémites : l'ensemble demeura fidèle au régime qui leur avait été imposé.

Comptant d'anciens résistants catholiques qui servaient de caution à une majorité de membres au passé pour le moins opportuniste, l'ÖVP possédait une base fondamentalement conservatrice. Pourtant, vers le milieu de la décennie des années soixante du XX^e siècle, on put croire à une percée démocrate-chrétienne au sein du parti. En effet, des économistes, technocrates comme le Dr Koren, ou intellectuels inspirés par le *Christliche Radikalismus* comme Peter Diem, animèrent quelque peu l'ÖAB très conformiste. Mais le dynamisme du chancelier Josef Klaus, qui avait succédé à Alfons Gorbach, profita à l'ÖVP qui remporta la majorité absolue des sièges aux élections de 1966 et il gouverna seul, enclenchant ainsi un processus de bipolarisation qui ne perturba pas trop la *Proporzsystem*, au début du moins¹³.

Qui dit bipolarisation, sous-entend, par la force des choses, l'alternance. Cette dernière survint avec la victoire du SPÖ du chancelier Bruno Kreisky qui avait su magistralement dépoussiérer son parti. Ce fut même son prédécesseur à la direction du SPÖ, Bruno Pittermann, qui rompit dès 1958, soit un an avant le Congrès de Bad-Godesberg du SPD, avec le marxisme et l'anticléricalisme.

13 Pour la période couvrant l'ÖVP de l'Après-guerre jusqu'à Kreisky, voir K.R. LUTHER, et W. MÜLLER, le numéro spécial de *West European Politics*, vol. 15, n° 1, 1992.

L'ère Kreisky (1970-1983) porta le prestige de l'Autriche au zénith, le chancelier régnant, avec Willy Brandt et Olof Palme, sur la social-démocratie européenne et menant une politique étrangère active, tandis qu'au sein du monde catholique post-conciliaire, la grande figure du cardinal König donnait l'impression d'une Église autrichienne rayonnante, ouverte et progressiste, mais exempte des excès qui affectaient le catholicisme hollandais. On connaît le rôle que joua Mgr König dans l'élection du pape Jean-Paul II. Hélas ! On ne tarderait pas à retomber sur terre, car, dans ses profondeurs, le pays se modernisait, mais son *éthos* demeurait tel qu'en lui-même il avait toujours été.

Le cardinal König, qui mourut centenaire, dut endurer le spectacle que son indigne successeur, le cardinal Gröer, infligea à l'Église d'Autriche (voir *supra*). Sur le plan politique, la situation fut rigoureusement symétrique : à l'éminent chancelier Kreisky succéda un triste personnage de la même tendance politique, le chancelier Fred Sinowatz qui, battu aux élections de 1983, n'hésita point à faire entrer le loup ultranationaliste dans la bergerie démocratique en concluant une « petite coalition » avec le FPÖ, pourtant dirigé par un ancien officier de la *Wehrmacht*. Son ministre de la défense, le FPÖ Kirschlager, s'illustra en allant lui-même quérir, en hélicoptère, un ancien officier SS autrichien, coupable du massacre des Fosses Adréatines, que les autorités italiennes venaient de libérer. Mais comme un méfait n'est jamais perdu, Sinowatz fut d'abord confronté à la démission de son ministre des Travaux publics, le SPÖ Leopold Graz, poursuivi par la justice, et enfin, dut lui-même quitter la chancellerie en juin 1996, accusé de corruption.

Les choses rentrèrent dans l'ordre avec la nomination comme chancelier du SPÖ Franz Vranitzky, directeur d'une banque nationalisée, qui restaura la coalition SPÖ-ÖVP. Sauf que, contrairement à la période 1945-1966, le SPÖ était désormais le plus grand parti et détenait la chancellerie, ce dont l'ÖVP conçut un vif dépit. Et comme le pénible Sinowatz, social-démocrate bon teint, avait ouvert la boîte de Pandore en dédiant le FPÖ, moins fréquentable que jamais, le *leader* de l'ÖVP, Wolfgang Schüssel, se crut autorisé à en faire autant, et ce malgré les foucades antisémites

et autres de Jörg Haider, le chef du FPÖ. De 2000 à 2007, l'Autriche se retrouva mise au ban de l'Europe, tandis que le FPÖ, rameau de l'arbre sur lequel avait poussé la branche nazie, ne cessait de progresser. Manifestement, la bactérie cléricalo-fasciste sommeillait dans les entrailles de l'ÖVP. Les choses rentrèrent dans l'ordre, si on peut dire, avec le retour, après sept ans de malheur, de la grande coalition SPÖ-ÖVP, dirigée successivement par les chanceliers sociaux-démocrates Gusenbauer, Faymar et Kern.

Quant à l'ÖVP, à peine clérical, il s'est tourné résolument vers le conservatisme ; proche de la CDU et surtout de la CSU bavaroise, il coopère avec les partis les plus conservateurs d'Europe. Membre de l'Internationale démocrate-chrétienne, il adhère également à l'Union démocratique européenne où se retrouvent les conservateurs britanniques et scandinaves, tandis qu'au sein du PPE, il fait cause commune avec les formations politiques les plus conservatrices. En définitive, l'ÖVP, en dépit d'apparences démocrates-chrétiennes, appartient bel et bien à la droite classique. Les élections de 2017, qui virent le jeune *leader* de l'ÖVP Kurz arriver en tête, constituent un test pour ce parti : soit l'Autriche revient à la coalition avec le SPÖ, mais dans sa version d'avant Bruno Kreisky, soit il emprunte les chemins douteux de la collaboration avec le FPÖ, parti créé par un ancien général de la SS ! Et bon chien chassant de race, Kurz opta pour le second choix : l'ÖVP retrouvait ses vieux démons ! Ce jusqu'à la chute de Kurz accusé de corruption, laissant la place à une coalition originale de l'ÖVP et des Verts.

Le panorama des formations catholiques constituées dans les pays de l'Empire des Habsbourg serait incomplet sans citer, au moins, la Slovaquie¹⁴. En fait, tant que dura l'Autriche-Hongrie, il était inopportun – sinon obscène – de parler de Slovaquie, car en Transleithanie – en fait le Royaume de Hongrie –, pour évoquer cette région, il fallait recourir au vocable de Haute-Hongrie. Ce fut même la partie du Royaume qui échappa à un siècle d'occupation ottomane.

14 Pour une vue d'ensemble de la période pré-communiste, voir J. LETTRICH, *A History of Modern Slovakia*, New York, Praeger, 1955 et G. CASTELLAN, *Histoire des peuples d'Europe centrale*, Paris, Fayard, 1994.

Et après le compromis austro-hongrois de 1867, les Slovaques durent endurer le centralisme hongrois qui leur dénia toute identité culturelle ou linguistique. À côté du sort que leur fit subir le gouvernement de Budapest, celui des Croates leur semblait enviable.

En fait, le catholicisme politique et la démocratie chrétienne se confondirent avec le courant nationaliste dont le héraut et le héros fut un prêtre démocrate-chrétien, le P. Hlinka (1864-1938). Engagé dans l'action sociale, Andrej Hlinka se rallia à la volonté d'émancipation nationale en créant, en 1905, le Parti populaire slovaque, sur le modèle du ČSL tchèque. Cependant, la Hongrie n'était pas la Cisleithanie et tout ecclésiastique qu'il fût, le P. Hlinka se retrouva condamné à deux ans de prison et, pour que la mesure fût comble, suspendu *a divinis* par son évêque, un bon Magyar. Il avait, en effet, osé présenter son parti aux élections de 1904 ! L'emprisonnement du P. Hlinka lui valut d'incarner la cause nationale slovaque. Il tenta, dupé par les similitudes linguistiques, de se rapprocher des Tchèques, mais les rapports avec le ČSL ne furent pas bons : très banal, le Parti populaire slovaque se révélait conservateur là où son homologue tchèque était résolument démocrate-chrétien.

La Première Guerre mondiale n'arrangea guère les choses pour les catholiques slovaques. De tous les peuples minoritaires qui composaient la soi-disant « prison des peuples », les Slovaques apparurent non seulement comme les grands oubliés, mais encore furent-ils carrément maltraités. Ils se trouvèrent victimes de la combinaison entre les solidarités maçonniques, les ambitions tchèques et le génie diplomatique du *leader* tchèque Masaryk. Ainsi, l'adhésion des Slovaques à un État tchécoslovaque fut décidée – après maintes péripéties opposant armées tchèque, hongroise et polonaise – par un Conseil national slovaque réuni à Užorod occupée, en janvier 1919, par « des troupes tchèques ramenées d'Italie »¹⁵. L'artisan slovaque du processus était Vavro Šrobar (1867-1950), membre de la minorité protestante – 10 % des slovaques sont protestants, plutôt luthériens – et de sensibilité maçonnique ; homme d'action, Šrobar emporta facilement le morceau et en mai, l'adhésion à la

15 G. CASTELLAN, *op. cit.*, p. 358.

Tchécoslovaquie fut décidée. Cependant, notre homme ne s'arrêta point en si bon chemin. Sur les 54 députés slovaques qui se rendirent à Prague, 40 furent désignés par le gouvernement sur la proposition de Vavro Šrobar, mais ce dernier n'eut même pas l'intelligence de la rendre représentative de la population slovaque, car il nomma essentiellement ses coreligionnaires protestants, réservant une dizaine de sièges aux partisans du P. Hlinka. Devant les protestations de la majorité catholique, le gouvernement de Prague décida de dissoudre le Conseil national slovaque, de mettre le pays en état de siège et Šrobar devint une espèce de proconsul investi de tous les pouvoirs et installé à Bratislava. De quoi s'aliéner la population slovaque et semer les graines de ce qui deviendra le « Divorce de velours ».

Au début, Mgr Hlinka – devenu également prélat – privilégia la défense religieuse, se fédérant avec le ČSL afin de démontrer la rupture des catholiques avec la cause des Habsbourg et Mgr Šramek et lui créèrent le Parti populaire. Cependant, les positions des uns et des autres divergeaient trop pour que l'unité se maintînt durablement : progressisme de la branche tchèque, conservatisme des Slovaques, plus urbains et même syndicalistes pour le ČSL, surtout en Moravie, contre ruralisme des amis de Mgr Hlinka. Par surcroît, alors que le ČSL demeurait un petit parti, son aile slovaque se caractérisait par un dynamisme qui en fit le premier parti de Slovaquie en 1935. Dès 1918, Mgr Andrej Hlinka fondait le SSL, *Slovenska strana ludova*, c'est-à-dire Parti populaire slovaque, qui présenta des listes communes avec le ČSL jusqu'en 1920, mais à partir des élections de 1921 jusqu'à la fin tragique de 1938, ils présentèrent des listes distinctes. Pis encore : le ČSL se considérant comme une formation politique tchécoslovaque, présenta également des candidats en Slovaquie sur un critère strictement démocrate-chrétien, là où son homologue luttait pour l'autonomie slovaque. Mgr Hlinka que les Tchèques avaient, imitant en cela les Hongrois, brièvement emprisonné en 1919 pour avoir demandé l'indépendance de son pays aux Français, était devenu une icône, un emblème national, incontournable pour constituer un gouvernement. Il contribua d'ailleurs, avec les communistes, à porter Bénéš au pouvoir contre les agrariens tchèques et les sociaux-démocrates. On peut gager que les choses auraient été différentes,

face aux nazis, s'il n'était mort en 1938, quelques semaines avant la crise qui mena aux scandaleux accords de Munich. Il fut remplacé à la tête du parti par un autre ecclésiastique, totalement incompetent, autoritaire et mû par un nationalisme borné, Mgr Tiso (1887-1947).

Ce plat épigone de Mgr Hlinka, qui avait exercé les fonctions de ministre tchécoslovaque de la Santé de 1927 à 1929, profita des accords de Munich, puis de l'annexion de la Bohême-Moravie par les nazis, pour proclamer l'autonomie puis l'indépendance de la Slovaquie. Jusque là, Mgr Tiso ne faisait qu'anticiper un avenir inéluctable, mais là où le bât blesse, c'est lorsqu'il instaura une espèce de régime cléric-fasciste à la Dolfuß, doté d'une organisation corporatiste. Il ne s'arrêta point en aussi bon chemin et, imposant la fusion de tous les partis dans une formation unique qu'il osa nommer « Parti Hlinka », il muta du cléric-fascisme au national-socialisme slovaque, doté d'une imitation de la SS. Aligné sur Hitler, Mgr Tiso installa un système totalitaire et antisémite totalement satellisé par le III^e Reich. Pourtant peu regardant en ces temps troublés, le Vatican condamna le régime et le pape Pie XII retira son titre de *Monsignor* à Tiso. Dès la Libération, résistants et communistes ne ratèrent pas le « président » Josef Tiso qui fut arrêté, jugé, condamné à mort et exécuté avec trois de ses ministres et quatre de ses députés.

L'Église catholique, qui n'en pouvait mais, se retrouva chargée des péchés du régime Tiso et l'enseignement catholique se vit nationalisé, plus de 1 100 écoles libres passèrent sous le contrôle de l'État. Les biens du clergé furent nationalisés, quant à la presse catholique, elle fut confiée à des proches du PC slovaque.

Avec la chute du communisme, la Tchécoslovaquie devint un État fédéral, mais rapidement Tchèques et Slovaques s'opposèrent, non pas tant sur des questions identitaires et culturelles, mais sur la politique économique à suivre. Tant que les deux pays furent gouvernés par l'alliance électorale des formations démocratiques constituées afin de renvoyer le PC dans l'opposition : le *Forum civique tchèque et Public contre la violence* du côté slovaque, les deux Républiques constitutives de la Fédération tchécoslovaque surent à chaque fois trouver un terrain d'entente. D'autant plus que la République tchèque était dirigée par Petr Pithart, un agnostique non baptisé,

mais philocatholique, et celle de Slovaquie par le démocrate-chrétien Jàn Čarnogursky¹⁶. Mais lors des élections fédérales de 1992, les deux républiques optèrent pour des politiques économiques radicalement opposées. La République tchèque se ralliait massivement aux ultralibéraux de Vačlav Klaus, tandis que son homologue slovaque se prononçait tout aussi clairement pour l'interventionnisme et le volontarisme économique défendus par Vladimir Mečiar, un ancien sportif de haut niveau, volontiers démagogue.

Signataire catholique de la Charte des 77, Jàn Čarnogursky, qui avait exercé les fonctions de président du gouvernement autonome slovaque, décida de créer un parti démocrate-chrétien sur le modèle belgo-italien avec une forte imprégnation religieuse¹⁷. Il s'agissait d'offrir un débouché politique aux catholiques slovaques, plus nombreux qu'en Bohême. Cependant, il importait de se démarquer totalement du lourd héritage laissé par Josef Tiso et ce d'autant plus que celui de Mgr Hlinka se trouvait capté par le SNS, le Parti national slovaque, où milita le père de Jàn Čarnogursky et qui comptait dans ses rangs des individus qui refusaient de condamner l'ex-prélat collaborateur d'Hitler. Jàn Čarnogursky réussit dans sa difficile entreprise, mettant sur pieds un parti voué à la démocratie chrétienne au sens où nous l'avons définie ci-dessus (voir *supra*). Avec Jan Figl et d'autres militants catholiques, il fonda le KDH, *Krestanskodemokratické hnutie*, le Mouvement démocrate-chrétien. Au début, le succès sembla au rendez-vous, puisqu'aux élections du Conseil national slovaque (1990), le KDH arriva bon second derrière Mečiar avec 19,21 % et 31 sièges sur un total de 150. Brouillé avec l'autoritarisme de Vladimir Mečiar, le KDH quitta le gouvernement en 1992 et tomba à la troisième place avec 18 sièges, puis à la quatrième, remontant à la faveur d'une coalition électorale en 1998, dirigée par l'un de ses membres, Mikulos Dzurinda.

16 Dans un entretien que nous eûmes avec lui en 1991, le Premier ministre Pithart se définissait de la sorte.

17 Le secrétaire du parti de Vaclav Klaus, P. Cernak, nous confia qu'il considérait le parti de Čarnogursky comme trop clérical et trop « socialiste ».

Encouragé par le succès de sa coalition en 1998, Mikulos Dzurinda, devenu Premier ministre, constitua un gouvernement de centre-droite comprenant le KDH et, en février 2000, il présida à la fondation d'un parti conservateur dénommé SKDU-DS, *Slovenská demokratická a kresťanská únia-Demokratická strana*, c'est-à-dire Union chrétienne-démocrate slovaque-Parti démocrate. Le SKDU-DS se présente comme une alternative à la sociale-démocratie européenne sur le modèle allemand. Le KDH accepta de participer au gouvernement de coalition présidé par Dzurinda, mais en 2006 il le quitta, suite à un désaccord portant sur le Concordat négocié entre la Slovaquie et le Vatican ; la question de l'interruption volontaire de grossesse se trouvait au centre du conflit. Aux élections qui suivirent, le parti fut légèrement sanctionné pour son excès de rigidité et perdit un siège, mais comme le SKDU-DS le fut tout autant, le pouvoir passa à un nouveau parti issu du monde syndical, le Parti social-démocrate SMER, dirigé par Robert Ficó. Le KDH s'empessa de négocier avec ce dernier qui, ancien communiste, semblait peu enclin à consentir des concessions. L'analyse n'était pas fautive, mais Pavel Hrušovský, qui avait succédé au *leader* historique Čarnogurský, mettait la barre trop haut. Ficó dut donc négocier une alliance avec les nationalistes du SNS, très hostiles à la minorité magyarophone et dont certains ne condamnaient le régime Tiso que du bout des lèvres.

En 2010, malgré les gains électoraux sociaux-démocrates, Iveta Radičová, qui dirigeait maintenant la droite et plus souple que son prédécesseur, constitua un cabinet de centre-droite avec, entre autres, le KDH désormais présidé par Jan Figl¹⁸. Deux ans plus tard, à la faveur d'un scrutin anticipé, Robert Ficó reprenait le pouvoir et fermement cette fois. Pour le KDH, ces élections constituèrent un véritable triomphe, car, bénéficiant de l'effondrement de la droite SKDU-DS, il devenait le second parti au Conseil national, juste après les sociaux-démocrates. Mais ce succès était trompeur. En effet, le KDH ne progressait que de moins de 10 000 voix, passant de 8,52 % des votes à 8,82 %, ce qui lui valait un siège de plus – 16 au lieu de 15 –, soit moins qu'en 1994. Comme, par surcroît, sous l'énergique direction de Ficó, la Slovaquie devenait l'un des pays les

18 Sur les partis au début de la transition, voir J.M. de WAELE, *op. cit.*

plus dynamiques de l'UE et que, de plus, nul n'attentait aux droits et aux privilèges de l'Église, le KDH fut balayé de la scène, l'électorat tombant en dessous des 5 % requis pour avoir des élus en 2016.

La démocratie chrétienne en Pologne

Situant son œuvre, *Ubu Roi*, Alfred Jarry écrivit en exergue : « En Pologne, c'est-à-dire nulle part. » Trait d'humour, certes, mais qui correspondait à une réalité. Partagé entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, le pays se trouva soumis à trois systèmes différents, dont deux, la Prusse et la Russie tsariste, nièrent son identité linguistique et culturelle et, parmi ceux-ci, les Russes s'attaquèrent également à son caractère catholique. Seule l'Autriche respecta les droits des Polonais, la Cisleithanie était, au début du siècle dernier, le seul endroit où subsistait un système scolaire complet en langue polonaise, entretenant deux universités polonaises, l'une à Cracovie, la prestigieuse Université Jagellon – celle où enseigna Copernic –, l'autre à Lwów, aujourd'hui Lviv en Ukraine, l'ancienne Lemberg¹⁹. Craignant de déplaire aux Hongrois, l'empereur François-Joseph refusa de se faire couronner roi de Pologne, comme de Bohême d'ailleurs. Un Polonais de Galicie, le comte Badeni, présida même le gouvernement cisleithanien en 1895.

La Prusse tenta de son côté de germaniser les provinces polonaises qu'elle possédait, sans toutefois attenter à leur statut religieux. On a vu ci-dessus, en étudiant le cas allemand, ce qu'il advint à Mgr Ledochowski, mais jusqu'en 1918, les catholiques polonophones de Posnanie et de Silésie subirent le même sort que leurs coreligionnaires germanophones. Avec un surcroît de méfiance à l'encontre du clergé autochtone que Berlin aurait aimé remplacer par de « bons Allemands ».

On ne s'étonnera donc pas à la vue du multipartisme extrême qui caractérisa la II^e République polonaise de 1918 à 1939 ; d'autant plus

19 Lviv, Lvov, Lwów, Lemberg possède un nom français, Léopol, que nul ne connaît. Sur l'histoire du pays, l'incontournable Norman Davies : N. DAVIES, *Histoire de la Pologne*, Paris, Fayard, 1986 (original 1984) et *God's Playground : a History of Poland*, New York, Columbia University Press, 1981, 2 tomes.

que l'un des tronçons remembrés, l'ancienne Pologne du Congrès, quoique représentant la partie la plus industrialisée et la plus développée économiquement, s'affirmait politiquement comme la région la plus attardée de la nouvelle république.

Avant l'indépendance, constituer un parti pan-polonais tenait de la gageure et pourtant, deux formations relevèrent le défi : les nationaux démocrates et les socialistes. De son côté, la social-démocratie du Royaume de Pologne à laquelle appartient Rosa Luxemburg, privilégia, elle, l'entente avec son homologue russe. Quant aux démocrates chrétiens, leur influence, voire leur existence, se limitait à la Prusse où ils s'intégrèrent initialement au *Zentrum* allemand, singulièrement en Silésie, mais ils débordèrent en Mazurie et chez les Kachoubes.

Par ailleurs, la répression exercée par le tsarisme après l'échec de la Révolution polonaise de 1830 et, en Prusse, l'attitude patriotique de l'archevêque de Poznan-Gniezno – Mgr Ledochowski rapprocha l'*intelligentsia*, jusque là tentée par le positivisme d'Auguste Comte, d'une part, de la noblesse rurale – la *szlachta* – catholique de l'autre et, tant en Prusse qu'en Russie, l'identité catholique latine devint une composante majeure du sentiment national polonais. En revanche, la situation en Galicie était différente, car l'aristocratie polonaise dominait le Club polonais – *Kolo* –, le groupe parlementaire qui, au *Reichrat* de Vienne, médiatisait la volonté politique des populations polonaises. Dès lors, les démocrates qui contestaient l'hégémonie conservatrice du Club, apprécièrent l'instauration du suffrage universel masculin et pensèrent que la réunification et, partant, l'indépendance de leurs pays viendraient de la victoire des empires centraux et de la destruction de l'Empire russe. D'autant plus que deux Polonais, le comte Alfred von Potocki et le comte Casimir Badeni avaient présidé des gouvernements ; de même, le *Kolo* participa au gouvernement du comte Eduard Taafé, un cabinet de coalition fédéraliste, aristocratique et catholique. Comme, après maintes péripéties, le suffrage universel fut instauré en 1906, tout devenait possible.

En cas de guerre, l'extension vers l'est, les Balkans et l'Italie compenserait, pour l'Autriche-Hongrie, la perte subie par

l'indépendance de la Pologne. Tel fut leur calcul lors des guerres balkaniques (1912-1913) et également en 1914. Leur nationalisme était de conception française, c'est-à-dire territorial, il s'agissait de reconstituer la Grande Pologne des Jagellons et d'en respecter le caractère multiethnique; leur parti était le PPS, le Parti socialiste polonais et leur chef, le Lituanien Josef Pilsudski.

En 1895, arrivait à Lemberg-Lwów, fuyant le régime tsariste, un jeune biologiste polonais du nom de Roman Dmowski (1864-1939). Ce n'était certes pas un étranger en Galicie, puisqu'il avait fait ses études universitaires à Cracovie. En fait, il avait pris le contrôle d'une organisation de défense culturelle, la *Liga Polska*, fondée à Genève en 1887 par Zygmunt Mitkavski et en devint le responsable en zone russe. Il s'empressa de la politiser en la rebaptisant du nom de *Liga Narodowa*, c'est-à-dire ligue nationale. Poursuivi par la police russe, il s'installa en zone autrichienne, d'où il continua à diriger les Nationaux-démocrates – *Narodowa Demokracja* –, le ND, désignée en polonais sous le vocable d'*Endecja* et qui s'était organisée sur la base de sociétés secrètes. Mais l'ambition de Dmowski était, bien sûr, de réunifier la Pologne et il parvint à trouver des répondants en Cisleithanie et en Prusse.

En Galicie, où séjournait Dmowski, la tâche fut plus aisée et il put attirer à l'*Endecja* Stanislas Glabinocki, un éminent professeur d'économie à l'Université de Lemberg-Lwów qui devint, en 1902, le premier élu de l'*Endecja* au *Reichrat* de Vienne. Cependant, la ND devait subir la concurrence des populistes paysans, le PSL, fondé en 1893 qui limitait ses ambitions à la Galicie et celle du PPS de Pilsudski. Implanté officiellement en Galicie et secrètement en zone russe, l'*Endecja* parvint, grâce aux publications de Dmowski, à attirer un député démocrate chrétien de Katowice, en Haute-Silésie, Wojciech Korfanty, qui rompit avec le *Zentrum* pour créer le parti en Prusse, surtout silésienne.

La conception du nationalisme polonais que théorisa Roman Dmowski se situait aux antipodes de celle qu'envisageait le PPS. Une conception totalement conforme aux canons de la *Kulturnation* pensés par Herder et Fichte : l'ethnonationalisme. Pour Dmowski, la Pologne ne correspondait pas à un territoire, même s'il ne niait pas

qu'elle en possédât un, mais à un peuple dans l'acception organique du terme, doté d'une culture, d'une langue et d'une religion, le catholicisme de rite latin. C'est-à-dire que les Uniates gréco-catholiques d'Ukraine étaient exclus malgré leur fidélité à Rome. Il va de soi que si les Ukrainiens de Galicie ne trouvaient pas grâce à ses yeux, son opinion sur les juifs s'avérait pire encore : Dmowski était farouchement antisémite. Il est vrai qu'en Pologne russe, le gouvernement de Saint-Petersbourg s'était employé à envenimer la situation. En effet, en organisant délibérément des pogroms, les Russes poussèrent les juifs de l'Empire tsariste à émigrer vers l'ancienne Pologne du Congrès, où leur savoir-faire technique et commercial fit merveille dans la seule région industrielle de l'Empire.

Cependant, du point de vue stratégique, Dmowski et l'*Endecja* voulaient construire une Pologne indépendante ralliée à la démocratie libérale et au régime parlementaire, mais par slavophilie, il souhaitait l'entente avec la Russie qui refusa toute négociation. Lors de la tentative de révolution russe de 1905, le PPS prit une part active dans le soulèvement populaire, tandis que l'*Endecja* condamna « l'anarchie ». Durant le bref intermède représentatif que le tsarisme consentit à ses sujets, Dmowski fut triomphalement élu à la *Douma* et son parti rafla les 34 sièges polonais. Entre 1906 et 1912, la représentation polonaise fut réduite à 11 sièges et, en conflit avec la population juive – et pour cause –, Dmowski fut battu, mais le rôle de la *Douma* devint à peine symbolique. En revanche, en Galicie, les députés du parti firent jeu égal au *Reichrat* avec ceux de l'alliance PSL-Club polonais. Tandis qu'en Prusse, l'*Endecja* devenait majoritaire chez les électeurs polonophones, et même dominante en Posnanie où la querelle linguistique contre la germanisation l'emportait sur la lutte religieuse.

Avec la Première Guerre mondiale, les divergences entre les deux nationalismes s'étalèrent au grand jour. Dès 1912, Pilsudski, épaulé par Wladislas Sikorski, créa une Légion polonaise avec l'assentiment de Vienne qui, une fois la guerre venue, combattit aux côtés des troupes austro-hongroises. Tous deux n'avaient aucun problème avec le catholicisme. Sikoski était à cent pour cent militaire, tandis que Pilsudski avait proclamé haut et fort que, monté dans le train

socialiste du PPS, il en descendrait à la station « Indépendance ». Dmowski, de son côté, se rangeait aux côtés des Alliés et encouragea les Polonais mobilisés à obéir aux ordres. Cependant, les armées allemandes et autrichiennes battant celle du tsar, la Pologne fut libérée en partie, la Révolution russe de 1917 faisant le reste. Car le Soviet de Petrograd (Saint-Petersbourg) créa également une armée polonaise. Lors de l'entrée des Allemands et des légionnaires de Pilsudski, Roman Dmowski, faisant face à une *Endecja* divisée entre ceux qui se ralliaient à Pilsudski et ceux qui, comme lui, croyaient dans la victoire des démocrates, se rendit en 1917 à Petrograd. Il obtint immédiatement ce que la Russie, devenue brièvement démocratique, ne possédait plus : l'indépendance de la Pologne.

Il quitta dès lors la Russie pour Londres où il négocia le démembrement de l'Autriche-Hongrie et le remembrement des trois parties du territoire national. À leur habitude, les Britanniques pratiquèrent le *Wait and See*. C'est alors qu'il recruta le Polonais le plus célèbre de l'époque, le grand pianiste et compositeur Ignacy Paderewski qui mobilisa les immigrés polonais aux USA, suscitant l'intérêt puis, après l'entrée en guerre des États-Unis, l'appui ferme du président Wilson. Installé à Lausanne où vivait le grand pianiste lorsqu'il n'était pas en concert en Amérique, Dmowski fonda, avec ses amis de l'*Endecja*, un gouvernement polonais en exil, le KNP, auquel le gouvernement français apporta son soutien, ce qui amena Dmowski à transférer le KNP à Paris qui, convaincant Londres, lui donna un statut *quasi* diplomatique avec des agences aux USA et en Italie. Seul le Vatican demeurait prudent, ménageant la chèvre catholique polonaise et le chou incarné par la très catholique double monarchie ! Dans les faits, existaient non seulement deux nationalismes polonais, mais encore deux gouvernements dotés chacun de forces armées. Heureusement pour lui, Pilsudski, dont la fidélité à ses alliances n'était pas la qualité première, tenta de négocier secrètement avec les Russes et fut arrêté par les autorités allemandes en juillet 1917 pour avoir voulu transformer le Royaume de Pologne en République. Il retrouvait *illico presto* son statut de héros et même de martyr. Poussés à la clandestinité, les légionnaires se retournèrent contre les empires centraux et se lancèrent dans la guérilla, disposant

de 20 000 hommes, tandis que sous le commandement du colonel Haller, le Comité de Dmowski en alignait autant²⁰ !

Avec la chute du *Kaiser* et l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, le régent du Royaume de Pologne – le prince Lubomirski – transféra tous ses pouvoirs à Pilsudski, triomphalement libéré par les républicains allemands, qui devenait « Chef de l'État ». Mais Dmowski et le Comité de Paris ne l'entendaient pas de cette oreille. Pour eux et pour les Alliés, Pilsudski était considéré comme pro-allemand sinon crypto-bolchevik. En définitive, ce fut Paderewski, aussi habile diplomate que bon virtuose, qui dénoua la situation en prenant la présidence d'un cabinet d'union nationale et dès janvier 1919, des élections parlementaires furent organisées sur le territoire de l'ancienne Pologne du Congrès et en Galicie : l'*Endecja* l'emporta avec 116 sièges, le PPS devant se contenter de 52, tandis que le total des partis de gauche se montait à 123 sièges.

Pilsudski ne fut pas le seul Polonais à descendre du convoi à la station « Indépendance », l'autre fut Wojciech Korfanty, le *leader* de l'*Endecja* en Pologne prussienne. Né dans une famille ouvrière de la région de Kattowitz (aujourd'hui Katowice) en Haute-Silésie en 1873, boursier, il étudia à l'Université de Breslau – comme Norbert Elias ou sainte Edith Stein – où il fut l'élève de Werner Sombart, l'un des maîtres de la sociologie allemande.

Député au *Reichtag*, il obtint que la Posnanie et la Silésie fussent incluses, en 1918, dans la nouvelle Pologne. Comme sa chère Silésie demeura allemande à la suite d'un plébiscite organisé par la SDN, Korfanty organisa l'insurrection nationale silésienne de 1920-1921.

Une fois le calme revenu et la Haute-Silésie devenue partiellement polonaise, Korfanty revint à ses premières amours : la démocratie chrétienne. Il prit ainsi part à la fondation du Parti démocrate-chrétien polonais, le PSCh, c'est-à-dire *Polskije Stronniectwo*

20 Les troupes soutenant Dmowski se composaient de régiments polonais mis sur pieds par la République russe – qui se situe historiquement entre la chute de la monarchie et la prise du pouvoir par les Soviétiques – et ceux constitués par les Alliés avec des prisonniers faits parmi les troupes allemandes et autrichiennes qui acceptèrent de combattre contre leurs anciennes puissances tutélaires, dans l'espoir de l'indépendance polonaise.

Chrześcijańskiej Demokracji, et fut député au *Sejm* (parlement) de 1922 à 1930 et même, de 1923 à 1924, le Vice-Premier ministre du gouvernement présidé par Wincenty Witos, le *leader* du parti paysan le PSL, *Polskie Stronnictwo Ludowe*. Idéologiquement, les deux hommes étaient proches et s'ils avaient été Italiens, ils auraient milité dans le même parti. Capotant sur la question agraire, le cabinet dut céder la place à celui dirigé par Władislas Grabski de l'*Endecja*, qui jouissait de la confiance des milieux financiers internationaux, le père du *złoty* et de la déflation. Cependant, retiré sur ses terres, Pilsudski, qui se voyait en sauveur suprême, pensait que le pays ne réglerait ses problèmes que grâce à une dictature qui ne pouvait être que la sienne, ce à quoi s'opposait le nouveau chef d'État-major de l'armée, le maréchal Władislas Sikorski, formé à l'Académie militaire de Vienne et ancien officier de l'armée austro-hongroise, et qui se mêlait volontiers de politique. Les nationaux démocrates de Dmowski ne voulaient pas davantage d'un retour au pouvoir du maréchal dont ils suspectaient la sincérité des convictions démocratiques. Aigri et grincheux, Pilsudski ne se privait pas, depuis son retrait du pouvoir, d'agonir d'injures la classe politique polonaise, à ses yeux aussi corrompue qu'incompétente. Le fait étonnant fut que Dmowski, qui avait représenté le pays auprès des Alliés, fondé la *Narodowa Demokracja*, représenté à nouveau la Pologne durant deux ans à la conférence de la paix, se retira de la politique active pour se consacrer à l'écriture et ne sortit de sa réserve que pour devenir le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Witos II en 1923. Après le coup d'État de Pilsudski, souvent à l'étranger, il combattit dans l'ombre le pouvoir de ce dernier. Il mourut en janvier 1939.

Quoiqu'en désaccord avec la politique de déflation et d'austérité des gouvernements soutenus par l'*Endecja*, Korfanty partageait leurs positions et celle du maréchal Sikorski quant à un éventuel recours à l'ancien chef de l'État. Afin de défendre ses idées et la démocratie, il avait fondé en 1924 un journal intitulé significativement *Rzeczpostpolita*, c'est-à-dire *La République* et comme le péril autoritaire se précisait, conscient de la faiblesse qu'engendrerait le multipartisme extrême, il mit sur pieds une coalition entre la démocratie chrétienne et divers partis centristes et de la gauche modérée, le *Centrolew*.

Cependant, le maréchal Pilsudski avait à ses côtés nombre d'inconditionnels qui voyaient en lui l'homme providentiel qui sauverait le pays du marasme. Non seulement au sein de l'armée, les anciens de l'armée russe et surtout ses vieux compagnons d'armes, les légionnaires, mais, fait plus grave, il pouvait compter sur le ministre de la Guerre, le général Zeligowski²¹, mais aussi, parmi les civils, sur les députés nationaux-démocrates de l'est. Par surcroît, la gauche pensait que le héros national lui était favorable. Il est vrai que son nationalisme territorial plaisait aux minorités juives, lituaniennes ou ukrainiennes qui pâtissaient de l'intolérance et de l'antisémitisme des nationaux-démocrates.

Sortant de sa « réserve », ce dernier rencontra le président de la République Wojciechowski afin d'obtenir qu'il le nommât Premier ministre. D'abord, devant le peu d'enthousiasme manifesté par le président, le ministre de la Guerre Zeligowski, de mèche avec le maréchal, précipita la chute du cabinet en démissionnant, afin de libérer la voie pour la constitution d'un gouvernement Pilsudski. Flairant la manœuvre, assez évidente, l'*Endecja* proposa la candidature du *leader* paysan Witos, chef du PSL et démocrate sincère, ennemi juré de Pilsudski. La riposte de l'irascible aristocrate ex-socialiste ne se fit guère attendre : le 12 mai 1926, il tenta un coup d'État, afin de s'emparer du pouvoir avec le concours de quinze régiments. Cependant, les choses ne se déroulèrent pas aussi aisément qu'il l'escomptait : les insurgés se heurtèrent à la vive résistance des cadets de l'École militaire. Toutefois, le 14 mai, les putschistes s'emparaient de Varsovie au prix d'un millier de morts et la nuit suivante, le président de la République ainsi que le Premier ministre démissionnaient. Le maréchal Pilsudski avait les mains libres.

21 Lucjan Zeligowski (1865-1947), qui commanda, après la Révolution russe, les régiments polonais, était dévoué à Pilsudski. Il s'était couvert de gloire en s'emparant de la ville lituanienne de Vilnius, pour la protéger des Soviétiques, mais sans la rendre à la Lituanie ; il l'annexa à la Pologne. Les tensions au sein des officiers supérieurs opposaient les officiers de carrière, formés en Autriche, aux anciens légionnaires qu'ils considéraient comme des aventuriers.

Déconcertant, comme à son habitude, il déclina l'offre qui lui était faite de devenir président de la République, se contentant « modestement » de la charge de ministre de la Défense et nomma un membre de la société civile, Casimir Bartel²², professeur à l'Université de Lwów et spécialiste des chemins de fer, comme Premier ministre, tandis que, pour la présidence de la République, il fit élire par la gauche et certains centristes un politique, le PPS Ignacy Moscicki. Le président pouvait désormais dissoudre le Parlement à sa guise et gouverner par décrets entre les sessions.

Comme le nouveau maître du pays semblait soucieux de ménager les formes démocratiques, il organisa des élections et, pour le soutenir, un « bloc non partisan de soutien au gouvernement (BRWR) » dirigé par un ancien des légions. De son côté, Roman Dmowski parvint à constituer l'OWP – Camp de la Grand Pologne – avec Korfanty et Witos. L'alliance entre l'*Endecja*, le PSCh et le PSL remporta la majorité relative au *Sejm* avec 122 sièges (1928). C'est à ce moment que Korfanty, très méfiant envers les tentatives assez fructueuses du maréchal à l'endroit de la droite – l'*Endecja* –, peu sûr, se rapprocha d'Ignacy Daszynski, ancien *leader* socialiste du PPS en Galicie Ukrainienne et, avec Wytos, ils formèrent le *Centrolew* – littéralement le Centre-gauche –, qui comprenait, entre autres, le PSCh, le PSL et le PPS. Pour Korfanty, il s'agissait de convaincre les opposants démocrates les plus déterminés à s'opposer au pouvoir personnel. Cette coalition dans la coalition fut à même, grâce au talent parlementaire de Daszynski, de pourrir, avec les 2/5^{es} des sièges, la vie des gouvernements favorables au maréchal... Comme on devait s'y attendre, ce dernier réagit à sa manière habituelle : il profita du Congrès constitutif du *Centrolew* pour faire arrêter Korfanty, Witos et soixante-dix autres députés qu'il fit enfermer dans la forteresse de Brest-Litovsk ! Comme militaire, le général Sikowski, plus heureux, fut renvoyé à ses chères études. C'était le héros de la guerre de 1920 contre l'URSS et, à ce titre, il était populaire dans l'armée. Sans affectation, il quitta le pays pour Paris, où il participa aux activités de l'École de guerre.

22 Né en 1882 et exécuté par les nazis en 1941.

Lorsque, le 26 janvier 1935, le maréchal Pilsudski, malade et qui travaillait inlassablement à renforcer l'autoritarisme, rendit son âme à Dieu – ou au Diable – Korfanty vit sa peine de prison commuée en bannissement²³. Il s'installa alors le plus près possible de sa chère Silésie, en Tchécoslovaquie. La prison avait entamé sa santé, mais pas sa détermination à lutter pour la démocratie contre le régime des colonels mis en place par le maréchal. Il s'était trouvé un lieutenant dévoué en la personne d'un journaliste et écrivain, Karol Popiel. Ensemble, ils reprirent le flambeau du *Centrolew*, mais acceptèrent de le fondre dans une alliance bien plus large, en se ralliant au patronage de deux personnalités indiscutables : Paderewski et le général Sikoski.

Une fois de plus, le grand virtuose se mettait au service de la démocratie et, comme il vivait alors à Lausanne, il s'organisa dans la petite ville vaudoise de Morges, située sur le lac Léman, entre Genève et Lausanne. Ils constituèrent une espèce de front démocratique, le *Front de Morges* sous la direction du général Sikoski et réclamèrent la mise en place d'un gouvernement provisoire avec Ignacy Paderewski comme président de la République et Witos comme Premier ministre, le retour à la démocratie et la conclusion d'une alliance étroite avec la France. Au sein du Front, Korfanty et Popiel entreprirent de rénover la démocratie chrétienne en transformant le PSCCh en Parti du travail, le *Stronnictwo Pracy*, en octobre 1937, désigné souvent sous le nom de Parti des travailleurs chrétiens. Lorsque, en 1938, la Tchécoslovaquie fut démantelée par les nazis, Korfanty, qui ne comptait pas particulièrement au nombre des amis de l'Allemagne, se réfugia à Prague.

De fait, il ne se méfiait pas de l'Allemagne, mais voyait dans l'URSS l'ennemie absolue de la Pologne, il avait conclu un accord avec la première. Lorsque Hitler le dénonça, Korfanty, qui avait pu voir les nazis à l'œuvre lors du chantage exercé à l'encontre des Tchèques, quitta Prague pour Paris. Pressentant les menaces que le régime hitlérien faisait peser sur la Pologne et l'imminence de la guerre, il rentra dans son pays en avril 1939, mais, dès son arrivée, il fut arrêté et à nouveau emprisonné. Son état de santé ne supporta

23 Il avait, avec ses « complices », été condamné après un procès des plus juridiquement douteux.

point une telle incarcération et, malade, il fut libéré en août 1939. Il mourut deux semaines avant l'invasion de la Pologne par la *Wehrmacht*. Les raisons de sa mort restent encore obscures.

Quant au SP, il resta actif, représenté dans le gouvernement en exil à Londres et dans la Résistance intérieure, c'est-à-dire celle ralliée au gouvernement, l'AK, et non au Comité de Lublin contrôlé par les Soviétiques. Karol Popiel succéda à Korfanty à la tête du parti et fut ministre dans le cabinet en exil dirigé par le général Sikowski. Le gouvernement légal constitué à Paris dut se replier sur Londres après la défaite et contrôlait également l'armée polonaise du général Anders qui combattit en Italie aux côtés des forces alliées. En juillet 1943, le général Sikorski périt dans un accident d'avion, au large de Gibraltar, une catastrophe qui servit si opportunément Moscou qu'on est en droit de se demander si ce fut un accident ou un attentat. Le sens stratégique, le prestige et les contacts diplomatiques du général auraient, peut-être, modifié le cours des événements qui firent glisser la Pologne dans le « camp socialiste ». Son successeur, le *leader* paysan Stanislas Mikolajczyk, quoiqu'homme politique habile et démocrate déterminé, ne disposait pas, comme civil, de l'autorité suffisante sur l'AK dont il ne put empêcher le chef, le général Bor-Komorowski, de déclencher le soulèvement de Varsovie où, restées l'arme au pied, les troupes soviétiques laissèrent la *Wehrmacht* détruire le principal courant de la Résistance qui portait ombrage à leurs intentions pour le moins hégémoniques. « Libérés » par l'Armée rouge, les Polonais durent dissoudre l'AK qui passa à la clandestinité. Les dirigeants dont, pour le SP, Jan Jankowski, invités à Moscou pour discuter de l'avenir du pays, furent arrêtés et emprisonnés, tandis que 50 000 hommes de l'AK furent déportés en Sibérie.

À Yalta, face à Churchill effaré, le président Roosevelt céda littéralement la Pologne à la zone d'influence russe, laissant tomber le gouvernement légal de Londres au profit du Comité de Lublin, totalement dévoué aux Soviétiques. Seuls deux membres du cabinet de Londres participèrent au nouveau gouvernement dirigé par le socialiste Osalka-Morawski, président du Comité de Lublin – en fait un cryptocommuniste –, et dont le PSL et catholique Mikolajczyk

assurait la vice-présidence, l'autre ancien de Londres était Stanczyk, un vrai socialiste.

Lors des élections législatives de 1946, qui se déroulèrent sous l'œil de Moscou et dans des conditions douteuses, la seule opposition fut celle du PSL, animée par Mikolajczyk, mais la victoire revint, dans un contexte plus que discutable, au bloc qui soutenait le gouvernement et obtint 394 sièges à la Diète, contre 27 au PSL dont le *leader* dénonça les résultats avec l'appui, strictement votif, des Anglo-américains. Le chef communiste Bierut fut élu à la présidence de la République, tandis que le « socialiste » opportuniste Cyrankiewicz devint Premier ministre et le resta longtemps.

Quant au *leader* du PSL, il fut exfiltré avec l'aide de la CIA et partit pour l'exil où il mourut en 1964. Karol Popiel fut nettement moins clairvoyant et, revenu en Pologne en 1945, il accepta la participation du SP avec le PPS (socialiste) au bloc dominé par les communistes, mais il déchantait rapidement et procéda à la dissolution du parti afin de protester, d'une part, contre son noyautage par des communistes ou leurs affidés et, d'autre part, contre la répression qui s'abattait sur le pays. Il mourut en exil aux USA en 1977. Certains membres du SP tentèrent de le maintenir dans la clandestinité, tandis que d'autres se ralliaient au SD. Le sort du PSL se révéla plus tragique encore. Transformé en ZSL, il était dirigé par des gens du PC, mais, à la base, cette étiquette couvrait d'anciennes sections du PSL. Elles se rebellèrent après le triomphe électoral de *Solidarnosc* aux élections de 1989, permettant, avec le SD, l'investiture de Tadeusz Mazowiecki. L'autre « rebelle », censé servir de courroie de transmission au PC, était le *Stronnictwo Demokratyczne*, SD. Ce parti devait servir à représenter le secteur privé de l'économie polonaise qui se maintenait au sein du socialisme d'État. En fait, d'anciens démocrates-chrétiens qui considéraient que la situation géopolitique du pays ne leur laissait pas d'autre alternative et que le régime était là pour durer, rejoignirent le SD.

Toutefois, le porte-parole de l'opposition aussi légitime qu'autorisé était l'Église elle-même qui, après avoir subi la persécution nazie, dut endurer celle des communistes. Le primat, le cardinal Hlond (1881-1948) avait été surpris à Rome par l'invasion nazie et

séjourna au Vatican toute la durée des hostilités. À la Libération, il revint au pays comme légat pontifical chargé de la polonisation des diocèses et paroisses sis entre l'ancienne frontière et la ligne Oder-Neisse. Les autorités communistes étaient ravies de cette coopération et s'indignèrent lorsque Rome refusa de nommer de nouveaux évêques et condamna le communisme. Le gouvernement riposta en séquestrant les biens de l'Église, entre autres ceux de la *Caritas* et se heurta à la farouche résistance du nouveau primat Mgr Wyszynski qui négocia avec Bierut, sans rien concéder, y compris en matière de nomination d'évêques dans les territoires rédimés. Perdant patience, le gouvernement lança une violente campagne de presse contre Mgr Wyszynski qui fut traduit en justice et enfermé, non en prison, mais dans un monastère. Pie XII l'ayant créé cardinal en 1953, huit évêques et 25 % des prêtres du pays furent embastillés.

Et pourtant ! Et pourtant, l'Université catholique de Lublin était maintenue en dépit du stalinisme ambiant, tandis qu'à Cracovie, le cardinal-prince Sapieha, resté au pays et opposant courageux à l'oppression nazie, très populaire, bénéficia de son aura de résistant moral aux nazis et eût les coudées plus franches. Est-ce l'esprit galicien, mais, malgré son opposition et les malheurs du temps, il géra mieux que son frère dans l'épiscopat les difficiles relations avec le régime ? Le futur Jean-Paul II fut son évêque auxiliaire. Une autre offre de collaboration fut faite en direction des catholiques, mais par-dessus l'épiscopat et le Vatican : le mouvement *Pax*.

Étonnant phénomène que celui de *Pax*. En effet, en 1945, l'ancien chef du mouvement fasciste *Falanga*, Boleslas Piasecki, arriva dans les fourgons de l'armée soviétique, autorisé à créer une organisation politique, *Pax*, d'ouvrir un quotidien et de disposer de quelques sièges à la Diète, le *Sejm*. Dans le contexte politique, il soutint les éléments staliniens et lors des divisions qui affectèrent le PC dans les années 1970, il s'aligna sur la tendance antisémite – les partisans – du général Moczar²⁴. Les extrêmes se touchent et là gîtent, peut-être,

24 La guerre des six jours, en 1967, servit de prétexte à une flambée d'antisémitisme au sein du PC, la tendance Moczar tentant de l'utiliser afin d'éliminer Gomulka. Par réaction, les intellectuels catholiques devinrent très pro-israéliens.

les raisons du virage réalisé par Piasecki. Il n'empêche que *Pax* se révéla actif dans les tentatives de séduction à l'endroit des chrétiens de gauche en Occident : entre autres, *Témoignage chrétien* et *Frères du Monde*, la revue des franciscains de la rue de Pessac, à Bordeaux.

En 1956, après les grèves et les émeutes de Poznan, les staliniens, Bierut et Ochab, cédèrent la place à un communiste plus ouvert qu'on sortit de prison, Gomulka, et qui libéralisa le régime. L'Église retrouva son cardinal primat Wyszynski, ses aumôniers pour étudiants, ses revues et une véritable liberté d'action. Un club des intellectuels catholiques s'organisa avec des cercles dans toutes les villes importantes ; un équivalent de la revue *Esprit*, *Wierz – le temps* – fût créé à l'initiative de Tadeusz Mazowiecki qui sera Premier ministre lors du retour du pays à la démocratie. Une autre revue, *Znak* – le signe –, se publia à Cracovie, mais, par surcroît, elle donna son nom à un groupe de députés, concurrents de *Pax* et dont le professeur Stomma fut le *leader*. Bien sûr, tous ses députés devaient être élus sur la liste unique patronnée par le parti. *Znak* avait l'oreille des évêques.

Dès le retour du pays à la démocratie, des initiatives surgirent de tous côtés afin de mettre sur pieds un parti démocrate-chrétien. Les premières tentatives émanaient des groupes ralliés au Parti communiste, le PZPR et du mouvement *Pax*, les plus honnis d'entre ces « collaborateurs ». Celui-ci s'organisa sous le nom de *Chrzescijanska Demokracja*, c'est-à-dire démocratie chrétienne, qui atteignit péniblement 2,36 % des votes. Moins suspecte, mais néanmoins très mal vue par l'Église, la seconde organisation chrétienne de gauche favorable au PC, l'Association sociale chrétienne n'était ni antisémite ni philostalinienne et peu considérée par le régime. Aux élections de 1991, elle obtint le score ridicule de 1,1 % des votes sous le nom de *Partia Chrzescijanska Demokratiew*. Du côté des opposants résolus au « socialisme réel », ce ne fut pas un parti démocrate-chrétien qui s'affirma, mais le ZChN, *Zjednoczenie Chrzescijensko-Narodowe*, l'Union chrétienne nationale qui s'inscrivait clairement comme l'héritière de Roman Dmowski et de sa *Narodowa Demokracja*, l'*Endecja* ! Rien à voir avec la démocratie chrétienne. Bien organisée au niveau local, elle recueillit très rapidement des anciens du groupe *Pax*.

Cependant, ce parti n'attira point les éléments modérés qui, à la ND, s'inscrivaient dans la tendance des frères Ladislas et Stanislas Grabski, qui s'incarna dans l'Union démocratique de Balcerowicz et Bielecki, les pères de la « thérapie de choc » qui permit une transition économique rapide, voire brutale, et assura assez rapidement le développement économique de la Pologne ainsi que son adhésion à l'UE. Auparavant, ils avaient constitué le KLD qui rassemblait la brillante équipe de jeunes économistes qui conseillaient Walesa et le syndicat Solidarité et qu'on surnommait les « *Goldenboys* de Gdansk » ! Ils sont aujourd'hui à PO, la Plateforme civique : *Platforma Obywatelska*.

Les deux partis qui attirent aujourd'hui les catholiques représentent à la fois des regroupements et des reclassements, sauf le vieux Parti populaire paysan, le PSL. PO, le premier, recueille la majorité des anciens de l'*Unia Wolności* qui succéda à l'UD de Mazowiecki et Geremek. Leur *leader* est Donald Tusk. Ils détiennent d'ailleurs, durant un mandat, la présidence de la République, en la personne du prince Komorowski, cousin de la reine des Belges... Mais ouverts et libéraux, ils recueillirent l'adhésion de nombreux catholiques non pratiquants ou pratiquants irréguliers, voire d'incroyants, ce qui leur vaut aujourd'hui la défaveur de l'épiscopat, sauf de Mgr Pieronek.

Le second parti est *Prawo i Sprawiedliwość*, mieux connu sous son sigle de PiS. Ses fondateurs, les jumeaux Kaczynski, vinrent de *Solidarność* et restèrent longtemps fidèles à Lech Walesa, qui aujourd'hui soutient PO. Mais avant la brouille due à leur radicalisation, ils participèrent à toutes les nombreuses et éphémères formations dévouées à l'ancien président de la République. La dernière en date fut à l'initiative du *leader* de Solidarité, Marian Kijakowski, l'AWS, où ils se retrouvèrent à côté de leurs concurrents ZChN, du SKL – Parti conservateur populaire – fondé par le dissident Aleksander Hall²⁵, et même du PCD qui avait fait, on l'a vu, le score éblouissant de 1,1 %. À côté de ces partis, on trouvait le gros bataillon des syndicalistes chrétiens de *Solidarność* et du réseau

25 Aleksander Hall et son SKL étaient les seuls, à l'époque, à se revendiquer de l'héritage de Roman Dmowski et de l'*Endeja*.

des « Amis de *Radio Marija* », une radio catholique très populaire, mais à la limite de l'intégrisme. Ce rassemblement hétéroclite fut imposé par le cardinal Glemp, primat de Pologne, le très insuffisant successeur du cardinal Wyszynski, dont le niveau théologique et la connaissance du droit canonique était celui d'un curé de campagne.

Les deux partis UW et AWS, partenaires d'une coalition gouvernementale dirigée par un protestant, Eduard Buzek – issu de l'AWS –, éclatèrent. L'UW d'abord, un groupe de jeunes de Gdansk animé par le Kachoube Donald Tusk, firent sécession contre la politique économique jugée trop modérée de Leszek Balcerowicz et créèrent PO. L'AWS ensuite, où toutes les composantes reprirent leurs billes, les Amis de *Radio Marija* fondant la Ligue des familles polonaises, nationaliste et intégriste. Lech Kaczynski, suivi de son frère comme d'une ombre, forma le PiS qui apparut modéré grâce à la Ligue des familles. Il afficha par ailleurs une attitude fortement pro-israélienne, entretenant, par ailleurs, les meilleures relations avec ce qui restait de la communauté juive disséminée par la *Shoah* et la politique du régime communiste. Le PiS fut rejoint par le ZChN, à l'exception de quelques éléments qui préférèrent la Ligue des familles. Il recueillit également l'adhésion d'un nombre important de membres de l'UW qui ne partageaient pas les vues ultralibérales de Tusk et dont le plus connu est l'actuel (2017) président de la République, Andrzej Duda. À cette époque, PiS était un parti catholique social, très clérical, mais pro-européen, assez marqué par la pensée de Jean-Paul II. La mort brutale de Lech, jointe à la disparition de la Ligue des familles polonaises, ont libéré un espace à la droite extrême et le parti amorça la dérive que l'on connaît. Mais il continua à bénéficier du soutien de l'Église qui attendit août 2017 pour réagir contre les actions liberticides du gouvernement contrôlé par le PiS, même si ce bon Jaroslaw se contente de siéger à la Diète.

Après la transition et le retour du pays à la démocratie libérale, la Pologne catholique se trouva divisée entre deux partis. L'un, PO, la Plateforme civique de l'ancien président du Conseil européen, Donald Tusk, incarne le libéralisme catholique, ouvert et pro-européen. L'autre, le PiS, Droit et Justice, des jumeaux Kaczynski

– dont le plus doué mourut dans un accident d'avion²⁶ – représente le national-catholicisme, autoritaire, souverainiste, multipliant les atteintes à l'État de droit, en fait les vieux démons qui affectèrent le pays dans l'entre-deux-guerres. Un bon point néanmoins, le PiS n'est en rien antisémite. En fait, son succès lui vint d'un programme socio-économique chrétien social et favorable aux démunis et aux droits des travailleurs. Et si les électeurs polonais le portèrent au pouvoir, il ne faut pas voir là une adhésion au nationalisme autoritaire de ce parti, mais la lassitude envers les politiques ultra libérales menées par la Plateforme civique.

26 Il se rendait à Katyń et l'accident survint en territoire russe : la similitude avec Sikorski est frappante.

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette enquête qui nous amena à parcourir l'Europe catholique de long en large, quel bilan dresser du catholicisme politique, c'est-à-dire des partis catholiques conservateurs, chrétiens-sociaux et démocrates-chrétiens ? Trois aspects doivent retenir toute l'attention du lecteur, qu'il soit historien, politologue, intéressé par le rapport entre religieux et politique ou simplement chrétien. Sa richesse intellectuelle et doctrinale d'abord ; son importance historique et sociologique ensuite ; enfin, un legs fondamental : l'initiative du processus d'intégration européenne.

Peu étudié de nos jours, le catholicisme politique constitue pourtant une famille de pensée et de partis politiques considérables. Considérable d'abord par sa richesse doctrinale, abondante en textes et en auteurs, et qui, si on ajoute les documents pontificaux aux travaux des penseurs, se compare sans complexe aucun au socialisme et au libéralisme. D'autant plus que certains auteurs considérés comme libéraux appartenaient en fait au libéralisme catholique. Considérable ensuite par l'importance des réseaux associatifs en tous genres qu'il engendra : coopératives, ligues agricoles et surtout syndicats qui, que cela plaise ou non, en font une composante essentielle du mouvement ouvrier. Cette réalité fut plus volontiers prise en compte par les auteurs communistes que par les socialistes, aveuglés par leur anticléricalisme sommaire. Ainsi, le syndicalisme chrétien demeure majoritaire en Belgique ; en France, le premier

syndicat « prolétarien », c'est-à-dire implanté dans le secteur privé, dans les entreprises, est la CFDT ; or cette organisation constitua, jusqu'en 1961, l'essentiel du syndicalisme chrétien. En Italie, le second syndicat en importance est la CISL, également partie prenante du mouvement syndical chrétien. En Pologne, il en va de même pour *Solidarnosc*, acteur historique décisif qui précipita la fin du communisme, non seulement en Pologne, mais encore dans l'ensemble du camp socialiste, et dont le fondateur, Lech Walesa, obtint le prix Nobel de la Paix et devint président de la République. Considérable enfin dans sa capacité – et c'est peut-être un corollaire du point précédent – d'organiser d'importants et puissants partis de masses, les seuls susceptibles de rivaliser avec la gauche. Qui plus est, ces partis politiques jouèrent, dans bien des pays, un rôle gouvernemental capital dû au fait qu'ils pouvaient s'entendre avec la droite comme avec la gauche. Paradoxalement, ils démentent la thèse de Duverger sur le centre, alliance des modérés de la gauche – le centre-gauche – avec les modérés de la droite. Bien avant qu'Emmanuel Macron pensât en inventer le concept, ils réalisèrent l'alliance de la gauche, de la droite et du centre, réunis au nom d'une dimension transversale, en l'occurrence la défense religieuse.

En outre, l'ampleur des alliances opérées par le catholicisme politique, le caractère interclassiste de sa base, se traduit dans un spectre politique extrêmement large. En effet, quoi de plus éloigné qu'un monarchiste traditionaliste gagné aux thèses de la contre-révolution d'une part, et de l'autre d'un démocrate-chrétien républicain du MRP, et dont René Rémond nous montra si bien qu'il était à gauche sinon de gauche ? Et si le label « de gauche » lui fut vigoureusement dénié, c'était bien à cause de son attachement à l'école libre. C'est bien là que git le délicieux paradoxe : un radical antisocial et ultralibéral à l'ancienne était reconnu et estampillé de gauche, pour peu qu'il fût franc-maçon et résolument anticlérical.

Être de gauche, voire d'extrême gauche comme Robert Buron dans le premier cas ou le militant de la cause paysanne Bernard Lambert pour la seconde occurrence, ne les empêcha point de devenir députés MRP. D'autres, plus nombreux, firent carrière à droite et François Fillon, dont le parcours politique se vit anéanti par son inconscience

en matière d'emplois familiaux, bénéficia du soutien du mouvement catholique conservateur, issu de la « Manif pour tous », celle-ci restant moins marquée politiquement et centrée sur la défense des valeurs. En face, Christine Pedotti qui organisa le « comité de la jupe » afin de protester contre des paroles malheureuses et maladroites tenues par le cardinal Vingt-Trois, dirige maintenant *Témoignage chrétien*, posa sa candidature au « poste » d'archevêque de Lyon et, avec quelques-uns de ses camarades, réclama la démission collective des évêques français.

C'est que le catholicisme politique apparaît, à l'instar de ce que constatait Émile Poulat pour le catholicisme en général, comme « un monde ». La volonté de défendre les valeurs judéo-chrétiennes, la doctrine sociale de l'Église, ses intérêts à la fois communautaires et matériels se manifestèrent de façons diverses, plurielles et souvent antagonistes. Ces oppositions s'exprimèrent souvent d'une façon qui manquait singulièrement de charité chrétienne. Songeons aux dénonciations de Mgr Benigni et de son réseau d'espionnage intégriste : « La Sapinière », magistralement étudiée, toujours par Émile Poulat, dans l'un de ses premiers livres. Songeons à la dureté dont fit montre Pie X envers les modernistes.

Quoi qu'il en soit, ces antagonismes ont contribué à enrichir le catholicisme politique. Nous avons rassemblé ces diverses tendances en trois courants fondamentaux : contre-révolution, libéralisme catholique et démocratie chrétienne, qui se situent dans un rapport dialectique. Si Joseph de Maistre, Georges Goyau ou Marc Sangnier restèrent fidèles qui à la contre-révolution, qui au libéralisme catholique et qui à la démocratie chrétienne, d'autres empruntèrent des passerelles. Le moindre d'entre eux ne fut certes pas Lamennais, le véritable père fondateur de la démocratie chrétienne, qui passa par ces trois formes idéologiques sans jamais se renier.

Si, par ailleurs, et « on reconnaît l'arbre à ses fruits », et on entreprend d'établir le bilan du catholicisme politique, on constate qu'il se révèle globalement *très* positif. Trois points principaux sont à mettre à son actif.

D'abord, il permit, en les incorporant au jeu politique, de convertir les masses catholiques et leurs élites à accepter, dans un premier temps,

les mérites des régimes représentatifs puis de la démocratie libérale. Dans les cas plus particuliers de la France et de l'Italie, il contribua au ralliement à la République ; une démarche qui se révéla plus facile en Italie qu'en France où les réticences se révélèrent aussi nombreuses que durables.

Ensuite, le catholicisme politique, non seulement milita pour le vote des femmes, mais encore réalisa leur socialisation politique bien avant que le droit de vote ne leur fût enfin concédé. Sur ce point, les formations de gauche se couvrirent de honte en reniant leurs propres principes par crainte du « pouvoir du confessionnal ». Pas de démocratie pour celles qui ne pensent pas comme nous... Cette obsession n'était même pas fondée, comme le montrent les résultats électoraux tant dans les pays précurseurs en la matière qu'en France, en Belgique et, bonne dernière (1974), en Suisse où le vote féminin fut tardivement introduit. La démocratie chrétienne joua un rôle essentiel dans la reconstruction de l'Allemagne et de l'Italie où elle s'affirma comme l'autrice du *miracolo*, le miracle économique qui se traduisit également dans le domaine culturel avec des romanciers comme Bassani, Calvino, Pavese, Moravia ; un cinéma qui occupa la première place en Europe et qu'incarnent les beaux visages d'Anna Magnani ou de Monica Vitti ; un 7^e art marqué par des géants comme Fellini, Visconti, Pasolini et tant d'autres. Le règne de la DC ne se réduisit point au *malgoverno* et, à certains égards, il fut un âge d'or.

Enfin, et *last but not least*, si, malgré ses insuffisances, l'Union européenne assure la prospérité des Européens et les protège contre les effets d'une mondialisation sauvage, c'est bien parce que deux démocrates-chrétiens, Robert Schuman et Konrad Adenauer comprirent qu'il fallait mutualiser au service de la paix ces industries indispensables à la guerre : l'extraction du charbon et les aciéries ; immédiatement soutenus et rejoints par Alcide De Gasperi, ils entraînent dans leur sillage leurs camarades de partis, le Belge Paul Van Zeeland et le Luxembourgeois Joseph Bech. Dirigés par un travailliste, Willem Drees, les Néerlandais traînent des pieds, mais l'impulsion donnée par Louis Beel et le Parti catholique eurent rapidement raison des réticences bataves. « L'aventure européenne », pour utiliser les termes de mon vieil ami Léo Moulin, fut portée à

bout de bras par une alliance entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates. *A contrario*, le déclin et le recul de la démocratie chrétienne entraînaient, sous l'impulsion de Mrs Thatcher et avec la complaisance du président Mitterrand, l'instauration d'une Europe très libérale éloignée de ses idéaux initiaux.

C'était l'Europe de Charlemagne, celle de « *Ces Carolingiens qui firent l'Europe* », pour reprendre le titre du beau livre de Pierre Riché. Nous étions persuadés dès l'origine, c'est-à-dire lorsque de Gaulle osa dire « non » à McMillan qu'il fallait en rester là et le « *Brexit* » le démontre avec éloquence. Les États-Unis d'Europe, qu'ils fussent sous forme fédérale, voulus par Luns et Spaak, ou confédérale comme le proposait le « plan Fouchet », seraient une réalité depuis longtemps sans ce fameux élargissement. Les pays qui formaient l'Europe des six possédaient le même type de système partisan tripolaire, sinon toujours tripartite, avec une gauche sociale-démocrate laïque, un centre démocrate-chrétien et une droite pluraliste et libérale, anticléricale en Belgique, et où radicaux et CNI français faisaient bon ménage. L'élargissement introduisit au sein de la CEE des pays où « l'étendue de la question religieuse » ne séparait personne, elle ne se posait même pas. Ces pays ignoraient totalement la démocratie chrétienne qui se retrouva minoritaire en Europe face aux socialistes et, d'élargissement en élargissement, son destin était de devenir sans cesse plus minoritaire !

C'est alors que survint le reniement ou la trahison. Elle venait s'ajouter à la *Silent Revolution* survenue vers la fin des années soixante du siècle passé et qui remit en cause le système de valeurs judéo-chrétiennes qui servit de socle à la civilisation chrétienne depuis plus d'un millénaire, et qui n'avait cessé de s'améliorer grâce à la critique énoncée par les Lumières, mais surtout l'*Aufklärung* : qu'on nous pardonne de préférer Leibniz à l'essayiste Voltaire et Kant à Diderot, qui fit l'éloge de Catherine II, la « Sémiramis du Nord » ! Une idéologie néo-bourgeoise, un hédonisme aussi utilitariste qu'individualiste imposa un système de valeurs où tout se vaut et qui contraste aussi bien avec le Christianisme qu'avec le solidarisme que défendit, il y a plus d'un siècle, Léon Bourgeois, inspiré par la sociologie de Durkheim. Vers l'an 2000 encore, se multiplièrent

les études, souvent excellentes, consacrées au bimillénaire du Christianisme et qui en valorisaient l'héritage positif. Athées et agnostiques apportèrent leur contribution à l'édifice. Aujourd'hui ni Dieu – si on y croit –, ni la société n'ont de droits, pas plus que la nature humaine plus que jamais « paradigme perdu », rien n'est opposable à ce qui est utile à l'individu : droit au mariage entre personnes du même sexe et procréation médicalement assistée, ou gestation pour autrui pour les couples naturellement inféconds. Suicide assisté et « pseudo-euthanasie » pour souffrance psychique, y compris pour les mineurs en Belgique qui va le plus loin sur cette pente fatale. Peu à peu, toutes les balises morales sont larguées, plus que jamais, le catholicisme politique aurait eu quelque chose à apporter. Où en est-il ?

Plus prosaïquement, l'effondrement du MRP en France ouvrit la porte à une bipolarisation sauvage qui engendra dès 1974, et même avant, un climat de « guerre civile froide » que l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence affaiblit sans toutefois l'éliminer. En Italie, le dépeçage de la « baleine blanche » ouvrit la voie à l'épisode tragico-mique de Berlusconi puis à celui, plus sinistre, de Salvini et de sa *Lega* ; l'avenir s'annonce sombre avec la menace constituée par les fascistes de *Fratelli d'Italia* désormais au pouvoir.

Le destin du catholicisme politique s'annonce des plus tragiques et se résume en un dilemme : le reniement ou le déclin, sinon la mort. L'Italie, où il fut naguère encore prospère, illustre l'occurrence la plus fatale et la situation française ne vaut guère mieux. L'Allemagne et l'Autriche incarnent le premier choix : se réaligner en devenant un parti conservateur, au prix d'un douteux fleuretage avec les partis nazis dans le second pays. Quant à la Belgique et aux Pays-Bas, jadis zones de force des partis confessionnels, ces derniers ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils représentèrent autrefois et une ombre qui pourrait fort bien se dissiper, comme si le passé n'était plus qu'illusion.

Par surcroît, un regard rétrospectif jeté sur l'Histoire nous révèle que, avant la Seconde Guerre mondiale, l'Europe centrale constitua, à côté de « l'Europe du Saint-Empire », un bastion du catholicisme politique organisé. Deux aires géohistoriques imposent un contraste

à l'analyse : d'une part la Pologne, de l'autre l'Empire austro-hongrois avec les pays qui en assumèrent la succession.

La Pologne n'eût de vie parlementaire que dans les fragments de son territoire incorporés à la Prusse ou à l'Autriche-Hongrie, la botte des tsars ayant dûment écrasé toute velléité d'instaurer quelque régime représentatif que ce soit, engendrant un long vide historique dont les effets s'exercent encore de nos jours : l'ancienne partie russe constitue encore une variable explicative pertinente de sa sociologie électorale, car tous les nationalismes, tous les populismes, tous les autoritarismes, tous les fascismes y fleurissent. Quant aux deux autres régions, les parlementaires polonais s'organisèrent en créant leurs groupes parlementaires spécifiques. Avec la reconstitution de l'antique République de Pologne, le *Sejm* s'illustra par son multipartisme extrême, souvent interrompu par des épisodes autoritaires. Cependant, dans ce pays profondément imprégné de catholicisme identitaire, les démocrates-chrétiens fondèrent un parti qui, malgré son caractère assez minoritaire, rayonna par son influence : le SP, Parti du travail, désigné parfois sous le vocable de Parti des travailleurs chrétiens. En fait, la sensibilité démocrate-chrétienne exista en Pologne avant l'indépendance sous le nom de *Chadecja* qui donna naissance au Mouvement polonais pour la démocratie chrétienne PSChD, à l'origine du SP, *Stronnictwo Pracy*. Sous le régime communiste, le SP devint le SD. Avec le retour du pays à la démocratie, le SD – Parti démocrate – rejoignit l'UD de Tadeusz Mazowiecki, dont on a vu le destin et le catholicisme politique polonais se voit aujourd'hui gangréné par le PiS qui entend se poser en détenteur du monopole de la parole politique des catholiques. Le résultat le plus tangible est le discrédit de l'Église, la pratique dominicale qui avoisinait les 90 % est tombée à 30 %. En une décennie, grâce à ce parti et à l'incompétence du cardinal Glemp, le capital de sympathie engrangé par la lutte des catholiques contre l'absolutisme russe et le totalitarisme communiste, comme lors du décès du pape Jean-Paul II, fut dilapidé. En Slovaquie, le KDH ne put renouer avec les succès qu'obtenait le Parti populaire dans l'entre-deux-guerres ; quant à la République tchèque, le ČSL resta toujours une force d'appoint.

L'autre zone de force où s'épanouit jadis le catholicisme politique, l'Europe des cités-États, la dorsale européenne ou « banane de Brunet », articulée sur l'axe Rhône-Rhin et qui s'étend du Schleswig-Holstein à la Toscane incluse, ne présente pas un tableau plus réjouissant¹.

En fait, la situation de la démocratie chrétienne en Europe de l'Ouest ne paraît guère encourageante. En premier lieu et au niveau des États, elle se retrouve affaiblie, marginalisée, voire satellisée. En Allemagne, il y a belle lurette que la CDU-CSU n'est plus la formation démocrate chrétienne qu'elle fut jadis, mais le parti de la droite classique, modérée pour la CDU, conservatrice et cléricale en ce qui concerne la CSU bavaroise. Malgré de significatives différences, on peut en dire autant ou pire de l'ÖVP autrichien. En second lieu, la CDU-CSU n'eut de cesse de militer en faveur de l'adhésion des conservateurs anglo-saxons au Parti populaire européen, un europarti créé par la démocratie chrétienne. Las, Français et Italiens refusèrent obstinément de faire droit à cette requête. En 1999, Flaminio Piccoli – qu'on a vu à l'œuvre sur la scène politique italienne –, devenu président de l'Internationale démocrate-chrétienne, adjura le PPE de refuser d'accueillir dans ses rangs « des personnalités qui sont clairement de droite et dont la présence condamne à mort le mouvement social chrétien »². Or, Piccoli n'appartint ni au courant *La Base*, ni à celui de *Forza nuova* de la DC.

Plus tôt encore, en 1977, Pierre Letamendia constatait que « dans certains pays, le label démocrate-chrétien est sollicité par des formations aux convictions démocrates chrétiennes douteuses »³. Avec le recul du temps, ces deux jugements valent leur besant d'or ! La démocratie chrétienne est non seulement minoritaire au sein du PPE, mais encore dispersée entre ce dernier et *Renew Europe*, et même celui des socialistes européens qui s'est ouvert aux démocrates,

1 D.-L. SEILER, « The Legacy of Stein Rokkan », in J.M. MAGONE (ed.), *Routledge Handbook of European Politics*, New York, Routledge, 2015, pp. 45-46.

2 A. de BROUWER, « Le Parti populaire européen », in M. CACIAGLI *et al.*, *Christian Democracy in Europe*, Barcelone, ICPS, 1992, p. 128.

3 P. LETAMENDIA, *op. cit.*, p. 103.

devenant le groupe des *socialistes et démocrates*. Quant au PPE, il vit l'aigle CDU-CSU se conduire comme un coucou et pondre une série d'œufs conservateurs dont les petits s'empressèrent de marginaliser ceux de sensibilité démocrate-chrétienne, dont certains se virent précipités hors du nid... Qui fut le responsable ou, plus précisément, le coupable de l'entrée des conservateurs, du PP espagnol, du PSD portugais et, *last but not least*, de *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, qu'ils préférèrent à Romano Prodi? Celui qui condamna à mort le mouvement social chrétien n'était autre que Wilfried Martens. L'ancien Premier ministre belge, qui débutant à la gauche du CVP, termina sa carrière à la droite de la démocratie chrétienne européenne et, cédant à des préoccupations purement électoralistes, il ouvrit toutes grandes à la droite les portes du PPE qu'il présidait. Aidés par les Allemands et les Autrichiens, les conservateurs eurent tôt fait de marginaliser la démocratie chrétienne. La faiblesse numérique des Français – eux-mêmes minoritaires dans leur délégation nationale dominée par le RPR, puis l'UMP – et l'explosion de la *Democrazia Cristiana* laissèrent le champ libre à Martens et à ses alliés conservateurs de tous poils.

Le départ des *Tories*, souverainisme oblige, qui formèrent leur propre eurogroupe – et c'était bien avant le *Brexit* – n'arrangea rien à l'affaire, car les conservateurs scandinaves et ceux d'Europe balte et centrale restèrent au PPE, au même titre que le *Partido popular* espagnol. Au sujet de celui-ci, il nous plaît d'évoquer la franche hilarité qui nous saisit à la lecture des propos tenus par José Maria Aznar, chef du PP et, *in illo tempore*, du gouvernement espagnol, lors d'une assemblée publique tenue à Paris en 1999, à l'occasion de la campagne des « Européennes ». L'intéressé s'appropriâ sans vergogne l'héritage d'Alcide De Gasperi, de Robert Schuman et de Konrad Adenauer, et termina sa péroraison en s'exclamant : « *Somos los herederos.* » Étrange héritier que ce personnage issu du franquisme et qui se convertit tardivement aux vertus du régime démocratique grâce à son mentor, l'ancien ministre de Franco, Manuel Fraga Iribarne, le fondateur de son parti. Ce dernier joua le jeu de la *Transición* et eut une attitude aussi exemplaire que courageuse lors de la tentative de *golpe* du colonel Tejero en février 1981. Conservateur,

Fraga était un démocrate sincère, mais certes pas un démocrate-chrétien et ne prétendit jamais l'être, même si son parti reçut une aide réelle de la CSU. Par contre, en 1961, les délégués démocrates-chrétiens espagnols, dont les anciens ministres, Gil Roblès et Ruiz Jimenez Fernandez, qui avaient eu l'outrecuidance de participer au Congrès de Munich du Mouvement européen, se virent retirer leur passeport. La démocratie chrétienne représenta, entre 1939 et 1945, une composante de la Résistance antifasciste et ne saurait, en aucun cas, servir à désigner des formations post-fascistes, comme le PP de Rajoy. Pour Jean-Luc Pouthier, l'antitotalitarisme constitue une composante essentielle de la démocratie chrétienne⁴.

L'influence allemande et les calculs de Martens jouèrent un rôle important dans toute cette affaire, mais suffisent-ils à expliquer l'attrait de la démocratie chrétienne sur des partis issus de pays qui ne la connurent qu'à la marge ? Pour les post-fascistes, l'enjeu est limpide. « Qu'il est doux de troquer chemise bleue et bottes contre un complet de flanelle grise de chez un bon faiseur. »⁵ Certes, toutes les formations politiques qui se parent du label démocrate-chrétien comme d'un masque ou d'un faux-nez ne traînent pas forcément un lourd passé ; elles relèvent du conservatisme libéral ou, plus rarement, du nationalisme démocratique, mais le péril qu'elles font peser sur l'avenir de la démocratie chrétienne reste le même.

Ainsi, élus français et italiens rejoignirent l'ALDE puis *Renew Europe* qui lui succéda, les seconds rejoignant ensuite les sociaux-démocrates. Seuls les partis du Benelux demeurent au PPE. Les raisons en sont simples : ils ne voulaient pas siéger avec les libéraux qui, dans leurs pays respectifs, se situent résolument sur leur droite.

On peut légitimement avancer l'hypothèse que le catholicisme politique et la démocratie chrétienne constituent des espèces menacées, voire en voie d'extinction ! Cependant, les élections néerlandaises de 2017 furent marquées par un spectaculaire rebond du CDA. Ceci

4 J.-L. POUTHIER, « Émergence et ambiguïté de la culture politique démocrate chrétienne », in S. BERSTEIN (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Seuil, pp. 285-314.

5 D.-L. SEILER, *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 45.

dans un contexte marqué par la campagne en faveur du « *Nexit* » menée par les ultranationalistes de Geert Wilders. Le péril conjuré, le CDA retomba sous la barre des 10 % lors des législatives de 2020, avec 9,5 %, un meilleur score que celui obtenu par les travaillistes ! Le gouvernement sortant, pro-européen, fut reconduit début 2021. La démocratie chrétienne apparut en 2017 comme un vecteur privilégié de l'opinion fortement pro-européenne⁶. En rapprochant ce résultat de celui obtenu par Emmanuel Macron aux présidentielles de 2017, on voit émerger un pôle pro-européen rassemblant droite et gauche autour de causes transversales à l'opposition droite/gauche. Or, le catholicisme politique put longtemps rassembler des militants de gauche, du centre et de droite sur des enjeux transversaux : les valeurs judéo-chrétiennes et la défense des intérêts matériels de la communauté catholique. L'Europe, la cause de l'Europe peut servir ainsi de ciment à une alliance progressiste, en France *Renaissance* et *Modem*, aux Pays-Bas, *Groen Links*, CDA et D'66, mais ailleurs ? Aux Pays-Bas, la couleur du CDA et celle de D'66 est le vert, symbole de l'espérance ; jadis, l'emblème du Mouvement européen était également vert, jusqu'à ce qu'il fut remplacé par les douze étoiles de la Dame de l'Apocalypse, il représentait un E vert sur fond blanc. Sauf que D'66 a poussé jusqu'à l'extrême le libéralisme culturel, ce qui rend la collaboration entre les deux partis pour le moins problématique, sinon impossible. Par ailleurs, la majorité des observateurs ont oublié que nombre d'institutions durent le jour aux démocrates-chrétiens : le Comité économique et social de l'UE, mais également les comités d'entreprise, en Allemagne et en Belgique des conseils d'entreprise ainsi que les *Betriebsträte* en Allemagne.

La sécularisation et plus que la baisse de la politique religieuse, l'évaporation du système de valeurs judéo-chrétien, remplacé par l'individualisme hédoniste eurent raison de la démocratie chrétienne : Bentham a vaincu Kant.

Chez nous jadis, un « chrétien engagé en politique pouvait [...] s'affirmer plus aisément chrétien que démocrate ». Aujourd'hui, « Il est moins difficile à un chrétien de se proclamer démocrate

6 Une option que le CDA partage avec les libéraux de gauche de D'66 qui progressèrent également.

que chrétien »⁷. Seule l'espérance, vertu théologale par excellence, représente une option possible aux optimistes impénitents qu'anime l'amour de l'Europe de Schuman, Adenauer et De Gasperi.

⁷ J.-L. POUTHIER, *op. cit.*, p. 314.

Remerciements

Je remercie Vincent Hoffmann-Martinot, Catherine Boudard, l'UMR MESOPOLHIS (CNRS–Aix-Marseille Université, Sciences Po Aix) et l'ESPOL (Université catholique de Lille) pour leur aide précieuse.



Imprimé en France pour les Éditions Le Manuscrit

Dépôt légal : avril 2023

